



ORASSCOPIE IX

COPIE INAMOVIBLE DES DONNEES SCIENTIFIQUES ET
PHILOSOPHIQUES DU XXI^{ème} SIECLE DEPUIS LA RDCONGO VERS
L'AFRIQUE ET LEMONDE

Production collectif sous la direction du

Docteur Serge BIREO MULEMERI
C.T. Ir. Pierre NTUGULO BUHENDWA,
C.T. Faustin NGENDAHIMANA HABIMANA et
C.T. John-Modest MUTAYONGWA

DYNAMIQUES RECHERCHES ACTIONS POUR LE DEVELOPPEMENT
Perspective d'une Paix Durable en RDC

DYNAMIQUE RECHERCHE- ACTION POUR LE DEVELOPPEMENT

Perspective d'une Paix Durable en RDC



Aux éditions



RDC-Goma, mars 2024

ORASSCOPIE IX

Janvier - Mars 2024



Published by Maison d'Edition ORASSU International
Goma, DR Congo

Dépôt légal Bibliothèque Nationale : JY3.02208-57490 / ORASSCOPIE 009/RDC-1137

Website : www.eveilcongo.com

Email : redaction@eveilcongo.com

All rights reserved. No part of this book may be reproduced or utilised in any form or by any means, electronically or mechanical, including photocopying or recording, or by any information storage and retrieval system, without permission in writing from the publisher.

A tout le corps enseignant de l'Université des Martyrs du Congo et à vous tous amoureux de la Science, veuillez trouver en cet ORASSCOPIE IX, l'expression de notre plus grande considération à votre égard et l'invitation pour la publication trimestrielle de votre Article scientifique et pluridisciplinaire au sein de l'ORASSU EveilCongo.net

ISBN : 978-620-669-619-3

© 2023 by Maison d'édition Orassu

Vous pouvez nous écrire au Service de redaction@eveilcongo.net ou appeler

au +243 991 900 910,

+243 975 984 882,

+243 973 622 828



Dépôt légal Bibliothèque Nationale : JY3.02208-57490 / ORASSCOPIE 009/RDC-1137

Site web : www.eveilcongo.net

MAISON D'EDITION ORASSU International



EN PARTENARIAT AVEC



L'UNIVERSITE DES MARTYRS DU CONGO

« UNIM-RDC »

**POUR LA VALORISATION DES RECHERCHES
SCIENTIFIQUES EN RDC**



Colonel Prof. ALISA JOB

Commissaire Supérieur PNC/Secrétaire de Recherche UNIM-GOMA



Prof. Louis AKILI MALI KAHUMBUGU

Secrétaire Général Académique



C.T Master John-Modest MUTAYONGWA

Coordonnateur Peace building / Transform DRC

**GRACE AUX VISIONNAIRES DE L'INSTITUT NATIONAL
CONGOLAIS DES RECHERCHES SCIENTIFIQUES**

« INCRS-CONGO »

**VALORISONS LA RECHERCHE PLURIDISCIPLINAIRE
CHEZ NOUS !**

Dépôt légal Bibliothèque Nationale : JY3.02208-57490 / ORASSCOPIE 009/RDC-1137

Site web : www.eveilcongo.net

ORASSCOPIE IX

Editorial :

**DE LA CROISSANCE DE L'INSTITUT NATIONAL
CONGOLAIS DES RECHERCHES SCIENTIFIQUES « INCRS-
CONGO » POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE EN RDC**

Par :



**Master KAMBALE
Jean de Dieu**



**Dr. Serge BIREO
MULEMERI**



**Doctorant Marcellin
BIRALI
MUGISHO CHIBUHA**

I. PROBLEMATIQUE

La Recherche dans un pays, constitue la clé de voute et prépare son développement durable. Il est difficile de se développer sans pouvoir s'investir dans la Recherche multisectorielle et pluridisciplinaire. Pour le cas en République Démocratique du Congo, la Recherche rencontre des difficultés énormes tantôt d'ordre structurel tantôt logistique très sérieux. L'insuffisance des instituons spécialisées et équipées pour la recherche en RDC ne permet pas d'exploiter toutes les potentialités humaines et matérielles que dispose le pays.

Par moment, les chercheurs se lancent dans la quête de vérité sans appui logistiques ni financiers de la part du gouvernement congolais, ce qui rend de plus en plus la tâche difficile au chercheur congolais. Par moment, l'on se demande, qui est chercheur et qui ne l'est pas.

Parfois seul, depuis l'identification du problème qui gangrène la société et sur lequel s'engage à mener de recherche, sans appui dans la collecte de données et dans leur traitement. Une fois qu'il aboutit aux résultats, il doit encore faire de sacrifice pour les rendre publics par ses propres moyens. D'autres ne faisant pas encore connaissance de la Maison d'édition ORASSU, crédible au pays pour des publications scientifiques, se contentent d'aller publier à l'étranger. Du début à la fin, le chercheur congolais ne fait que penser et se dépenser soi-même sans jamais espérer en retour la récompense de ses efforts. Cette situation a tendance à décourager ceux qui pourraient s'engager sur cette voie car la recherche paraît orpheline dans un contexte de non appui ou encadrement des chercheurs et surtout ceux de la partie orientale du pays alors qu'elle a tout un ministère lui concerné.

A cela s'ajoute le processus d'authentification de la marque congolaise de production scientifique, artistique et littéraire car même les numéros de standardisation du livre pour la RDC sont sous-traités par la Belgique. Ce processus de la numérisation de la marque congolaise des œuvres scientifique, artistique et littéraire en RDC nécessite l'implication et la coopération entre trois Ministères à la fois : celui de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (ESU), celui de Recherches Scientifiques et Innovations Technologiques et en fin, celui de Culture et Art en RDC. Cette coopération interministérielle, devrait se sentir sur terrain à travers les Institutions des Recherches et de valorisation de la production des œuvres d'esprit en République Démocratique du Congo, une

démarche entreprise par l'Institut National Congolais des Recherches Scientifiques (INCRS) pour la restauration, la valorisation et l'authenticité des œuvres d'Esprit depuis la RDC vers l'Afrique et le monde. Que ces mêmes ministères s'impliquent particulièrement dans le Secteur de Recherche pour valoriser le patrimoine congolais et encourager les initiatives des Maisons de publication en RDC. Cela donnerait plus de crédibilité à la Recherche en RDC et nombreux Chercheurs viendraient de partout dans le monde pour publier le résultat de leur Recherche en RDC, avec cette éclosion, la RDC revêtira sa robe de gloire comme pays qui détient la gâchette, l'expression des potentialités pour le développement de toute l'Afrique. (Fanon)

Par ailleurs, dans le rythme actuel, comment voulez-vous atteindre ce cet exploit alors que la moitié de nos œuvres d'esprit (livres, articles et œuvres artistiques) sont publiées à l'étranger ? Ne voyez-vous pas que chaque fois que vous publiez votre œuvre à l'étranger, notre pays, la RDC y sort perdant doublement, d'abord, elle perd le droit de propriété intellectuelle ; en ce sens que l'œuvre publiée à l'étranger bien qu'utile à toute l'humanité, reste enregistrée au compte du pays qui l'a publié. Ensuite, la productivité scientifique en RDC diminue et le pays ne bénéficie pas de la nouveauté du contenu scientifique de l'œuvre publiée à l'étranger. Ce qui fait que le problème peut être constaté en RDC, étudié par les congolais, mais comme publier à l'étranger, le pays est dans l'obligation de payer l'expertise étrangère considérée crédible pourtant au contenu congolais. Quelle honte. On nous vend nos propres produits. Il en est de même dans presque tous les secteurs nationaux. Le café est cultivé, récolté et traité par les kivutiens, mais transformé au Rwanda, en Ouganda pour être vendu à un prix exorbitant aux mêmes producteurs kivutiens et congolais

en général. Cette illustration peut s'appliquer aussi à nos minerais, ...Et pour ne citer que cela.

Comme solution à ces problèmes, l'INCRS-CONGO vient marquer d'un pas décisif la classe scientifique congolaise et les membres du gouvernement, les conscientisant et les appelant à Solutions proviennent à l'étrangers faute de manque de soutien et d'un encadrement efficace du gouvernement congolais aux chercheurs nationaux.

L'Institut National Congolais des Recherches Scientifiques « INCRS-CONGO » en sigle, dans l'un de ses objectifs, vise à rapprocher tous les chercheurs congolais de leur ministère de tutelle afin d'être mécanisés et budgétisés. Les œuvres publiées en RDC doivent être valorisées au même titre que celles publiées aux éditions européennes sans complexe ni complaisance grâce à l'enregistrement du code national de production au chéquier mondial.

Ces difficultés et beaucoup d'autres qui bloquent encore le boom de la recherche scientifique en RDC. Le chercheur congolais devait quitter le sentier battu, la tendance du découragement et l'esprit du sadisme, contre les autres qui veulent avancer dans la recherche. Pour réussir la recherche en RDC, nous devons être innovants, créatifs et inventifs, c'est en cela qu'on nous reconnaitra comme chercheurs. Le temps de reprendre ce que les autres ont dit est révolue, nous devons dire le monde tel que nous l'apercevons aujourd'hui pour un dépassement honnête et émulateur aux recherches antérieures. C'est alors que nous serons originaux avec des solutions aux vrais enjeux de notre temps. Le secteur de la recherche en RDC devrait donner des lignes directrices pour arrièrer l'avancée du monde de recherche et innovation technologique en RDC. Beaucoup d'autres difficultés émaillent l'environnement.

Nous saluons les efforts fournis par le gouvernement congolais via son ministère de Recherche jusque-là, qui encourage nombreuses personnes à se lancer dans l'univers de la recherche et à quitter la mode de l'anonymat et de travail à vase clos. Afin de propulser notre pays sur les rails de développement durable car notre avenir et celui de nos enfants en dépend. La recherche n'est possible que lorsqu'elle est faite de manière collective et coopérative.

En effet, c'est grâce à la recherche scientifique que les autres nations à travers le monde se sont développées. Si la Recherche est valorisée, elle permet d'encourager les initiatives individuelles et collectives pour la découverte. Si la technologie aujourd'hui a atteint son paroxysme en occident et en Amérique, c'est grâce à l'importance et du sérieux qu'ils accordent au monde de Recherche. C'est encore grâce à la recherche que le secteur étatique et privé d'un pays tire son envol car elle sert à la nation la ligne directrice pour le reste des ministères et institutions dans un pays. La Recherche sert à la nation de boussole pour la conception de programme de développement durable du pays pour dix ans, cinquante ans et au-delà. C'est grâce à la recherche que l'on aboutit aux solutions liées aux différents problèmes identifiés dans la société.

Cependant, cela ne va pas de soi. Pour réaliser une recherche, il y a lieu de penser aux moyens de bord, les locaux, à la qualité des animateurs et éclaireurs dans la recherche. Tout chercheur congolais devrait être dans des conditions qui lui permettent de bien travailler. La facilité d'accès aux données sur une thématique quelconque, la facilité dans le traitement de ces données et dans la publication. Cette tâche n'est possible que si l'Etat

congolais s'y implique avec intérêt à valoriser le secteur de la Recherche qui paraît oublié et légué à la seconde place. D'autres défis d'ordre matériel émaillent la réalité du monde de Recherche en RDC à l'instar du manquement quasi-total des Centres et Institutions de Recherches de qualité et en quantité sur l'ensemble du territoire national. Le manquement des innovations technologiques dans l'industrie du livre, imprimeries modernes en RDC qui soient capables de produire au tant de livres selon le besoin. L'insuffisance des bureaux d'étude et salles de Recherche par Province sur l'ensemble du Territoire National. La sous traitance des activités de recherche scientifique par d'autres ministères en RDC, alors que la Recherche et Innovation Technologique constitue un ministère à part entière en RDC et ne devrait plus être sous traitées par quoi que ce soit autre instance étatique. Le manque de rémunération de Chercheur par l'Etat congolais, qualifié du non reconnaissance du travail de chercheur en RDC.

Engagé à tous les fronts, le chercheur congolais mérite reconnaissance de ses œuvres littéraires, artistiques et ou technologique. Une fois l'intérêt est manifeste, les jeunes comme les vieux, chacun dans son domaine peut alors s'engager sans modération à innover et foncer dans la recherche. C'est à ce moment que le sens de créativité va s'augmenter et la société congolaise aura plusieurs génies dans la résolution des vrais enjeux du moment.

Nous demandons à l'autorité compétente de s'y impliquer et à chacun d'y apporter une solution selon ses compétences et capacités de lobbying pour qu'un jour le monde de la recherche en RDC trouve gain de cause. Un défi pour nous tous chercheurs à travailler pour le bien-être de tous dans la coopération, le respect des normes et de donation personnelle afin de redresser notre pays. Le

développement de la Recherche, c'est la Recherche du développement ; et c'est en investissant dans la recherche que celle-ci peut nous apporter des solutions de paix et de développement durable, multisectoriel et pluridisciplinaires longtemps désiré.

Vu tout ce qui précède, il y a lieu de parler des objectifs à atteindre au sein de l'Institut National Congolais de Recherches Scientifique, Pluridisciplinaires et de Développement Durable en RDC, INCRS-CONGO en sigle.

II. HISTORIQUE

L'Idée de créer « **l'Institut National Congolais des Recherches Scientifiques** » (**INCRS-CONGO**) en RDC est venue du besoin d'unifier les chercheurs congolais autour des valeurs scientifiques et des recherches. Elle est née en 2015 du défi que s'est imposé un groupe de chercheurs pluridisciplinaires congolais de rendre accessible et abordable le processus de publication des œuvres scientifiques, théologiques et philosophiques de qualité en RDC dans un contexte de crise politique, socioéconomique et religieux émaillé de beaucoup d'événements malheureux, caractérisés par des cycles de violences, de pauvreté, de mauvaise gouvernance et de l'insécurité. D'abord comme Revue, l'INCRS-CONGO possède à son actif une Revue prestigieuse dénommée, Revue savante des Recherches pluridisciplinaires Eveil Congo. Cette Revue produit trimestriellement un numéro appelé ORASSCOPIE, qui veut dire ; copie trimestrielle des données scientifiques, philosophies et théologiques depuis la RDC vers l'Afrique et le monde et en est à son dixième numéro trimestriel.

L'INCRS-CONGO a ensuite la Maison d'Edition dénommée, Ordre des prestataires, chefs de Travaux et

Assistant(e)s des Universités, ORASSU, en sigle. Cette maison facilite la publication des œuvres scientifiques produites par la Revue Eveil Congo et les dissémine à travers le monde. En fin, l'INCRS-CONGO travaille en partenariat avec les institutions universitaires de la RDC, d'Afrique et du monde entier dans but d'écrire pour sauver le mémoire individuel et collectif et publier pour valoriser la connaissance issue de nos recherches pluridisciplinaires. L'INCRS-CONGO à son siège social à Kinshasa en République Démocratique du Congo, dans la commune de la Gombé, et sa Rédaction centrale est située à l'Est de la RDC dans la province du Nord-Kivu, ville de Goma. L'INCRS-CONGO compte quatre directions à savoir : la direction générale, la direction scientifique, la direction Administratif et la Direction Financière. A cela s'ajoute huit Administratifs Attachés de Bureaux ; il s'agit du Chef du Personnel, Chef de Services Généraux, Chef de Départements, Chef des Sections de Recherche et le Chef des Laboratoires. Et viennent en fin les agents permanents et non permanents de l'Institution.

III. OBJECTIFS

a) Objectif global

L'INCRS-CONGO poursuit l'objectif global ci-après :
« promouvoir la recherche et les chercheurs en République Démocratique du Congo. »

b) Objectifs spécifiques

L'INRP-DDR envisage des objectifs spécifiques ci-après :

- 1) Devenir un cadre de réunification de tous les chercheurs congolais vivant en RDC et à l'étranger ;
- 2) Valoriser le livre en RDC,

- 3) Rapprocher tous les chercheurs congolais de leur ministère de tutelle afin d'être mécanisés et budgétisés ;
- 4) Faciliter la propagation des idées scientifiques pour le développement ;
- 5) Organiser des émissions radio diffusées pour l'Eveil de la conscience ;
- 6) Contribuer à réduire le chômage ;
- 7) Appuyer les initiatives scientifiques en RDC ;
- 8) Lutter contre l'ignorance ;
- 9) Contribuer à l'émergence de la recherche en appuyant les chercheurs à mener leurs recherches,
- 10) Avoir une salle d'internet pour aider les chercheurs
- 11) Faciliter la recherche la rendant intéressante, à travers la République Démocratique du Congo,
- 12) Valoriser les chercheurs congolais sur l'échiquier national qu'international ;
- 13) Publier des études et des recherches autour des grands défis locaux et leurs implications nationales, régionales et internationales (pauvreté exacerbée, violences sociales, crise de repère culturel et de l'impunité).
- 14) Analyser des stratégies pour un renforcement de capacité de production de qualité et quantité agricole artisanale et industrielle comme réponse à la survie de la population dans un contexte de guerre et de crise alimentaire en R D Congo,
- 15) Etudier de voies et moyens à mettre en pratique dans le secteur minier pour humaniser les conditions socio-économiques des artisans miniers et profiter à l'homme congolais en général.

- 16) Pratiquer des Recherche-Action- Lobbying pour une éducation de qualité dans le système éducatif actuel LMD en RDCongo.
- 17) Former des cadres chercheurs, universitaires et scientifiques jouissant de droits de propriétés intellectuelles sur comment bénéficier des numéros matricules dans le ministère national congolais de recherche scientifique.
- 18) Participer à la formation d'un type d'homme congolais, réfléchi, analytique et praxéologique pour la production des œuvres d'esprit (livres et articles) réalistes et qui donnent des réponses aux vrais enjeux du moment.
- 19) Initier, développer, renforcer et vulgariser des ateliers, des forums, de tables rondes et des paradigmes en matière de paix, de résolution des conflits, de sécurité et de justice pour la reconstruction et cohabitation pacifique de la population vivant dans des zones les plus touchées par des crises de guerres de l'Est et des éruptions volcaniques.
- 20) Créer des partenariats avec les institutions supérieures et universitaires pour faciliter leurs publications à travers la Revue Savante des Recherches Pluridisciplinaires Eveil Congo.
- 21) Former les jeunes filles congolaises à l'écriture, lecture et au métier professionnel pour la liberté, égalité et le respect de genre.

**Par Dr. Serge MULEMERI, Master KAMBALE MATHE ET
Doctorant Marcellin BIRALI
MUGISHO CHIBUHA**

Table des matières

Editorial : DE LA CROISSANCE DE L'INSTITUT NATIONAL DES RECHERCHES SCIENTIFIQUE VERS UN DEVELOPPEMENT DURABLE EN RDC PAR Dr. SERGE MULEMERI, MASTER KAMBALE MATHE JEAN DE DIEU ET Doctorant Marcellin BIRALI MUGISHO CHIBUHA	3
Chap. II. LE CRI DE SOUFFRANCE A L'EST DE LA R. D. CONGO FACE AU SILENCE DU MONDE : UNE HERMENEUTIQUE DU MAL PAR MASTER KAMBALE MATHE JEAN DE DIEU	12
Chap. III. DE L'INGÉNIERIE INTERNATIONALE DE PACIFICATION A LA CONVERSION POUR LA PAIX D'UN PLUS GRAND NOMBRE Par Ir. Pierre NTUGULO BUHENDWA et C.T. NGENDA HIMANA HABIMANA Faustin	32
Chap. IV. PLACE DU MARKETING DANS LES ENTREPRISES CONGOLAISES. CAS DU SERVICE NATIONAL DE DEVELOPPEMENT DE LA PECHE ET AQUACULTURE, SENADEPA NORD-KIVU EN SIGLE. DE 2018-2022 “ PAR Dr. SERGE MULEMERI 72	
Chap. V. ANALYSE DES FACTEURS FAVORISANTS LA NON FREQUENTATION DE L'INSTITUT TECHNIQUE MEDICAL DANS LA ZONE DE SANTE DE MINOVA, CAS DE LITM/MINOVA DE 2019-2020.PAR ASS2. NTAMPAKA TULINABO INNOCENT ...	100
Chap. VI. DE L'ADMINISTRATION DE L'ORGANE ELECTORAL INDEPENDANTE A LA FIABILITE DES RESULTATS ELECTORAUX EN RDC. Défis et perspectives (2004-2016) Par C.T Faustin NGENDA HIMANA HABIMANA et Ir. Pierre NTUGULO BUHENDWA	127
Chap. VII. PROBLEMATIQUE DE LA PERSISTANCE DE L'INSUFFISANCE DESSERTE EN EAU POTABLE DANS LA VILLE DE GOMA CAS DU QUARTIER MABANGA SUD DE 2018 A 2022 PAR MAPENDO MUTEWA JOSEPH	209
Chap. VIII. FACTEURS FAVORISANT LA DIARRHÉE AIGUE CHEZ LES ENFANTS DE 0 – 5 ANS Cas de l'Hôpital Provincial du Nord - Kivu du 2019 au 2022 PAR NDAMWINJA LUKENO JEAN BOSCO ET IRAGI BAZUNGU JOHNATAN	227
Chap. IX. ANALYSE PHENOMENOLOGIQUE DE LA CRISE INSTITUTIONNELLE DANS LA DEMOCRATIE CONGOLAISE SOUS LA CONSTITUTION DU 18/02/2006 PAR Doctorant BIRALI MARCELLIN	244
Chap. X. DE L'ETUDE THEOLOGIQUE COMPAREE DE LA NAISSANCE CIVILE ET SPIRITUELLE PAR MUSABIMANA NGIRABABO Modeste	267
Chap. XI. ETUDE SUR LE RECRUTEMENT ET LA SATISFACTION DES TRAVAILLEURS DANS LES ENTREPRISES PRIVEES DE GOMA « Cas du Centre des Jeunes Don Bosco Ngangi (CJDBN) » PAR BARUME RUGOMBERA DAVID ET IRAGI BAZUNGU JOHNATAN	291
BIBLIORASSUE:	320

Chap. II. LE CRI DE SOUFFRANCE A L'EST DE LA R. D. CONGO FACE AU SILENCE DU MONDE: UNE HERMENEUTIQUE DU MAL

Par Master KAMBALE MATHE
JEAN DE DIEU

i. BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR

KAMBALE Mathe Jean de Dieu est Master2 en Philosophie



et Enseignant de la Philosophie aux Universités de la RDCongo. Engagé dans la production d'un savoir thérapeutique aux problèmes de l'être congolais et africain qui doit sortir de son silence pour la prise de parole, l'expression de l'unité en soi et la considération de l'altérité. Amoureux de la science œuvre pour l'ouverture au monde de recherches scientifiques via

l'Ordre des Prestataires Chefs de travaux et Assistants des Universités ORASSU au sein duquel il joue un rôle important de Directeur de liaison des chercheurs de la Revue Eveil Congo/ORASSU avec les grandes bibliothèques de la sous-région de Grand Lac. (Congo, Rwanda et Kenya). Disponible pour partager sa connaissance philosophico-théologique en enseignant aux autres universités Laïcs de la place à travers la RD Congo. De tempérament calme et réfléchi, Master Jean de Dieu occupe actuellement.

Réfléchir sur la souffrance c'est faire une herméneutique du mal et chercher comment l'éradiquer. L'Est de la République Démocratique du Congo crie de souffrance des affres de guerre pendant trois décennies, mais son cri de souffrance rencontre toujours le silence du monde. C'est une situation inacceptable et incite à la révolte et nous oblige d'inviter tous et chacun de mettre en cause sa responsabilité pour entrevoir les possibilités de sortie de ce qui paraît être l'impasse insurmontable d'un silence coupable du monde et qui sème l'absurde partout.

Mots clés : souffrance, l'omerta, révolte, société mondiale, responsabilité universelle

ii. ABSTRACT

To reflect upon suffering is to do hermeneutics of evil and seek a way of fixing it. The Eastern part of the Democratic Republic of Congo cries from suffering and the pangs of war during the last three decades. However, his cry meets always the silence of the world. It is an unacceptable situation that incites to revolt and invites all to put into question their responsibility and foresee the possibilities of getting out from what seems to be an insurmountable deadlock of a guilty silence of the world that gives birth to an absurd allover.

Key words: suffering, omerta, revolt, worldly society, universal responsibility

I. INTRODUCTION

Notre réflexion sur la souffrance à l'Est de la R.D.Congo et de l'omerta ou silence coupable du monde est motivée part d'un côté du constat de l'absurde tel que le concède Albert Camus du *mythe de Sisyphe* quand il dit que l'absurde naît de la rencontre entre l'appel humain pour la quête du sens de l'existence et le silence déraisonnable du monde¹. De ce point de départ, nous pourrions dire que le sens de l'existence prend de plus en plus la forme absurde de suite de l'indifférence du monde face à la souffrance à outrance de la population de l'Est de la R. D. Congo. Notre deuxième constat est la proposition du devoir du philosophe ou de tout intellectuel que fait Vaclav Havel dans l'Avant – propos du livre Gabriel Marcel, *Le mystère de l'être*. Il écrit :

Je crois que l'intellectuel doit inquiéter ; qu'il doit témoigner de la misère du monde ; qu'il doit provoquer, par son indépendance, se révolter contre toutes les formes d'oppression, qu'elles soient apparentes ou latentes ; contre toutes les formes de manipulation ; qu'il doit mettre en doute les systèmes, les pouvoirs, avec leurs discours, et témoigner de leurs mensonges².

S'indigner devant des situations qui contredisent l'existence humaine dans ses aspects fondamentaux, est la bonne attitude à adopter et c'est cela le sens de la lutte des celles et ceux qui s'associent et s'approprient le cri sans échos du sans voix de l'Est de la R. D. Congo. La précarité des conditions de vie de la population en général et des milliers des déplacés en particulier, le théâtre

¹Albert Camus, *Le mythe de Sisyphe*, Paris, Gallimard, 1942, p. 46. Albert Camus analyse le fondement d'une existence absurde et comment cet « absurde » est ressenti. La formule brève de cette citation se retrouve sur la couverture derrière le livre. Elle est ainsi libellée : « L'absurde naît de la confrontation de l'appel humain avec le silence déraisonnable du monde ».

² Gabriel Marcel, *Le mystère de l'être*, Avant-propos Vaclav Havel, Dir. Jeanne Parain – Vial, Paris, Association. Présence de Gabriel Marcel, 1997, IX.

macabre et le carnage à l'Est du Congo ne devraient laisser personne indifférent et font porter aux hommes et aux femmes de cette région la peau de « l'homme révolté³ », l'expression de l'homme qui vit dans un monde qui a perdu de sens, un monde absurde. Les affres de la guerre qui se donnent en expérience au théâtre de la vie humaine légitiment eux-mêmes la révolte. De façon particulière, l'omerta ou le silence du monde devient une autre raison de la révolte de l'homme.

L'homme de l'Est de la R.D.Congo fait partie du genre humain et se positionne comme un des éléments formant l'ordre cosmique en général et l'ordre socio-politique en particulier. Il est une partie d'un tout organisé. Ce qui l'affecte, affecte la totalité dont il fait partie. C'est cela même qui constitue la logique de la solidarité universelle. Aujourd'hui, le cri de sa souffrance rencontre le silence du monde. C'est cela même l'épicentre de notre questionnement. Pourquoi le monde reste silencieux et indifférent au cri de la souffrance de la population de l'Est de la R.D.Congo ? Devrions-nous croire que la souffrance dans l'Est du Congo est un héritage légitime ?

Les questions qui taraudent notre esprit ne peuvent que susciter une réflexion au second degré portant sur le sens de la souffrance de l'autre et la responsabilité que j'ai vis-à-vis de sa souffrance. En effet, être homme et humain c'est être impliqué dans la lutte pour la cause de la dignité humaine.

Une brève analyse nous ouvrira les horizons de la réflexion critique du « mal de l'esprit⁴ » humain qu'est la

³ Albert Camus, *L'homme révolté*, Paris, Gallimard, 1951. L'expression citée est le titre même du livre de Camus. En effet, la philosophie d'Albert Camus est la philosophie du sens de l'existence et aussi la philosophie de l'absurde. Il cherche à comprendre en fait, ce qui révolte l'homme.

⁴ Le « mal de l'esprit » est une expression d'Albert Camus. Nous nous y référons pour toucher la question de la démission humaine devant la question de la souffrance de l'autre.

démision devant la souffrance de l'autre. Il apparaît de plus en plus clair que certaines idéologies de l'époque moderne cherchent à briser l'unité ontologique et existentielle du genre humain comme famille et comme unité. L'humanité a une finalité commune, une destinée commune. Cela nous invite à un engagement commun dans l'existence. Après un regard sur le contexte socio-politique, nous présenterons sobrement la notion de la souffrance et son phénomène de l'existence dans la vie des populations congolaises de l'Est.

Nous essayerons enfin de proposer quelques paradigmes tels que « la société universelle⁵ », la « responsabilité universelle » et « solidarité universelle » pour inviter à la conscience universelle de notre existence.

II. REGARD SUR LE CONTEXTE SOCIO-POLITIQUE

L'Est de la R. D. Congo, au travers de ses provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri, vit des guerres et les affres y relatifs il y a déjà une trentaine d'années. Les cas les plus récents sont le foisonnement des groupes armés, le carnage perpétré par les ADF - Nalu (Allied Democratic Forces, en Français ça pourrait se traduire en Forces démocratiques Alliées), un groupe armé ougandais fondé en 1995 et regroupant des mouvements d'opposition au Président ougandais Yoweri Museveni (les ADF sont aussi liés à l'Etat islamique depuis 2017⁶ et tout dernièrement

⁵ La « société universelle » est un concept de la philosophie politique d'Éric Weil.

⁶ Ces informations sont contenues dans Wikipédia, consulté sur fr.m.wikipedia.org le 24 mars 2024. Un mouvement contre le régime de Museveni menant ses opérations dans les provinces du Nord- Kivu et de l'Ituri. Cependant, les ADF font carnage de la population congolaise et non en Ouganda. Cela crée une confusion dans les têtes des Congolais. Les opérations conjointes des forces armées ougandaises et congolaises sont organisées mais n'arrivent pas toujours à éradiquer ces forces négatives. Est-il aussi possible de penser que ces ADF sont soutenus par l'Ouganda ? Pourquoi pas ? Qui sont les perdants et qui cela pourrait avantager ? Gardons à l'esprit que c'est des zones qui regorgent des ressources minières.

l'insurrection du M23 appuyé en ressources logistiques par le Rwanda. Cette incursion du M23 et leurs alliés a fait un nombre important des morts, des déplacements des masses à telle enseigne que les trois provinces font état des camps des déplacés et d'autres affres relatifs à la guerre tels que le viol, pillage, pauvreté, bref un chaos social. Les conséquences sont alarmantes et ne sont pas à taire.

Un document important de référence pouvant nous éclairer sur le contexte socio-politique des crimes à l'Est de la R. D. Congo est le « rapport mapping ». Il s'agit du « rapport du projet mapping sur les violations des droits de l'homme et droit international commises entre 1993 et 2003 en République Démocratique du Congo⁷. Ce rapport donne des éléments et des preuves probantes sur les crimes et violations graves des droits fondamentaux de l'homme. Ce rapport cible les lieux, les périodes et les acteurs des événements de violation avec acuité. Il est exposé tant à la communauté internationale que nationale. Nul ne peut prétexter son ignorance. Il revient donc à l'organisation des Nations Unis, à l'Union Africaine de se saisir de la situation et établir les responsabilités.

Outre les événements du rapport mapping qui porte sur la période de dix ans (1993 – 2003), il s'est passé et se passe encore des choses affreuses qui méritent l'attention de la communauté internationale mais aussi de chaque personne. A travers la double insurrection du M23, les massacres à Beni, laissent un nombre important des morts, des orphelins, veuves, des déplacés, réfugiés et des conditions de vie qui ruine profondément l'homme.

⁷ L'extrait cité vient du résumé exécutif – le Mapping. En effet, il fait état des crimes, des viols et d'autres violations de la dignité de l'homme, de l'anéantissement de l'homme sur l'étendue de la R.D.Congo en général et à l'Est en particulier. J'ai consulté article sur <https://www.mapping-report.org>, le 25 mars 2024.

Le cri de la souffrance est grand et la population ne peut être apaisée par la distribution du sel, des quelques vivres, bâches et médicaments que fournissent les ONGs locales et internationales. Le mal est profond et les interventions urgentes ne peuvent en venir à bout de ce mal.

Charles Onana, dans son ouvrage *Holocauste au Congo : L'omerta de la communauté internationale*, présente des aspects majeurs qui expliquent le pourquoi de cette guerre et surtout le soubassement de l'omerta de la communauté internationale. En sus, il démontre comment cette guerre est une construction d'abord des acteurs externes (La France, les Etats Unis d'Amérique,) et les voisins de l'Est de la R. D. Congo et ensuite des quelques responsables politiques de la R. D. Congo qui servent les intérêts des maitres extérieurs tout en gagnant leur part du gâteau. L'Avant – propos du livre d'Onana commence par : « Depuis 1997, un lourd silence pèse sur plus de 10 millions de morts mais aussi sur plus 500 000 femmes violées et sur le traumatisme de milliers d'enfants en République Démocratique du Congo (RDC) ex- Zaïre ⁸ ». Et devant cette ignominieuse situation, Onana fustige le fait que la communauté internationale a choisi plutôt la « politique du silence ». C'est cela qu'il taxe d'omerta et l'immobilisme face aux multiples appels au secours des populations meurtries de l'Est de la R. D. Congo.

Un autre théâtre à décrier c'est le semblant des interventions militaires de la MONUSCO, de l'EAC et tout récemment de la SADEC sous la casquette de SAMIDRC. En effet, La militarisation de la zone sous étude est un paradigme dont il faut examiner l'efficacité. Même avec ce

⁸ Charles Onana, *Holocauste au Congo. L'omerta de la communauté internationale*, Pref. De Charles Millon, Paris, L'artilleur, 2023, p. 16.

foisonnement des militaires interventionnistes, rien n'a changé substantiellement. La souffrance des congolais de l'Est est encore aigue. Cette militarisation est comme une sourdine. L'intervention de l'Occident en Ukraine, l'intervention de l'Occident dans le conflit Israélo-palestinien est une preuve d'un engagement qu'on attendrait voir le monde s'engager pour la cause globale et universelle. Comment saisir rationnellement la souffrance ?

III. LA QUESTION DE LA SOUFFRANCE DANS LA RATIONALITE PHILOSOPHIQUE

La souffrance des Congolais n'échappe pas à la compréhension rationnelle qu'on puisse en avoir. La souffrance est multiforme et porte de sens dans les expériences particulières. Elle est l'une des possibilités de l'existence humaine. Paul Ricœur la classe de fois dans « l'involontaire », événements qui ne dépendent pas de nous. Pour Emmanuel Levinas, la souffrance est une crise au cœur de l'homme, c'est la crise au cœur de l'humanisme. Il parle de cette crise comme celle qui laisse les morts sans sépulture dans les guerres et les camps d'extermination accréditent l'idée d'une mort sans lendemain et rendent tragi-comique le souci de soi et illusoire la prétention de l'animal *rationale* à une place privilégiée dans le cosmos et la capacité de dominer et d'intégrer la totalité de l'être dans une conscience de soi⁹. La souffrance s'inscrit dans le registre de la crise de l'existence humaine.

Dans son article « Penser la souffrance avec Paul Ricœur : une phénoménologie du souffrir », Claire Marin reprend ce que Paul Ricœur dit de la souffrance : « La souffrance est le non – être senti avant que d'être pensé ; j'y suis livré, délaissé, et d'autant plus perfidement nié

⁹ Cf. Emmanuel Levinas, *Humanisme de l'autre homme*, Paris, Fata Morgana, 1972.

que la souffrance est une des formes les plus vives de la conscience de soi (...) ; en souffrant, la conscience se sépare, se concentre et se connaît niée¹⁰ ». Paul Ricœur associe fondamentalement la souffrance à la négation de l'être. Tel est le fondement ontologique de la souffrance. La souffrance brise ontologiquement l'être du souffrant. Souffrir sachant pourquoi on souffre et souffrir ne sachant pas pourquoi on souffre c'est différent. La négation de l'être humain est ce qui se passe dans la souffrance que nous décrivons dans l'Est de la R.D.Congo.

Cette situation semble correspondre à la caractéristique imputée à la postmodernité. En effet, l'époque moderne était caractérisée l'époque du meurtre de Dieu (Dieu est mort de Nietzsche) et l'époque post-moderne se manifeste comme l'époque du meurtre du meurtrier de Dieu, c'est-à-dire, l'homme. C'est l'époque où l'homme doit mourir. C'est la philosophie de la mort qui semble gagner du terrain. La preuve est que l'époque post-moderne va connaître des exterminations des masses à travers les deux guerres mondiales et des génocides. Notre époque est l'époque de la barbarie à visage humain¹¹ (expression de Bernard – Henry Levy).

Il est généralement connu que celui qui ignore l'histoire est enclin de refaire les erreurs du passé. Les guerres meurtrières de l'humanité ont été à la base de la publication des lois (exemple la Charte de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme en 1948). Devons-nous dire que la loi a échoué de protéger l'homme contre son semblable qui est devenu un loup pour lui ? Pouvons-nous postuler que la loi internationale ou la Déclaration Universelle des Droits de l'homme concerne une partie de l'humanité ? La dignité du Congolais, ses droits

¹⁰ Claire Marin, (2016) « Penser la souffrance avec Paul Ricœur: Phénoménologie du souffrir », consulté le 25 mars 2024 sur www.philosophie.ch

¹¹ Barbarie à visage humain est un livre de Bernard-Henry Levy.

fondamentaux sont bafoués au vu et au su de tous et personne ne dit mot. La ségrégation et la marginalisation sont encore des réalités vivantes dans la société post-moderne.

Les droits universels et internationaux se montrent être sans effet ni écho pour la cause des Congolais. Il s'agit d'un échec cuisant du prétendu droit universel car elle laisse délibérément de cote une portion très importante de l'humanité. En outre, les discours politiques relatifs à la question congolaise sont imbibés d'idéologies. Les discours comme ceux de Luther King, « I have a dream » (j'ai un rêve), « The other America » (l'autre Amérique) qui invitent à un engagement de tous pour la cause humaine sont absents. La prise de conscience d'une humanité commune avec nos destinées liées est le discours politique au quel notre époque devait s'entraîner à faire sien. La souffrance du Congo et le silence du monde sont une preuve d'un manque de considération, d'indifférence et du mépris notoires. Le *pathos* Congolais fait appel inéluctablement à l'empathie et l'action de tous. La politique en vigueur dans le monde c'est armer les frères voisins pour qu'ils s'entretuent.

IV. LE MAL ET LA CULPABILITE

L'omerta coupable de la Communauté internationale, le simulacre d'intervention des Nations Unies, le souci intéressé derrière certains Etats Africains mais aussi la démission implicite et inavouée des leaders congolais sont là les maux qui gangrènent la population de l'Est de la R.D.Congo. La logique « des pêcheurs des eaux troubles » est au rendez-vous à l'Est du Congo. Nombre d'acteurs qui devaient jouer un rôle d'éradication de la situation gagnent leur compte dans cette situation socio-politique précaire.

Les intérêts des minerais dont regorge le pays et l'enrichissement des pays producteurs d'armements sont

les tenants des manettes dans toute la situation à l'Est du Congo.

Par ailleurs, demander ou implorer aux fauteurs des troubles au Congo d'être protagoniste des solutions durables à la souffrance de l'Est de la R.D.Congo est un échec de notre part. La logique selon laquelle le problème de l'Est du Congo se pérennise car les acteurs ou architectes de la situation sont ceux qui sont censés apporter la solution. Le dictat de l'impérialisme des maîtres est toujours la règle de conduite des états considérés comme faible. Ils ne peuvent donc nous offrir la solution à la situation aussi longtemps qu'ils en soutirent les fruits. Leurs intérêts justifient leur silence. Comment procéder ? Devons-nous accepter le défaitisme comme notre sort ?

Comme l'expérience de la solution extérieure semble infertile jusque-là, il est temps de trouver la solution *ad intra*. Il faut d'abord que la population s'indigne et se révolte pour un engagement d'auto-libération. Les grandes révolutions de l'histoire se sont réalisées par le soulèvement des masses concernées. Le droit à la révolte est une solution d'auto-prise en charge d'un peuple opprimé. Le premier acteur pour la libération d'un peuple c'est le peuple lui-même. Mener une vie indigne et lutter avec le risque de mourir pour sa liberté et la dignité, le choix devait être celui de vivre dignement même si la mort pourrait advenir. Le mal c'est que le silence du monde devant notre misère rencontre notre défaitisme et attitude démissionnaire devant notre propre destin. Le silence d'un monde corrompu par le matériel, un monde où l'unité est peu recommandée, un monde où l'indifférence à autrui devient de plus en plus portée sur le créneau.

V. L'EVEIL A LA CONSCIENCE DE L'UNIVERSEL

Aristote ne disait-il pas déjà que connaître c'est connaître l'universel ? Il ne va pas s'agir du débat entre la connaissance du particulier et celle de l'universel, mais plutôt de l'importance capitale de la connaissance de l'universel. La conscience de l'universel est une étape importante de la civilisation humaine. L'universel est la lumière des particuliers. Tout au long des siècles, la philosophie s'est toujours voulue être la science de l'universel car elle ne traite de la totalité du réel. De ce fait, l'esprit humain doit s'évertuer à cerner l'universel.

C'est dans ce sens que la société humaine doit mieux se saisir dans son élément universel, c'est-à-dire l'essence universelle. L'humanité est un tout, c'est le global ontologique qui se déploie dans les singularités éparses. Chaque singularité porte ou représente les caractéristiques de l'universel dont elle est l'émanation. Et peu importe les circonstances du lieu et du temps, on ne saurait diviser la totalité sans l'affecter. Ou pour nous servir de la métaphore de l'organisme, on ne saurait agir sur un organe sans affecter la totalité de l'organisme. C'est de cette façon que la société humaine doit désormais se comprendre. L'anéantissement d'un membre d'un organisme signifie l'anéantissement progressif de l'organisme tout entier. C'est cela la logique de la société universelle ou la « société mondiale¹² » selon l'expression d'Éric Weil. Aussi longtemps que l'humanité n'atteindra cette conscience, les divisions, les conflits, les guerres, les barbaries continueront à déchirer le genre humain.

VI. LA SOLIDARITE UNIVERSELLE

¹² Éric Weil, *Philosophie politique*, 4ème éd., Paris, J. Vrin, 1984, p. 239. Weil présente la société mondiale comme la dernière phase de la socialisation et que cette société mondiale sera la forme supérieure de la société humaine où la totalité est présente dans la partie et la partie adhère à la totalité.

Les catégories heideggériennes de l'être-en-soi, l'être-pour-soi, l'être-pour-autrui, l'être-avec, etc., nous aident à comprendre les différentes modalités d'être au monde.

Certaines de ces catégories présentent la rationalité. A côté de Heidegger, la phénoménologue Edith Stein développera la notion de l'empathie. Cette dernière est définie comme la capacité de s'identifier à autrui dans ce qu'il ressent (selon Le Robert). Autrement dit. C'est la capacité à ressentir les émotions de quelqu'un d'autre, arriver à se mettre à la place d'autrui. En cette notion existe déjà la relation profonde avec autrui. Cette option sert de colonne vertébrale de la « solidarité universelle¹³ ».

La solidarité universelle, en effet, est la catégorie englobante de la société qui partage une même existence. Elle engage l'humanité tout entière dans la cause de l'existence. Pleurer avec tous et se réjouir avec tous. Dans cette solidarité universelle, chacun se préoccupe de tous et tous se préoccupent de chacun. Les idéologies post-modernes promeuvent plutôt la solidarité (en langage simple : le chacun pour soi). L'individualisme bâti sur le subjectivisme moderne a conduit vers l'égoïsme sous toutes ses formes. L'autre est celui qui me menace, l'autre est celui qui doit disparaître. L'indifférence face à autrui est la manière d'être vulgarisée à l'époque moderne et post moderne. Autrui est celui qui me vole mon monde, il est celui qui m'objective ou me réifie. Autrui paraît comme un ennemi comme chez Hegel comme quelqu'un avec qui je dois lutter pour avoir mon droit de reconnaissance disant

¹³ La solidarité universelle est un paradigme social important qui unifie la société dans l'existence.

que chaque individu doit tendre à la mort de l'autre quand il risque sa propre vie¹⁴.

Le *modus operandi* de cette solidarité c'est que la mort d'une personne est prise pour la mort progressive de tous. D'où, il faut s'engager côte à côte avec les autres pour survivre les menaces qui pèsent sur l'existence.

Emmanuel Levis nous fait un narratif portant sur la question de l'autre homme en face de moi et m'invite à entretenir une relation avec lui. Le désir d'autrui est le lieu où deux sujets se convient mutuellement à se côtoyer. Il dit : « Le mouvement vers Autrui, au lieu de me compléter, ou de me contenter, m'implique dans sa conjoncture qui, par un côté, ne me concernait pas et devrait me laisser indifférent¹⁵ ». La solidarité est ici expliquée en d'autres mots. En fait, la situation d'autrui sollicite mon engagement et ma participation. Il faut alors la porter à l'échelle universelle pour la cohésion de la société universelle ou mondiale ne soit plus une utopie, mais une réalité. Le « vivre-avec » et le « sentir-avec » sont les piliers de la solidarité universelle.

VII. LA VULNERABILITE DE L'EXISTENCE A L'EST DE LA R.D. CONGO ET LA RESPONSABILITE COMMUNE

Nous vivons dans un monde cassé, un monde fissuré par les tragédies humaines et par les catastrophes naturelles. Cependant, il s'agit aussi d'un monde qui cherche avec véhémence sa cohésion et harmonie. C'est à partir donc de ces deux pôles que nous devons prendre conscience de la fragilité du monde. S'agissant de la République Démocratique du Congo, un grand en

¹⁴ Cf. Hegel, *Phénoménologie de l'esprit*, Tome I, Trad. J. Hyppolite, Paris, Aubier, 1941, p. 159. Hegel développe la notion de la reconnaissance en opposant deux consciences de soi ou deux sujets humains.

¹⁵ Emmanuel Levinas, *Humanisme de l'autre homme*, op. Cit., p. 48.

superficie, pays aux vastes terres arables, un pays qui regorge des ressources naturelles nombreuses mais qui s'effondre chaque jour de suite des situations sécuritaires précaires, des violations graves des droits de l'homme. Nous pourrions comparer la R, D. Congo à un géant aux pieds d'argile. L'Est de ce pays ne connaît pas de paix les trois dernières décennies.

On est parfois amené à croire que cette situation est normale. Que devons faire comme Congolais et comme citoyens du monde ?

Après les deux guerres mondiales, des grandes interrogations ont occupé les têtes pensantes sur le devenir du monde. Elles ont aussi réfléchi sur l'établissement des différentes responsabilités dans l'extermination des masses perpétrées par les régimes nazis. Et enfin, l'appel à la responsabilité universelle était l'un des points saillants dans les débats sur l'existence humaine.

La responsabilité commune sur la marche commune et sur la finalité humaine : le bien-être commun. Le devenir du monde sera meilleur lorsque tous s'engageront pour la cause commune et se sentiront l'un responsable de l'autre et l'autre n'évitera pas l'invitation que lui lance son voisin.

Hans Jonas est connu comme penseur de la responsabilité éthique. Il s'agit de la responsabilité qui incombe à l'homme à travers son agir, mais aussi en face de ses congénères et de la nature. Il commence sa réflexion par deux situations qu'il nomme « danger absolu ». Il s'agit de la portée nouvelle de l'agir et ses périls et le nihilisme¹⁶. Il trouve dans son principe de

¹⁶ Cf. Gilbert Hottois, *De la renaissance à la postmodernité. Une histoire de la philosophie moderne et*

Responsabilité une option préférentielle pouvant aider l'homme à savoir s'orienter dans le monde à travers ses multiples réseaux de relation. L'impératif qu'il propose, il le formule en ces termes : « Agis de telle sorte que les conséquences de ton action soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur la Terre¹⁷ ».

Ce principe de responsabilité est applicable aux situations de l'agir des belligérants dans la guerre à l'Est de la R. D. Congo. Cet appel à la responsabilité, est lancé au monde et a ses organisations internationales qui semblent être sourds vis-à-vis de la situation à l'Est du Congo. La barbarie qui déchire les vies à l'Est de la R.D.Congo incombe à la responsabilité de tous. L'échec du rétablissement de la sécurité et la paix repose sur la démission des congolais devant le destin de leur pays et qui pensent que ce sont les autres d'abord qui doivent s'engager pour leur sécurité et paix et sur *l'omerta* coupable de la communauté internationale. Le monde se tait face au problème de la R.D.Congo et le Congo ne cesse de crier sa souffrance et finalement rien d'important n'est fait : c'est ce qu'on appelle l'absurde. C'est de l'irresponsabilité partagée d'abord par les Congolais en particulier et par monde en général.

VIII. CONCLUSION

Le cri de souffrance dans l'Est de la R.D.Congo et l'omerta de la communauté internationale, est le centre d'un grand questionnement. La souffrance décriée à l'Est de la R.D.Congo est une évidence d'une part et le silence du monde ou de la communauté internationale de l'autre

480.

¹⁷ Ibid., p. 483.

part. C'est cette analyse que s'est proposée cette réflexion afin de voir si ce paradoxe est indépassable.

Notre réflexion a porté sur le Pourquoi du silence du monde et son indifférence au cri de la souffrance de la population de l'Est de la R.D.Congo et voir si nous devons finalement croire que la souffrance dans l'Est du Congo est un héritage légitime ?

Après analyse, nous nous sommes rendus à l'évidence que l'omerta de la communauté internationale est justifié par le fait que ladite communauté sait pertinemment ce qui se passe en R.D.Congo et qu'elle y serait engagée d'une façon ou d'une autre.

En outre, le silence de ceux qui ont le mot d'ordre à donner pour le rétablissement de la paix est aussi lié à crise de l'humanisme actuel et des idéologies qui paralysent le vivre-ensemble.

C'est ainsi que nous avons proposé quelques paradigmes tels que la « responsabilité commune », « société mondiale » et la « solidarité universelle » pour réveiller les Congolais de sommeil démissionnaire et la communauté internationale de sa léthargie. Somme toute, l'humanité est une et ce qui affecte un membre, affecte le tout du genre humain. C'est dans cette logique que le problème du Congo connaîtra le concours de tous et ainsi le Congo pourrait alors jouer son rôle dans le développement de l'Afrique et du monde.

IX. BIBLIOGRAPHIE

Camus, A., *L'homme révolté*, Paris, Gallimard, 1951, 382 p.

Camus, A., *Le mythe de Sisyphe. Essai sur l'absurde*, Paris, Gallimard, 1942, 187 p.

Hegel, G. W. F., *La phénoménologie de l'esprit*, Trad. J. Hyppolite, Paris, Aubier, 1941, 358p.

Hottois, G., *De la Renaissance à la postmodernité. Une histoire de la philosophie moderne et contemporaine*, Bruxelles, De Boeck Université, 1998, 532 p.

Onana, C., *Holocauste au Congo. L'omerta de la communauté internationale*. Pref. Charles

Million, Paris, L'artilleur, 2023.

Levinas, E., *Humanisme de l'autre homme*, Paris, Fata Morgana, 1972, 122 p.

Marcel, G., *Le mystère de l'être*, Paris, Association Présence de Gabriel Marcel, 1997, 256 p.

Marin, C., (2016) « Penser la souffrance avec Paul Ricoeur. Phénoménologie du souffrir » sur

www.philosophie.ch., consulté le 25 mars 2024.

Weil, E., *Philosophie politique*, Paris, J. Vrin, 1984, 261 p.

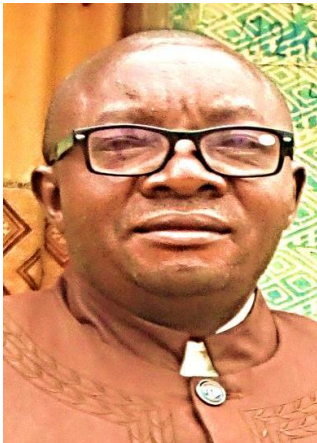
Webographie : <https://www.mapping-repport.org>, consulté le 25 mars 2024.

Par Master KAMBALE MATHE Jean de Dieu

Chap. III. DE L'INGÉNIERIE INTERNATIONALE DE PACIFICATION A LA CONVERSION POUR LA PAIX D'UN PLUS GRAND NOMBRE

Par Ir. Pierre NTUGULO BUHENDWA
et C.T. NGENDA HIMANA HABIMANA Faustin

*Le chercheur se nomme Ir. **Pierre NTUGULO BUHENDWA***



*né à MUBONE, le 14 janvier 1974
Marié et père de 12 enfants Licencié
en Agrovétérinaire. L'auteur a fait la
Formation en Informatique :
Programmes Windows, Word, Excel,
power point, Publisher ayant obtenu
un certificat de participation.
Ensuite il a fait la Formation en
Audio-visuel ayant obtenu un
Certificat de participation.
Actuellement Assistant Ingénieur
Agrovétérinaire AO. A cela s'ajoute la
Formation en Mécanique option*

*Chauffeur dépanneur et obtient un Brevet de fin de
formation. Sans oublier sa Formation en Art Culinaire
(Hôtellerie) avec un Brevet de participation au CAC de
Goma. Pour le compte de la Formation sur l'arrimage au
système LMD de l'enseignement Supérieur et Universitaire
"ESU", Pierre a obtenu un Certificat de participation au
Centre de Didactique Universitaire de l'ULPGL-GOMA et à
l'ISP WATSA. De 1997 -2000, Pierre a été Employé à
l'Inspection provinciale d'Agriculture Pêche et Elevage du
Sud-Kivu en qualité de Chef de secteur Agrovétérinaire de*

MULAMBA et Vétérinaire-Gérant de la ferme de Muzinzi. De 1998-2001, il devint Enseignant à l'Institut Pédagogique de MUBONE.

De 2000-2001 il est Cofondateur de l'asbl Volontariat pour l'assistance aux enfants orphelins démunis "VAEOD" asbl de Bukavu. De 2004-2006 il fut Formateur au centre d'apprentissage en art culinaire "CAC" de Goma. De 2007-2009 il devint Employé dans une maison de passage de la MONUC de GOMA au poste d'Accueil. De 2009 – 2011 Pierre est nommé Superviseur de terrain de l'ONG International « VETERINAIRES SANS FRONTIERE SUISSE » dans le projet de réinsertion. De 2011 -2014 Ir Pierre fut chargé de l'intendance dans une maison de passage de la MONUSCO-GOMA. De 2016 à janvier 2018 il devint Facilitateur des groupes de parole pour hommes de l'ONG HEAL AFRICA de Goma. De 2014 à 2022 il a assumé le Secrétariat Général Administratif et Financier de l'Institut Supérieur de Développement Intégral "ISDI" /Durba. De 2014 à nos jours, Ir Pierre est Assistant des enseignements supérieurs et universitaires à l'ISDI-DURBA et à l'ISDR MAKORO. Actuellement Ir Pierre compte tenu de ses compétences, il est Directeur Général de l'institut Supérieur de développement Appliqué du Haut-Uélé, "ISDA/HU". Plusieurs fois recruté comme Consultant indépendant Agrovétérinaire, Planificateur et Gestionnaire des projets de développement e facilite la résolution des conflits.

Le chercheur Faustin est né à Sisa/Bukombo dans le Rutshuru profond en 1987,



Faustin NGENDAHIMANA HABIMANA est à la fois un intellectuel et un acteur sociopolitique très engagé en RDC. Il a fait ses études primaires à l'EP Birambizo, une partie de ses études secondaires à l'Institut Birambizo et a fini ses humanités dans la section Pédagogie générale à l'Institut Mokoto dans la cité de Kitchanga en 2006. Il est détenteur d'une Licence en Sciences Politiques et

Administratives de l'Université de Goma (UNIGOM) depuis 2011 et est actuellement étudiant en Master à l'Université Nationale du Burundi à Bujumbura en Politique et gouvernance étatique. Du point de vue professionnel, il est Chef de travaux et enseignant permanent à l'ISP/Rutshuru et dans plusieurs universités de la RDC, ancien humanitaire de par ses anciennes qualités d'agent de CARITAS/Goma, l'ex-AAA, CORDAID et actuellement Chef d'Antenne/Bwito de l'Asbl CFPFJ (Centre de Formation Professionnelle Femmes et Jeunes). Ancien agent de la CENI/Rutshuru, il est cadre du parti politique Adr (Alliance pour le Développement et la République) et ancien candidat député national dans la circonscription de Rutshuru aux élections de 2018. Fonctionnaire de l'Etat, il est actuellement Chef de Bureau Coordination technique au service de Laboratoire de l'OCC (Office Congolais de Contrôle) à l'Agence d'Uvira au Sud-Kivu. « La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics, cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes, qui doivent avoir lieu périodiquement au suffrage universel

égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote ». (Article 21, alinéa 3, de la déclaration universelle des droits de l'homme) Chercheur de renommée nationale qu'internationale au sein de la Maison d'Édition ORASSU de la Revue Pluridisciplinaires Eveil Congo.

I. Résumé

La construction de la paix fait depuis le milieu des années 1980 l'objet d'une intervention croissante des organisations agissant à l'échelle internationale. Parmi les dispositifs « postconflit » proposés par les agents des gouvernements, organisations inter-gouvernementales et ONG, figurent des programmes qui ciblent la réconciliation du grand nombre plutôt que la réforme des structures sociales et politiques. Ces programmes sont en général présentés comme une modalité de pacification alternative par rapport aux négociations d'accords de paix, opérations de maintien de la paix et autres formes d'intervention qui visent une « paix libérale » par l'intermédiaire des élites. Une analyse prosopographique des acteurs de la paix « par le bas » et la reconstitution de la genèse historique des organisations spécialisées amènent à nuancer cette portée d'alternative, en montrant comment les programmes internationaux sont des ressources pour des jeux sociaux dans les pays du « Nord » qui exportent ces recettes, en même temps que les vecteurs de la diffusion de mécanismes de résolution des litiges et de conceptions du fonctionnement social particuliers.

II. Abstract

To win ordinary people over to peace. An example of international pacification engineering.

From the middle of the 80s, international organizations have become more and more interested in peacebuilding. Among the « post-conflict » solutions they propose are the programs that aim at the « reconciliation of the many »¹⁵ rather than the reform of social and political structures. Compared to peace accords negotiations, peacekeeping operations, and other forms of intervention that aim at an elite-built « liberal peace », these programs are conceived as an alternative peacebuilding tool. A quantitative biographical analysis of « grassroots peacebuilding » agents and the study of some of the historical origins of specialized organizations show that international programs are new resources for social games in the countries that are exporting them, and channels for the spreading of particular dispute resolution tools and conceptions of social change. These observations tend to question their character of alternative to an elite liberal peace.

III. INTRODUCTION

La « transition vers la paix » ne semble pouvoir faire l'objet d'aucune ingénierie politique et sociale, tant elle requiert un ensemble complexe de conditions favorables, parmi lesquelles le consentement actif des belligérants et du temps. La récurrence des conflits violents interétatiques, dans des régions comme l'Afrique des Grands Lacs, l'Amérique centrale ou le Proche Orient, l'atteste. Les après-guerres, et plus largement les périodes consécutives à une violence politique extrême, font pourtant aujourd'hui l'objet d'une large gamme de « bonnes pratiques » systématiquement offertes en exemples par les employés d'organisations internationales aux acteurs locaux. La faction victorieuse,

le gouvernement, peuvent ainsi se voir proposer différents dispositifs « postconflit » de construction d'une « paix démocratique ». Certains supposent l'individualisation des responsabilités pour des violences alors appréhendées comme des crimes (poursuites judiciaires, amnistie, réparations). D'autres s'intéressent davantage à un état conflictuel récurrent de la société et envisagent – lorsque la séparation territoriale est écartée – des manières différentes d'instaurer ou de restaurer une coexistence : entre autres moyens, l'écriture et la diffusion d'un « récit » commun sur le passé, la correction des préjugés sur autrui, l'institutionnalisation de la coexistence entre anciens « adversaires » par exemple au sein des forces de sécurité, l'organisation de dialogues sous diverses formes – celle, aujourd'hui consacrée, d'une commission de vérité dans le cadre de laquelle des experts organisent une délibération sur le passé récent, ou celles plus microsociales de la formation à la résolution des conflits et d'échanges à l'échelle locale.

Tous ces dispositifs, toujours plus sophistiqués et standardisés, de construction d'une paix « durable », s'inscrivent dans des politiques internationales plus larges, qui prévoient une interposition militaire, facilitent les négociations d'accords de paix, ou « promeuvent » une redistribution des ressources ou la démocratie...

L'un de ces dispositifs de construction d'une paix démocratique surprend par son ambition et sa portée de critique des pratiques internationales¹⁸. Les programmes qui le constituent ont pour visée de permettre *une régulation non violente du conflit*, dans ses dimensions les

¹⁸ Pour ce travail, en cours, 35 entretiens ont été réalisés, une base biographique incluant plus de 1 000 individus construite à partir du recensement des organisations intervenant dans un type particulier de programmes « postconflit » décrits *infra* (interrogée ici avec l'aide de John-Modest), et une abondante littérature grise dépouillée. Deux vagues d'entretiens et une phase d'observation des pratiques (notamment en RDC) sont prévues.

plus locales, à l'échelle des relations interpersonnelles et des comportements individuels. Ils sont présentés comme un complément voire une antithèse de politiques internationales macro-sociales, institutionnelles et élitaires beaucoup plus visibles, qui visent une « paix libérale » associant démocratisation et économie de marché¹⁹. Sans être nouvelles, ces pratiques, qualifiées ici de « reconstruction postconflit », là de « résolution » ou « transformation » des conflits, ou encore de « construction de la paix » (*peacebuilding*), ont gagné en importance depuis le milieu des années 1990.

Elles sont de plus en plus fréquemment intégrées aux pratiques plus « classiques », comme en témoignent l'accent mis par l'agence gouvernementale états-unienne d'aide au développement USaid sur la « prévention » du conflit, la création d'une « unité post-conflit » au sein de la Banque mondiale ou la spécialisation du Programme des Nations Unies pour le développement en la matière, ou encore l'incorporation de la dimension de résolution des conflits dans leurs programmes par de grosses ONG humanitaires et de développement (Care, Caritas, World Vision, Oxfam, etc.). Ces dernières sont les principaux pourvoyeurs internationaux de programmes de pacification, aux côtés de petites ONG spécialisées professionnalisées (elles ne comptent pas ou peu de bénévoles, mais d'une dizaine à 400 salariés permanents, leurs budgets vont de 2 à 10 millions d'euros au début des années 2000), peu visibles, mais soutenues par des bailleurs importants (gouvernementaux et inter-

¹⁹ Appui par des diplomaties étrangères et des organisations inter-gouvernementales à la négociation d'accords de paix, aspects des politiques d'aide au développement qui concernent la sortie de conflit, opérations de « maintien de la paix » par l'ONU et réformes auxquelles elles donnent lieu – organisation d'élections, réformes électorale et constitutionnelle, réorganisation du système judiciaire, formation des agents des administrations, etc. Sur la « paix libérale », voir Paris (R.), *At War's End. Building Peace After Civil Conflict*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

gouvernementaux) et sources d'inspiration pour les autres ONG. Elles en délèguent souvent l'application à des organisations locales.

C'est le dialogue des « gens ordinaires » – pour reprendre une expression couramment utilisée par les acteurs et experts – qui doit permettre à des groupes en conflit de dépasser leurs représentations mutuellement stigmatisantes, en s'imbriquant les uns aux autres. Une paix « durable », « positive » et démocratique doit ainsi être rendue possible : sinon un accord sur les fins communes, en sympathie, du moins un accord plus ou moins approfondi sur la coexistence, une « concorde civile » prévenant durablement la récurrence de la violence politique. Ces pratiques, qui n'ont pas de nom propre dans l'univers des pratiques mais peuvent être qualifiées, au moyen d'une boutade, de *pacification « par le bas »*, représentent une forme très poussée d'ingénierie sociale. Elles prétendent en effet, en même temps que sont mises en place des institutions démocratiques capables de réguler le conflit, transformer les relations sociales mêmes, entre les groupes auparavant en conflit ouvert et au sein de ces groupes, et modifier, pour chaque individu bénéficiaire des programmes (et par extension, pour chaque individu avec lequel celui-ci entrera en contact), le « rapport à autrui » dans une société qui a connu la violence. Les politiques de construction de la paix par le bas entendent transformer, par le dialogue, l'ennemi non pas seulement en adversaire (ce que l'on attend de l'organisation démocratique du jeu politique), mais en partenaire, voire en ami.

Le principe est celui du *contournement des élites politiques*, ou à tout le moins du refus de les considérer comme le seul vecteur de paix, à deux niveaux : celui des agents internationaux qui la promeuvent, mais aussi celui des sociétés qui la font et en bénéficient. Dans quelle

mesure ces pratiques de construction de la paix par le grand nombre sont-elles une alternative par rapport aux autres dispositifs internationaux de sortie de conflit ? Deux éléments peuvent permettre de peser cette double ambition. Il est utile, d'une part, d'examiner les bases sociales et les mécanismes de diffusion que revendiquent les praticiens. Il est nécessaire, d'autre part, partant du constat que le milieu international qu'ils forment, considéré dans son ensemble, ne présente pas de caractéristique distinctive en regard des autres groupes d'agents de l'intervention internationale, de sortir des relations internationales, pour remonter certaines des filières de production, vers les enjeux et mobilisations qui ont, à l'échelle de certains pays du « Nord », été à l'origine de leur formulation.

2. La construction de la paix « par le bas » : le grand nombre et l'élite internationale

Une modalité de pacification alternative : la paix des « gens ordinaires » Les pratiques de pacification « par le bas » reposent pour les acteurs et experts²⁰ sur l'idée que des accords de paix conclus par les responsables politiques ne sauraient suffire à assurer une paix durable – même confortés par l'intervention de diplomaties étrangères, l'interposition militaire ou des réformes institutionnelles de grande ampleur.

Les acteurs qui les mettent en œuvre valorisent l'adhésion au processus de paix du plus grand nombre possible des

²⁰ Je m'appuie ici sur a) l'ensemble homogène (nonobstant la grande diversité des organisations) formé par la littérature grise des organisations accessible sur leurs sites Internet mais aussi dans leurs « archives » (rapports annuels, rapports sur les pays d'intervention et programmes, manuels appuyant les formations, demandes de financement, textes plus « théoriques », journaux internes, etc.) et les rapports d'évaluation dont font l'objet leurs programmes (le plus souvent commandés à des organismes spécialisés), b) la littérature académique et experte critiquant les modalités « classiques » de construction de la paix (cf. *infra* pour une évocation), et c) les entretiens évoqués en note 1.

membres des groupes en conflit : non plus les deux ou trois leaders, leurs proches, les groupes combattants, mais l'ensemble des groupes sociaux dans lesquels ces éléments activement hostiles s'insèrent – populations transfrontalières ou diasporas parfois incluses. C'est bien la facilitation de la coexistence du grand nombre ou de tous, sinon la réconciliation de la « base » (« *grassroots* »), qui est recherchée.

C'est parce qu'ils imputent aux leaders politiques et militaires la fabrication d'antagonismes – qui acquièrent ensuite une portée de réalité dans les rangs des « gens ordinaires » – que les tenants de la paix par le bas misent sur la modification des représentations. Outre une réforme des structures socio-économiques et politiques, un travail sur le rapport « cognitif » d'un grand nombre de membres d'un groupe à l'autre groupe le permettrait. La multiplication des programmes d'apprentissage – éducation civique ou formation à la résolution des conflits telle qu'enseignée dans les universités anglo-saxonnes – doit permettre des « conversions » individuelles qui, par un effet d'entraînement, alimenteront une « culture de paix ».

Les contours de cette « base » sociale peuvent varier selon les programmes et les organisations qui les portent, mais sont toujours délimités de manière négative, par rapport aux élites politiques. Il peut s'agir d'un public très large, peu ou pas défini socialement sinon par son statut de récepteur, lorsque les acteurs internationaux appuient la production d'émissions radiophoniques ou télévisées, conçues comme le pendant des « médias de la haine » dont l'action semble avoir été dévastatrice à l'occasion du génocide rwandais. Informations politiquement neutres, débats entre des locuteurs issus des groupes belligérants, ou feuilletons mettant en scène la coexistence difficile mais possible entre des adolescents ou des familles

représentatives, constituent le cœur de l'activité de ces « médias de la paix ».

Dans d'autres cas, c'est encore un public assez indifférencié qui est visé, réuni sur une base territoriale (à l'échelle du village, du quartier ou de la région), un critère d'âge, de sexe, d'appartenance religieuse, par un dialogue organisé, par un événement particulier (festivals de musique ou de cinéma, représentations théâtrales, compétitions sportives), ou encore par le partage d'un lieu (crèche, centre associatif pour les femmes, entreprise, etc.) désigné comme espace mixte et préservé (« *safe space* »). Plus que des attributs de positions sociales ou des indicateurs de préférence politique, l'ethnie, la confession, l'âge et le sexe sont perçus comme des critères d'identification contribuant au conflit ou à sa régulation²¹.

Ce sont des groupes vulnérables, mais aussi ouverts aux messages de paix, ou idéalement placés pour diffuser largement les récits et représentations forgés au moment de la « rencontre organisée » ou dans le cours de la coexistence quotidienne, qui sont recherchés.

Mais le principe même de ces tentatives de construction d'une paix démocratique – le dialogue – se manifeste de la manière la plus explicite dans des processus qui visent des catégories sociales mieux définies, qui sont classiquement celles qui sont durablement en contact avec les agents des organisations internationales sur le

²¹ Le groupe des enfants et des adolescents est à la fois un vecteur de conflit à neutraliser – lorsqu'il est assimilé à une génération perdue d'enfants soldats ou de miliciens – et comme une catégorie de population encore assez libre de préjugés et constituant la population active à venir. Les femmes sont très fortement valorisées comme des pacificatrices, soit en raison de dispositions liées à la construction sociale du genre dans une société donnée, soit du fait de leur position de passerelle, à l'intersection de groupes en conflit, comme ces femmes congolaises circulant entre les clans par le mariage et habilitées à fréquenter les places de marché. Voir Lederach (J. P.), *The Moral Imagination: The Art and Soul of Building Peace*, Oxford, Oxford University Press, 2005.

terrain²². Ces catégories sont généralement présentées comme constituées par l'ensemble des leaders de niveau intermédiaire ou issus de la « base » : leaders respectés, mais pas les plus visibles, dans des domaines d'activité non politiques (religion, université, etc.), ou hors des systèmes formels d'attribution des pouvoirs (comme parfois les chefs traditionnels), dirigeants associatifs, professions libérales, etc.²³ Ce sont ces personnes d'influence – plus que de pouvoir – qui sont réunis, à quinze ou vingt, dans le cadre d'« ateliers de résolution des problèmes » (*problem-solving workshops*), ou sollicités en tant que représentants de la « société civile » par des chercheurs locaux menant une « recherche participative » aux fins de l'élaboration d'un agenda politique, ou encore formés à des techniques de résolution des conflits qui visent à faire connaître – et idéalement comprendre – aux uns les situations et positions des autres (analyse collective du conflit, jeux de rôle, convivialité, etc.)²⁴. Ce sont des conceptions particulières du changement social qui fondent les pratiques de construction de la paix par le bas. Celles-ci sont condensées dans des métaphores comme celles de la « masse critique » ou

²² Leurs employés ou les membres d'ONG opportunément constituées pour répondre à la demande des bailleurs. On peut poser en hypothèse générale – à éprouver au cas par cas – qu'ils sont issus des élites sociales installées, souvent en relation avec les leaders politiques (ce qui nuance la portée critique de la construction de la paix par le bas).

²³ « Top Leadership includes military/political/religious leaders with high visibility. Middle Leadership includes respected ethnic/religious, academic/intellectual and humanitarian leaders. Grassroots Leadership includes leaders of indigenous NGOs, community developers, local health officials and refugee camp leaders. », Alger (C. F.), « Expanding Involvement of NGOs in Emerging Global Governance, p. 11 in Richmond (O. P.) et Carey (H. F.), ed., *Subcontracting Peace. The Challenges of the NGO Peacebuilding*, Aldershot, Ashgate, 2005.

²⁴ Une illustration peut en être donnée par le manuel développé à cette fin par Caritas Internationalis, réseau des organisations humanitaires catholiques : *Édification de la paix. Un manuel de formation Caritas*, Vatican, 2002. Un bon exemple du déroulement des formations à la résolution des conflits est donné par la formatrice Francis (D.), *People, Peace and Power, Conflict Transformation in Action*, Londres, Pluto Press, 2002.

encore du « levain »²⁵ : le changement social intervient de manière plus ou moins mécanique (de manière plus ou moins dépendante d'une réforme parallèle des structures socio-économiques et politiques) à partir d'un effet d'entraînement de la modification des représentations d'un petit nombre d'individus. Différents vecteurs doivent assurer la diffusion dans tout le groupe des comportements réformés localement : la force de l'exemple (les « héros » d'une émission radiophonique du Studio Ijambo au Burundi – créé à l'initiative de Search for Common Ground) ou le petit nombre « militant » (les principaux bénéficiaires des programmes sont, de fait, des responsables associatifs), le ciblage des élites futures et des hommes d'influence, la courroie de transmission des « modérés », ou l'inclusion de « *spoilers* » (fauteurs de trouble qui ont intérêt à maintenir un état de guerre), le ciblage des groupes ou individus qui passent pour faire le lien entre différents groupes sociaux (les femmes, typiquement), etc.

Ce pari sur les mécanismes de dissémination de représentations nouvelles s'autorise par ailleurs d'une conception elle aussi singulière de la société en paix. Les pratiques de pacification par le bas ont pour point commun de vouloir ressusciter des liens inter-groupes (ethniques, religieux, régionaux) « ordinaires », tels qu'ils se déploient dans les interactions de voisinage, de lieu de travail, dans l'interaction avec les services publics lorsqu'ils existent, dans les loisirs, mais aussi toutes les relations professionnelles et spécialisées, politiques incluses, appréhendées comme des *relations interpersonnelles*. Ces liens sont supposés avoir été endommagés par le conflit violent et ses causes, et pouvoir être revivifiés par l'établissement volontariste

²⁵ L'image est de Lederach (J. P.), *The Moral Imagination...*, op. Cit.

d'un espace de dialogue préservé des hostilités, au sein duquel se manifesterait une aptitude rationnelle de chacun à désingulariser sa situation, à faire preuve d'empathie, à prendre conscience des causes de la violence et de l'existence d'une solution bénéfique pour toutes les parties²⁶.

Une hypothèse associée à cette conception du changement social au gré des relations de personne à personne peut en rendre plus visible l'étrangeté : tous les conflits, de la violence domestique à la guerre civile, sinon s'alimenteraient aux mêmes sources (une « culture de violence » par exemple), du moins seraient dans la continuité les uns des autres. On comprend mieux dès lors que certaines organisations internationales, comme l'ONG protestante évangélique World Vision, entendent contribuer à la paix (nationale) en régulant les petits litiges, ici dans les rapports entre parents et enfants²⁷, et que d'autres, comme la britannique Conciliation Resources (en Angola par exemple) ou l'américaine Conflict Management Group (au Rwanda), insistent sur la formation aux méthodes de la résolution des conflits de membres de la communauté élus faisant fonction de « moniteurs de la paix » chargés

²⁶ Même les programmes portant sur les médias n'échappent pas à cette valorisation de la mise en relation concrète des personnes. Au Burundi par exemple, deux anciens chefs de milices hutu et tutsi, interviewés dans une émission de radio produite par Search for Common Ground, se sont vu offrir les moyens de réunir les jeunes leaders potentiels des deux groupes pour contrer une nouvelle campagne de recrutement de jeunes miliciens par des hommes politiques. Le dialogue a par la suite été pérennisé par une association, qui organise entre autres choses des tournois de football. Entretien, Bruxelles, 23 février 2005.

²⁷ Des rapports harmonieux entre parents et enfants consolideraient, et seraient confortés par, l'organisation participative dans les écoles, mais aussi des relations de dialogue avec la police et d'autres autorités. Voir World Vision, notamment *Children and Peacebuilding. Experiences and Perspectives*, Melbourne, 2001.

de résoudre des litiges locaux (familiaux, fonciers, liés au retour des réfugiés, etc.)²⁸.

Cette valorisation du dialogue à la « base » reflète les « bonnes pratiques » relatives à l'intervention étrangère qui sont aujourd'hui installées dans le champ du développement comme de la « promotion de la démocratie ». Aucun programme international ne semble en effet pouvoir être entrepris aujourd'hui sans l'implication active des « ONG du Sud ». La Banque mondiale recourt très fréquemment à une définition des objectifs par la délibération des bénéficiaires²⁹. La valorisation de la réconciliation entre « gens ordinaires » est en ce sens un élément d'un sens commun de portée plus générale qui valorise l'initiative locale et les pratiques délibératives, et entend substituer des ressources « indigènes » aux ressources importées. Conflict Management Group, aujourd'hui intégré à l'organisation humanitaire Mercy Corps, a notamment organisé, par exemple dans un secteur de la province de Byumba au Rwanda, des sessions de formation à la résolution des conflits qui s'adressaient plus particulièrement aux femmes et à des leaders locaux : la formation, faite par des experts américains (et des traducteurs préalablement formés) puis rwandais, portait de conflits quotidiens et avait recours, sous la forme principalement de proverbes, à une culture locale³⁰.

La remise en cause d'une construction de la paix qui ne passerait que par les élites politiques rejoint donc la consécration d'une visée délibérative et participative des

²⁸ Conciliation Ressources, *Annual Report 2003*, Londres, 2004, et entretiens du 23 mai 2006 au siège de l'organisation, à Londres.

²⁹ Voir Cooke (B.) et Kothari (U.), ed., *Participation: The New Tyranny?* Londres, Zed Books, 2001.

³⁰ Sommers (M.) et McClintock (E.), « On Hidden Ground. One Coexistence Strategy in Central Africa », p. 35-58 in Chayes (A.) et Minow (M.), *Imagine Coexistence. Restoring Humanity After Violent Ethnic Conflict*, Jossey-Bass/PON Harvard Law School, 2003.

programmes internationaux dans les pays du « Sud ». Elle alimente une critique de toutes les formes exogènes et coercitives de l'intervention en faveur de la paix (l'imposition ou le maintien de la paix : *peacemaking* ou *peacekeeping*). Parmi elles, la diplomatie classique, que le fondateur d'une ONG active dans le domaine (l'Institute for Multi-Track Diplomacy), John W. McDonald, considère comme masculine, formelle et bureaucratique, fonctionnant à la loyauté et à la conformité, craignant le dialogue ouvert et visant l'application de la puissance à court terme³¹. Les principes revendiqués par les praticiens de la construction de la paix sont, plus généralement, assez étroitement associés à une théorie des relations internationales « non » ou « anti-réaliste », sous les traits fréquemment de la doctrine dite de la « sécurité humaine »³².

3. La paix par une élite internationale

Cette valorisation active de positions et de pratiques non-élitaires (plutôt qu'anti-élitaires) pourrait s'expliquer en partie par une structuration originale du domaine d'activité ainsi qu'un profil sociologique singulier des praticiens de la construction de la paix « par le bas ». Ce n'est pas forcément le cas. La reconstitution de l'écheveau des pratiques à partir des trajectoires individuelles des agents spécialisés fait apparaître un milieu international assez unifié au sein duquel les organisations sont fortement interdépendantes et concurrentes les unes des autres. Un premier examen d'une base biographique regroupant plus de 1 000 notices

³¹ « The Need for Multi-Track Diplomacy », p. 49-60 in Davies (J.) et Kaufman (E.), ed., *Second Track/ Citizen's Diplomacy. Concepts and Techniques for Conflict Transformation*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2002.

³² David (C.P.), *La Guerre et la paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, ch. 10.

individuelles confirme, pour ce champ d'activité particulier, la validité des hypothèses sur l'importance de la professionnalisation de l'intervention internationale³³. Les carrières y sont construites durablement dans un type d'organisation (ONG, institutions internationales) ou souvent par va-et-vient entre les différents types d'organisation, soit après une première expérience professionnelle nationale (médiation, enseignement, droit, politique...), soit sitôt le diplôme obtenu.

Ce sont par ailleurs des Anglo-saxons (44,2%, dont 32,2% originaires des États-Unis et 8% de Grande-Bretagne³⁴) très diplômés qui peuplent les organisations. Pour l'ensemble des praticiens, les universités états-uniennes et britanniques les plus « prestigieuses » sont les mieux représentées (Harvard, Yale, Princeton, London School of Economics, Oxford, fréquentées par près de 15% des acteurs recensés), le niveau de diplôme est très élevé (88,8% ont un master ou un diplôme supérieur), souvent dans un cursus de résolution des conflits (pour 22,1%, en ne prenant en compte que la formation à la résolution des conflits depuis une perspective de science politique/rerelations internationales¹⁸). Beaucoup ont des activités d'enseignement ponctuelles ou régulières (36,5%). Souvent, c'est la spécialité « résolution des conflits » qui est enseignée, parfois dans des universités qui ont développé un cursus de résolution des conflits (par exemple Bradford en Grande-Bretagne, Tufts, Harvard, Eastern Mennonite University ou George Mason,

³³ Cette base prend en compte tous les personnels exécutifs (responsables de programmes et directeurs, 36,5% des agents), les personnels administratifs (15,8%) et les conseillers et présidents (45,2%, à quoi s'ajoutent 2,5% de consultants).

³⁴ Suivent les pays européens (environ 10% des agents recensés, Pays-Bas et Allemagne en tête), puis des pays qui exportent les solutions qu'ils ont expérimentées (Afrique du Sud, Irlande du Nord) et enfin ceux dans lesquels les programmes sont mis en œuvre, du fait de la valorisation des recrutements locaux (Burundi, Sierra Leone, etc.). ¹⁸ Cette spécialisation peut aussi être obtenue en droit (médiation, cf. *infra*), discipline de formation de 14,3% des agents, et en psychologie/travail social (10,1%).

aux États-Unis). Ces mêmes universités alimentent les conseils consultatifs des organisations, parfois de manière majoritaire (Institute for International Mediation & Conflict Resolution, Conciliation Ressources, Carter Center).

Les entretiens réalisés montrent par ailleurs que les acteurs internationaux de la construction de la paix par le bas sont très majoritairement issus des classes supérieures ; leurs parents sont fréquemment eux-mêmes « internationalisés » (diplomates, acteurs associatifs investis au « Sud » et couples bi-nationaux). Parmi les cadres de ces organisations figure par exemple une femme dont la mère est bi-nationale (française et d'un pays d'Europe de l'Est), et le père appartient à la diplomatie des États-Unis. Ayant vécu, enfant, dans un pays de l'Afrique des Grands Lacs, elle emploie sa connaissance du pays d'abord dans une des principales ONG internationales de défense des droits de l'homme puis dans l'organisation spécialisée dans la résolution des conflits. Un autre cadre est lui aussi bi-national (belge et canadien), s'est formé notamment en Grande-Bretagne, a vécu plusieurs années dans un pays d'Afrique australe et vit désormais entre Europe et États-Unis, au gré d'une carrière qui se construit par aller et retour entre ONG et organisations inter-gouvernementales ; il parle couramment trois langues et en pratique trois autres. De manière plus générale, on trouve dans ces organisations beaucoup d'Européens, issus des pays de l'Est ou de l'Ouest, et formés aux États-Unis et dans d'autres pays étrangers, souvent dans des cursus de résolution des conflits.

C'est un univers aujourd'hui professionnalisé, sans doute très proche par ses caractéristiques sociales des milieux constitués par les plus grosses ONG internationales et par

les organisations inter-gouvernementales³⁵, qui met en place au sein des ONG des programmes de pacification présentés comme une alternative aux modalités mieux établies, plus élitaires et coercitives, de construction internationale de la paix. Cette indistinction apparente par rapport aux caractéristiques classiques des milieux de l'intervention internationale est associée à une autonomie assez faible à l'égard des autres organisations internationales.

Les carrières individuelles, souvent construites, on l'a dit, sur le principe de l'aller-retour entre organisations inter-gouvernementales, gouvernements et ONG, témoignent de la porosité des frontières entre les différents types d'organisation³⁶. La composition des conseils consultatifs des organisations révèle un cumul, en des proportions distinctes selon les organisations, des légitimités politique (affaires étrangères américaines ou gouvernements autres), universitaire et internationale (hauts fonctionnaires des organisations inter-gouvernementales). Les trajectoires des employés comme celles des membres des conseils nuancent donc l'hypothèse d'une rupture avec les politiques macro-sociales, institutionnelles et élitaires de pacification.

Cette continuité autorise à concevoir les pratiques « basistes » de consolidation de la paix comme le prolongement de politiques étrangères, le correctif de pratiques diplomatiques jugées trop « viriles » par J. McDonald... Elles peuvent paraître compléter les initiatives diplomatiques, en permettant l'établissement de contacts diversifiés (par exemple au moyen du

³⁵ Les données sociologiques concernant ces grands acteurs internationaux ne sont pas en nombre suffisant pour le dire avec certitude.

³⁶ La majorité des agents recensés travaillent ou ont travaillé pour une ONG spécialisée ; environ un tiers ont travaillé plus ou moins ponctuellement pour un gouvernement (sa diplomatie, souvent, ou son armée), et un quart pour une organisation inter-gouvernementale.

financement de la formation de leaders potentiels), en assurant une présence dans des lieux moins investis, en ajoutant à la carte « élitiste » de la diplomatie américaine des contacts plus « humbles » (dans des groupes sociaux et politiques distincts), voire une carte « humaniste » à un jeu perçu comme guerrier et unilatéraliste ; en accroissant, en somme, l'influence de gouvernements. Ces programmes peuvent être une ressource appréciée, comme le montre l'intérêt professé par le gouvernement Bush pour ces pratiques en tant qu'elles contribueraient à la domestication des « *spoilers* », dans un contexte d'enlèvement des opérations de « construction de la nation » en Afghanistan ou en Irak. On explique ainsi les liens forts entre certaines ONG et des gouvernements américains, liens attestés notamment par les carrières des membres des premières (passés par un gouvernement états-unien ou intervenus comme conseillers directs ou indirects de sa politique étrangère au sein notamment de *think tanks*) ou par les financements dont les organisations ont pu bénéficier (USAid a par exemple financé les programmes du Conflict Management Group et de l'Institute for Multi-Track Diplomacy à Chypre et dans la région des Grands Lacs)³⁷.

Considérer l'instrumentalisation par une puissance de ces pratiques permet d'expliquer l'émergence et l'autonomisation du secteur de manière plus convaincante que l'hypothèse, très répandue, qui présente ces pratiques comme le produit d'un contexte, la fin de la Guerre froide, en même temps que d'un progrès, c'est-à-dire du perfectionnement des pratiques et du

³⁷ Une hypothèse intéressante est formulée par Alexis Bautzmann, qui voit dans le travail de ces « officines » « la privatisation par le Département d'État de pans entiers de la diplomatie américaine au profit d'organismes politiquement irresponsables »

(<http://www.net4war.com/history4war/dossiers/contemporain/diplomatieUSA3.htm>).

mûrissement des bonnes idées. Ce cadre d'analyse (que les spécialistes des relations internationales qualifient de constructiviste) suggère une circulation spontanée, vertueuse, d'une idée mue par sa propre force, dans un contexte favorable à la « prise de conscience » (à la suite des échecs des interventions militaires et réformistes de la communauté internationale), et grâce à la force de la conviction de ses promoteurs³⁸. Rapporté à une nécessité historique (la fin de l'affrontement bipolaire, la dissémination relative et la récurrence des guerres internes dont les civils sont les victimes), à une logique fonctionnelle (qui imposerait d'articuler aide humanitaire d'urgence et aide au développement³⁹), à un mécanisme d'apprentissage des acteurs concernés et à quelques lois morales (le respect de la souveraineté des indigènes, la justification de tous les efforts de pacification fussent-ils sans effets...), le principe d'une construction de la paix par le bas acquiert ainsi la portée d'une évidence, pragmatique et morale.

Plus convaincante, cette hypothèse qui voit dans ces pratiques le prolongement « caché » de la politique étrangère américaine est néanmoins pareillement cantonnée aux relations internationales.

D'autres analyses s'en détachent pour prendre en compte les logiques sociales d'investissement dans une « politique internationale », au sein des organisations ou à l'intersection de différents champs nationaux (milieux académique et politique états-uniens, particulièrement), à

³⁸ « When an idea is so compelling that it captures the attention of a wide array of actors », Goldstein (J.) et Keohane (R.O.), « Ideas and Foreign Policy: An Analytical Framework », in, des mêmes, *Ideas and Foreign Policy. Beliefs, Institutions, and Political Change*, Ithaca, Cornell University Press, 1993, p. 16. Voir Keck (M.E.) et Sikkink (K.), *Activists Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1998.

³⁹ Voir World Vision Grande-Bretagne, O'Reilly (S.), *The Contribution of Community Development to Peacebuilding: World Vision's Area Development Programmes*, Londres, novembre 1998.

l'instar des recherches conduites par Yves Dezalay et Bryant Garth pour les politiques internationales des droits de l'homme, ou par Nicolas Guilhot sur les prescriptions en matière de « promotion de la démocratie »⁴⁰. Ces analyses présentent l'intérêt d'appliquer une grille de lecture sociologique à un objet relevant habituellement des relations internationales. Les dispositifs de pacification sont pareillement analysés ici pour eux-mêmes et comme des arènes supplémentaires pour des affrontements sociaux ou politiques ordinaires. Mais leur étude impose de sortir du cercle des décideurs de la politique étrangère des États-Unis et des affrontements en son sein et à ses frontières, qui tendent à être considérés par les auteurs évoqués comme producteur principal des politiques internationales (parce que milieu dominant), pour prendre en compte des espaces sociaux *diversifiés*, sans perdre de vue les pratiques elles-mêmes.

La suite de cet article s'attachera donc à la genèse de ces pratiques, de manière à leur rendre une histoire dont elles sont privées dans les analyses des experts comme dans les discours des praticiens, qui privilégient la question de l'efficacité des programmes. Il s'agit, en reconstituant l'histoire des organisations en même temps que les trajectoires individuelles de leurs agents, d'interroger l'évidence largement partagée du caractère « fonctionnel » des programmes, c'est-à-dire l'idée qu'ils font ce qu'ils disent, et qu'ils disent ce qu'ils font (ou veulent faire). Le déploiement de techniques de construction de la paix « par le bas » trouve principalement sa raison d'être dans des enjeux situés « au Nord », davantage peut-être que

⁴⁰ Dezalay (Y.) et Garth (B.), *La Mondialisation des guerres de palais. La restructuration du pouvoir d'État en Amérique latine, entre notables du droit et « Chicago Boys »*, Paris, Le Seuil, 2002 ; Guilhot (N.), *The Democracy Makers: Human Rights & International Order*, New York, Columbia University Press, 2005.

dans la recherche de la technique de pacification la plus efficace.

4. Paix au « Sud », justice au « Nord » : le transport de querelles nationales

La paix « par le bas », prolongement des techniques américaines de résolution alternative des litiges. Les pratiques de construction de la paix, quoique constituant un secteur international, prolongent des querelles publiques qui sont d'abord nationales. Ce qui est fait dans les pays sortant d'un conflit participe de confrontations professionnelles comme de la formation de politiques publiques dans les pays industrialisés – principaux exportateurs de dispositifs « postconflit ».

Les filières nationales à l'origine du développement des politiques de pacification sont hétérogènes, ce que reflète la diversité des ONG spécialisées. Celles-ci peuvent avoir été créées à partir d'autres grosses ONG internationales (International Alert, dont le fondateur Martin Ennals, était le secrétaire général d'Amnesty International), d'un département universitaire, ou de l'investissement militant d'une agence des Nations Unies (War-Torn Societies Program International, récemment rebaptisé Interpeace, né d'une alliance entre l'Institut des Hautes Études Internationales de Genève et l'Institut de Recherche pour le développement social des Nations Unies, et créé par un « gauchiste » convaincu par la théorie de la conscientisation de Freire⁴¹). Il peut encore s'agir d'entreprises de conseil perçues comme des ONG (CDA, CDR Associates, The Peace Company), ou d'associations constituées dans un registre spirituel (mêlant par exemple influence quaker et « nouvelles religions » californiennes,

⁴¹ Entretien avec Mattias Stiefel, fondateur, le 17 juin 2005 à Genève.

comme le Karuna Center for Peacebuilding) ... Ces organisations entretiennent toutes des liens plus ou moins importants avec les producteurs universitaires de théories.

Dans certains cas, ceux-ci sont des sources d'inspiration pour une production experte, dans d'autres cas, il existe un rapport direct (le *Program on Negotiation* de l'Université de Harvard s'est ainsi doté d'un double prolongement, une ONG de construction de la paix, CMG, et une agence de conseil aux entreprises, CMI Claris).

Ces tutelles académiques sont diverses. Trois grands pôles alimentent des traditions théoriques et des pratiques internationales distinctes, notamment du point de vue de la critique des modalités élitaires de pacification. Les facultés de droit des universités parmi les plus prestigieuses de la côté Est (et d'abord Harvard, associée au MIT et à Tufts) ont développé une spécialité plus ou moins importante en matière de résolution du conflit, dont le cadre théorique dominant est celui du « *conflict management* », généralement associé au nom de Roger Fisher⁴². Selon cette approche, tout conflit ouvert peut être résolu ou « géré », c'est-à-dire amené à une solution « gagnant gagnant » (« *win win* ») pour autant que l'on conduise les parties à prendre en compte non leurs positions mais leurs intérêts (ou leurs objectifs). L'orientation initialement plutôt élitiste des méthodes employées a été infléchie dans une perspective de « réconciliation des communautés » à des fins d'universalisation. Cette théorie est très répandue ; elle est appliquée entre autres par l'ONG Conflict Management Group.

⁴² Auteur avec Ury (W.) et Patton (B.) du best-seller *Getting to yes: negotiating agreement without giving in*, Harmondsworth, Penguin Books, 1983.

En deuxième lieu, un ensemble de départements spécialisés dans la résolution des conflits internationaux (George Mason, Syracuse, Colorado et quelques universités britanniques), moins prestigieux, s'appuie sur des recherches en psychologie sociale.

John Burton est ici l'un des théoriciens de référence (qui met l'accent sur les « besoins », enjeux non négociables)⁴³. Cette tradition a été directement appliquée par les universitaires eux-mêmes, dans le cadre de la résolution « interactive » des conflits⁴⁴. Enfin, un troisième ensemble regroupe des établissements religieux ouverts dans leur recrutement, principalement mennonites et quakers (deux dénominations⁴⁵ protestantes anabaptistes), comme les collèges Earlham et Haverford, et la Eastern Mennonite University, au sein desquels des personnalités comme John Paul Lederach ont développé, et appliqué (par exemple au Nicaragua et au Népal), des conceptions particulières de la résolution des conflits, aujourd'hui largement diffusées. Ce courant est généralement associé à la catégorie de la « *conflict transformation* » (qui insiste sur la prise en compte du contexte culturel spécifique du conflit et de sa résolution). Ces pôles entretiennent des controverses nombreuses – qu'on ne développera pas ici. Les deux derniers reprochent notamment au premier son élitisme, et le peu de cas qu'il ferait des besoins de redistribution des ressources dans une perspective de justice sociale.

Cet ancrage direct des pratiques internationales dans des institutions universitaires situées pour l'essentiel aux États-Unis met sur la piste de l'une des caractéristiques les plus intéressantes du secteur : les pratiques de

⁴³ Burton (J.), *Conflict Resolution: Its Language and Processes*, Lanham, Scarecrow Press, 1996.

⁴⁴ Fisher (R.), *Interactive Conflict Resolution*, Syracuse, Syracuse University Press, 1997.

⁴⁵ Le terme désigne un groupe situé entre Église et secte.

construction internationale de la paix sont une extension de méthodes préalablement expérimentées dans le champ juridique américain et à ses frontières, méthodes qui peuvent être regroupées sous le chapeau de l'*alternative dispute resolution* (résolution alternative des litiges), c'est-à-dire un ensemble de techniques de médiation, d'informatisation des mécanismes de résolution des litiges, en cours dans le monde du *management* et de la régulation des conflits du travail, dans des espaces aux frontières du judiciaire (par exemple pour des litiges entre locataires et propriétaires, ou des conflits familiaux), dans les écoles, etc. Synonyme d'un accès élargi à la justice lorsqu'elles s'appliquent aux querelles de voisinage⁴⁶, ces techniques sont davantage, en matière de conflits du travail, associées au développement d'un syndicalisme gestionnaire et de procédures bureaucratisées de résolution des conflits⁴⁷.

De nombreux indices attestent que la construction de la paix par le bas est le produit de l'universalisation de techniques académiques et professionnelles de négociation.

Parmi ces indices, l'application par les départements universitaires de leurs théories de la résolution des conflits à la médiation para-judiciaire domestique, ou les alliances, au travers des conseils consultatifs des ONG, entre différents groupes promouvant des formes d'*alternative dispute resolution* (universités, entreprises de conseil et de médiation, organes fédéraux, etc.) dans des

⁴⁶ Leurs propriétés démocratiques sont néanmoins très contestées. Voir par exemple Hofrichter (R.), *Neighborhood Justice in Capitalist Society. The Expansion of the Informal State*, Westport, Greenwood Press, 1987.

⁴⁷ Une piste à explorer concerne d'ailleurs les effets des engagements internationaux de ce syndicalisme gestionnaire (sous les traits de l'AFL-CIO) pendant la Guerre froide, ou encore des procédures fédérales de médiation telles qu'incarnées notamment par le Federal Mediation & Conciliation Service, sur l'exportation de l'*alternative dispute resolution* ... et de la « paix par le bas ».

espaces sociaux variés (entreprises, administration, controverses politiques, éducation, justice...). Un nombre assez important des agents internationaux de la construction de la paix sont ainsi des professionnels de la médiation dans ses différentes dimensions (appliquée aux « affaires publiques », aux controverses environnementales, à la sphère judiciaire, à l'éducation...).

Ces médiateurs sont par exemple très présents au sein de CDR Associates, de Partners for Democratic Change ou encore de l'Institute for Multi-Track Diplomacy. Peter Woodrow est l'un d'eux : quaker américain, membre de l'American Friends Service Committee, il a travaillé pour diverses organisations du secteur (CDR Associates, Institute for Multi-Track Diplomacy, The Collaborative for Development Action) mais aussi pour CARE, de nombreuses administrations des États-Unis (les Departments of Energy fédéral et de l'Idaho, le US Postal Service, etc.) ou la Banque mondiale, principalement comme consultant et formateur en résolution des conflits, formé dès 1974 par l'American Arbitration Association puis à la faculté de droit de Harvard. Il est intervenu à ce titre dans des litiges de toute sorte, en matière de problèmes environnementaux (pour la US Environmental Protection Agency, par exemple), de politique locale (pour la ville de Bellevue, dans l'Etat de Washington), de conflits d'entreprise (Ingram Micro), mais aussi de construction de la paix « par le bas », par exemple au Rwanda ou en Indonésie. Le lien entre la résolution des conflits sous sa forme générale et là même appliquée à la violence politique est aussi illustré par le rôle joué par la fondation Hewlett. Celle-ci a accompagné le développement historique de la « justice informelle » aux États-Unis, sous toutes ses formes ; elle a longtemps subventionné la plupart des ONG spécialisées.

Certaines organisations spécialisées dans la résolution des conflits ont par ailleurs une activité de promotion directe de l'*alternative dispute resolution*, sous la forme de techniques permettant la pacification des rapports mais aussi de modèles susceptibles de réformer, voire de concurrencer, les procédures judiciaires ordinaires⁴⁸. Enfin, Conflict Management Group et Search for Common Ground interviennent aussi bien dans les pays en situation « post-conflit » que dans leur pays d'origine, les États-Unis, et dans des domaines directement (la réintégration des anciens prisonniers pour le second) ou indirectement (dans les entreprises et au niveau des relations entre noirs et blancs à l'échelle de municipalités, pour le premier) liés à l'*alternative dispute resolution*.

Si l'on affine le tableau en distinguant différentes « espèces » de médiation, d'autres liens directs apparaissent. C'est le cas par exemple lorsqu'on s'intéresse au principe de la « justice restauratrice » (*restorative justice*), pivot de mobilisations assez éclectiques qui revendiquent une ambition de réforme radicale de la justice pénale, fondée sur le dépassement des paradigmes « rétributif » et « réhabilitatif », ainsi que sur la critique d'une justice monopolisée par des professionnels et par l'État⁴⁹. Les intellectuels mennonites aux États-Unis, dont on a vu qu'ils étaient fortement investis dans les querelles universitaires et dans certaines pratiques internationales de résolution des conflits, y ont pris une part importante. D'autres groupes religieux, particulièrement évangéliques, défendent un principe de justice restauratrice *a priori* plus conservateur dans ses

⁴⁸ Conflict Management Group a par ailleurs réalisé pour USaid une étude sur la résistance à l'*alternative dispute resolution* dans les pays en voie de développement.

⁴⁹ Voir mon article « "An idea whose time has come". Le mouvement pour la justice restauratrice », *Droit et société*, 63/64, 2006.

applications. Prison Fellowship International, fondé par Charles Colson (ancien acteur du Watergate nixonien et proche de G. W. Bush), en fait par exemple un outil de réforme pénitentiaire fondé sur la conversion des prisonniers au christianisme ; l'organisation est active aussi dans la promotion du principe dans des contextes de sortie de conflit (notamment en Colombie).

L'exportation des querelles anglo-saxonnes relatives à l'*alternative dispute resolution* n'est pas, comme le voudrait le cadre d'analyse « constructiviste » déjà évoqué, imputable seulement à la vertu et au caractère fonctionnel des techniques de justice informelle. Trois pistes peuvent être succinctement évoquées qui toutes renvoient à des processus d'exportation volontaristes. La recherche d'une source de légitimité extérieure pour les professions de la médiation qui se sont constituées, aux États-Unis et dans d'autres pays, à mesure que certaines des techniques de justice informelle étaient intégrées aux procédures judiciaires, peut-être une première explication. On trouve, on l'a dit, de nombreux médiateurs professionnels dans les agents des organisations de construction de la paix. La facilitation des échanges commerciaux entre les États-Unis et le reste du monde est un deuxième facteur possible : l'exportation de certaines techniques de pacification, qui ne sont pas dissociables de la gestion des conflits du travail et des conflits économiques, facilite celle de normes et de mécanismes économiques. L'une des principales ONG dans le domaine a ainsi promu l'*alternative dispute resolution* auprès des décideurs politiques et des magistrats au Maroc (qui a connu une répression mais pas de conflit violent), juste après l'adoption d'un traité de libre-échange avec les États-Unis⁵⁰. USaid a, autre

⁵⁰ Entretien, 23 février 2005.

exemple, soutenu une large gamme de politiques de construction de la paix et, dans le même temps, le développement de l'*alternative dispute resolution* dans la quasi-totalité des pays d'Amérique latine.

Il n'est pas impossible enfin d'envisager la construction d'un modèle international de pacification comme une sorte d'épreuve, sur la scène internationale, pour une forme de justice informelle (la « justice de voisinage » formulée à la fin des années 1960) conçue pour les relations ethno-raciales, entre noirs et blancs particulièrement, aux États-Unis.

Du moins les affrontements raciaux aux États-Unis sont-ils une référence fréquente des débats scientifiques et experts sur la résolution de conflits souvent appréhendés comme ethniques.

L'histoire de la formalisation des techniques d'*alternative dispute resolution*, et de leurs prolongements extérieurs, comporte donc de nombreux chapitres. Mais le développement des politiques internationales de construction de la paix peut être inscrit dans une autre histoire, celle de mobilisations anglo-saxonnes pour la paix. Les trames de ces différentes histoires parfois se mêlent, par exemple dans le secteur académique, par l'intermédiaire de cette « science de la paix » qui s'est formée à l'intersection des secteurs académiques et des mobilisations pacifistes, et institutionnalisée aux États-Unis à l'occasion des moments forts de ces mobilisations. *Vieilles mobilisations antagonistes, nouvelles ambitions pacificatrices*

Les histoires officielles des organisations spécialisées dans la construction de la paix font généralement l'impasse sur d'éventuelles origines politiques. La plupart des pratiques de pacification par le bas peuvent pourtant être rapportées à un contexte politique précis, celui de l'opposition aux politiques nationales de Guerre froide, et

plus précisément des oppositions pacifiques aux politiques jugées belliqueuses de gouvernements des États-Unis, le gouvernement Reagan principalement.

Search for Common Ground a été créé en 1982 par John Marks, un journaliste indépendant – un temps employé par le Département d'Etat – qui avait enquêté sur des pratiques d'espionnage de la CIA⁵¹ (il avait par la suite rejoint l'Université de Harvard et plus particulièrement son *Negotiation Project*), le Conflict Management Group en 1984 par Roger Fisher qui est considéré comme une figure de référence pour l'aile libérale du mouvement pacifiste⁵². D'autres ONG est, au moins en regard des trajectoires professionnelles et militantes de leurs salariés, les héritières du quakerisme et du mouvement non-violent, comme l'américaine Karuna Center for Peacebuilding ou l'anglaise Conciliation Ressources. Plusieurs traditions de militantisme pour la paix sont à l'origine des programmes internationaux aujourd'hui mis en œuvre après un conflit.

Certains des acteurs internationaux de la pacification par le bas sont les héritiers directs de la composante « éducative » du mouvement pacifiste américain des années 1980⁵³ – de même d'ailleurs que les initiatives de diplomatie « citoyenne » ou « parallèle » (sous la forme notamment de pratiques de jumelage de villes américaines et soviétiques). On retrouve presque tels quels les principes de cette mobilisation dans la « boîte à

⁵¹ Il est l'Auteur: avec Victor Marchetti de *The CIA and the Cult of Intelligence* (New York, Knopf, 1974), avec Robert L. Borosage, de *The CIA File* (New York, Grossman Publishers, 1976) et seul de *The Search for the "Manchurian Candidate": the CIA and Mind Control* (New York, Times Books, 1979, et multiples rééditions).

⁵² Voir note 25.

⁵³ Voir Lofland (J.), *Polite Protesters. The American Peace Movement of the 1980s*, New York, Syracuse University Press, notamment p. 81 et 93.

outils » de Search for Common Ground, organisation qui a d'ailleurs été créée dans ce cadre.

Ce qui est l'une des plus importantes ONG spécialisées dans la construction de la paix emprunte au mouvement pacifiste « éducatif » ses convictions : la forme de la relation la plus désirable avec l'adversaire est le face-à-face cordial, qui implique une situation égalitaire d'influence civile⁵⁴, les « solutions adversariales » (terme employé par l'organisation) sont rejetées, le consensus recherché – dans toutes les sphères d'activité sociale (justice incluse), et la correction des biais cognitifs passe pour entraîner le changement social.

Les politiques internationales de la réconciliation sont partiellement informées par une mobilisation d'un autre type, celle des Mennonites déjà évoqués. Ceux-ci, constituant différentes dénominations, se sont dotés d'organismes « politiques » communs comme le Mennonite Central Committee installé à Washington DC, dont les membres forment, avec les enseignants des universités mennonites, une élite libérale entretenant la spécificité du groupe (quoique divergeant des préférences politiques moyennes du groupe). Les uns et les autres produisent des idées qui inspirent les pratiques internationales, les orientant notamment vers des positions non-élitistes plus tranchées. Et ils le font *pour des causes propres* davantage que pour la seule cause de la pacification des sociétés conflictuelles (ou celle de leur avancement dans le cercle des décideurs de la politique étrangère, à la différence des défenseurs des droits de l'homme ou de la « promotion de la démocratie » étudiés par Y. Dezalay, B. Garth et N. Guilhot). L'identité de la dénomination est en effet adossée sur sa présentation comme religion pacifiste,

⁵⁴ *Ibid.*, p. 124.

qui a été utilisée contre deux menaces principales : celle régulièrement brandie par le gouvernement américain tout au long du XXe siècle de généraliser le service militaire (qui a conduit les Mennonites, aux côtés d'autres « Églises de paix » comme les Quakers, à faire pression sur les gouvernements américains pour obtenir un service civil, ce qui fut le cas lors des deux Guerres mondiales), mais aussi celle d'une banalisation socio-économique (l'urbanisation et l'accès aux professions libérales de personnes appartenant auparavant à des communautés rurales closes).

L'évocation de ces deux mobilisations qui, quoique de nature différente, appartiennent toutes deux à l'aile libérale américaine, pourrait faire croire que cette dernière est l'unique milieu d'origine des pratiques de pacification par le bas. A tort. Des pratiques de même type, et la recherche d'un public qui ne soit pas exclusivement composé des élites politiques, sont de longue date promues par des organisations qui n'appartiennent pas à cette aile libérale. Le meilleur exemple en est l'organisation internationale Initiatives of Change, qui finance des programmes d'éducation à la paix dans les écoles, des formations de leaders favorables à la paix, des dialogues interculturels, des cercles de femmes, à des fins de construction de la paix, au « Sud » comme au Nord (par exemple aux États-Unis où l'organisation s'investit dans le « *racial healing* » dans différentes municipalités).

L'organisation se présente désormais comme une ONG, coopérant avec des organisations inter-gouvernementales et des *think tanks*. Or il s'agit du dernier avatar du groupe connu sous le nom de Moral Re-Armament (Réarmement moral) qui, depuis sa formation autour de la personne de Frank Buchman (1878-1961), a d'abord pris la forme d'un

groupe évangélique recrutant en Grande-Bretagne, aux États-Unis puis dans de nombreux pays du monde.

Le groupe a rapidement revendiqué une mission de pacification des conflits⁵⁵ – internationaux et industriels – sur la base du principe du recrutement d'individus (considérés comme des personnes, indépendamment de leurs appartenances sociales et politiques) par des individus.

Le changement des personnes, une à une, est supposé appeler, et permettre seul, le changement d'une nation et celui du monde ; la paix doit être gagnée au moyen de « rencontres fortuites »⁵⁶ et de « conversions » individuelles. Cette logique s'applique à l'action emblématique de l'organisation : des rencontres organisées dans le cadre d'un ancien grand hôtel à Caux (Suisse) qui favorisent, sur la base de récits individuels de conversion (à la cause de la paix, mais aussi religieuse), des dialogues entre anciens ennemis, deux à deux. C'est en s'appuyant sur ce même principe de conversion individuelle que Moral Re-Armament s'est activement impliqué, pendant la Guerre froide, dans la lutte contre le communisme : tentatives de conversion (au sens aussi d'intégration au sein du groupe et de « désidéologisation ») des communistes et socialistes, organisation de rencontres entre responsables syndicaux et chefs d'entreprise, promotion d'un esprit de consensus appliqué aux conflits du travail, etc.

Initiatives of Change, de même que Prison Fellowship International (celui-ci davantage impliqué dans la promotion d'une justice pénale « restauratrice » que dans la résolution des conflits politiques), reprennent donc le principe fondamental des groupes évangéliques, celui de

⁵⁵ Et des succès en Tunisie, au Maroc, au Nigeria, au Kenya, à Chypre, en Rhodésie/Zimbabwe, etc.

⁵⁶ Piguet (C.) et Sentis (M.J.), *Ce monde que Dieu nous confie. Rencontres avec le Réarmement moral*, Ed. Du Centurion, Paris, 1979, p. 45.

la conversion individuelle (des prisonniers à la foi chrétienne et au respect de l'ordre social, des belligérants à la paix). Mais l'ensemble des pratiques de construction de la paix est inspiré par le même principe, lorsque les programmes visent à organiser de manière volontariste l'ordinaire du lien démocratique (à inventer la « spontanéité démocratique »), en réformant les comportements individuels – plutôt que les structures sociales – pour faciliter les relations quotidiennes entre antagonistes. Provoquer un changement social (une transition vers la paix, une réforme de la justice pénale) supposerait, avant tout, de convertir les individus, de proche en proche, qu'ils appartiennent ou non aux élites sociales et politiques. La coopération entre « gens ordinaires » seule donnerait une réalité à d'éventuels aménagements institutionnels incombant aux élites politiques⁵⁷.

Cette valorisation de la relation interpersonnelle peut éclairer la formulation d'un principe de contournement des élites politiques privé de sa portée d'alternative politique, dans la mesure où elle implique une forme de dépolitisation. Chez les évangéliques nord-américains, ce « relationnisme », qui déduit d'une conception individualiste de la foi une stratégie d'évangélisation par l'influence personnelle⁵⁸, fait obstacle au repérage de problèmes et de solutions structurels et objectifs, et à la construction d'une position unitaire (qui serait traduite par un lobbying ou une offre électorale).

⁵⁷ On ne discutera pas ici du bien-fondé de cette conception de la construction de la paix. Deux pistes pourraient être explorées pour mettre à l'épreuve cette conception : le fait que nous sachions que la violence extrême peut advenir entre des groupes entretenant des relations nombreuses, régulières et *a priori* pacifiques, d'une part ; le constat de la relative faiblesse des interactions ordinaires entre des individus issus de groupes présentant des caractéristiques objectives ou subjectives différentes, dans des sociétés démocratiques en état de paix, d'autre part.

⁵⁸ Voir Smith (C.) et al., *American Evangelicalism. Embattled and Thriving*, Chicago, The University of Chicago Press, 1998.

L'action des deux organisations citées reflète directement l'idée que le changement s'obtient au moyen des relations individuelles, individu par individu (et non au moyen d'une stratégie collective, politique), ainsi qu'au travers de l'exemple donné par les bons chrétiens (« good men make good societies »⁵⁹).

Ce principe d'évitement d'un politique synonyme de conflit se retrouve dans les pratiques de pacification par le bas. Les convictions évangéliques n'y contribuent pas seules. Les mobilisations pacifistes libérales vont dans le même sens, qu'il s'agisse de Mennonites héritiers de la doctrine de la « non-résistance », c'est-à-dire d'un principe absolu de retrait de la vie politique, ou d'« éducateurs » de l'opposition à la politique du gouvernement Reagan, d'emblée soucieux de consensus⁶⁰. Les origines militantes sont de surcroît activement filtrées, et déradicalisées, par le mouvement de professionnalisation des pratiques de pacification « par le bas ». Celles-ci sont incontestablement des pratiques professionnelles, mises en œuvre par des organisations stabilisées, aux procédures routinières, qui mettent en avant des compétences et une expertise.

Les carrières de leurs employés sont souvent, on l'a dit, construites par aller et retour entre ONG et institutions internationales ou professions en rapport avec les pratiques (dans les secteurs académiques, du travail

⁵⁹ L'évangélique Lewis Smedes cité par C. Smith, *ibid.*, p. 191.

⁶⁰ Les contraintes administratives et politiques qui se sont exercées sur les mobilisations pour la paix, par exemple la difficulté aux États-Unis d'obtention du statut d'association (nécessaire à la survie financière) lorsqu'une finalité politique est revendiquée, ont encore renforcé cette tendance. Marullo (S.), Pagnucco (R.) et Smith (J.), « Frame Changes and Social Movement Contraction: The U.S. Peace Movement Framing After the Cold War », *Sociological Inquiry*, 66(1), février 1996, et Pagnucco (R.) et Smith (J.), « The Peace Movement and the Formulation of U.S. Foreign Policy », *Peace & Change*, 18(2), avril 1993.

social, du droit, etc.). Les préférences politiques de ces professionnels ne sont pas mises en avant⁶¹.

5. CONCLUSION

La construction de la paix par le bas constitue un monde composite, par aspects même contradictoire ; des cercles mennonites libéraux s'y engagent activement aux côtés de diplomates américains, la revendication d'un plus grand « accès » des pauvres à la justice joute la promotion de techniques informelles de résolution des conflits du travail, des militants libéraux pour la paix partagent avec des évangéliques conservateurs le postulat d'une paix construite au gré des relations interpersonnelles... Ces processus ne peuvent être ramenés à la scène d'un affrontement social unique, celui par exemple qui se joue autour de la fabrique de la politique étrangère américaine. Mettre au jour la continuité (certes accidentée) entre les pratiques de construction de la paix dans des pays sortant d'un conflit, certains mouvements de réforme de la justice dans des pays industrialisés et des mobilisations contre une politique étrangère, permet de

⁶¹ « X [l'organisation non-gouvernementale à laquelle l'interviewé appartient], c'est une activité professionnelle. C'est le propre de l'approche de X [de ne pas être du militantisme] : pour résoudre les conflits, on ne peut pas s'engager d'un côté ou d'un autre. On n'a pas d'ennemis, donc. Bien sûr, les inégalités Nord/Sud me scandalisent, bien sûr... mais pas comme employé de X... le militantisme, c'est être contre, et d'ailleurs c'est absolument nécessaire. En faisant en sorte d'instaurer un rapport de force, on prépare, ça permet d'avoir un résultat. Nous on n'est pas des militants. Maintenant les deux choses ne s'opposent pas forcément. Mon travail n'est pas juste une activité professionnelle (...) La transformation des conflits implique de ne pas avoir une attitude contre, comme Oxfam. Maintenant j'adore Oxfam, je me sens proche d'Oxfam... ». Entretien, 25 février 2005.

« Ensuite j'ai eu un boulot à Amnesty International sur l'Afrique, dans le domaine des droits de l'homme, à Washington, pendant plusieurs années. J'ai rencontré [le fondateur de l'ONG], son approche m'a vraiment plu. Enfin quelque chose de très positif, ça tranchait par rapport à ce que je voyais à Amnesty. À Amnesty International, ce qu'on fait est fabuleux et très impliquant, mais ça fatigue : on passe sa vie à engueuler des gens ! Quand j'ai rencontré [X], lui-même en avait eu marre de tout opposer, de dire tout le temps « le gouvernement américain est nul » ! Il pensait qu'il devait bien y avoir un autre moyen de faire bouger les choses : aider les gens à trouver des solutions, plutôt que de détruire les systèmes. Être idéalistes sans être naïfs. ». Entretien, 15 décembre 2004.

ne pas s'en tenir à une analyse en termes de relations internationales, appréhendées comme confrontation des intérêts des puissances (les politiques de pacification seraient le prolongement « masqué » de la politique étrangère américaine) ou au travers du récit linéaire de la victoire d'une idée juste et fonctionnelle. On peut ainsi prendre en compte les différents espaces sociaux et politiques dans lesquels les activités des organisations internationales, et les pratiques qui les alimentent, sont pertinentes.

Reconstituer la genèse des pratiques de construction de la paix par le bas, les différentes filières qui en ont été et en sont aujourd'hui constitutives, permet d'autre part d'approcher ce qui se présente sous la forme d'un « air du temps » démocratique qui se manifeste aussi à l'échelle du fonctionnement interne des démocraties établies. L'un des points de conciliation entre ces différentes traditions est un principe de contournement des élites politiques qui est moins pensé comme une alternative politique que comme le résultat, on l'a dit, d'une conception individualiste et relationniste du fonctionnement social, diffusée au gré de mobilisations volontaristes, celles notamment, aux États-Unis, de dénominations protestantes marginales (anabaptistes, ou évangéliques) en regard des groupes religieux *mainstream*.

La dépolitisation – caractéristique générale de l'action humanitaire⁶² ici plus nettement revendiquée – sur laquelle débouche cette conception « relationniste » n'implique pas un apolitisme. Les deux origines évoquées ici convergent. La réponse individualiste apportée à des conflits pourtant appréhendés comme « communautaires

⁶² Voir Dauvin (P.), Siméant (J.) et C.A.H.I.E.R., *Le Travail humanitaire : les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, p. 37, et Collovald (A.), « De la défense des "pauvres nécessiteux" à l'humanitaire expert. Reconversion et métamorphoses d'une cause politique », *Politix*, 14(58), 2001.

» contribue, en même temps que les modalités d'*alternative dispute resolution*, à un contournement systématique de l'Etat caractéristique de beaucoup d'autres politiques internationales de développement⁶³. Les pratiques de pacification par le bas rejoignent ainsi les politiques internationales mêmes de construction d'une « paix libérale » qu'elles critiquent.

6. BIBLIOGRAPHIE

Bédard Renée, « Quel est mon type de leadership ? », Gestion, 2008/3 Vol. 33, p. 68-73.

Bolden Richard, Ce qui est Leadership? Leadership Sud-Ouest : Rapport de recherche 1, 2004

Cristol, D. (2011), Qui nous dirige? Pourquoi le font-ils ? Revue des sciences de gestion

Christol, D. (2011), Le talent de ceux qui nous dirigent, Revue internationale de psychosociologie et de gestion des comportements organisationnels, 2001/41 **Lapierre Laurent**, « Comprendre et raconter le leadership pour mieux l'assumer », Gestion, 2008/3 Vol. 33, p. 12-15.

Pavy Gérard, "chapitre 1. Le leadership en situation" in Alain Desreumaux, Formes de l'agir stratégique, De Boeck supérieur, 2007

Pettersen Normand, « Leadership et P.M.E. : comment être un bon chef? », Gestion, 2005/4 Vol. 30, p. 43-50.

Saint-Michel Sarah, « Le genre et le leadership » L'importance d'introduire les traits de personnalité des leaders, Revue internationale de psychosociologie et de gestion des comportements organisationnels, 2010/40 Vol. XVI, p.181-201. **Sardais Cyrille et Miller Danny**, « Qu'est-ce, au juste, que le leadership ? », Gestion, 2012/3 Vol. 37, p. 77-84.

Tedongmo Teko Henri et Bapes Ba Bapes Yves, Influence sociale et leadership dans la direction des personnes, 2007

⁶³ E. Bornstein note (*The Spirit of Development. Protestant NGOs, Morality, and Economics in Zimbabwe*, New York, Routledge, 2003), après J. Ferguson (*The Anti-Politics Machine: "Development", Depoliticization and Bureaucratic Power in Lesotho*, Minneapolis, University of Minneapolis Press, 1994), que le contournement de l'Etat comme institution n'empêche pas des liens nombreux avec le pouvoir d'Etat, ses détenteurs.

Weinberg Achille, Comment devient-on un leader ?, Sciences Humaines n° 243, 12/2012.

Vroom, V. Jago, A. (1988), The new leadership: managing organizations, Englewood Cliffs

Quatre manuels de référence :

Robbins et Judge, Comportements organisationnels, 2006, Pearson Education

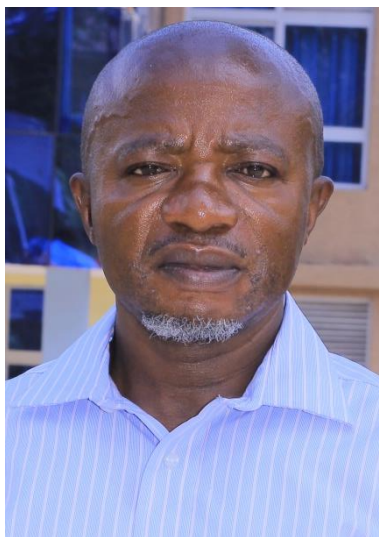
**Par Ir. Pierre NTUGULO BUHENDWA
Et C.T. NGENDAHIMANA HABIMANA Faustin**

Chap. IV. PLACE DU MARKETING DANS LES ENTREPRISES CONGOLAISES. CAS DU SERVICE NATIONAL DE DEVELOPPEMENT DE LA PECHE ET AQUACULTURE, SENADEPA NORD-KIVU EN SIGLE. DE 2018-2022 “

PAR Dr.SERGE MULEMERI

i. Biographie de l’auteur

Serge BIREO MULEMERI, est Docteur en business administration and leadership, orientation : Marketing, né à Goma, le 22/11/1972. Après des études en Management et Sciences économiques, obtention d’un diplôme de licence en Marketing, Finances et Dynamique commerciale. Ensuite, un Master en Management des Projets. Enseignant dans plusieurs institutions supérieures et universitaires de Goma et ses environs depuis 2011-2012. Dans le monde politique, de 2012 à 2019, Directeur de



Cabinet du Rapporteur de l’Assemblée Provinciale du Nord-Kivu. Auteur de plusieurs œuvres scientifiques parmi lesquelles deux derniers articles publiés dans la revue scientifique « Centre d’Etudes pour le Développement de la Région de Grands Lacs, CEDRGL » : Analyse de l’intégration du genre dans la gestion des ménages du Groupement de Buzi, cas de la localité de Minova ; ainsi que : Analyse critique de la prise en charge alimentaire, sanitaire et psycho-sociale des personnes vivant avec le

VIH/SIDA dans une structure sanitaire, cas de Heal Africa/Goma.

Depuis 2019, secrétaire général académique de l'Institut Supérieur de Pêche de Goma, institution publique qui forme des ingénieurs en Pêche et Aquaculture, des nutritionniste-diététiciens, des développeurs etc.

I. INTRODUCTION GENERALE

Si aujourd'hui le Marketing semble indispensable au succès de toute entreprise, cela n'a pas été le cas.⁶⁴ Nous supposons que le Marketing a les possibilités et présente une base bien adaptée pour l'accompagnement des acteurs économiques et notamment les entreprises à initier une politique de développement durable. Il ne s'agit plus de techniques de communication et de sensibilisation qui prennent généralement le dessus sur les autres fonctions du Marketing mais plutôt d'un ensemble d'outils qui guident l'entreprise vers le changement voulu.⁶⁵ En effet, nous sommes d'avis avec Philip KOTLER que « les entreprises ont du mal à se rendre compte que leur marché évolue sans cesse »⁶⁶. Et pourtant, poursuit-il, les entreprises soit évoluent, soit disparaissent.

C'est de bonne guerre, comme disent certains, il faut tenir compte des autres entreprises évoluant dans le même secteur d'activités. A ce sujet, on note que : « Le droit de la concurrence intéresse les marchés concurrentiels et les marchés concurrentiels intéressent tout le monde : de l'État au consommateur, des salariés

⁶⁴ GHIDOUCHE YAHIA K., **introduction au Marketing, in Manuel de Marketing fondamental**, EHEC-Alger, 2013-2014

⁶⁵ HAMOU, N., Marketing et Développement durable : Analyse transversale de l'entreprise industrielle Algérienne, thèse de doctorat en sciences commerciales, Université d'Oran, Alger, 2014, P.7

⁶⁶ KOTLER, P., **le Marketing selon KOTLER : ou comment créer, conquérir et dominer un marché**, éd. Village mondial, Paris, 1999

aux organismes de sécurité sociale, etc. Les domaines se juxtaposent, un moment. L'entreprise publique, comme le syndicat ou l'association, doivent respecter les règles du droit de la concurrence dans leurs activités économiques. »⁶⁷

C'est ce que nous vivons en République Démocratique du Congo en ce qui concerne l'entrepreneuriat. Cette réalité traduit l'inexistence du service Marketing dans la plupart des entreprises, son ignorance ou tout simplement des préjugés du genre « le Marketing est budgétivore ». Pourtant, pour les pratiquants de cette discipline, le concept Marketing joue un rôle intégrateur dans l'entreprise. C'est le cas de DE COUSSERGUES pour qui la quête de satisfaction des besoins des clients conduit le Marketing à converger les décisions de l'entreprise en vue de s'adapter aux évolutions du marché et de son environnement.⁶⁸ Selon cet auteur, la fonction Marketing a pour rôle majeur d'étudier et de repérer les besoins des consommateurs sur le marché et de mettre au point des moyens de les satisfaire...

Par ailleurs, l'œil exercé de Marketer averti nous a permis de constater que la difficulté de croissance qu'éprouve certaines entreprises serait liée au fait qu'elles ont du mal à s'adapter sur les marchés qu'elles ne maîtrisent pas ou tout simplement qu'elles connaissent mal.

En outre, le Marketing fait l'objet de plusieurs critiques. En effet, selon Sébastien Soulez, le Marketing provoque des sentiments ambivalents : on lui reproche de ne servir à rien et d'être un centre de coût (critique d'inefficacité) tout en étant persuadé qu'il manipule les

⁶⁷ Marie-Anne Frison-Roche et Marie-Stéphane Payel, **Droit de la concurrence**, Éditions DALLOZ, Paris, 2006, P.25

⁶⁸ DE COUSSERGUES, S., **Gestion de la banque**, éd. Dunod, Paris, 2005, P. 207

foules en les poussant à acheter des objets dont ils n'ont pas besoin (critique de trop grande efficacité). Il faut cependant distinguer les critiques internes à l'entreprise, souvent les plus féroces, effectuées par des managers rompus aux techniques du Marketing des critiques externes à l'entreprise qui proviennent d'institutions, d'associations de consommateurs ou des critiques plus radicales.⁶⁹

Mais qui est concerné par le Marketing ? Les entreprises publiques sont-elles concernées également par le Marketing ? En effet, comme le soutiennent Anne-Laure, Frossard et Pascale Guceski, le Marketing est une discipline relativement récente et de ce fait il a peu conquis tous les types d'entreprises ou d'organisations et tend à y occuper une place de plus en plus centrale. Poursuivant, ces auteures ont démontré que le Marketing s'étend à toutes les activités. En effet, selon elles, le Marketing est né dans le carrefour économique qui a connu en premier la massification et la standardisation de l'offre : l'industrie des biens de consommation (cosmétiques, détergents, agroalimentaires, etc.) et d'équipements (automobile, électroménager...). A la fin du XXème siècle il s'est étendue au domaine des services (banques, assurances, grands groupes hôteliers, compagnies aériennes...). La logique qui consiste à placer le destinataire de l'offre de produit ou de service au cœur de la réflexion s'est étendue ensuite en dehors du monde de l'entreprise : dans les organismes publics (transports, administrations) où l'utilisateur devient progressivement un « client » ; dans les associations à but non lucratif, qui cherchent à séduire des donateurs ou des adhérents.

⁶⁹ SOULEZ, S., *l'essentiel du Marketing : tous les concepts et les outils du Marketing*, 9ème édition, éd. Galino, Paris, 2020, P.18.

On parle ainsi aujourd'hui du Marketing politique, avec des candidats qui construisent leur programme comme une marque cherche à répondre aux attentes de ses clients.⁷⁰

Cependant, les principes et techniques du Marketing s'appliquent aux entreprises du secteur marchand tout autant avec les adaptations requises, qu'aux services publics, aux associations, aux partis politiques et même aux institutions religieuses. Les adaptations ont trait aux objectifs - qui sont par nature différents pour une activité mercantile ou non mercantile - ainsi qu'aux moyens qu'on peut ou qu'on veut utiliser. Toutes les pratiques Marketing ne conviennent pas à toutes les organisations et leurs responsables doivent clairement délimiter le champ d'action qu'ils laissent au Marketing.⁷¹

Nous inspirant de tout ce qui précède, nous pensons qu'en intégrant la fonction Marketing au sein du Service National de Développement de la Pêche et Aquaculture au Nord-Kivu, son image de marque ainsi que sa notoriété prendraient d'autres dimensions, étant donné qu'avec ça, les communications Marketing prendront de plus en plus la forme d'un dialogue entre l'entreprise et ses clients⁷² ; mais aussi cela permettra d'anticiper l'évolution du marché.

II. LA FONCTION MARKETING

De par son rôle central, la fonction marketing implique de travailler avec de nombreux experts, collaborateurs de l'entreprise ou partenaires externes.

⁷⁰ Anne-Laue Frossard et Pascale Guceski, **le tour du Marketing en 12 étapes**, éd. Dunod, Paris, 2010, P.22

⁷¹ LENDREVIE, J., LEVY, J., LINDON, D., **Mercator : Théories et nouvelles pratiques du Marketing**, 9^{ème} édition, Dunod, Paris, 2009.

⁷² KOTLER, P., KELLER, K.L., Manceau D, DUBOIS, B., **Marketing-Management**, 13^{ème} édition, Pearson, Londres, 2010, P. 681

Ce qui induit pour le responsable marketing des compétences en management des risques.⁷³ La situation de jonction entre le marché et l'entreprise permet de repérer les besoins et de mettre au point les moyens de les satisfaire pour définir le rôle de la fonction marketing dans une société. Cette position d'interface lui permet de diffuser au sein de l'entreprise, les informations collectées sur le marché et d'orienter les activités d'autres services (production, service après-vente, recherche et développement de finance, stockage,), car l'approche marketing d'une entreprise en l'occurrence commerciale prend sa source au marché.

La quête de satisfaction des besoins des clients conduit le marketing à converger les décisions de l'entreprise en vue de s'adapter aux évolutions du marché et de son environnement, c'est le rôle intégrateur du concept marketing.⁷⁴

La fonction marketing a pour rôle majeure d'étudier et de repérer les besoins des consommateurs sur le marché et de mettre au point des moyens de les satisfaire en se focalisant sur quatre grandes activités⁷⁵ :

- Les études et recherches permettent de trouver les informations à partir desquelles les différentes décisions commerciales sont prises ;
- La stratégie marketing concerne la sélection de marché, suivie de la définition du mix et du choix d'un positionnement (choix du produit, du prix, des

⁷³ Nathalie Van Laethem, **Toute la fonction Marketing : Savoirs Savoir-faire Savoir-être**, Dunod, Paris, 2005, PP.

⁷⁴ Sylvie Martin VEDRINE, *Initiation au Marketing*, éd. D'organisation, Paris, 2003, P.326

⁷⁵ Laetitia MUABILA BANGU-BANGU, le rôle et la place de la communication Marketing dans une entreprise financière. Cas de la CADECO en RDC, mémoire en communication sociale, Marketing et Relations publiques, Université Catholique du Congo, 2010

modes des distributions et des efforts de communication) ;

- La stimulation des ventes correspond à toutes les actions susceptibles de faire connaître et de promouvoir l'entreprise et ses produits mais également influencer sur les décisions d'achat (publicité, relations publiques, sponsoring, marketing viral,). Elle est donc assimilable à la communication marketing intégrée qui vise à créer des relations clients solides en démontrant aux consommateurs que l'entreprise et ses produits les aident à satisfaire leur besoins⁷⁶ ;
- La réalisation des ventes est le rôle le plus ancien de la fonction commerciale.

Cette partie de l'action marketing inclut tous les outils efficaces qui touchent et influencent les convictions, les préférences et les actions des acheteurs. Elle suppose un contact direct et réciproque fait des interactions entre plusieurs personnes.

La fonction marketing adopté dans une organisation fait apparaître une dimension marketing qui englobe le secteur commercial et ses applications.

Organisation de la fonction Marketing⁷⁷

« La mercatique est l'ensemble des actions qui permettent de concevoir et de diffuser des produits, des services ou des concepts en répondant au mieux aux attentes des individus ». En tant que tel, la mercatique est d'abord un état d'esprit qui se formalise ensuite comme ensemble d'actions et de techniques propres à répondre

⁷⁶ ARMSTRONG, G., et KOTLER, P., **Principes de Marketing**, 8^{ème} éd., Pearson éducation, Paris, 2007, P.216

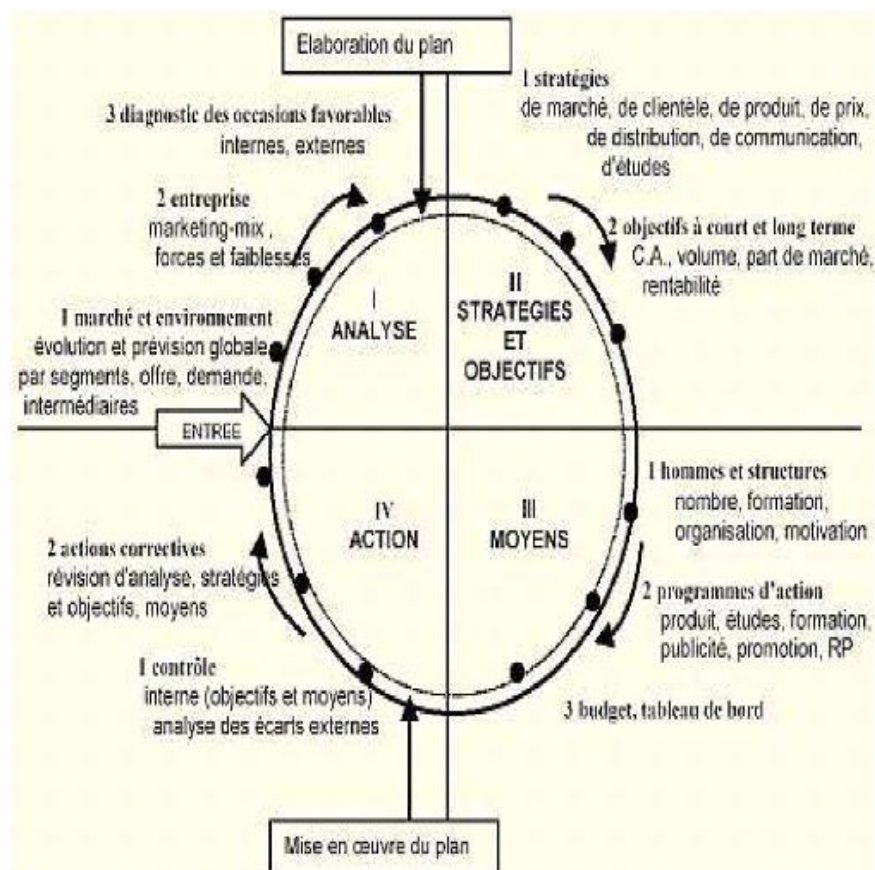
⁷⁷ Boris D. SOUOP KAMGA, Organisation de la fonction Marketing au sein d'une administration Publique : application au ministère des relations extérieures du Cameroun, Institut des Relations Internationales du Cameroun(IRIC), mémoire de Master 2 en Marketing International, 2009

aux besoins, aux aspirations ou aux attentes des différents publics cibles.

1. Approche conceptuelle schématisée de la démarche marketing

Le marketing s'entend aujourd'hui comme une évolution pratique et normative de la mercatique. Ces concepts clés concernent les actions de l'organisation sur le marché. C'est pourquoi l'on admet que les démarches de la mercatique et du marketing se rejoignent pour désigner un même concept théorique et pratique. Ainsi, la démarche marketing émerge comme un état d'esprit générateur de la finalité visée. Or, l'esprit marketing est l'attitude mentale, profonde et permanente qui consiste à attacher dans la gestion d'une organisation une importance primordiale aux relations de cette organisation avec les publics dont elle dépend et notamment avec son marché. Toutes choses qui font que, la démarche marketing, fondée sur l'esprit marketing, se décline comme un processus continu qui, comme l'illustre la schématisation ci-dessous, se développe au sein d'une organisation autour d'un effort planifié et soutenu par un objectif de long terme.

Figure 1 Illustration de la démarche marketing au sein d'une organisation



Source : Boris D. SOUOP KAMGA

Selon qu'il ressort de ce schéma en effet, le marketing se décline au sein d'une organisation sous deux dimensions :

- Une dimension stratégique dite d'élaboration du plan qui suggère pour l'organisation d'opérer une recherche informationnelle (étape I : Analyse ou Diagnostic) en prélude de la définition des objectifs généraux et de l'adoption d'une stratégie

globale (étape II : Objectifs et Stratégies). A l'évidence, c'est dans sa phase stratégique et conceptuelle que le marketing permettra à l'organisation de mieux connaître (et mieux comprendre) son marché, l'environnement dans lequel elle évolue, les forces et les faiblesses qui sont les siennes du point de vue de son aptitude à faire face aux menaces potentielles de l'environnement ou à s'approprier les avantages qui émergent de l'analyse environnementale.

- Une dimension opérationnelle autrement appelée phase de mise en œuvre du plan stratégique défini et adopté comme fil conducteur des opérations. Ainsi, il s'agit dans cette phase, de la définition des moyens nécessaires (étape III : Moyens) et de l'identification des actions utiles (étapes IV : Actions) à l'atteinte des objectifs fixés. Les opérations de suivi/évaluation sont également intégrées dans cette phase pour apprécier le chemin parcouru, questionner les écarts et concevoir des mesures correctives.

La démarche marketing est donc un processus, un effort planifié et soutenu par des moyens appropriés et des actions opportunes mais surtout adéquates que les opérations de suivi/évaluation complèteront pour permettre d'évaluer les écarts, de mieux cerner les sources (ou les mobiles) des mauvaises performances afin que les mesures correctives à venir soient propices à l'optimisation du rendement escompté.

2. La fonction marketing au sein de l'entreprise.⁷⁸

Afin d'obtenir les échanges souhaités avec les marchés visés, un organisme (qu'il soit ou non commercial) peut choisir entre quatre options dans la conduite de ses activités marketing :

- ✓ L'optique production (la demande excède l'offre) : S'applique typiquement lorsque la demande excède l'offre (par exemple dans un pays en voie de développement).

Quelquefois également lorsque le coût doit être abaissé pour étendre le marché.

Le consommateur choisit les produits en fonction de leur prix et disponibilité. Le rôle prioritaire du gestionnaire est alors d'accroître la capacité de production et d'améliorer l'efficacité de la distribution.

- ✓ L'optique produit (la technologie est dominante) : Domaine où la technologie est dominante, souvent à tort adopté par les hôpitaux, écoles, musée, administration.

Le consommateur préfère le produit qui offre de meilleures performances. L'entreprise doit donc se consacrer en priorité à améliorer la qualité de sa production.

- ✓ L'optique vente : Partis politiques, vendeurs de meubles, promoteurs immobiliers, certaines assurances. Le consommateur n'achètera pas de lui-même suffisamment à l'entreprise à moins que celle-ci ne consacre beaucoup d'efforts à stimuler l'intérêt pour le produit.
- ✓ L'optique marketing (satisfaction des besoins) : L'optique marketing inverse la logique de l'optique vente.

⁷⁸ Yvan Valsecchi, *cours de Marketing*, , édition Las Crescentinas, juin 2009, <http://ebook.thus.ch>, consulté le 18 Juillet 2022

Réduite à l'essentiel, l'optique marketing s'appuie sur les quatre idées :

- Un choix de marché : Aucune entreprise ne peut intervenir sur tous les marchés ni chercher à satisfaire tout le monde. Ceci implique un effort de ciblage, de nature à orienter l'ensemble des activités de la société.
- Une orientation centrée sur le client :

Examiner son point de vue, ses priorités et ses besoins :

- Besoins exprimés : ce qu'il dit.
- Besoins réels : ce qu'il veut dire.
- Besoins latents : ce à quoi il ne pense même pas.
- Besoins imaginaires : ce dont il rêverait.
- Besoins profonds : ce qui secrètement le motive.

Il est toujours plus coûteux d'attirer un nouveau client que de le fidéliser. 13% des clients mécontents ont parlé de leur désarroi à plus de 20 personnes.

- Un marketing coordonne : L'esprit marketing doit se diffuser à l'ensemble du personnel, de la standardiste au président.
- La rentabilité : L'activité marketing ne constitue pas une fin en soi, mais sert les objectifs d'une organisation :
- Pour une entreprise privée, le profit.
- Pour une association : l'intérêt général.
- Pour une administration : le service public.

Le profit doit être la résultante de la satisfaction du client.

3. Les nouveaux enjeux du marketing pour l'entreprise⁷⁹.

La montée en puissance des consommateurs (plus connectés, plus collaboratifs, plus responsables,), le développement fulgurant de la digitalisation avec ses avantages et ses inconvénients et la multiplication

⁷⁹ Jean-Jacques Lambin Chantal de Moerloose, *Marketing stratégique et opérationnel : La démarche marketing dans une perspective responsable*, 10e édition, Dunod, Paris, 2021, P.49

apparente des crises (économiques, financières, climatiques, terroristes, sanitaires) modifient profondément le contexte dans lequel l'économie de marché fonctionne et par là même le Marketing. La question soulevée ici sera de savoir comment le Marketing sera capable de comprendre les nouveaux comportements de consommateurs et d'assimiler les apports de la digitalisation de l'économie.

La priorité économique des soixante dernières années, le développement de l'éducation et l'explosion des connexions entre consommateurs ont contribué à rendre les consommateurs plus professionnels dans leurs comportements. Ils ont également contribué à l'émergence de nouveaux marchés : les pays pauvres.

Les évolutions technologiques ont façonné différentes générations selon leurs expériences communes qu'elles soient sociales, économiques, politiques... Connaître les différentes attentes entre ces groupes est précieux pour le marketeur.

RESULTATS

Ce chapitre est consacré à l'exploitation des données empiriques. A travers celui-ci, nous procéderons, dans un premier point à la description des personnes ayant participé à notre enquête, dans un second temps nous allons présenter les données de l'enquête avant de procéder à l'interprétation et à la discussion des résultats, pour chuter par le test des hypothèses de recherche.

Tableau N°01: Degré de collaboration avec SENADEPA/NK

Question	Modalités	Fréquence	Pourcentage	% cumulé
Quel est votre degré de collaboration avec le service national de développement de la	Agents	10	8.3	8.3
	Partenaires	20	16.6	24.9
	Pêcheurs	40	33.3	58.2
	Aquaculteurs	10	8.3	66.5

pêche aquaculture, SENADEPA Nord- Kivu ?	et	Consommateurs	20	16.6	83.1
		Commerçants	20	16.6	100
		Total	120	100	

Source : Les données de notre enquête sur terrain

A la lecture de ce tableau ainsi que de son contenu, il s'avère que les producteurs, à savoir les pêcheurs et les aquaculteurs représentent à eux seuls 41.6% de notre échantillon. Les organismes partenaires, les personnes exerçant la commercialisation des produits de la pêche ainsi que les consommateurs représentent chacun 16.6% tandis que les agents du service national de développement de la pêche et aquaculture qui ont pris part à notre enquête représentent 8.3%.

Tableau N°02 : Appréciation de l'efficacité du SENADEPA/Nord-Kivu par les producteurs

Question	Modalités	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Quelle appréciation faites-vous de l'efficacité du SENADEPA Nord-Kivu ?	Bonne	23	46.0	46.0
	Moyenne	10	20.0	66.0
	Très bonne	12	24.0	90.0
	Excellent	5	10.0	100
	Aucune efficacité	-	-	-
Total		50	100	

Source : Les données de notre enquête sur terrain

A la lumière de ce tableau, la majorité des producteurs des produits de la pêche, soit 46%, estiment que l'efficacité du SENADEPA est bonne. Par ailleurs 24% pensent qu'elle est très bonne alors que 20% parlent de la moyenne.

Tableau N°03 : Appréciation de l'efficacité du SENADEPA/Nord-Kivu par les agents de la coordination

Question	Modalités	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Quelle appréciation faites-vous de l'efficacité du SENADEPA Nord-Kivu ?	Bonne	4	40.0	40.0
	Moyenne	3	30.0	70.0
	Très bonne	3	30.0	100.0
	Excellent	-	-	-
	Aucune efficacité	-	100	
Total		10		

Source_ : Les données de notre enquête sur terrain

Pour les agents de SENADEPA, l'efficacité de leur établissement est bonne (40.0), moyenne (30.0%) et très bonne (30.0%).

Tableau N°04 : Opinions des enquêtés sur l'efficacité du SENADEPA/Nord-Kivu par les Partenaires

Question	Modalités	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Quelle appréciation faites-vous de l'efficacité du SENADEPA Nord-Kivu ?	Bonne	7	35.0	35.0
	Moyenne	13	65.0	100.0
	Très bonne	-	-	-
	Excellent	-	-	-
	Aucune efficacité	-	-	-
Total		20	100	

Source : Les données de notre enquête sur terrain

L'examen du contenu du tableau précédent témoigne que la majorité des partenaires, soit 65.0% estiment que l'efficacité de SENADEPA/Nord-Kivu est moyenne.

Tableau N°05 : Source de connaissance du SENADEPA/Nord-Kivu

Question	Modalités	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Par quelle source avez-vous connu le service national de développement de la pêche et aquaculture ?	Grands médias	5	9.0	9.0
	Affiches	0	00	9.0
	Le sponsoring	0	00	9.0
	Bouche à oreille	17	31	40
	Promotion	0	00	40
	Publicité	0	00	40
	Les relations publiques	23	42	82
	Autres	10	18	100
Total		55	100	

Source : Les données de notre enquête sur terrain

Signalons ici que seulement 55 enquêtés ont répondu qu'ils connaissent SENADEPA/Nord-Kivu. Parmi les 55 répondants qui disent connaître SENADEPA Nord-Kivu, la majorité, soit 42% déclare l'avoir connu grâce aux

relations publiques. Pour le reste, 31% l'a connu à travers la bouche à oreille, 18% à partir d'autres actions posées sur terrain par le service, entre autres les engagements de certains partenaires. Enfin, 9.0% l'a connu grâce aux médias, en l'occurrence la RTNC/Goma à travers un espace lui offert par la direction de ce média.

Tableau N° 06 : Causes de la méconnaissance de l'effectivité des activités de SENADEPA/Nord-Kivu

Question	Modalités	Fréquence	%	Pourcentage cumulé
Quelles sont les causes qui sont à la base de la méconnaissance par le public de l'effectivité des activités de SENADEPA/Nord-Kivu ?	Absence de la communication interne.	32	26.6	26.6
	Manque d'intérêt	15	12.5	39.1
	Insuffisance de communication	38	31.7	70.8
	Manque d'une politique de communication adéquate.	35	29.2	100
Total		120	100	

Source : Les données de notre enquête sur terrain

Les données contenues dans ce tableau ci-dessus démontrent que notre entreprise connaît un problème d'insuffisance de communication (31.7%), manque d'une politique de communication adéquate (29.2%) ainsi que l'absence d'une communication interne (26.6%). Ce qui lui manque pour promouvoir l'entreprise : mettre au point une stratégie de communication, construire son image de marque, investir dans la

publicité, communiquer sur internet, développer des partenariats, agrandir son réseau, etc.

Tableau N°07 : Conséquence liée à la présence ou non d'une planification (Marketing) ; définition et la gestion des activités au sein de SENADEPA Nord-Kivu.

Question	Modalités	Fréquence	%	Pourcentage cumulé
Quelle conséquence en cas d'absence de planification (Marketing) au sein de SENADEPA/Nord-Kivu ?	Absence de définition des activités	53	44.2	44.2
	Problème de gestion des activités	61	50.8	95.0
	Autres	06	5.0	100.0
Total		120	100	

Source : Les données de notre enquête sur terrain

Comme on pouvait s'y attendre, les répondants ont estimé que sans toute planification stratégique et tactique des activités dans une entreprise, les conséquences sont claires : absence de définition des activités (44.2%) et problème de gestion des activités (50.8%).

Tableau N°08 : Définition des Stratégies Marketing de SENADEPA NORD-KIVU

Question	Modalités	Fréquence	%	% cumulé
Quelles stratégies Marketing proposez-vous pour aider SENADEPA	La segmentation du marché, le ciblage et s'assurer un bon positionnement	44	36.6	36.6

Nord-Kivu à conquérir le marché, augmenter sa part de marché et occuper une position concurrentielle de choix ?	Campagnes de Publicité et promotion	38	31.7	68.3
	Accroître le marché en développant une force de vente interne pour prospecter la clientèle ;	30	25.0	93.3
	Création d'un service étude de marché et enquête	8	6.7	100
Total		120	100	

Source : Les données de notre enquête sur terrain

L'analyse des données de ce tableau ci-haut montre clairement que la majorité des répondants proposent la segmentation du marché, le ciblage et s'assurer un bon positionnement (36.6%). Par contre 31.7% recommandent des campagnes de Publicité et promotion alors que 25.0% proposent d'accroître le marché en développant une force de vente interne pour prospecter la clientèle.

Tableau N°09 : Implantation de l'esprit Marketing de SENADEPA NORD-KIVU

Question	Modalités	Fréquence	%	% cumulé
A votre avis, est-ce que l'implantation de l'esprit Marketing au sein du SENADEPA Nord-Kivu	Oui	103	85.8	85.8

permettrait que ce dernier soit plus performant ?	Non	17	14.2	100
Total		120	100	

Source : Les données de notre enquête sur terrain

Comme on peut le remarquer dans ce tableau précédent à cause de ce score sans appel, 85.8% de nos répondants sont d'avis que l'implantation de la fonction Marketing au sein du SENADEPA Nord-Kivu permettrait à ce dernier d'améliorer sa performance sur le terrain.

4. INTERPRETATION ET DISCUSSION DES RESULTATS, LIMITES ET SUGGESTIONS DE LA RECHERCHE

Selon Cécile Fovet-Rabot, dans la discussion, nous expliquons nos résultats, c'est-à-dire que nous en donnons la signification scientifique. La signification scientifique est l'interprétation que nous faisons des résultats obtenus par notre expérimentation, en relation avec les objectifs de l'étude définis en introduction. Cette interprétation nous permet de montrer en quoi ces résultats sont originaux.⁸⁰

Les questions relatives à la situation socio-démographique des individus ayant participé à notre enquête ont porté sur leur sexe, la tranche, la situation socio-professionnelle, le niveau d'instruction. Nous avons considéré ces variables comme des variables non significatives, c'est-à-dire n'ont pas grand effet ou tout

⁸⁰ Fovet-Rabot, C., **Rédiger les sections discussion et conclusion de l'article scientifique, en 7 points**. Montpellier (FRA) : CIRAD, 2012, 4p.

simplement « facteur dont l'effet est non significatif » sur les résultats, comme le souligne Martin Guimfac⁸¹.

➤ De l'appréciation de l'efficacité du SENADEPA Nord-Kivu, il ressort que 65.0% ont estimé que l'efficacité de SENADEPA/Nord-Kivu est moyenne. Ce résultat démontre que malgré l'insuffisance des moyens mis à sa disposition pour la réalisation de sa politique, SENADEPA Nord-Kivu réalise quand même ses objectifs avec une efficacité estimée moyenne par nos répondants. Ceci signifierait qu'avec l'intégration de la fonction Marketing en son sein, les performances seraient au rendez-vous.

D'après le lexique de gestion, l'efficacité désigne le rapprochement des résultats obtenus et des objectifs fixés ou tout simplement l'atteinte de ces objectifs. Ainsi, un système est efficace lorsqu'il permet d'atteindre les résultats les plus proches des objectifs tracés. Mais l'efficacité est un concept qui fait appel à d'autres concepts : la performance, l'efficience et la pertinence⁸².

➤ Les sources par lesquelles nos enquêtés ont connu le SENADEPA Nord-Kivu sont : les relations publiques (42%), bouche à oreille (31%). Notons également que 9% des enquêtés l'ont connu à travers une émission radio diffusée à la RTNC. En effet, en complément d'informations, il ressort que 66.6% reconnaissent que SENADEPA fait recours à la radio parce que c'est la source accessible pour lui grâce à un espace gratuit lui offert par la RTNC.

⁸¹MartinGUIMFAC, L'enseignement/apprentissage de la lecture au collège Chaire UNESCO, Thèse de doctorat, Université MARIEN NGOUABI, Brazzaville, 2007

⁸² Jean Jacques BASSAKANANA, Problématique de l'efficacité et de la croissance des entreprises publiques à autonomie financière: cas de l'OCI, mémoire, Université Marien Nguabi (UMNG), 2009

Parlant de la communication, Erick Munung pense que l'activité marketing ne consiste pas seulement à l'élaboration d'un produit, au choix d'un prix et d'un mode de distribution. L'entreprise doit concevoir et transmettre des informations à ses clients actuels et potentiels, à ses fournisseurs, à ses détaillants ainsi qu'aux différentes parties prenantes composant son environnement. Le mix de communication est défini par cinq grands modes de communication mix promotionnel à savoir : La publicité, La promotion de vente, Les relations publiques, La force de vente, Le marketing direct. Trop souvent, on assigne à la communication un objectif de progression de notoriété, d'image ou de préférence auprès d'une audience cible. Cette approche est aujourd'hui dépassée.⁸³

Les résultats de ce paragraphe concernent la communication, le degré de confiance des partenaires vis-à-vis de la qualité de service ainsi que du degré de satisfaction quant aux services offerts par le SENADEPA Nord-Kivu.

➤ Pour ce qui est des causes qui sont à la base de la méconnaissance par le public de l'effectivité des activités de SENADEPA/Nord-Kivu, le tableau N°06 renseigne que 31.7% des répondants pointent du doigt l'insuffisance de communication, 29.2% des enquêtés fustigent le manque d'une politique de communication adéquate pendant que 26.6% parlent de l'absence d'une communication interne. Tout compte fait, il se dégage qu'il faut mettre au point une stratégie de communication, construire son image de marque, investir dans la publicité, communiquer sur internet, développer des partenariats, agrandir son réseau, etc. C'est dans ce sens que pense Sekou SEKOU en ce qui

⁸³ Erick Munung, Mesure de l'efficacité publicitaire: Evaluation de la campagne publicitaire, mémoire, Institut Supérieur de Commerce/ Kinshasa, 2004

est du rôle de la communication dans une entreprise⁸⁴. Et Yannel UMBA d'ajouter que la communication est aussi l'élément moteur qui exige beaucoup d'attention en vue de maintenir l'épanouissement et l'évolution de l'entreprise⁸⁵.

Au regard de toutes ces informations, SENADEPA Nord-Kivu devrait investir suffisamment dans la communication (interne et externe) en vue d'améliorer son image tant sur le plan interne qu'externe.

De l'analyse des données du tableau N°07, de l'avis de 75.8% de nos enquêtés SENADEPA Nord-Kivu ne procède pas à la planification stratégique et tactique de ses activités. Justement, pour ce qui est des conséquences liées à l'absence de toute planification Marketing au sein du SENADEPA Nord-Kivu, Comme on pouvait s'y attendre, les répondants ont estimé que sans toute planification stratégique et tactique des activités dans une entreprise, les conséquences sont claires : absence de définition des activités (44.2%) et problème de gestion des activités (50.8%). L'on sait que le plan marketing, réalisé annuellement, permet d'identifier les opportunités de marché, de fixer les objectifs annuels de l'entreprise et de trouver un moyen d'atteindre vos objectifs. C'est ainsi que Marie-Pierre Olivier appelle ce document « un véritable instrument de gestion, essentiel dans la réalisation d'une stratégie de développement de votre entreprise.

Pour permettre au SENADEPA Nord-Kivu de conquérir le marché, augmenter sa part de marché et occuper une position concurrentielle de choix, nos répondants proposent les stratégies suivantes : la segmentation du marché, le ciblage et s'assurer un bon

⁸⁴Sekou SEKOU, Le rôle de la communication interne en entreprise ; cas de la compagnie de filature et de sacherie COFISAC, mémoire D E S, IPG Dakar, 2007

⁸⁵ Yannel UMBA, Le pilotage de la communication externe dans une organisation internationale. Cas du bureau Wallonie-Bruxelles, mémoire, Université de Lubumbashi, 2016.

positionnement (36.6%), campagnes de Publicité et promotion (31.7%) et accroître le marché en développant une force de vente interne pour prospecter la clientèle 25.0% proposent.

Dieudonné Kapoto Kankaji⁸⁶ est arrivé aux mêmes résultats lorsqu'il a trouvé que « l'élaboration d'une stratégie marketing repose sur trois éléments fondamentaux : la segmentation, le ciblage et le positionnement. L'entreprise commence par identifier des groupes de consommateurs ayant des besoins homogènes. Elle décide ensuite de s'adresser à ceux qu'elle saura mieux satisfaire que ses concurrents. Enfin, elle positionne son offre de manière à ce que le marché visé se rende compte de la spécificité de son produit et de son image.

De avis de 85.8% des répondants, l'implantation de l'esprit Marketing au sein du SENADEPA Nord-Kivu lui permettrait d'améliorer sa performance sur le terrain ce dernier soit plus performant.

5. Conclusion générale

Au terme de cette étude consacrée à l'intégration de la fonction Marketing dans une entreprise publique en République Démocratique du Congo, cas du service national de développement de la pêche et aquaculture, il est important de noter que le marketing est dans l'entreprise une fonction intégrée comme toutes les autres fonctions, il concourt à la conduite de l'entreprise.

Le marketing est un moyen optionnel pour permettre d'optimiser les objectifs poursuivis dans

⁸⁶ Dieudonné Kapoto Kankaji, Application du marketing comme moyen d'accroissement de la clientèle d'une entreprise des services. Cas de la société de surveillance minière SSM/LIKASI, mémoire en Management et sciences économiques, UNIC, 2016

l'échange et satisfaire le mieux possible les besoins exprimés et latents des consommateurs. Et son objectif essentiel est d'attirer et de fidéliser des clients rentables. Il nous a été démontré plusieurs fois au cours des parties qui ont précédé, comment une entreprise, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, devrait utiliser des stratégies Marketing pour sa propre survie.

Les résultats obtenus nous ont permis de constater que :

- SENADEPA Nord-Kivu connaît un problème d'insuffisance de communication. Dans la foulée, nous avons aussi découvert qu'il lui manque une politique de communication adéquate ainsi que l'absence d'une communication interne. Ce faisant, connaissant très bien le rôle de la communication interne et externe dans une entreprise, nous avons constaté qu'il y avait des éléments qui lui manquent pour promouvoir ses activités en province du Nord-Kivu. C'est notamment : mettre au point une stratégie de communication, construire son image de marque, investir dans la publicité, communiquer sur internet, développer des partenariats, agrandir son réseau, etc.
- Au niveau de la planification, les résultats obtenus prouvent que SENADEPA Nord-Kivu ne procède pas à l'élaboration de la planification stratégique et tactique de ses activités, chose qui devait se faire chaque fois au début de chaque exercice.
- Par ailleurs, pour ce qui est des stratégies pour aider SENADEPA Nord-Kivu à conquérir le marché, augmenter sa part de marché et occuper une position concurrentielle de choix, il faudrait : procéder d'abord par la segmentation du marché, le ciblage et s'assurer un bon positionnement. Ensuite procéder par des campagnes de Publicité et promotion mais aussi accroître le marché en développant une force de vente interne pour prospector la clientèle.

Eu égard à tout ce qui vient d'être énoncé, en se référant aux opinions exprimées par les individus ayant participé à notre enquête, qui du reste sont favorables à l'implémentation de la fonction Marketing au sein du service national de développement de la pêche et aquaculture.

La sphéricité de notre démarche

Les contributions les plus pertinentes de notre recherche du point de vue de notre problématique sont surtout d'abord l'implémentation de l'esprit Marketing tel que proposé dans cet article.

En deuxième lieu, il s'agit de la planification Marketing, suffisamment important car contenant les éléments indispensables que peut contenir le plan Marketing à l'image de cette entreprise du secteur public. Il est connu que non seulement en RDC mais aussi peu d'entreprises africaines se donnent la peine d'élaborer un plan de marketing. Pourtant, Pour atteindre les objectifs généraux qu'elle s'est fixé l'entreprise utilise une stratégie qui repose elle-même sur les trois piliers de l'entreprise qui sont la politique technique, la politique administrative et financière et la politique Marketing.

6. Bibliographie

I. Ouvrages

1. Anne-Laue Frossard et Pascale Guceski, **le tour du Marketing en 12 étapes**, éd. Dunod, Paris, 2010 ;
2. ARMSTRONG, G., et KOTLER, P., **Principes de Marketing, 8^{ème} éd.**, Pearson éducation, Paris, 2007 ;
3. DE COUSSERGUES, S., **Gestion de la banque**, éd. Dunod, Paris, 2005,
4. Fovet-Rabot, C., *Rédiger les sections discussion et conclusion de l'article scientifique, en 7 points.* Montpellier (FRA) : CIRAD, 2012,

5. GHIDOUCHE YAHIA K., **introduction au Marketing, in Manuel de Marketing fondamental**, EHEC-Alger, 2013-2014 ;
6. Jean-Jacques Lambin Chantal de Moerloose, *Marketing stratégique et opérationnel : La démarche marketing dans une perspective responsable*, 10e édition, Dunod, Paris, 2021 ;
7. KOTLER, P., KELLER, K.L., Manceau D, DUBOIS, B., **Marketing-Management**, 13^{ème} édition, Pearson, Londres, 2010, ;
8. KOTLER, P., **le Marketing selon KOTLER : ou comment créer, conquérir et dominer un marché**, éd. Village mondial, Paris, 1999 ;
9. LENDREVIE, J., LEVY, J., LINDON, D., **Mercator : Théories et nouvelles pratiques du Marketing**, 9^{ème} édition, Dunod, Paris, 2009 ;
10. Marie-Anne Frison-Roche et Marie-Stéphane Payel, **Droit de la concurrence**, Éditions DALLOZ, Paris, 2006 ;
11. Nathalie Van Laethem, **Toute la fonction Marketing : Savoirs Savoir-faire Savoir-être**, Dunod, Paris, 2005 ;
12. SOULEZ, S., **l'essentiel du Marketing : tous les concepts et les outils du Marketing**, 9^{ème} édition, éd. Galino, Paris, 2020 ;
13. Sylvie Martin VEDRINE, *Initiation au Marketing*, éd. D'organisation, Paris, 2003 ;
14. Yvan Valsecchi, *cours de Marketing*, édition Las Crescentinas, juin 2009, <http://ebook.thus.ch>, consulté le 18 Juillet 2022 ;

II. Thèses et Mémoires

1. Boris D. SOUOP KAMGA, Organisation de la fonction Marketing au sein d'une administration Publique : application au ministère des relations extérieures du Cameroun, Institut des Relations Internationales du

Cameroun (IRIC), mémoire de Master 2 en Marketing International, 2009

2. Dieudonné Kapoto Kankaji, Application du marketing comme moyen d'accroissement de la clientèle d'une entreprise des services. Cas de la société de surveillance minière SSM/LIKASI, mémoire en Management **et** sciences économiques, UNIC, 2016 ;
3. DURAND Anthony, DARTIGUES Stéphane et ROCHE Gaëtan, La communication d'entreprise, mémoire, Université de Perpignan Via Dominitia Institutue Jacques Maillot, 2005 ;
4. Erick Munung, Mesure de l'efficacité publicitaire : Evaluation de la campagne publicitaire, mémoire, Institut Supérieur de Commerce/ Kinshasa, 2004
5. GREVISSE YENDE RAPHAEL, Analyse de l'usage des téléphones portables et leurs incidences d'ondes électromagnétiques sur la vie humaine en RDC, ville de Beni, thèse de doctorat, Université internationale de Cuesta, 2016 ;
6. HAMOU, N., Marketing et Développement durable : Analyse transversale de l'entreprise industrielle Algérienne, thèse de doctorat en sciences commerciales, Université d'Oran, Alger, 2014, P.7
7. Jean Jacques BASSAKANANA, Problématique de l'efficacité et de la croissance des entreprises publiques à autonomie financière: cas de l'OCI, mémoire, Université Marien Ngouabi (UMNG), 2009 ;
8. Laetitia MUABILA BANGU-BANGU, le rôle et la place de la communication Marketing dans une entreprise financière. Cas de la CADECO en RDC, mémoire en communication sociale, Marketing et Relations publiques, Université Catholique du Congo, 2010 ;
Par **Dr. Serge BIREO MULEMERI**,

Chap. V. ANALYSE DES FACTEURS FAVORISANTS LA NON FREQUENTATION DE L'INSTITUT TECHNIQUE MEDICAL DANS LA ZONE DE SANTE DE MINOVA, CAS DE L'ITM/MINOVA DE 2019-2020.

Par : **Ass2. NTAMPAKA TULINABO Innocent**

i. BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR

L'Auteur est Ass2. NTAMPAKA TULINABO Innocent,



licencié en Sciences Infirmières, orientation Enseignement et Administration en Soins Infirmiers. En 2018-2019, il obtint un Diplôme de Graduât en Sciences Infirmières, orientation Hospitalière. 2013-2014, il eut un Diplôme d'Etat en Technique Sociale à l'Institut Chanyi/Minova et en édition 2005-2006 : Obtention d'un Certificat d'Etudes Primaires à l'E.P

BUHAMBA-Nyarubuye/Minova. Autres formations : En 2013: formation sur les enquêtes nutritionnelles dans les zone s de santé de MINOVA et BUNYAKIRI. En 2019: formation dans la gestion des dispensaires et pharmacies. Il a des compétences humanitaires entre autres : le sens de l'organisation ; De planification et des priorités, Capacité de s'adapter, Une bonne capacité de communication, rigueur, Honnêteté, fiabilité et intégrité et impartialité ; Discrétion et respect de la confidentialité, Le sens de relation, de la diplomatie et managériale (la gestion de compétence, potentiel du personnel, gestion de carrière, feedback,

motivation au travail, analyse de l'environnement du travail et la connaissance). Capacité à travailler en équipe et résistance au stress.

ii. Résumé

Pour mener nos recherches, nous nous sommes posé la question suivante :

Quels sont les facteurs favorisant la faible fréquentation de l'institut technique médical dans la zone de santé de MINOVA ? Pour répondre à cette question, nous avons vérifié les hypothèses selon lesquelles : Le coup des frais scolaires qualifiés élevés que les autres écoles secondaires devraient être à la base du non fréquentation de l'institut technique médicale de MINOVA ? Les années et rythme d'étude dans les instituts techniques médicaux font partie de la non fréquentation de l'institut technique médicale de MINOVA ? Le manque d'information au sujet de l'institut technique médical serait le motif du non fréquentation de l'institut technique médicale de MINOVA ? Le mauvais traitement des infirmiers du niveau A2 sur le plan salaire après ses études, le manque d'emploi seraient parmi les facteurs qui occasionnent la non-fréquentation de l'institut technique médicale de MINOVA ? La qualité des enseignants à l'institut technique médical de MINOVA serait à la base du non fréquentation de l'institut technique médicale dans la zone de santé de MINOVA ? Les résultats à l'examen d'état à l'institut technique médical de MINOVA seraient à la base de son non utilisation dans la zone de santé de MINOVA ?

L'objectif global de ce travail porte sur : Vu que c'est un besoin de remonter la fréquentation de l'institut technique médical dans la zone de santé de MINOVA, après mes descentes sur terrain ayant constaté une faible utilisation de l'institut technique médicale de

MINOVA, l'objectif global de ce travail est de contribuer à l'amélioration de la santé de la population par la production des ressources humaines infirmières qualifiées et compétentes.

Spécifiquement, notre travail a pour objectif : De cette question d'objectif global, découlent les objectifs spécifiques selon lesquels : Lister tous les facteurs et causes à la base de non fréquentation de l'institut technique médicale de MINOVA ; Etablir les stratégies pour remédier à cette situation qui menace non seulement l'enseignement des sciences de la santé aux ITM, mais aussi qui affaiblit de plus en plus les soins infirmiers dans la zone de santé de MINOVA. Proposer une piste de solution à la non fréquentation de l'institut technique médicale de MINOVA et y proposer nos recommandations.

Après nos constats et surtout notre stage d'enseignement à l'institut technique médical de MINOVA, nous avons constaté la sous occupation de certaines classes, une situation qui a très fort dérangé mes attitudes et cela a fait que je porte le choix à ce sujet pour : Avoir une idée sur la base de là sous occupation des salles de classes par les élèves de suite à la non fréquentation de l'institut technique médical de MINOVA pendant que les écoles voisines enregistrent une pléthore d'élèves. Vérifier le niveau d'implication de l'état et des parents ainsi que des enseignants de l'institut technique médical en vue de l'utilisation normale et convenable de cette école dans la zone de santé de MINOVA. L'intérêt général de ce travail sera celui de disposer d'une école dans la zone de santé de MINOVA, une école qui est utilisée et dont ses services soient importants pour la communauté. Personnellement, sachant toute action compte dans la lutte indéterminable contre la faible fréquentation de l'institut technique médical de MINOVA,

il serait d'honneur de nous y atteler pour élever le taux d'utilisation des services de l'ITM dans la zone de santé de MINOVA, ce fléau étant remarqué par le personnel de l'ITM/MINOVA, cela serai même mon intérêt personnel.

Scientifiquement, est d'avoir une institution d'enseignement en forme pour l'utilisation non seulement comme pépinière en titre de relève dans le monde scientifique sur tout en soins infirmier, mais aussi comme école d'application pour les enseignants spécialistes dans la pédagogie appliquée à l'enseignement des sciences de la santé. Après les enquêtes, nous avons trouvé les résultats suivants : En se référant au tableau N°5, relatif au niveau d'étude des parents qui ont été enquêtés, nous remarquons que sur 96 enquêtés soit 100%, 38 de nos enquêtés soit 40% sont non scolarisés, 22 soit 23% ont un niveau primaire, 18 soit 19% ont un niveau supérieur et 17 soit 18% ont un niveau secondaire.

I. PROBLEMATIQUE

Dans le monde, l'utilisation des institutions de santé, plus particulièrement les instituts techniques médicales fait encore défaut et cela endommage les soins de santé en marquant la non qualification du personnel de soins. L'institut pasteur en partenariat avec l'OMS, développe des nombreux grands progrès internationaux en partenariat avec les grandes instances scientifiques internationales de recherche scientifique et d'enseignement de soins infirmiers il regroupe 32 instituts dans le monde.⁸⁷ En Europe, les professions médicales s'intègrent soit par concours, soit sur un dossier, les différents centres de formation et écoles organisent de manière indépendante les cours d'intégration.

⁸⁷ www.memoireonline.com: sur l'enseignement des sciences de santé. 1999

Dans ce continent, la profession d'infirmier fait rêver des nombreux jeunes, si tout commence par la PACES (première Année Commune aux Etudes de santé), les formations de santé laissent généralement présager des études très longues.

En Afrique, l'organisation des systèmes de santé et son enseignement remonte pour l'essentiel aux années 1920-1930 avec, dans les colonies françaises, une emprunte très marquée du service de santé des armées, au cœur du dispositif, l'hôpital jouait un rôle essentiel, puis autour s'organisait un réseau d'institution publique et privées de soins. Durant les premières décennies des indépendances, le model sanitaire colonial a été globalement reconduit. L'offre en soins en faveur des populations urbaines a été développée et les grands centres hospitaliers ont joué un rôle très important tout en mobilisant l'essentiel des ressources. Au Sénégal, par exemple, pendant le 5 premiers plans de développement, de 1961 à 1981, la partie des investissements consacrés aux hôpitaux a été de 51 à 60% du budget de la santé publique. Au Ghana, un tiers des dépenses publiques de santé profite aux instituts d'enseignement de science de santé plus particulièrement suite aux maux qu'est victime ce pays. ⁸⁸Au Rwanda, le taux de fréquentation des institutions de santé été massive avant 1994, après cette période, la fréquentation est tombée en baisse suite à l'insécurité qui a déclenché dans le pays caractérisé par l'imposition d'intégrer l'armée, les exiles non justifiés et la course au pouvoir par la politique, c'est dans le début 2000 ans que les sciences de santé sont prises en compte par le gouvernement par la formation des cadres sanitaires de ce pays.

⁸⁸ ISANDENGERA ABINTEGENKE.ISTM/GOMA.TFC.Inédit.2011

En RDC, l'ordonnance loi N°14/077 du 05/12/2014 portant sur les dispositions particulières relatives aux écoles et instituts d'enseignement médical de niveau secondaire. Le président de la république, sur proposition du ministère de l'enseignement primaire et secondaire, le conseil des ministres ordonne les écoles et instituts d'enseignement médical soit intégré dans les humanités techniques et professionnelles de l'enseignement secondaire et doit organiser les sections suivantes : infirmiers, accoucheuse, assistant pharmacie, techniciens de laboratoire,... les écoles et instituts d'enseignement médical sont soumis à une double tutelle : la tutelle administrative et la tutelle technique.

La formation initiale des infirmiers de niveau secondaire technique en RDC, tout comme dans des nombreux autres contextes, n'est pas adéquate aux besoins en santé du pays. Ceci est lié à la fois à l'ancienneté des réformes qui n'ont pas encore intégrés les concepts de soins de santé primaire et de décentralisation de soins. Mais également à l'absence d'une vraie réflexion pédagogique sur l'adéquation de la formation aux réalités de terrains. Ce pendant l'accent a été mis sur l'amélioration de la qualité des soins dans le cadre de SSP. C'est dans contextes, c'est l'infirmier de niveau A2 correspondant au niveau de formation technique secondaire. La formation A2 est dispensée dans les instituts techniques médicaux dont plus de 350 écoles sont actuellement mécanisées dans le pays tandis que les formations en enseignement infirmier supérieur (niveau A1) sont suivies dans les instituts supérieurs.⁸⁹

⁸⁹ D.KOMBA et YVES C. « référentiel des compétences infirmières en RDC dans le cadre de renforcement des ressources humaines en santé », 2003/3 Vol 18

Au Sud-Kivu, à l'est du pays, au sein de l'hôpital de PANZI, l'ITM PANZI qui depuis 1999 a été connecté à l'hôpital, elle a été créée sur base des réflexions avec accord entre les autorités de la CEPAC et l'inspection provinciale de la santé, région de S-K, vu le besoin des paramédicaux dans cette entité, caractérisée par une absence des soins infirmiers de qualité, en 2003, les autorités de cette institution ont remarqué une hausse de taux d'inscription des élèves surtout en sciences infirmières et laboratoire, un geste très et longtemps entendu par non seulement l'hôpital pour améliorer l'efficacité des soins infirmiers, mais aussi par la population pour la réponse aux différents problèmes de santé.

Dans le territoire de KALEHE, l'enseignement des sciences de santé reste un grand problème pour le fait qu'il se remarque une prolifération des institutions d'enseignement de science de la santé mais ne disposent pas un personnel qualifié en didactique et méthodologie appliquée à l'enseignement des sciences de santé, certains n'ont même pas des locaux remplissant les critères de la réforme et il se remarque une faible utilisation des ITM dans ce territoire. Dans la zone de santé de MINOVA, la fréquentation de l'institut technique médical connaît un ralentissement pendant que les autres instituts des humanités organisant d'autres options que les sciences de santé connaissent et reçoivent des milliers des élèves. Cette faible utilisation de cette école jouera rôle important dans la baisse de la main d'œuvre et négative rait l'action infirmière dans les structures de santé motivant la présence d'une ressource humaine non qualifiée, ce qui explique une défaillance des soins infirmiers. Le manque ou la carence des infirmiers dans cette juridiction sanitaire constitue un problème de santé, et surtout la prise en charge infirmière par rapport à

l'accroissement de la population. Cette question demeure inquiétante et continue à attirer l'attention des plusieurs chercheurs soucieux de contribuer à l'amélioration de la qualité d'enseignement des sciences de santé et la fréquentation de l'institut technique médical de MINOVA.

II. QUESTION DE RECHERCHE

Quels sont les facteurs favorisant la faible fréquentation de l'institut technique médical dans la zone de santé de MINOVA ? Le coût des frais scolaires élevés que les autres écoles seraient à la base du non fréquentation de l'institut technique médicale de MINOVA. Les années et rythme d'étude dans les instituts techniques médicaux feraient partie de la non fréquentation de l'institut technique médicale de MINOVA. Le manque d'information au sujet de l'institut technique médical serait le motif du non fréquentation de l'institut technique médicale de MINOVA. Le mauvais traitement des infirmiers du niveau A2 sur le plan salaire après ses études serait parmi les facteurs qui occasionnent la non-fréquentation de l'institut technique médicale de MINOVA. La sous information au sujet de l'ITM pour la population de la zone de santé de MINOVA ferait également partie des causes de la faible utilisation de non fréquentation de l'institut technique médicale de MINOVA. La disponibilité, l'ancienneté et la qualité des enseignants à l'institut technique médical de MINOVA seraient à la base du non fréquentation de l'institut technique médicale dans la zone de santé de MINOVA. Les résultats à l'examen d'état pour le classe de la 4^{ème} A2 à l'institut technique médical de MINOVA seraient à la base de son non utilisation dans la zone de santé de MINOVA.

III. OBJECTIDE RECHERCHE

Vu que c'est un besoin de remonter la fréquentation de l'institut technique médical dans la zone de santé de MINOVA, après nos descentes sur terrain ayant constaté une faible utilisation de l'institut technique médicale de MINOVA, l'objectif général de ce travail est de contribuer à l'amélioration de la santé de la population par la production des ressources humaines infirmières qualifiées et compétentes. De cette question d'objectif global, découlent les objectifs spécifiques selon lesquels : Lister tous les facteurs et causes à la base de non fréquentation de l'institut technique médicale de MINOVA. Etablir les stratégies pour remédier à cette situation qui menace non seulement l'enseignement des sciences de la santé aux ITM, mais aussi qui affaibli de plus en plus les soins infirmiers dans la zone de santé de MINOVA. Proposer une piste de solution au non fréquentation de l'institut technique médicale de MINOVA et y proposer mes recommandations.

IV. PLACE DE L'ENSEIGNEMENT DANS LES ECOLES D'AUJOURD'HUI

Les courants actuels en pédagogie, inspirés des pédagogies dites alternatives, telles celle de CELESTIN FREINET et de MARIA MONTESSORI ainsi que des méthodes de l'apprentissage du constructivisme de LEV VYGOSTSKI, tendent de plus en plus à demander des élèves des productions concrètes plutôt que de mémoriser un certain contenu. Par exemple, on demandera aux élèves d'être capables de résoudre des problèmes mathématiques appliqués à des situations concrètes ou bien on leur demandera de réaliser des propres productions réelles publiables « journal de classe. »

Naturellement, dans ce type de pédagogie, où l'élève (étudiant) est de plus en plus amené rechercher les

informations par lui-même, l'enseignant joue un rôle d'accompagnement afin de faciliter les apprentissages.⁹⁰ D'abord, la conception de l'apprentissage véhiculée dans le programme de formation de l'école QUEBEQUOISE s'inscrit la perspective socio constructive et situe ainsi l'élève au centre du processus d'apprentissage. De telles perspectives modifient le rôle traditionnel du maître, De transmetteur des savoirs, il devient davantage un guide qui accompagne l'élève dans la construction de ses savoirs.

V. REACTIONS NEFASTES PEDAGOGIQUEMENT

Face à cette évolution (décrite précédemment) ; nous pouvons rencontrer dans les classes deux principales réactions néfastes pédagogiquement. Il existe une certaine réticence au changement où des enseignants et professeurs en restent aux méthodes classiques par lesquelles ils ont appris et « qui ont fait leurs preuves ». De plus, une pédagogie basée sur l'enseignement semble à première vue, beaucoup plus économique en temps et énergie pour l'enseignement est incapable d'appliquer ces connaissances, on réalise qu'il n'y a pas ici d'économie de temps et d'énergie. L'autre réaction néfaste consiste à rejeter tout simplement et de ne miser que sur des productions d'élèves et sur la découverte par eux-mêmes. Il est simplement utopique de croire que cela puisse être possible dans toutes les situations, soit parce que les objectifs d'apprentissage visés ne s'y prêtent pas facilement (comment un élève pourrait apprendre par lui-même la règle d'accord du participe passé), ou simplement parce que cette approche demanderait beaucoup trop de temps, d'énergie et de moyens (comme demander aux élèves de

⁹⁰ BENOIT RAVCENT(Dir), Caroline VERZAT et LOUISE VIZLENEUVE : accompagner les apprenants, quels rôles par l'enseignant ? BRUXELLE, DE BOECK.coll. « Pédagogie en développement ». 2010. 563. P2

construire le tableau périodique au complet, par des manipulations chimiques).⁹¹

VI. RESSOURCES HUMAINES ET ENSEIGNEMENT

Face aux problèmes auxquels l'humanité est confrontée, il est nécessaire de mobiliser toutes les ressources intellectuelles disponibles afin de trouver des solutions. Les élèves et étudiants doivent développer les comportements nécessaires pour une construction collective de savoir. Amis les élèves et étudiants peuvent être habilités à construire collectivement en dehors des cours. Les attitudes à adopter sont les suivantes : Etre conscient qu'on est porteur des ressources. Etre conscient qu'il est nécessaire d'accroître son potentiel afin de gagner en attractivité dans son groupe. Etre conscient qu'il est possible d'augmenter son savoir en communiquant. Etre conscient qu'il est possible d'augmenter son savoir en le partageant avec autrui. Capacité à identifier les ressources d'autres membres du groupe et de les mettre à la disposition du groupe. Capacité de chercher un processus de transformation en savoir au sens d'un groupe. Capacité de mettre en rapport ceux qui offrent des ressources et ceux qui en cherchent. Capacité d'organiser une réflexion collective.

VII. LE CO-ENSEIGNEMENT

Le Co-enseignement ou enseignement partagé, permet à deux enseignants de partager la responsabilité d'un cours, en étant (ou non) présents dans la classe en même temps. Ces deux enseignements peuvent se compléter en classe du fait de leurs différents bagages académiques et /ou de leurs spécialités diverses.

⁹¹ « La formation à l'enseignement », 11 Janvier 2017 (consulté le 11/01/2017/P66

Différentes formes de Co-enseignement ont été identifiées par COOK et FRIEND en 1995.

L'enseignement partagé peut permettre aux enseignants d'apprendre mutuellement, en développant leurs compétences ou leurs savoirs.⁹²

VIII. ENSEIGNEMENT DES TECHNIQUES MADICALES

Les prestataires sanitaires (médecins, infirmiers, dentistes, techniciens de laboratoire,) et les autres de famille enseignent souvent les techniques relatives aux interventions dans leurs cliniques, en milieu universitaire ou dans un hôpital. Ce n'est pas une tâche facile au beau milieu d'horaire chargé et de diverses contraintes de temps. Les médecins affiliés à une université à un hôpital (qui travaillent comme hospitalisés ou à l'urgence) peuvent avoir accès à des aides pédagogiques ou à d'autres formes structurées d'enseignement, toutefois, les médecins de familles communautaires ne disposants souvent pas de ces ressources pour enseigner les techniques relatives aux interventions médicales. Parallèlement, les résidents en médecine familiale sont peu exposés aux interventions en raison du milieu surchargé des cliniques, de la formation structurée limitée au sujet des interventions dans les programmes de résidences et du peu de contact avec les patients en raison de la plus courte durée des hospitalisations. Ces facteurs contribuent au manque de confiance des résidents en médecine familiale en leurs habilités pour exécuter des interventions techniques.

⁹² « L'enseignement partagé comme source de développement professionnel », JEANNIN LOUIS. 2017 carnet de recherche sur la formation.

IX. L'ENSEIGNEMENT DES TECHNIQUES MEDICALES CHANGE ET EVOLUE

La formation technique était traditionnellement une activité tenue pour acquisition en médecine familiale, sans qu'il n'y ait de contexte formel d'enseignement ni de méthodes structurées. La façon classique d'enseigner la technique médicale était d'en voir une, d'en faire une et d'en enseigner une, mais des études plus récentes ont démontré qu'il faut des méthodes plus complètes de formation psychomotrice, pour transmettre les compétences.⁹³ La méthode traditionnelle est inadéquate parce qu'elle n'insiste que sur la partie technique de l'intervention, évite les éléments cognitifs de l'enseignement des procédures, n'offre pas d'occasion d'apprentissage didactique préparatoires à l'intervention et ne permet pas suffisamment d'observation du rendement de l'apprenant. Les milieux actuels de la pratique et de l'enseignement de la technique médicale préconisent des méthodes pédagogiques plus robustes et adéquates pour inculquer les compétences psychomotrices.

On exige aux médecins, infirmiers et autres personnes du domaine médical d'offrir des soins complets aux patients, y compris l'exécution d'intervention techniques. Par conséquent, la démonstration de la maîtrise d'une liste d'intervention de base compte parmi les exigences du collège des médecins et autres institutions d'étude des sciences médicales pour obtenir des diplômes afin d'assurer des soins complets dans toute la communauté.

En plus d'enseigner les compétences techniques l'enseignement des interventions devrait inclure une

⁹³ GRANT CHARON TP, procédures d'enseignement des sciences de santé. BMJ.2008. P31

composante cognitive, une rétroaction adéquate et un processus d'évaluation des apprenants, et devrait préserver une approche centrée sur le patient. Il est reconnu que les techniques d'interventions devraient être enseignées selon un cadre structuré. Cet enseignement va se concentrer sur des propositions des cadres et des méthodes didactiques et comporte 6 étapes, à savoir : Apprendre les techniques. Observer les techniques enseignées. Pratiquer ce que l'on a appris. Prouver ce que l'on a été enseigné. Exécuter les techniques et Maintenir la science médicale.

A. APPRENDRE

Cette étape est aussi connu sous le nom de conceptualisation cognitive, dans cette partie de la formation, l'apprenant ne devrait pas seulement comprendre les étapes techniques pour exécuter l'intervention, mais aussi la raison d'être de celle-ci, il s'agit d'apprendre les indications, les contre-indications, les complications possibles, les risques et les avantages de l'interventions, ainsi que les options de recharge.⁹⁴ Même si cette étape semble simple, elle est souvent négligée. Sans ces connaissances, l'apprenant ne sera pas en mesure d'expliquer correctement l'intervention au patient, ni d'obtenir un consentement éclairé adéquat. De plus, sans ce savoir des décisions thérapeutiques erronées peuvent être prises. Une séance didactique offerte par des programmes adaptés peut révéler l'approche idéale pour compléter cette partie de l'apprentissage. Si telles séances ont été présentées aux apprenants, les enseignants des techniques médicales pourront aisément miser sur ces connaissances acquises.

⁹⁴ GARCIA-RODRIGUEZ JA, Donnon T. : introduction sur l'alternative de l'approche sur l'enseignement de la santé. Fam. Ed 2016, 48(5) : 15-20

Dans le cas contraires, l'enseignant doit veiller à ce que les apprenants maîtrisent ce savoir avant d'être en contact avec les patients.

X. TECHNIQUES DE REUSSITE POUR L'ETAPE : APPRENDRE

Assurer-vous que les apprenants lisent à propos de la technique à exécuter : Il est utile d'avoir à la clinique des brochures qui expliquent les interventions, mais il est aussi pratique de disposer de résumés à l'avance qui peuvent être lus rapidement durant le temps à la clinique. Des documents pourraient comprendre des fiches sommaires, des descriptions techniques, des formulaires complets de consentement éclairés, et des questionnaires dont peuvent se servir les élèves pour entamer des conversations pour informer les patients. Assurez-vous que les apprenants vérifient à l'avance la plage horaire du rendez-vous de l'enseignement pour qu'ils se préparent avant l'enseignement.

XI. RESSOURCES D'ENSEIGNEMENT

Il existe des ressources pour l'enseignement technique médical : Des répertoires en ligne de formation médicale comme MED-Ed PORTAL. Des ressources didactiques pour diverses interventions (enseignement en classe pédagogie directe).

B. OBSERVER (DEUXIEUME ETAPE)

Cette étape comporte de démontrer l'intervention pour inculquer des connaissances techniques, pour ce faire, l'enseignant peut utiliser des vidéos, ou encore montrer lui-même la technique lorsque l'apprenant n'a pas suivi des séances en classe au préalable. Dans l'un ou l'autre cas, la démonstration doit préciser les techniques correctes et incorrectes afin qu'elles soient bien

comprises, les vidéos didactiques complètes, fondées sur les principes de la conception matérielle d'enseignement en ligne, sont meilleures que les simples vidéos de démonstration accessibles sur internet. Si vous faite la démonstration, efforcez-vous de bien faire une distinction entre chaque étape. Donnez simultanément des explications pour préciser les différentes parties de la technique. N'oubliez pas d'utiliser une terminologie adaptée au niveau de la formation de l'apprenant. Ex : pour en élève néophyte en la matière, éviter le JARGON technique tel que : par ce que la plaie est sous tension, ne faites que trois points de suture verticaux en matelas, loin-loin, proche-proche, pour assurer la fermeture.

C. SE PRATIQUER (TROISIEME ETAPE)

Les habilités psychomoteurs sont acquis à cette étape, idéalement, cette étape devrait se faire avant le contact avec le patient, mais elle se déroule souvent avec un vrai patient, si l'apprenant n'a pas suivi de séance, la méthode idéale pour cette étape est la simulation, qui peut se faire à la clinique. Il est important de donner de la rétroaction durant cette partie de la formation, la rétroaction directe et immédiate est la plus efficace. Des nombreuses études ont démontré qu'une rétroaction experte améliore l'expérience de l'apprenant et entraine un meilleur rendement.

XII. TECHNIQUE D'ENSEIGNEMENT POUR L'ETAPE : SE PRATIQUER

Prenez le temps d'obtenir du matériel de simulation et de l'avoir en tout temps sous la main à la clinique. Il y a des instruments aisément disponibles dont vous pouvez vous servir. Ex : des fils ou des lacets pour pratiquer des sutures chirurgicales, du tissu pour pratiquer le surjet. Vous pouvez vous procurer des

ensembles de simulation et de simples modèles de démonstration anatomiques pour des interventions spéciales. (EX : insertion d'un fil stérilet.) auprès des fabricants. Vous pouvez obtenir des dispositifs de démonstration données par des sociétés, des bienfaisances (EX : modèle de sein ou de prostate). Utiliser différents types des fruits comme objectif de simulation (papaye pour intervention gynécologiques, banane pour résections d'ongles d'orteils, orange pour biopsie par ponction, broyage et exérèse.). Emprunter des appareils de simulation auprès de programmes post doctoraux ou de fabricants. (Modèle et membres pour des injections articulaires). N'oubliez pas de tenir compte des différents styles d'enseignement des apprenants et de leurs habiletés naturelles, ainsi que des difficultés inhérentes à l'apprentissage de techniques. Ex : il se pourrait que l'apprenant doit être du même côté que vous de la table chirurgicale pour comprendre les étapes parce que 10% de la population apprend par orientation spatiale et mémoire musculaire (approche kinesthésique).

D. POUVER (QUATRIEME ETAPE)

Il importe de mettre à l'épreuve la compréhension qu'a l'apprenant de l'intervention. Avant de l'exécuter, l'élève devra être capable d'en verbaliser et d'en décrire les différentes étapes. Il est utile de vérifier la compréhension par la question.

E. TECHNIQUE POUR L'ETAPE : PROUVER

Voici l'exemple de questions qui servent à prouver la compréhension qu'a l'apprenant des divers aspects de l'intervention. Les connaissances de base : quels sont les points de repère anatomiques pour l'injection à l'épaule que vous apprenez à faire ? Eléments techniques précis : quel est le numéro de la lame du scopel utilisée pour cette intervention ? Interaction avec le patient : de quelles

solutions d rechange, au lieu de procédé à cette intervention, allez-vous discuter avec le patient ?

F. EXECITER (CINQUIEME ETAPE)

Cette étape comprend l'exécution de l'intervention par l'apprenant dans le milieu de la pratique, avec le patient. Au cours d'une discussion avec le résident, avant l'intervention, l'enseignant peut évaluer dans quelle mesure l'élève comprend l'intervention, et ensuite se concentrer sur l'enseignement en fonction des besoins particuliers. L'enseignant doit déterminer plusieurs éléments : S'il faudra faire encore la démonstration de l'intervention aux apprenants, S'il faut permettre aux élèves d'assister à la technique, Si on peut permettre à l'apprenant d'exécuter certaines parties de l'intervention, S'il faut seulement prêter assistance à l'apprenant pendant qu'il exécute l'intervention, parce qu'il est plus difficile de corriger une mauvaise technique une fois qu'elle a été apprise, il faut toujours observer attentivement l'élève afin qu'il n'apprenne pas incorrectement la technique.⁹⁵

G. TECHNIQUE POUR L'ETAPE : EXECUTER

Il faut toujours exprimer des commentaires positifs ou encourageants à propos de l'intervention pour accroître la motivation. Ex : l'ablation de ce kyste sébacé vous pose un défi précis, parce que pour bien le faire, il ne faut pas briser la capsule.

H. MAINTENIR (SIXIEME ETAPE)

Il est très important d'enseigner aux apprenants qu'il est nécessaire de maintenir les compétences acquises ou de suivre une formation additionnelle pour des nouvelles interventions qui font parties des nouvelles normes de

⁹⁵ GRANTCHAROP TP, REZNICK : procédure sanitaire.BMS.2017.31-36

soins. Ex : injection des toxines botuliniques pour la migraine, dermatoscopie.

I. TECHNIQUE POUR L'ETAPE : MAINTENIR

Donnez les enseignements aux apprenants concernant les ressources de simulation accessibles pour maintenir les compétences techniques. Ex : conférences avec ateliers pratiques comme forum en médecine sociale, médecine familiale, assemblées scientifiques annuelles, formation médicale continue des prestataires. L'enseignement des techniques d'intervention médicales est une composante de la formation de pratique de soin en famille et à hier. Il faut utiliser une méthode didactique structurée et exhaustive pour la formation afin qu'elle inculque l'éventail des habiletés nécessaires pour répondre aux normes actuelles de la médecine.

XIII. PROCEDURES DE L'ENSEIGNEMENT DES TECHNIQUES MEDICALES

Pour une meilleure mise en œuvre, l'enseignant des sciences de santé pourra suivre la schématisation suivante : La démonstration de la maîtrise des techniques des diverses interventions médicales compte parmi les exigences des institutions d'enseignement par des infirmiers ou médecins de tel ou tel école pour l'obtention d'un diplôme après les enseignements afin d'assurer des soins complets dans toutes les communautés du pays. La formation aux interventions devrait inclure une composante cognitive, des habiletés techniques spécifiques, une rétroaction adéquate et un processus d'évaluation des apprenants, et préserver une approche centrée sur le patient. Les techniques d'intervention devraient être enseignées selon un cadre structuré, le modèle d'enseignement en 6 étapes : apprendre, observer, se pratiquer, prouver,

exécuter et maintenir, représente une méthode d'enseignement structurée qui est exhaustive et permet d'acquérir l'orientation d'habileté nécessaires pour exécuter les techniques conformément aux normes actuelles de la médecine. Il existe des nombreuses ressources d'éducation médicale en ligne dont peuvent se servir les prestataires sanitaires dans n'importe quel environnement durant l'enseignement au quotidien des techniques d'interventions.⁹⁶

XIV. LES PRINCIPAUX PROBLEMES DE L'ENSEIGNEMENT DES SCIENCES DE SANTE ET AUTRES FORMES

Pour un enseignant titulaire d'un cours dans une institution d'enseignement médical en grand auditoire ou classe, les problèmes se posent en triple niveau : Celui de la gestion administrative du cours : distribution des documents de travail en début du cours, identification des apprenants. Celui de l'activité d'enseignement proprement dite. Celui de l'évaluation de l'apprentissage des élèves : la limitation des possibilités d'évaluation formatives, difficultés de mise en pied d'une évaluation sommative valide, temps consacré à la correction des examens, interrogations, devoirs, ...

GIBBS, pour sa part identifie dans son analyse 8 problèmes récurrents pour enseigner en grands groupes : Les étudiants éprouvent des difficultés à bien cerner en quoi consiste un cours, ce qu'il faut apprendre, quels sont les buts de certains travaux et des activités d'évaluation (manque de clarté dans le but).

Les apprenants n'ont pas des repères pour savoir s'ils travaillent suffisamment, s'ils comprennent vraiment les concepts donnés au cours (manque d'informations sur

⁹⁶ JUAN ANTONIO : procédure d'enseignement médical.2016

leurs propre progrès). Ils ne savent pas s'ils perçoivent qu'ils ont certaines difficultés à comprendre et ignorent comment s'améliorer (manque des conseils). Les apprenants ne lisent que le texte proposé dans le support de la lecture. (Le plus souvent le syllabus).

Les apprenants ont des difficultés pour soutenir des activités d'étude autonome car, même s'ils doivent réaliser des travaux individuels ou de groupe, ils sont le plus souvent livrés à eux-mêmes et ne reçoivent pas le soutien adéquat s'ils en ont besoin. Les étudiants ont peu de possibilités de discussion entre eux ou avec l'enseignant. Les apprenants sont considérés comme une masse homogène (difficulté de gérer la diversité des étudiants). Les étudiants sont difficiles à motiver, ils sont passifs et non engagé, « noyés dans la masse. »⁹⁷

XV. LES CONDITIONS AUTHENTIQUES D'ENSEIGNEMENT DES TECHNIQUES MEDICALES

Nous avons déjà vu quelques problèmes d'enseignement qui ne permettent pas un enseignement de qualité en sciences médicales, surtout en groupe qui ne favorisent que le développement d'un niveau superficiel de connaissances des apprenants. Certaines caractéristiques sont essentielles si nous souhaitons que nos situations d'enseignement soient propices à la construction des connaissances, nous devons réunir certaines conditions selon les ordres ci-après : Une des conditions importantes pour favoriser une formation en profondeur réside dans la pertinence de la situation pour l'apprenant et dans la perception par celui-ci du contexte dans lequel l'enseignement se déroule (situation d'enseignement contextualisé).

⁹⁷ TRARDIF J « pour un enseignement stratégique, MONTREAL : les éditions logiques. 1997

L'étudiant soit placé face à des situations complexes et variées. La présence d'un tiers comme « système de support » à l'acquisition des connaissances. (Interaction combinés avec l'enseignement et les autres apprenants devraient être valorisé).

La dernière condition est que les étudiants sachent pourquoi et quand utiliser leurs connaissances. Il est aussi nécessaire de rester attentif aux conditions affectives et motivationnelles dans lesquelles se déroule l'apprentissage. Etant donné qu'un scientifique ne mène une enquête que sur base d'une série d'hypothèses émanant de son observation comme voie conductrice, la réalité des données recueillies sur terrain qui infirmeraient ou confirmeraient nos réponses anticipatives ne se vérifient qu'après présenté dans les tableaux ci-haut. En se référant au tableau N°5, relatif au niveau d'étude des parents qui ont été enquêtés, nous remarquons que sur 96 enquêtés soit 100%, 38 de nos enquêtés soit 40% sont non scolarisés, 22 soit 23% ont un niveau primaire, 18 soit 19% ont un niveau supérieur et 17 soit 18% ont un niveau secondaire. Comparativement à l'étude de DURU-BALLAT et VAN ZANTE sur l'influence des parent ayant étudiés ou non sur la vie scolaire des enfants : le rapport personnel des parents à l'école joue un rôle essentiel dans leur implication « les parents sont aussi passé par l'école et que soit ils y ont réussi et cette réussite relative les poussent à idéaliser le passé scolaire en attendant, la position sociale acquise aidant (faire la leçon) l'enseignant, soit ils y ont échoué et n'ont dès lors aucune envie d'y tourner s'entendre(faire la leçon) à nouveau, et culpabiliser quant à l'éventuel échec scolaire de leur enfant . Pour les parents qui n'ont pas étudié, l'école est synonyme d'échec, renvoie à un passé douloureux ce qu'ils ont des réticences à envoyer leurs enfants dans un

lieu de sous traitement, et certains parents qui avaient étudié, n'ayant pas réussi à obtenir une position meilleure socialement grâce à l'école, ils ne peuvent plus tenir de sérieux dans la scolarité de ses enfants. A la fin il a conclu en disant : un parent qui n'a pas étudié n'aura toujours pas le gout de soutenir un besoin lié la scolarité. En faisant recours aux résultats de Mr EKONDA LULA, dans son travail de fin de cycle TFC, en 2019 à L'ISTM MBUJIMAYI sur la faible fréquentation des institutions d'enseignement sanitaire dans le district de KATENDE, il a constaté que la majorité des parents qui n'envisageaient pas envoyer ses enfants suivre les enseignements médicaux sont ceux qui n'ont pas étudié avec un taux de 53% de ses enquêtés.

XVI. CONCLUSION

Nous voici au terme de notre travail portant sur « analyse des facteurs favorisant la faible fréquentation de l'ITM dans la zone de santé de MINOVA, Cas de L'ITM/MINOVA de l'année scolaire 2019 à 2020. » La faible fréquentation de l'ITM constitue un problème de santé publique, elle prend de l'ampleur dans cette école publique celle-ci étant considérée comme pépinière dans l'amélioration de la prise en charge infirmière. Après les enquêtes, nous avons trouvé les résultats suivants : En se référant au tableau N°5, relatif au niveau d'étude des parents qui ont été enquêtés, nous remarquons que sur 96 enquêtés soit 100%, 38 de nos enquêtés soit 40% sont non scolarisés, 22 soit 23% ont un niveau primaire, 18 soit 19% ont un niveau supérieur et 17 soit 18% ont un niveau secondaire. Faisant suite au tableau N°6, indiquant que de 96 parents enquêtés soit 100%, que 41 de nos enquêtés soit 43% sont cultivateurs, 33 soit 34% sont éleveurs, 8 soit 8% sont commerçants, 2 sont sans

profession soit 2% et 1 seule est cultivateur journalier soit 1%. En analysant ces résultats, nous constatons que les cultivateurs regorgent un taux élevé des parents enquêtés qui scolarisent, tenant compte de nos terres qui deviennent de plus en plus non reproductives, ces parents auront difficile de prendre en charge ses enfants. Au regard du tableau N°7 relatif à la répartition des enquêtés selon le revenu mensuel, il se constate que 39 de nos enquêtés soit 41% ont un revenu mensuel de 1 à 10\$/mois, 35 soit 36% ont un revenu de 10 à 50\$/mois, 16 soit 17% vivent d'un revenu mensuel de 50 à 100\$ et 6 soit 6% ont un revenu de 100 à 500\$. Nous constatons que les parents qui sont dépourvu des moyens vivant avec un revenu de 10\$/mois sont ceux qui ont plus d'enfants qui étudient. Cela affecterait l'utilisation des écoles surtout L'ITM. Le tableau N°8 par contre, indique que de 96 parents enquêtés soit 100%, que 56 de nos enquêtés soit 58% sont des parents ayant 4 et 5 enfants au secondaires, 28 soit 29% ont 1 à 3 enfants et 12 soit 13% sont des parents qui ont 6 à 10 enfants à l'école secondaires.

Par rapport au tableau N°9, relatif à la connaissance des parents au sujet de l'ITM, nous avons constaté que sur 96 parents enquêtés soit 100%, que 78 de nos enquêtés soit 82% ont un jour entendue parlé de l'ITM, et 17 soit 18% n'ont jamais entendu quelques choses au sujet de l'ITM/MINOVA. Le tableau N°10 traite sur la répartition des parents qui scolarisent à l'ITM, il se constate que de 96 parents enquêtés soit 100%, 65 de nos enquêtés soit 68% sont des parents qui ne scolarisent pas à l'ITM et 31 soit 32% ont des enfants à l'ITM. En rapport avec le tableau N°11 qui démontre les raisons des parents sur leur non scolarisation à l'ITM, nous avons constaté que sur 96 parents enquêtés soit 100%, 49 de nos enquêtés soit 51% ne scolarisent pas à l'ITM car les frais

scolaires sont chers, 21 soit 22% car l'école n'est pas bien construite, 16 soit 17% par ce que le cursus scolaire est très long par rapport aux autres écoles (4ans), et 10 soit 10% ne scolarisent pas à l'ITM parce que les infirmiers après les études ne sont pas bien traités.

Du tableau N°12, relatif à la répartition des propositions pour les parents de payer les frais scolaires, nous constatons que sur 96 parents enquêtés soit 100%, 48 de nos enquêtés soit 50% proposent d'adopter la gratuité pour que l'ITM soit utilisé, 22 soit 23% envisagent payer de 10 à 15\$, 18 soit 19% proposent payer au rythme des autres écoles de la cité et 8 soit 8% proposent payer les frais scolaires à volonté pour que l'ITM soit normalement utilisé. Le tableau N°14 traitant sur l'appréciation de la qualité de la formation des enfants à l'ITM, il se remarque que sur 96 parents enquêtés soit 100%, 78 de nos enquêtés soit 81% sont satisfait de la formation que bénéficient ses enfants à l'ITM, 16 soit 17% disent qu'il faut améliorer et 2 soit 2% disent qu'ils ne sont pas satisfaits. En rapport avec le tableau N°15 relatif à l'envie d'envoyer d'autres enfants à l'ITM après avoir apprécié la qualité de la formation dans cette école, nous avons constaté sur 96 des parents enquêtés soit 100%, 81 des parents qui y scolarisent soit 84% envisagent envoyer d'autres enfants et 15 soit 16% ne prétendent pas y envoyer encore des enfants.

Le tableau N°18, relatif au point de vu des parents selon lequel il faut baisser les frais scolaires, nous constatons que sur 96 parents enquêtés, 77 de nos enquêtés soit 80% veulent que les frais scolaires soit mis en basse, et 19 soit 20 ne sont pas pour. Le tableau N°19, qui traite sur le point de vue selon lequel l'ITM doit disposer des enseignants permanent, nous avons constaté que sur 96 parents enquêtés soit 100%, 56 de nos enquêtés soit 58% sont d'accord avec cette idée et 40

soit 42% ne sont pas pour. Le tableau N°22, relatif à la répartition des enseignants selon les titres académiques, de ce tableau nous constatons que sur 16 enseignants de l'ITM soit 100%, 8 de nos enquêtés sont gradués soit 50% ; 06 soit 38% sont licenciés et 2 soit 13% sont diplômés A2. En rapport avec le tableau N°23 relatif au domaine de qualification des enseignants à l'ITM, nous avons constaté que sur 16 enseignants soit 100%, 2 de nos enquêtés soit 13% sont du domaine d'enseignement et administration en soins infirmier ? 4 soit 25% ont infirmiers hospitaliers, 3 soit 19% sont de santé publique, 1 soit 6% est du domaine d'anglais, 4 soit 25% sont des médecins, et 2 soit 13% sont techniciens de développement rural.

Il ressort de tableau N°24, relatif aux causes de la sous-utilisation de l'ITM selon les enseignants, nous avons constatés que sur 16 enseignants soit 100%, 5 de nos enquêtés soit 31% pensent que la sous information au sujet de l'ITM et l'inadaptation au rythme d'organisation de l'école, 7 soit 44 pensent que c'est de l'indigence de nos parents, 2 soit 13% le manque d'intérêt des élèves, 1 soit 6% pensent que c'est la monotonie de section qui en est la cause et 1 soit 6% la mauvaise gestion des élèves. Comparativement aux constants de l'OND HUMAN RIGHTS WATCH, du MARS 2019, dans le monde entier plus de 120 millions d'enfants et adolescents ne vont pas à l'école faute de l'insuffisance financière et la pauvreté liées aux crises économiques à l'échelle mondial.

Au vu du tableau N°26 relatif au point de vue des enseignants selon lequel il faut améliorer les conditions de travail et d'apprentissage à l'ITM, nous avons constaté que de 16 enseignants enquêtés, 13 soit 81% sont pour et 3 soit 19% sont contre cette opinion.

Le tableau N°27, relatif au point de vue des enseignants selon lequel il faut engager un personnel permanent et améliorer les conditions financières des agents à l'ITM, nous avons remarqué que la totalité donc 16 soit 100% des enseignants veulent que les conditions financières soient améliorées et qu'il faut engager un personnel permanent à l'ITM. Ces résultats montrent que le salaire des enseignants à l'ITM devrait être revu surtout que le principe HOMO-ECONOMOS en déontologie stipule que : le salaire est la seule raison du travail.

Le tableau N°28, relatif à la répartition des élèves le sexe, il ressort que 41 soit 53% sont de sexe masculin et 36 soit 46% sont de sexe féminin de la population scolaire de l'ITM pour l'année 2021. Le tableau N°29, qui démontre la répartition des élèves selon leur provenance, nous avons constaté que sur 78 élèves soit 100%, 21 d'entre les élèves soit 27% proviennent de la cité de MINOVA, et 57 soit 73% viennent en dehors de la cité de MINOVA ; Les résultats du tableau N°31 relatif à la répartition des causes d'abandons des élèves et la non fréquentation de l'ITM selon les élèves, nous avons remarqué que sur le 100% des élèves soit 78, 50 de nos enquêtés soit 64% affirment que les élèves abandonnent faute de moyen, 5 soit 6% n'ont pas supporté les conditions d'étude, 21 soit 27% le manque d'enseignant et 2 soit 3% ont abandonné car ils changent la section.

Ass2. NTAMPAKA TULINABO Innocent

Chap. VI. DE L'ADMINISTRATION DE L'ORGANE ELECTORAL INDEPENDANTE A LA FIABILITE DES RESULTATS ELECTORAUX EN RDC. Défis et perspectives (2004-2016)

Par C.T Faustin NGENDAHIMANA HABIMANA et
Ir. Pierre NTUGULO BUHENDWA

a) BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR:

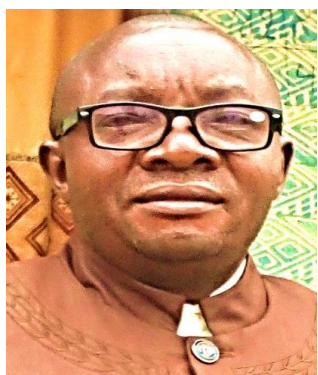


Le chercheur Faustin est né à Sisa/Bukombo dans le Rutshuru profond en 1987, **Faustin NGENDAHIMANA HABIMANA** est à la fois un intellectuel et un acteur sociopolitique très engagé en RDC. Il a fait ses études primaires à l'EP Birambizo, une partie de ses études secondaires à l'Institut Birambizo et a fini ses humanités dans la section **Pédagogie générale** à l'Institut Mokoto dans la cité de Kitshanga en 2006. Il est détenteur d'une **Licence en Sciences Politiques et Administratives** de l'Université de Goma (**UNIGOM**) depuis 2011 et est actuellement étudiant en Master à l'Université Nationale du Burundi à Bujumbura en **Politique et gouvernance étatique**. Du point de vue professionnel, il est **Chef de travaux** et enseignant permanent à l'ISP/Rutshuru et dans plusieurs universités de la RDC, ancien humanitaire de par ses anciennes qualités d'agent de CARITAS/Goma, l'ex-AAA,

CORDAID et actuellement Chef d'Antenne/Bwito de l'Asbl **CFPFJ** (Centre de Formation Professionnelle Femmes et Jeunes). Ancien agent de la CENI/Rutshuru, il est cadre du parti politique **Ad** (Alliance pour le Développement et la République) et ancien candidat député national dans la circonscription de Rutshuru aux élections de 2018. Fonctionnaire de l'Etat, il est actuellement **Chef de Bureau Coordination technique** au service de Laboratoire de l'**OCC** (Office Congolais de Contrôle) à l'Agence d'Uvira au Sud-Kivu. « *La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics, cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes, qui doivent avoir lieu périodiquement au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote* ». (Article 21, alinéa 3, de la déclaration universelle des droits de l'homme) Chercheur de renommée nationale qu'internationale au sein de la Maison d'Edition ORASSU de la Revue Pluridisciplinaires Eveil Congo.

b. BIOGRAPHIE DU CO-AUTEUR

Le chercheur se nomme Ir. **Pierre NTUGULO BUHENDWA**



Marié et père de 12 enfants Licencié en Agrovétérinaire. L'auteur a fait la Formation en Informatique : Programmes Windows, Word, Excel, power point, Publisher ayant obtenu un certificat de participation. Ensuite il a fait la Formation en Audio-visuel ayant obtenu un Certificat de participation. Actuellement Assistant Ingénieur Agrovétérinaire A0. A cela

s'ajoute la Formation en Mécanique option Chauffeur dépanneur et obtient un Brevet de fin de formation. Sans oublier sa Formation en Art Culinaire (Hôtellerie) avec un Brevet de participation au CAC de Goma.

Pour le compte de la Formation sur l'arrimage au système LMD de l'enseignement Supérieur et Universitaire "ESU", Pierre a obtenu un Certificat de participation au Centre de Didactique Universitaire de l'ULPGL-GOMA et à l'ISP WATSA. De 1997 -2000, Pierre a été Employé à l'Inspection provinciale d'Agriculture Pêche et Elevage du Sud-Kivu en qualité de Chef de secteur Agrovétérinaire de MULAMBA et Vétérinaire-Gérant de la ferme de Muzinzi. De 1998-2001, il devint Enseignant à l'Institut Pédagogique de MUBONE. De 2000-2001 il est Cofondateur de l'Asbl Volontariat pour l'assistance aux enfants orphelins démunis "VAEOD" asbl de Bukavu. De 2004-2006 il fut Formateur au centre d'apprentissage en art culinaire 'CAC" de Goma. De 2007-2009 il devint Employé dans une maison de passage de la MONUC de GOMA au poste d'Accueil. De 2009 – 2011 Pierre est nommé Superviseur de terrain de l'ONG International « VETERINAIRES SANS FRONTIERE SUISSE » dans le projet de réinsertion.

De 2011 -2014 Ir Pierre fut chargé de l'intendance dans une maison de passage de la MONUSCO-GOMA. De 2016 à janvier 2018 il devint Facilitateur des groupes de parole pour hommes de l'ONG HEAL AFRICA de Goma. De 2014 à 2022 il a assumé le Secrétariat Général Administratif et Financier de l'Institut Supérieur de Développement Intégral "ISDI" /Durban. De 2014 à nos jours, Ir Pierre est Assistant des enseignements supérieurs et universitaires à l'ISDI-DURBA et à l'ISDR MAKORO. Actuellement Ir Pierre compte tenu de ses compétences, il est Directeur Général de l'institut Supérieur de développement Appliqué du Haut-Uélé, "ISDA/HU". Plusieurs fois recruté comme Consultant indépendant Agrovétérinaire, Planificateur et Gestionnaire des projets de développement e facilite la résolution des conflits.

I. Quel leadership dans la préparation des Élections en RDC

Quel leadership préparatif aux élections en RDC est une question qui préoccupe plus d'une personne et se veut être une recherche qui retrace la trajectoire institutionnelle axée sur l'approche politico-juridique dont l'administration électorale en RDC a parcouru durant toute notre période de recherche.

Par ailleurs, notre recherche se donne pour ambition d'élucider tous les défis d'ordre politico-juridique et technico-logistique qui entravent le bel élan de la commission électorale nationale indépendante dans ses activités quotidiennes depuis des années. Ainsi, au regard de la complexité des problèmes auxquels se heurte l'administration électorale congolaise, nous proposons le renforcement du cadre juridique et institutionnel de la centrale électorale d'une part et le renforcement de son budget de fonctionnement même la non-ingérence des politiques dans ses mécanismes de décision d'autre part.

1. Les Elections expression de la démocratie en Afrique du 20ème siècle

Le domaine des élections constitue un champ de prédilection aussi vaste à travers plusieurs milieux étatiques Africains. C'est dire que le processus électoral est désormais devenu en Afrique vers la fin du 20ème siècle en ce début du 21ème siècle un mode d'emploi pour plusieurs Etats Africains en quête de démocratisation. Tout de même, sommes-nous confiants et conscients que tout processus électoral réussi fit et fera toujours objet d'une série d'analyses et des pratiques électoralistes bien pensées.

C'est à ce titre que nous nous donnons l'audace de déclarer par l'honnêteté scientifique que nous ne sommes ni les premiers ni les derniers à proposer et projeter des bases pour des élections crédibles en République Démocratique du Congo. A titre illustratif, nous présentons en liminaire quelques chers qui nous ont précédé dans ce domaine.

Dans son analyse sur « les élections générales de 1991 et la transition politique » en Zambie⁹⁸, le professeur Chitalu LUMBWE affirmait que les élections générales de 1991 représentent un tournant dans la vie politique Zambienne, marquant la fin d'une période et le début d'une nouvelle. Qu'elles débouchent sur un changement véritable demeurent pour l'instant discutables. Ce qui paraissait certain pour lui, c'est que l'environnement politique ne serait plus exactement ce qu'il fût naguère. Disposant de la faculté de se doter de nouveaux représentants à travers un scrutin ouvert, les Zambiens avaient fait davantage que de se débarrasser d'un régime. Jugeant la pertinence des élections telles qu'elles ont été amorcé au cours du cycle électoral débuté en 2005-2006, le professeur Godefroid KAMANA écrivit : « l'engouement pour l'élection présidentielle et le peu d'intérêt que suscitent les élections locales posent l'épineuse question de la façon dont nous habitons nos localités.

Ils sont révélateurs de tout un esprit, de tout un tas de croyances que nous entretenons autour du détenteur du pouvoir politique.

⁹⁸**Chitalu LUMBWE** ; « Les élections générales de 1991 et la transition politique », in **Jean-Pascal DALOZ et John D. CHILEHE (s/d)**, La Zambie contemporaine, Karthala-IFRA, Paris 1996, p.47.

Il est celui qui, à partir de son projet de société et de son programme de gouvernement, vient nous aider à résoudre nos problèmes en créant des emplois, les écoles, les hôpitaux, les infrastructures routières,... »⁹⁹. Dans cette même logique, plus d'un chercheur eut à reconnaître que les élections dites « générales » de 2006 en RDC furent caractérisées par tant de peur que de mal. L'entre-deux tours suscita une incertitude politique au vue des antagonismes qui opposèrent KABILA et BEMBA, les deux finalistes du premier tour de l'élection présidentielle du 30 Juillet 2006. Commentant de passage cette situation d'incertitude politique liée au processus électoral, Onesphore SEMATUMBA écrit : « ce 21 Août 2006, la fragile paix du Congo est sous haute surveillance internationale, avec d'une part les casques bleus de la MONUC et, d'autre part, les militaires européens de l'EUFOR. La transition politique sous perfusion financière de cette même nébuleuse qu'on nomme communauté internationale, est tellement boiteuse dès sa conception à Sun city, qu'on a dû lui donner des béquilles, le CIAT, de peur qu'elle ne s'écroule¹⁰⁰.

Dans un passé récent, deux chercheurs congolais ont mené une enquête fouillée sur les élections générales organisées en 2011 en RDC et focalisé leur attention sur les implications que ces élections ont eu sur les rapports sociaux et l'équilibre politico-économique inter communautaire dans le Territoire de Masisi. Voici ce qu'ils écrivent en conclusion. « Il est fort douteux que les élections du 28/11/2011-dans lesquelles la victoire des beaucoup des candidats préférés du peuple a été volée

⁹⁹ **Godefroid KAMANA** ; « La désertion de nos localités et le messianisme politique : un frein au développement », in **Africatime**, Kinshasa, le 30 mai 2005, p.33

¹⁰⁰ **Onesphore SEMATUMBA** ; Les élections en RDC : nouveaux défis et vieilles pratiques, in République Démocratique du Congo : fin de la récréation début de la re-création d'un Etat ? **Regards croisés** n°18, Institute, Goma 68, 2007, p.68

dans les opérations des fraudes massives- ont clôturé ce douloureux chapitre et panser les plaies qui sont profondes rafraichies constamment »¹⁰¹. Dans un autre chapitre électoral des astuces sont proposées aux ambitieux pour gagner les élections au regard des analyses du politologue Michel NIAMADJOMI. Ce dernier propose en fait que les candidats à toute élection feraient ou essaieraient de faire, c'est d'arrondir les angles trop vifs, de remédier aux impressions les plus favorables que peuvent donner au public certains aspects de leur personnalité. Il faut rayonner d'amabilité, être bien coiffé et présentable¹⁰². Ainsi, les indications utiles sur la façon de se conduire sont : L'attaque de l'adversaire est la meilleure défense ; Dissocier l'adversaire de son parti ; Si l'on hésite entre plusieurs tactiques, faire ce que l'on croit juste du point de vue morale ; Se garder des actions qui peuvent vous nuire ; Car elles ont plus d'importance que celles qui peuvent vous aider et enfin ; Eviter de lancer des attaques personnelles pouvant faire naître des sympathies pour l'adversaire. Sans prétendre être exhaustif dans la présentation des analystes qui nous ont précédés, et nous précisons que nous nous démarquons d'eux par le fait que nous enquêtons non sur les résultats électoraux de 2006 et 2011 en RDC, mais plutôt sur le fondement de l'organisation et du fonctionnement de la centrale électorale au regard de ses défis majeurs et les mécanismes de son relèvement.

¹⁰¹ **Stanislas BUCYALIMWE MARARO** et **Gervais NTIRUMENYERWA M. KIMONYO**, La question de pouvoir et les élections en territoire de Masisi au Nord Kivu (RD Congo) depuis 1959, Publication du PANADI, série CES/ETUDE et édition Droit et Société (DES) Kinshasa, 2014, P.234

¹⁰² **Michel NIAMADJOMI MEYZO**, Comment gagner les élections. Stratégies et astuces, édition Médias Paul, Kinshasa, 2005 P.49

2. La République Démocratique du Congo et le leadership électoral

Qui dit leadership électoral pense à l'organisation crédible et transparente des élections. La République Démocratique du Congo, comme plusieurs pays Africains traverse une période de démocratisation au regard de la vente de la mondialisation, donc cette circulation des idées à l'échelle planétaire en ce début du 21^{ème} siècle.

La démocratisation des Etats africains se fait à l'occidental au rythme d'un mimétisme ambiant. Cela s'avère une pratique et un exercice difficile dont l'Afrique à travers ses Etats s'adapte difficilement et à des vils prix. Le processus de mise en place d'un état de choix, la gouvernance réellement bonne, les libertés et les droits fondamentaux, la tolérance et la protection des minorités, l'obligation de rendre compte, l'élimination de toutes les formes de discriminations, l'impunité, l'organisation des élections pluraliste, justes et libres, ... et d'autres vertus qu'incarne la démocratie sont loin d'être des réalités en Afrique en général et au Congo Démocratique en particulier.

Cet état de chose ne peut laisser tout chercheur à avérer indifféremment, car juste sa raison d'exister est d'y émettre des avis et considérations tendant à proposer une théorie dont les acteurs socio-politiques et se serviraient pour relancer des politiques publiques susceptibles de redorer le blason des Nations Africaines en retard dans leur processus de développement. Dans cette même logique, la République Démocratique du Congo est sensée, à travers ses dirigeants se doter d'un plan stratégique d'ordre socio-politique qui lui conduirait à démocratiser les institutions et autres instances décisionnelles enfin de mieux peser et jouer un rôle important ou crucial dans le concert des Nations vu sa

position stratégique et sa géopolitique africaine. Il s'observe malheureusement une certaine léthargie dans laquelle de modernisation de l'espace politique RD Congolais au point de suspendre et de tonner l'opinion tant national qu'internationale. A cela, les élections sensées constituer le pont dans cette démarche semble être une fiction et constituent un cauchemar pour nombre des congolais désire de voir leur pays sortir du gouffre et l'incertitude politique dont il traverse actuellement. Malgré un bémol ayant conféré une relative légitimité des animateurs et des institutions de la troisième République en RDC pendant la première législature d'entre 2006-2011, nombreux sont des congolais qui se posent maintes questions sur le mal congolais d'avancer d'un pas de reculer de cinq en matière de démocratie ou mieux de gouvernance.

Ainsi les élections générales du 28 Novembre 2011 étaient juste attendues et considérées comme pouvant consolider les acquis démocratiques réalisés à travers les premières élections de 2006 apparemment juste dans l'histoire du Congo mais ils ont généré tant des déceptions que de rater dans le processus de légitimation de pouvoir et des institutions dans notre pays (de cet fait sommes-nous amenés à se faire l'idée à travers les analyses des observations de la vie politique congolaise et de par notre propre point de vue que la demi réussite des élections de 2006 et l'échec cuisant de celles de 2011 seraient causés par non seulement des contraintes d'ordre politico-économique interne et international de la mauvaise volonté des politiciens de toute part mais aussi où même surtout de l'inefficacité de la CEI/CENI. Cette instance souvent dite indépendante par défaut, chargée de l'organisation et de la tenue périodique des élections en RD Congo.

De notre part, nous soulevons et analysons la question d'échec et de réussite des élections à travers l'exploitation rationnelle de difficultés qui guettent la centrale électorale à travers son administration dans le but de proposer les palliatives sensées être de jalons de l'organisation des meilleurs et crédibles élections au vu desquelles les animateurs des institutions socio-politique congolais seraient caractérisés par une large légitimité, une égalité incontestée et d'une culture politique exemplaire. En somme, pour résumer notre problématique, nous avons soulevé les préoccupations suivantes :

- a. Quel serait l'état de lieu de l'administration électorale en République Démocratique du Congo ?
- b. Quels seraient les défis auxquels l'administration électorale se heurte en RDC ?
- c. Quelles seraient les palliatives à proposer pour que l'administration électorale congolaise puisse contribuer à l'organisation des élections justes et transparentes en RDC ?

3. Les défis du leadership politico-Administratifs des élections en RDC

Eu égard aux interrogations soulevées au niveau de la problématique, nous avons émis les présomptions suivantes : L'administration électorale en République Démocratique du Congo serait mal pensée et porterait beaucoup d'handicaps liés à plusieurs facteurs d'ordre politico-économique qui la rendent infructueuse. Les défis auxquels l'administration électorale congolaise se heurte seraient la dépendance au pouvoir en place sa corruption, son clientélisme, son amateurisme, l'incompétence, le manque des moyens financiers, l'idéologisation ou mieux la politisation de ses animateurs ; Pour une administration électorale prometteuse et susceptible de

contribuer à la consolidation de l'espace démocratique à travers l'organisation des élections libres et transparentes, les remèdes seraient la dépolitisation de la CENI, le renforcement de son cadre juridique, le renforcement de son budget de fonctionnement et la non-ingérence des politiciens dans ses mécanismes de décision.

Le choix de cette thématique résume le souci majeur que nous portons sur le processus électoral en RDC depuis l'organisation du référendum en 2005 et le premier cycle électoral en 2006. Entant qu'acteur politico-scientifique majeur et ancien agent électoral, nous avons voulu mettre en relief notre expérience sur le processus électoral en RD Congo en expliquant aux compatriotes les soubassements de l'environnement administratif qui caractérise l'organe chargé des élections dans notre pays. Pour ce faire, notre rapport de recherche constitue un tas de souvenirs sur la pratique électorale et constituera un document pédagogique à travers lequel les acteurs étatiques et non étatiques intervenant dans ce secteur pourront se ressourcer afin d'améliorer le processus administratif de la pratique électorale en RDC. A ce titre, notre travail se veut être une banque des données pour nombre d'intellectuels et un outil de travail pour tous les acteurs électoraux de l'espace RD Congolais même à la population, souverain primaire, étant donné qu'il retrace l'historique des défis et la vision d'une administration électorale réussie.

Ce travail poursuit une double catégorie d'objectifs : l'objectif global d'une part et les objectifs spécifiques d'autre part. Globalement, notre enquête retrace historiquement l'organisation et le fonctionnement de la centrale électorale à travers ses problèmes quotidiens et projette des solutions ou des remèdes aux problèmes qui minent son administration.

De manière spécifique, les objectifs poursuivis par notre recherche sont les suivants : Eclairer à travers le jargon électoral, la notion d'« élection » et les termes y relatifs ; Comparer les systèmes électoraux à travers le monde tout en mettant l'accent à celui qui est en vogue en RD Congo ; Retracer la trajectoire institutionnelle et politico-historique de l'administration électorale en RD Congo ; Saisir et contextualiser les problèmes majeurs auxquels l'instance organisationnelle des élections s'est heurté entre 2004 et 2016 et Proposer les bases d'une gestion et d'une administration électorale prometteuse pour le processus électoral à venir en RD Congo.

Notre thématique renferme des matières variées. C'est pour cette raison que par souci de scientificité, de clarté et de synthèse nous l'avons délimité dans l'espace, dans le temps et dans la matière. Spatialement, nous avons jugé important d'attendre notre enquête sur toute l'étendue de la République Démocratique du Congo étant donné que l'institution visée dans notre démarche revêt un caractère national. Dans le temps, nous circonscrivons notre recherche entre 2004 et 2016 dans la mesure où cette période correspond au moment où les élections sont plus parlées et pratiquées dans notre pays mais aussi cette période reflète un contexte à travers lequel la centrale électorale subit des profondes restructurations et des mutations socio-politiques intéressantes.

S'agissant de la délimitation dans la matière, nous disons que nous n'avons pas la prétention de relater toutes les matières ayant trait aux élections en général mais notre curiosité se limite à la description de l'organisation et le fonctionnement de l'instance chargée des élections au Congo à travers les défis auxquels son administration se heurte afin d'y proposer des solutions idoines.

Il est de principe qu'aucun travail dit scientifique ne peut être réalisé sans une certaine méthodologie. C'est ainsi que le nôtre n'a pas dérogé à cette règle étant donné que des méthodes et techniques ont été opérationnalisées au cours de sa confection. Par définition, une méthode est un ensemble d'opérations mentales par les quelles une discipline cherche à atteindre les vérités qu'elle poursuit, les démontre et les vérifie¹⁰³. Il s'en suit donc que la méthode est un procédé idéologique et théorique dont se sert un chercheur pour expliquer la réalité d'un phénomène donné. Ainsi, dans la réalisation de notre travail, nous avons fait recours aux méthodes suivantes :

a. La méthode historique

Etant diachronique, elle s'efforce de reconstituer les événements jusqu'au fait générateur ou initial. Elle renseigne de la genèse d'un phénomène afin de comprendre les manifestations présentes de ce dit phénomène. Pour notre part, la méthode historique nous a permis de saisir le passé du processus électoral en RDC, de comprendre les textes fondateurs de la centrale électorale à travers l'esprit du législateur et les difficultés qui ont miné cette dernière durant toute notre période d'étude. En outre, cette méthode nous a fort aidés dans la compréhension des circonstances ayant présidé à la création de l'organe chargé de l'organisation des élections et son évolution dans le temps. Cette même méthode s'est avérée aussi indispensable dans la description sommaire de la monographie de notre milieu d'étude.

b. La méthode comparative

Elle sert à relever les similitudes et les dissimilitudes entre deux objets, deux institutions, deux personnes ou

¹⁰³ **GRAWITZ Madeleine**, Méthodes des sciences sociales, 11^e éd. Dalloz, Paris, 2001, P.203

plusieurs phénomènes confrontés dont on voudrait étudier la réalité qui en résulte.

Ainsi, avons-nous fait recours à la comparaison pour évaluer les avantages et désavantages des différents systèmes électoraux d'une part et les points communs et divergents dans le mode d'organisation et de fonctionnement de la CEI et la CENI d'autre part.

c. La méthode analytique

Elle permet de projeter un regard critique d'une réalité donnée renfermée soit dans un document soit sous entendue dans le cours d'un phénomène quelconque. Pour ce faire, nous avons analysé des documents variés et des circonstances ayant renfermé toutes les réalités sur l'administration électorale en République Démocratique du Congo.

d. La méthode dialectique

Dite aussi « matérialisme historique », elle se fonde sur des contradictions qui caractérisent le monde social et les phénomènes y relatifs¹⁰⁴. De ce fait, la dialectique nous a permis d'engager des discussions avec des collègues de service, des camarades et d'autres intellectuels autour des expressions « administration » et « administration électorale » entant des réalités caractérisant le monde social dans lequel nous vivons. Plus loin, la dialectique nous a conduit, à travers divers débats, de saisir la portée de l'administration électorale dont la CENI fait montre depuis un passé récent. Grâce aux débats ressortis de la dialectique, nous sommes parvenus à esquisser une théorie pour une administration électorale réellement prometteuse pour l'institution « CENI » afin de démocratiser les institutions

⁷MULUMBATI NGASHA Adrien ; Introduction à la politique, éd. Africa, Lubumbashi, 1988, P. 32

politiques de la République par les élections justes et régulières en RD Congo.

Pour collecter les données utiles à la confection de notre rapport de recherche, nous avons fait recours aux techniques diverses. Ces dernières sont des outils matériels et immatériels que nous avons opérationnalisés dans la perspective de réunir des informations brutes qui, après les avoir traitées, sont devenues le contenu que mettons à la disposition de la communauté intellectuelle à travers ce rapport. Ainsi, les outils matériels que nous nous sommes servis sont le stylo, le crayon, les papiers, les carnets, la machine calculatrice, l'ordinateur, l'internet et le téléphone. Les outils ou techniques immatériels auxquels nous avons faites recours sont :

- **La documentation :**

Elle nous a permis d'exploiter plusieurs archives de la CEI/ CENI et d'autres publications faites par plusieurs chercheurs sur la matière électorale.

- **L'interview :**

Elle nous a fort aidé dans les entretiens et débats spontanés que nous avons réalisés essentiellement avec les intellectuels rencontrés dans divers milieux scientifiques et politiques de la RDC.

- **L'observation participante :**

Ayant été acteur actif du processus électoral entre 2016 et 2017, nous avons pu collecter d'amples informations sur l'administration électorale à la suite de nos souvenirs personnels. A cela, nous nous sommes mués en témoins oculaire des paramètres rationnels et irrationnels dont la centrale électorale a traversé de par son organisation et son fonctionnement. Au cours de la réalisation de notre enquête, nous nous sommes heurtés à toute une gamme des contraintes. D'abord le temps nous a semblé être insuffisant pour nous adonner à toutes les spécificités qu'exigeait notre travail.

Une documentation aussi suffisante relative à notre thème de recherche s'est présenté comme défis majeur étant donné que dans notre région rare sont les intellectuels et acteurs de la société civile ayant consacré leurs analyses sur les élections en général.

Toutefois, nous sommes parvenus à surmonter tous ces aléas grâce la contribution sous plusieurs formes de nos amis et connaissances mais aussi entant qu'ancien agent électoral nous avons capitalisé notre expérience et avons consulté quelques documents et archives de la CEI / CENI afin de donner un sens réel à notre travail. Dans cette partie, hormis l'introduction et la conclusion générale, nous avons traité des généralités sur les élections ou nous attelons à la définition des concepts clés d'abord, à la description des systèmes électoraux à travers le monde en suite et enfin à l'esquisse de trajectoire historique de l'administration électorale en République Démocratique du Congo. En suite avons insisté sur les défis de l'administration électorale en RD Congo conscrise son essentiel sur le contrainte d'ordre politique, logistique, organisationnel et financier aux quelles l'organe qui organise les élections en RDC se heurte durant toute une période d'étude. En fin, nous nous sommes concentrés sur les perspectives d'avenir pour une administration électorale prometteuse en RD Congo en proposant des jalons d'une pratique électorale démocratique dénouée de toute ingérence politique et propose des palliatives idéales pour la réussite de l'organisation des élections dans notre pays.

4. Généralité sur le leadership dans les élections

Ici, il est question de nous familiariser avec quelques notions relatives au concept « élection » et ses caractéristiques et implications dans l'histoire de la République Démocratique du Congo.

Synonyme de scrutin ; vote ou suffrage, une élection est le moyen par lequel un peuple désigne ses représentants qui se chargent en son nom, et à sa place, de décider des affaires publiques¹⁰⁵. En d'autres termes, c'est un acte essentiel par lequel les électeurs sont appelés non seulement à faire connaître leur opinion, mais aussi à participer indirectement à l'élaboration de la politique nationale ou au choix d'une orientation politique quelconque en se choisissant des gouvernants capables.

a. Les critères d'universalité du suffrage

Le suffrage des électeurs peut être universel ou restreint. Le concept d'universalité a évolué dans le temps depuis deux siècles. Il fût à l'origine conçu en fonction de trois paramètres dont le sexe (la priorité étant faite sur la masculinité), l'âge (21 ans dans certains pays) et la nationalité. Il s'est toutefois ouvert progressivement vers le 20^{ème} siècle à la féminité, à la majorité d'âge fixée à 18ans dans plusieurs pays du monde et à des non nationaux (dans certains pays européens comme la Suède, le Danemark, la Suisse, la Nouvelle Zélande, ...)106.

b. Forme du suffrage restreint :

La restriction de l'assiette du suffrage se présente soit sous la forme censitaire, soit sous la forme capacitaire. Les critères du cens ou impôt est retenu pour réserver la qualité d'électeur en une partie des citoyens jouissent d'un certain revenu. Dans la plupart des cas, l'éligibilité est elle-même soumise à des conditions des cens encore plus élevés. La restriction capacitaire consiste à réserver l'accès à la qualité d'électeur à ceux qui justifient d'un minimum d'instruction capable de donner un sens à leur

¹⁰⁵ Ferdinand KAPANGA MUTOMBO : Petit dictionnaire pratique des élections, édition spéciale, EISA et FID, Kinshasa 2006 PP90- 91

¹⁰⁶ Faustin NGENDAHIMANA, Education à la citoyenneté ; notes de cours polycopié ; ISP/Nyanzala, G1HSS et GP 2015-2016 P46.

vote. Exemple : savoir lire et écrire faire preuve de compréhension sommaire de la constitution, ...

c. Suffrage libre et obligatoire :

La liberté du suffrage, c'est la possibilité pour les électeurs de voter comme de s'abstenir d'aller voter. La non-participation, qu'elle soit négligente ou volontaire ne fait l'objet d'aucune sanction, l'administration électorale et d'autres acteurs se limitant à des campagnes d'incitation au civisme. Par contre, les systèmes à scrutin ou vote obligatoire laisse une totale liberté de choix pour l'électeur à l'exception de celle qui consiste à s'abstenir de voter.

d. Suffrage direct et indirect :

Le vote direct suppose l'absence d'échelons intermédiaires dans l'expression du suffrage. C'est dire donc qu'entre l'élu et les électeurs, il n'y a pas des personnes interposées. Le suffrage indirect quant à lui suppose la multiplication des degrés de retransmission du suffrage entre l'élu terminal et l'électeur de base. Cela veut dire qu'entre l'élu de dernier ressort et l'électeur d'origine, il existe d'autres élus constituant l'intermédiaire ou assurant le pont¹⁰⁷.

e. L'inscription sur la liste électorale :

Cela constitue une exigence formelle indispensable à l'expression du droit de vote. L'instruction électorale peut juridiquement être libre ou obligatoire. Il s'agit des expressions ou des concepts sous-entendus dans la locution du mot élection. Avant d'en arriver là, précisons d'abord que l'élection est un concept qui s'inscrit dans les comportements politiques d'un citoyen. Le vote est à ce sens dans un langage de sociologie-politique un anonymat qui fait que les bulletins que l'on décompte fassent objet d'une interrogation de savoir « qui vote pour

¹⁰⁷ Faustin NGENDAHI MANA, op.cit P.46

qui ? ». Lors des opérations électorales¹⁰⁸. A cette préoccupation de savoir « qui vote qui », nous réalisons que le votant c'est le citoyen et le voté c'est l'élite, surtout l'élite idéologique, pour reprendre l'expression du professeur MULUMBATI Adrien. Les élites idéologiques sont définies par ce dernier comme les personnalités de haute pensée et de charisme qui participe à la définition d'une idéologie, la diffèrent en saut les portes parole ou les représentants en quelque sorte attiré¹⁰⁹. Et qui sont surtout l'ambition de participer à la gestion ou à la conduite des affaires de l'Etat. La précision sur l'élection étant alors faite, nous analysons quelques notes y relatives.

➤ **Education civique et électorale :**

C'est une activité complexe visant à informer l'électorat sur le processus, la culture démocratique, et le devoir de citoyenneté, sur les principes de base sur lesquels le système démocratique de la gouvernance est battu et au quel tous les citoyens (pas seulement les électeurs) doivent adhérer¹¹⁰. En période électorale, l'éducation civique et électorale constitue l'action la plus logique de transmettre aux électeurs un ensemble des connaissances leur permettant de s'imprégner des procédures de vote et notamment de savoir comment voter, pourquoi voter, quand voter, où voter et pour qui voter. Cette activité est du ressort concurrent de la commission électorale, les partis politiques, les candidats, le gouvernement et la société civile qui se partagent la responsabilité de sensibilisation.

¹⁰⁸Mbusa SANGULU ; Les relations inter ethniques au Nord Kivu : études appliquées sur les clivages ethniques au sein des élections politiques de 2006 à Goma. Tfc inédit, UNIGOM G3 SPA, 2007-2008, P.12

¹⁰⁹ MULUMBATI NGASHA Adrien : Manuel de sociologie générale, éditions Africa, Lubumbashi, 2010, P.432

¹¹⁰ Ferdinand KAPANGA MUTOMBO, op.cit., P.86

➤ **Electeur :**

C'est toute personne éligible au vote. Pour être électeur, il faut remplir certaines conditions liées à l'âge (18 ans dans la plupart des pays au monde), aux droits civils et politiques, à la nationalité, à la résidence, ...

➤ **Electeurs acquis :**

Ce sont les électeurs naturels d'un parti ou d'un candidat. Ils lui sont fidèles et votent à tout prix pour lui quel que soit les contextes politiques. Ces électeurs constituent la base électorale d'un candidat ou d'un parti politique qu'il doit chercher à élargir pendant la campagne électorale.

➤ **Electeurs flottants ou indécis** ¹¹¹:

Ce sont les électeurs sans positions, qui peuvent basculer dans un camp comme dans un autre et constituent des cibles des partis politiques et des candidats durant la campagne électorale.

➤ **Electeurs invalides :**

Ce sont les électeurs atteints d'importantes infirmités, des malades ou des vieillards qui ne peuvent introduire eux-mêmes les bulletins dans l'enveloppe et la glisser dans l'urne. Ils peuvent se faire assister par des électeurs de leur choix inscrit sur la même liste électorale que ou par l'un des membres du bureau de vote selon la loi électorale.

➤ **Electeurs spéciaux :**

Ce terme désigne les membres des bureaux de vote, les témoins des partis politiques, les délégués du pouvoir organisateur des élections, les agents en mission de service, les candidats, les militaires là où ils sont autorisés à voter¹¹². Les noms des électeurs spéciaux non-inscrits dans un bureau de vote sont ajoutés sur la

¹¹¹ FERDINAND KAPANGA MUTOMBO, op.cit, P.89

¹¹² FERDINAND KAPANGA MUTOMBO, op.cit. P.90

liste des votants ainsi que toutes les références nécessaires dans certains cas, les électeurs invalides comme les malades et les vieillards entent dans la catégorie des électeurs spéciaux et votent, dans la plupart des pays, avant les électeurs valides.

➤ **Elections démocratiques (dites aussi concurrentielles ou jumelées et quelques fois générales) :**

Se dit des élections qui se font avec la participation des plusieurs partis ou candidats qui sont en compétition. C'est celles qui sont organisées conformément aux règles et valeurs de la démocratie, à travers lesquelles plusieurs mandats et postes sont renouvelés et qui permettent l'élection à des fonctions différentes au même moment.

➤ **Elections honnêtes, justes, libres et transparentes :**

Sont des élections qui reflètent un choix véritable et informé qui suppose la non utilisation des ressources publiques pour des fins politiques et électorales ; dont le système électoral choisi ne donne pas des privilèges spécifiques à un parti politique ou à un grand groupe social ou un candidat particulier ; dont l'organisme de gestion des élections est indépendant et impartial ; qui garantit le respect de la volonté du peuple librement exprimée et qui assure la possibilité de porter plainte légalement en cas de contestation.

➤ **Elections primaires :**

Régulièrement tenues dans les pays avancés démocratiques comme la France ou les Etats-Unis d'Amérique (USA), elles sont organisées pour désigner le candidat de chaque parti politique à une fonction publique donnée. Des primaires peuvent se tenir à tous les niveaux des pouvoirs publics, notamment des collectivités urbaines pour l'élection du maire, des circonscriptions parlementaires pour les sièges à la

chambre des représentants et de l'Etat pour la fonction du président. Dans ces mêmes circonstances, les électeurs votent directement pour le candidat présidentiel de leur choix ou pour les délégués qui se sont engagés à soutenir ce candidat présidentiel à la convention du parti.

➤ **Abstentionnisme électoral :**

Phénomène de non-participation à une élection ou à un référendum qui le définit par la différence entre le nombre des électeurs inscrits et le total des votants (suffrages exprimés + bulletins blancs et nuls).

➤ **Abus de la loi électorale :**

Usage de la loi électorale dans le but d'en tirer un avantage personnel et porter préjudice à d'autres candidats.

➤ **Accord électoral :**

Arrangement entre deux ou plusieurs partis politiques visant à définir les modalités d'une entente en période électorale en vue de se donner une chance de remporter une élection ou des sièges.

➤ **Accréditation électorale :**

Reconnaissance officielle d'une organisation ou d'un individu (observateur, témoin du parti, journaliste ou contrôleur) par l'autorité électorale lui permettant ainsi d'avoir libre accès aux bureaux de vote et à toutes les installations en rapport avec le vote.

➤ **Administration électorale**¹¹³ :

Ensemble du personnel chargé de l'organisation des élections et qui doit être à l'abri du parti pris, de la corruption et des pressions politiques, quel que soit le type.

➤ **Alternance au pouvoir :**

Principe selon lequel le gouvernement battu à l'issue d'une élection doit accepter sa défaite et se retirer en

¹¹³ Ferdinand KABANGA MUTOMBO, op.cit., PP 10-11

laissant gouverner la nouvelle majorité l'opposition d'hier ou la personne qui a obtenu la proportion de voix prescrite par la loi pour assumer le pouvoir.

➤ **Annulation d'une élection :**

C'est l'action de rendre sans effet les résultats d'une élection pour cause d'irrégularités. Cette annulation peut être partielle ou totale selon le cas.

➤ **Asthénie des électeurs** ¹¹⁴:

Se dit de la fatigue et du désintéressement des électeurs dus à la programmation de plusieurs scrutins au cours d'une période relativement courte. Cela a comme conséquence la réduction du taux de participation électorale.

➤ **Campagne électorale :**

Toute entreprise politique de durée déterminée ayant un but de propagande politique. Cette période prévue avant un referendum ou avant un scrutin permet aux candidats et à leurs partis politiques de communiquer librement avec les électeurs afin de présenter leur plateforme et leurs projets de société.

➤ **Code de conduite électorale :**

C'est un document constitué des textes fondamentaux que les partis en présence décident d'observer pendant le processus électoral ; ces textes mués en règles fondamentales contribuent non seulement à éviter des confrontations potentiellement dangereuses, mais aussi à assurer un soutien populaire au processus électoral.

➤ **Observation des élections :**

Opération qui consiste à suivre attentivement le déroulement d'une élection à caractère national ou international et à dresser un rapport. Elle renvoie à la récolte des données ou à la recherche des faits saillants

¹¹⁴ Ferdinand KABANGA MUTOMBO, op.cit., P.20

sur le site où se déroule l'élection qui pourra contribuer à la formulation d'un jugement éclairé sur la crédibilité, la légitimité et la transparence du processus électoral. Toutefois, les organisations qui participent à l'observation n'ont pas d'autorité pour intervenir de façon tangible. L'observation des élections peut apparaître sous deux formes principales : (a) à long terme couvrant toutes les phases du processus électoral ou (b) à court terme, couvrant surtout les activités ayant lieu le jour du scrutin.

➤ **Référendum :**

Entant qu'élection, le référendum constitue une consultation du peuple : le citoyen est appelé à se prononcer sur une question d'intérêt national, à savoir un projet de loi, la révision de la constitution ou la ratification des accords internationaux¹¹⁵. Les résultats de toute consultation référendaire sont appliqués à toute la population sans exception. Précisons tout de même que le référendum est un vote direct par lequel les citoyens se prononcent sur une proposition de mesure législative ou constitutionnelle émanant essentiellement du pouvoir exécutif.

5. Les systèmes électoraux

Dans cette section, il nous est donné l'occasion de relater les familles des systèmes électoraux tels qu'ils existent dans la théorie de science politique d'une part et nous nous appliquerons d'autre part à schématiser à l'aide des exemples des calculs des sièges qu'offrent les avantages et les désavantages de chacun de ces systèmes électoraux. Il existe dans le monde des certaines de systèmes électoraux et un nombre incalculable de combinaisons de chacun d'eux. Afin de simplifier les choses, nous classons les systèmes électoraux en trois

grandes familles qui sont les suivantes : Systèmes majoritaires, systèmes semi-proportionnels et systèmes proportionnels.

Ces familles se divisent, d'après Jean-Philippe IMMARIGEON,¹¹⁶ en neuf sous-familles dont quatre pour la famille des systèmes majoritaires, deux pour la famille des systèmes semi-proportionnels et trois pour la famille des systèmes proportionnels.

A. La famille des systèmes majoritaires (SM)

b. système majoritaire uninominal (SMU)

❖ Définition

Dans un système majoritaire uninominal, le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de voix est déclaré vainqueur, même s'il n'a pas reçu la majorité absolue (au moins 50% des voix plus un). Les systèmes à majorité simple le retrouvent toujours dans les circonscriptions uninominales, là où un seul député représentera la circonscription¹¹⁷.

❖ Avantage :

L'électeur a de fortes chances de connaître la personne qui le représente directement au parlement ;

Des candidats indépendants peuvent concourir librement ;

Le système est simple et permet l'élection des représentants rattachés à un territoire géographique particulier ;

Il encourage une opposition parlementaire cohérente ;

18 CEI-RDC : Petit guide du citoyen ; commission électorale indépendante de la RDC, éd. Kinpress, Kinshasa, 2006, p9

¹¹⁶ Jean-Philippe IMMARIGEON : Autopsie de la fraude électorale, éd. Stock. Paris, 2000, P.92

¹¹⁷ Exemple de la circonscription électorale de Nyiragongo (NK) à la députation nationale de 2006, voire annexe à la loi n°06/006 du 09 mars 2006 portant organisation des élections présidentielle, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales en RDC.

Il donne l'avantage aux partis politique de grande envergure, les encourageant ainsi à élargir leur base de façon à englober plusieurs éléments de la société ;
Il exclut les partis extrémistes ;
Il maintient le lien entre les électeurs et leurs élus ;
Il permet à certains candidats populaires de se faire élire ;
Il est particulièrement apprécié parce qu'il est simple à comprendre.

❖ **Désavantage :**

Il décourage la coopération et l'esprit de consensus entre partis politiques durant la campagne électorale ;
Les partis et les groupes minoritaires ne peuvent pas être représentés équitablement ;
Il décourage l'élection des femmes ;
Il permet la création des partis politiques axés sur les clans, les ethnies et les régions ;
Il tient peu compte des changements de l'opinion publique ;
Il favorise la manipulation des frontières électorales ;
L'exagération des « fiefs électoraux » est faite là où un parti remporte tous les sièges dans une Province ;
Les petits partis représentant les minorités n'arrivent jamais à convaincre les grands partis traditionnellement au pouvoir de mener une réforme du système électoral ;
Il peut arriver que le vainqueur soit élu avec un pourcentage infini des voix.

b. Système majoritaire plurinominal (SMP)

Définition

Dans ce système, les électeurs d'une circonscription disposent d'autant de voix qu'il y a de sièges à pourvoir pour cette circonscription, les sièges allant aux candidats ou aux partis qui récoltent les plus grands nombres de

voix. Ce système presque abandonné et n'est utilisé qu'en Thaïlande et au Koweït.

Avantages

Il permet à l'électeur de voter pour des candidats individuels ;

Il est facile à utiliser ;

Il encourage les partis forts et permet aux partis de présenter une large gamme des candidats, ce qui favorise la représentation des minorités

Désavantages

Il produit des résultats super majoritaires en ce sens qu'un parti peut s'accaparer presque tous les sièges avec une majorité simple des voix.

c. Système majoritaire à deux tours (SDT) ou scrutin de ballottage

Définition

Les deux candidats ayant obtenu les plus de voix à l'élection s'affronte dans un second tour de scrutin pour déterminer le vainqueur. Le premier tour se déroule de la même façon qu'une élection à scrutin majoritaire uninominal normal. Si un candidat obtient la majorité absolue on le déclare vainqueur immédiatement, sans avoir attendu un deuxième scrutin. Si dans une circonscription donnée aucun candidat n'obtient la majorité absolue, on procède dans cette circonscription à un deuxième tour de scrutin, appelé scrutin de ballottage¹¹⁸. Il faut avoir obtenu un certain nombre de voix (qui varie selon les pays) pour y être admissible. Celui qui obtient le plus grand nombre de voix au deuxième tour est déclaré élu. Ce système de scrutin de ballottage est surtout appliqué en Afrique occidentale relevant des anciennes colonies françaises.

¹¹⁸ Jean-Philippe IMMARIGEON ; op.cit, P.103

❖ **Avantages**

Il permet aux électeurs de se prononcer en faveur de leur candidat préféré une deuxième fois ou même de changer d'idées quant à leur préférence entre le premier et le deuxième tour ; Il permet aux partis et à l'électorat de s'ajuster aux changements de l'environnement politique qui peuvent se présenter entre le premier et le deuxième tour du scrutin ; Il réduit les problèmes de « division des votes », une situation qui se produit fréquemment lorsque deux partis semblables (de tendance gauche ou droite) se divisent les voix, permettant ainsi à un candidat moins populaire de remporter le siège ; Il est mieux adapté aux pays ayant un taux élevé d'analphabétisme.

❖ **Désavantages**

Possibilité de boycottage par des électeurs ou des partis politiques frustrés par les résultats du premier tour ; Risque de perte de confiance dans le système électoral au vu du résultat du premier tour ; Perte du rythme de la campagne électorale ; Pression considérable sur l'administration électorale qui doit gérer un deuxième scrutin peu après le premier ; Le délai entre le scrutin et la proclamation des résultats peut entraîner de l'instabilité et de l'incertitude ; Augmentation du coût global du processus électoral ; On constate parfois, une réduction prononcée de la participation des électeurs entre le premier et le deuxième tour.

e. Vote préférentiel ou vote alternatif (VA)

Définition

Les électeurs marquent leurs préférences pour les candidats ou les partis politiques sur le bulletin de vote, dans un ordre numérique.

Avantages

Il permet à plusieurs candidats alignés, de regrouper leurs suffrages de sorte que des intérêts divers mais semblables, peuvent se combiner pour obtenir la représentation ; Il augmente le taux d'acceptation des députés élus amérissant ainsi la perception de leur légitimité.

Désavantages

Il exige un degré raisonnable d'alphabétisation et des notions des calculs compliqués ; Le décompte des voix est très complexe et présente des risques de manipulation.

B. La famille des systèmes semi-proportionnels (SSP)

Il existe deux principaux types de systèmes semi-proportionnels : le système mixte sans compensation et le vote unique non transférable.

a. Système mixte sans compensation (SMSC) ou système parallèle

❖ Définition

Ce système combine la représentation proportionnelle (RP) et le scrutin majoritaire uninominal (SMU).

Il a été adopté par plusieurs nouvelles démocraties de l'Afrique et par les anciens Etats soviétiques.

❖ Avantages

Il offre à l'électeur un choix de représentant dans une circonscription électorale et de partis au niveau national ; Il permet aux petits partis minoritaires défaits aux élections majoritaires, d'être récompensés par une attribution des sièges en proportion du nombre de suffrages obtenus.

❖ Désavantages

Il n'assure aucunement la proportion globale ; il se peut que certains partis soient exclus de la représentation en dépit d'un nombre important de suffrages ; Il exige un programme d'éducation civique très élaboré.

b. Vote unique non transférable (VUNT)

❖ **Définition**

Chaque électeur a droit à une voix, mais il y a plusieurs sièges au pouvoir dans chaque circonscription électorale. Les candidats qui obtiennent le plus grand nombre de voix comblent les postes.

Cela signifie que dans une circonscription électorale à quatre sièges, par exemple un candidat qui recueille plus de 20% de voix s'assure la victoire.

❖ **Avantages**

Il facilite la représentation des partis minoritaires ; Il encourage les partis à s'organiser et à informer partisans afin que ceux-ci votent pour les candidats de façon à maximiser leurs chances de victoire.

❖ **Désavantages**

Le VUNT ne peut garantir des résultats globaux proportionnels aux votes en termes de représentation parlementaire. Il oblige les partis à tenir compte des considérations stratégiques complexes tant du point de vue des nominations que de la gestion des suffrages.

C. La famille des systèmes de représentation proportionnelle (RP)

Ce système consiste à octroyer le (les) siège(s) à un parti ou à un individu selon le cas, au prorata des voix obtenues. Pour un parti X qui obtient 50% des voix par rapport aux autres alors qu'il y a 6 sièges à pourvoir, ce parti gagnerait 3 sièges. Le problème est celui de régler les restes car dans la pratique on n'obtient pas de chiffres exacts. C'est ce qui explique les variétés des systèmes de la représentation proportionnelle décrites ci-dessous. Le seuil ou quotient électoral est le nombre de votes ou la proportion des suffrages requis pour remporter un siège dans un système de représentation proportionnelle. Les suffrages non requis donc deviennent le plus grand (fort) reste. Dans le mode de calcul proposé par d'Hondt (formule d'Hondt), le quotient électoral est appelé « chiffre

répartiteur ». Les listes qui n'atteignent pas le seuil ou le quotient ou le chiffre répartiteur n'obtiennent pas de siège.

a. Représentation proportionnelle de scrutin de liste (RPSL)

➤ Définition

Ce mode de scrutin vise à assurer une relation directe et proportionnelle entre le nombre de votes obtenus par un parti politique et le nombre de sièges à la législature qui lui est attribués. Il représente le tiers des systèmes électoraux en Afrique. Plusieurs pays comme la France, le Sénégal, le Mozambique, le Benin, élisent leur président par un système majoritaire à deux tours, tandis que le système proportionnel est utilisé pour élire les membres des assemblées représentatives. Plus loin, nous constaterons ensemble que c'était le même système électoral appliqué en République Démocratique du Congo aux élections générales de 2006. L'objectif fondamental des systèmes de représentation proportionnelle est de réduire l'écart entre la part du vote national que reçoivent un parti et sa part de sièges au parlement. Si un parti important, donc si fort obtient 40% des suffrages, il devrait obtenir approximativement 40% de sièges, alors qu'un parti recueillant 10% de voix devrait occuper 10% de sièges au parlement. On croit souvent que la meilleure façon d'atteindre la proportionnalité est d'utiliser des listes des partis méthode selon laquelle les partis politiques présentent des listes de candidats aux électeurs sur une base nationale ou régionale. Dans un système de RP, la formule utilisée pour calculer la répartition des sièges après que les voix ont été comptées peut avoir un effet marginal sur les résultats de l'élection. On peut utiliser soit la méthode de la « plus forte moyenne » ou celle du « plus fort reste ». Cette dernière est

toujours d'application en RDC en ce qui concerne le vote de représentants aux assemblées législatives.

❖ **Avantages**

Il favorise la représentation de tous les groupes au parlement, y compris les minorités condition quasi essentielle de la consolidation de la démocratie ; Il traduit fidèlement les suffrages exprimés en sièges : il évite les injustices des systèmes majoritaires. Les sièges compensatoires accordés aux plus gros partis politiques sont réduits et les petits ont accès au parlement sans devoir recueillir des proportions énormes de suffrages. Il donne une plus grande visibilité au partage du pouvoir entre les partis et les groupes d'intérêts, ...

❖ **Désavantages**

Tendance à créer des gouvernements de coalition qui peuvent mener à des impasses législatives si les élus manquent de maturité et qui peuvent avoir des difficultés à mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes au moment où les besoins sont les plus pressants ; La prise de décision rapide et cohérente peut être entravée par des cabinets formés par une coaction et des gouvernements d'unité nationale divisés par des fonctions ; ...

N.B : le système mixte avec compensation (SMAC) et le vote unique transférable (VUT) étant presque abandonné au monde, nous en faisons aussi fi dans notre littérature.

6. répartition des sièges électoraux selon le système RPS à listes bloquées

Dans ce paragraphe, l'occasion nous est donnée de relater à travers des exemples mathématiques, la manière dont les sièges s'attribuent selon différentes formes de systèmes électoraux. EX : quatre (4) listes des partis politiques concourent pour occuper six (6) sièges dans une circonscription électorale donnée. Le total des

suffrages exprimés est de 225 000 répartis de la manière suivante : LISTE A : 85 000 voix, LISTE B : 53 000 voix, LISTE C : 45 000 voix, LISTE D : 42 000 voix ; Comment répartir les sièges à ces listes ?

Premier temps, en procédant au calcul du seuil ou quotient électoral (QE) ou chiffre répartiteur. Il s'agit tout simplement du rapport entre le nombre de suffrages exprimés (SE) et le nombre de sièges à pouvoir (SP) dans la circonscription électorale. $S. E = 225\ 000$, $S. P = 6$, $Q.E = \frac{S.E}{SP}$ $Q.E = \frac{225\ 000}{6} = 37\ 500$; Les sièges seront attribués selon le nombre de fois que le quotient électoral rentre dans le nombre de suffrages obtenus par chaque liste. LISTE A = $\frac{85\ 000}{37\ 500} = 2$ sièges et reste 10 000 voix ($85\ 000 - (2 \times 37\ 500)$), LISTE B : $\frac{53\ 000}{37\ 500} = 1$ siège et reste 15 500 voix ($53\ 000 - 37\ 500$), LISTE C : $\frac{45\ 000}{37\ 500} = 1$ siège et reste 7 500 voix ($45\ 000 - 37\ 500$), LISTE D : $\frac{42\ 000}{37\ 500} = 1$ siège et reste 4 500 voix ($42\ 000 - 37\ 500$), **Résultat** : 5 sièges repartis et 1 siège à attribuer ou un siège en l'air. Deuxième temps : comment attribuer le siège restant ou le siège en l'air ?, Trois techniques sont possibles (choisies selon ces vœux, d'un pays à l'autre d'après son système électoral).

➤ **Première technique** : la technique du « plus fort reste ». Le siège restant est attribué à la liste B ayant le plus fort re

ste, soit 15 500 voix ; Résultat final : A = 2 sièges, B = 2 sièges, C = 1 siège, D = 1 siège

➤ **Deuxième technique** : la technique « de la plus forte moyenne ». On cherche à quelle moyenne on aurait abouti pour chaque liste si l'on avait successivement attribué à chacune d'entre elles le siège à pouvoir ou le siège restant. La liste qui détient la plus forte moyenne gagne le « siège en l'air » ou le siège restant. Il faudrait

ajouter un siège fictif aux réels. Sièges réels que chaque liste a obtenus. LISTE A : 2 sièges si on ajoute un siège fictif, on aurait : $\frac{85\,000}{2SP+1SF} = 28\,333$, LISTE B : 1 siège, si on ajoute un siège fictif, on aurait : $\frac{53\,000}{1SR+1SF} = 26\,500$, LISTE B : 1 siège, si on ajoute un siège fictif, on aurait : $\frac{45\,000}{1RS+1SF} = 22\,500$, LISTE B : 1 siège, si on ajoute un siège fictif, on aurait : $\frac{42\,000}{1SR+1SF} = 21\,000$; Le siège restant ou le siège en l'air est attribué à la liste A à cause de sa plus forte moyenne. Résultat final : A : 3 sièges, C : 1 siège, B : 1 siège, D : 1 siège.

➤ **Troisième technique** : « la méthode d'Hondt »

Il existe une troisième manière de procéder au calcul des sièges à répartir sous système de la RPSL avec la plus forte moyenne, une technique appelée la « formule d'Hondt ». Cette formule permet de déterminer en une fois le nombre total de sièges à attribuer à chaque liste de partis. Revenons à notre exercice. Premier temps : on divise le nombre de suffrages obtenus par liste de partis successivement par 1,2,3,4, etc... jusqu'à concurrence du nombre de listes.

	A	B	C	D
1	85000	53000	45000	42000
2	42500	26500	22500	21000
3	28333	17666	15000	14000
4	21250	13250	11250	10 500

Deuxième temps : on range les quotients obtenus dans un ordre décroissant jusqu'à concurrence du nombre de sièges à pouvoir. Puisqu'il s'agit de 6 sièges, nous cherchons donc le sixième plus grand chiffre. Ce dernier s'appelle le « chiffre répartiteur » et sert de diviseur commun. Pour notre exercice, le chiffre répartiteur est 28 333, le sixième du rang. Ce chiffre représente donc

l'équivalent d'un siège. Résultat final : LISTE A : $\frac{85\,000}{28\,333} = 3$ sièges, LISTE B : $\frac{53\,000}{28\,333} = 1$ siège, LISTE C : $\frac{45\,000}{28\,333} = 1$ siège, LISTE D : $\frac{42\,000}{28\,333} = 1$ siège. Le siège restant à pouvoir est donc attribué à la liste A.

1. Le système électoral selon la loi électorale en RDC¹¹⁹

A. Election du président de la République

A. au suffrage universel direct et au scrutin majoritaire absolu uninominal à deux tours (appliqué en 2006). La circonscription est le territoire national de la candidature :

- Le parti ou le regroupement politique présente une candidature unique ;
- Le candidat indépendant se présente individuellement.

Le bulletin comprend : Pour chaque candidat, l'identification de son appartenance politique (symbole ou le logo pour les partis et les regroupements politiques) ou de statut d'indépendant, son nom et sa photo ; Les noms de tous les candidats classés par ordre alphabétique ; Un numéro est attribué à chaque candidat ; Une case vide par candidat pour marquer le vote. L'électeur a droit à une seule voix. Le dépouillement : on compte le nombre de voix détenues par candidat. L'attribution du siège au premier tour, les électeurs votent pour un candidat parmi plusieurs. Si un candidat obtient plus de la moitié des voix exprimées, il est proclamé élu. Si, aucun candidat n'obtient une majorité absolue, on procède alors à un second tour de scrutin où seuls les deux candidats ayant

¹¹⁹ Voir annexe à la loi n°06/006 du 09 mars 2006 portant organisation des élections présidentielles législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales.

obtenu le plus de suffrages peuvent se présenter. C'est le scrutin de ballottage.

Le candidat qui obtient le plus grand nombre de voix, est donc forcément majorité absolue est proclamé élu.

Exemple : 150 000 électeurs, 6 Candidats

➤ Répartition des voix du premier tour :

CANDIDAT	APPARTENANCE POLITIQUE	VOIX	%
A	Parti M	50 000	33,3
B	Parti N	42 000	28,0
C	Parti P	13 000	23,3
D	Parti G	35 000	8,7
E	Indépendant	7 000	4,7
F	Indépendant	3 000	2,0
Total		150 000	100,0

Au premier tour, aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue (plus de la moitié des voix-exprimées). On procède alors à un second tour de scrutin où seuls les candidats A et B qui ont obtenu le plus de suffrages se présentent au second tour.

➤ Répartition des voix du second tour

CANDIDAT	APPARTENANCE POLITIQUE	VOIX	%
A	Parti M	70 000	46,7
B	Parti N	80 000	53,3
Total		150 000	100,0

Le candidat **B** qui a obtenu le plus grand nombre de voix 80 000 (53,3%) est donc forcément la majorité absolue, est proclamé élu.

b. Election du président selon la loi de 2011¹²⁰

A la suite des contraintes d'ordre politico-économique, (et pour d'autres raisons inavouées), le gouvernement de la RDC à travers le parlement, modifié la constitution du 18 février 2006 et la loi électorale n°06/006 du 09 mars 2006 quant à ce qui concerne le mode d'élection du président de la République.

Ainsi, en RDC, la législation dispose que le président est élu au suffrage universel direct et à la majorité simple des suffrages exprimés pour un mandat de cinq ans renouvelable une seule fois.

B. Elections des députés provinciaux et conseillers de secteur ou de chefferie. La législation de 2006 comme celle de 2011 maintient le même système électoral pour la députation provinciale et nationale, la Conseillerie de chefferie et de secteur. L'élection de ces différents représentants du peuple le fait au suffrage universel direct à scrutins parallèles. Ce suffrage combine les deux scrutins, majoritaire et proportionnel, en fonction de la taille de la circonscription : Scrutin majoritaire relatif dans ces circonscriptions à un siège ; Scrutin proportionnel de listes ouvertes qui comprennent un nombre de candidats inférieur ou égal à celui des sièges à pouvoir dans la circonscription, avec l'application de la règle du plus fort reste dans les circonscriptions à plus d'un siège. La circonscription électorale pour l'élection des députés nationaux et provinciaux est : Le territoire, La ville ; 1) Kinshasa : Le regroupement de communes en quatre circonscriptions pour l'élection des députés

¹²⁰ Voir l'article 71 de la constitution au regard de la loi n°11/002 du 20 Janvier 2011 portant révision de certains articles de la constitution de la RDC du 18/02/2006 et l'art.101 de la loi n°11/003 du 25 Juin 2011 modifiant la loi n°06/006 du 09 mars 2006 portant organisation des élections présidentielles, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales.

nationaux ; La commune pour l'élection des députés provinciaux.

La circonscription électorale pour l'élection des conseillers de secteur ou de chefferie est le groupement, à défaut la chefferie.

a. Scrutin majoritaire relatif uninominal à un tour

Ici, la circonscription est à un seul siège. La candidature : Le parti ou le regroupement politique présente une candidature unique ; Le candidat indépendant se présente individuellement. Le bulletin comprend : Pour chaque candidat, l'identification de son appartenance politique (le symbole ou le logo pour les partis et les regroupements politiques) ou de son statut d'indépendant, son nom et sa photo ; Un numéro est attribué à chaque candidat ; Les noms de tous les candidats classés par ordre alphabétique pour les indépendants ; Une case vide par candidat pour marquer le vote. L'électeur a droit à une seule voix. Le dépouillement : on compte le nombre de voix obtenues par candidat. L'attribution des sièges : le candidat qui obtient le plus grand nombre de voix, donc une majorité relative, est proclamé élu. **Exemple** : 65 000, 5 candidats

Répartition des voix.

CANDIDAT	APPARTENANCE POLITIQUE	VOIX	%
A	Parti M	8 000	12,3
B	Indépendant	19 000	29,2
C	Parti N	11 000	16,9
D	Regroupement P	22 000	33,8
E	Indépendant	5 000	7,7
Total		65 000	100,0

Le regroupement P qui a obtenu 22 000 voix (33,8) est proclamé élu et dont le seul siège lui revient.

b. Scrutin de listes ouvertes à une seule voix préférentielle avec l'application de la règle du plus fort reste.

Ici, la liste comprend un nombre de candidats inférieur ou égal à celui des sièges à pourvoir dans la circonscription. Cette circonscription est à plus d'un siège, elle est de 2 à 17 sièges pour les députés nationaux, de deux à 12 sièges pour les députés provinciaux et de deux à 13 sièges au maximum pour les conseillers de secteur ou de chefferie. La candidature : le parti ou le regroupement politique présente une liste de candidats, qui comprend un nombre de candidats inférieur ou égal à celui des sièges à pourvoir dans la circonscription ; le candidat indépendant se présente individuellement, il est traité comme une liste à candidat unique. Le bulletin comprend les listes de candidats de partis politiques ou de regroupements politiques, ainsi que les candidats indépendants, qui sont classés par ordre alphabétique : à la tête de chaque liste figure le nom de liste, son symbole ou son logo ; chaque liste comprend les noms de ses candidats classés par ordre alphabétique avec leurs photos ; un numéro est attribué à chaque candidat ; une case vide par candidat pour marquer le vote.

L'électeur a droit à un seul choix pour un candidat. Pour ce faire, l'électeur vote : soit pour un candidat se trouvant sur une liste, mais sa voix est considérée accordée à la liste entière également ; soit pour un candidat indépendant. Le dépouillement : on compte le nombre des voix obtenues par candidat. L'attribution des sièges : le nombre de sièges attribué à une liste est proportionnel au total du nombre de voix obtenues par

ses candidats. Le candidat indépendant est traité comme une liste composée d'un seul candidat.

Cela s'effectue de la manière suivante : Le nombre de voix de la liste est la somme des voix obtenues par les candidats inscrits sur cette liste ; Les sièges sont attribués aux listes proportionnellement au nombre de voix ainsi obtenues, avec l'application de la règle du plus fort reste. L'application de la règle du plus fort reste s'effectue selon les modalités suivantes : Un quotient électoral est déterminé en divisant le nombre des suffrages exprimés par le nombre de sièges à pourvoir dans la circonscription électorale ; Pour chaque liste, le nombre de siège obtenu est égal au nombre des suffrages obtenus par cette liste divisée par ce quotient. S'il reste des sièges à attribuer à la suite de cette première répartition, la règle du plus fort reste est appliquée. Les listes sont classées dans un ordre décroissant en fonction des restes des suffrages obtenus. Les sièges restants sont attribués en fonction, de ce classement. Si le nombre de sièges attribués à une liste est supérieur au nombre de ses candidats de cette liste sont proclamés élus. On procède à la redistribution des sièges restants en fonction de la totalité des voix que les voix que les autres listes et candidats ont obtenues. A cette fin, un nouveau quotient est déterminé après avoir soustrait les voix obtenues par ladite liste du nombre total du suffrage exprimé.

c. L'attribution des sièges aux élus :

Pour chaque liste, l'attribution des sièges aux candidats tient compte du nombre de voix obtenues par chacun d'entre eux : les candidats de chaque liste sont classés dans l'ordre décroissant des voix qu'ils ont obtenues. Sont proclamés élus, dans la limite du nombre des sièges attribués à chaque liste, le ou les candidats ayant obtenu le plus de voix. Lorsque pour l'attribution

du dernier siège à pourvoir, deux ou plusieurs listes obtiennent un nombre égal de suffrages restants, ce siège sera attribué au candidat le plus âgé. **Exemple** : 4 sièges, 220 000 électeurs, 12 candidats, 3 listes et 3 indépendants. Répartition des voix par candidat :

CANDIDAT	APPARTENANCE POLITIQUE	VOIX	%
A	Parti BR	11 000	5,0
B	Parti BR	7 000	3,2
C	Parti BR	5 000	2,3
D	Parti BR	79 000	35,9
E	Regroupement DD	18 000	8,2
F	Regroupement DD	20 000	9,1
G	Regroupement DD	17 000	7,7
H	Parti FT	10 000	4,5
I	Parti FT	8 000	3,6
J	Indépendant	26 000	11,8
K	Indépendant	10 000	4,5
L	Indépendant	9 000	4,1
Total		220 000	100,0

Répartition des voix par liste et attribution des sièges aux listes : $\text{Quotient électoral} = \frac{220\,000}{4} = 55\,000$

CANDIDAT	VOIX	VOIX/QUOTIENT	Rép. 1	RESTE	Ré p. 2	SIEGES
Parti BR	102 000	102 000/55 000 = 1.9	1	47 000	1	2
Groupe ment DD	55 000	55 000/55 000 = 1.0	1	0	-	1
Parti TF	18 000	18 000/55 000 = 0.3	0	18 000	-	0

Indépendant J	26 00 0	26 000/55 000= 0.5	0	26 000	1	1
Indépendant K	10 00 0	10 000/55 000= 0.2	0	10 000	-	0
Indépendant L	9 00 0	9 000/55 000= 0.2	0	9 000	-	0
Total	22 0 00 0	-	2	-	2	4

Deux sièges sont attribués dès la première répartition, le premier au parti BR et le second au regroupement DD, il reste deux sièges à attribuer à la suite de cette première répartition, selon la règle du plus fort reste, ils sont attribués aux deux listes qui sont les plus grands restes et qui sont les partis BR (47 000) et le candidat indépendant J (26 000).

Attribution des sièges aux candidats de chaque liste :

APPARTENANCE POLITIQUE	SIEGES/ LISTE	CANDIDAT	Voix
Parti BR	2	A	11 000
Parti BR	-	B	7 000
Parti BR	-	C	5 000
Parti BR	-	D	79 000
Regroupement DD	1	E	18 000
Regroupement DD	-	F	20 000
Regroupement DD	-	G	17 000
Parti FT	-	H	1 000
Parti FT	-	I	8 000
Indépendant J	1	J	26 000
Indépendant K	-	K	10 000
Indépendant L	-	L	9 000
Total	4	-	

La liste du parti BR a droit à deux sièges, ils seront attribués aux deux candidats de la liste qui ont eu le plus de voix. Ils sont proclamés élus le candidat D arrivé en premier avec 79 000 voix et le candidat A, arrive en second avec 11 000 voix. La liste du groupement DD a droit à un siège (le troisième), le candidat F arrive en premier avec 20 000 voix sera proclamé élu. Le quatrième siège sera attribué au candidat indépendant J qui a obtenu 26 000 voix. Conclusion : le candidat D de la liste BR, qui a 79 000 voix a contribué à l'élection de son colistier sur la liste le candidat A qui a seulement eu 11 000 voix. Elections du gouverneur et vice-gouverneur, maire et maire adjoint, Bourgmestre et Bourgmestre adjoint, chef de secteur et chef de secteur adjoint. L'élection de toutes ces autorités se fait au suffrage universel indirect et au scrutin majoritaire absolu de listes. La circonscription est à deux sièges. La candidature : Le parti ou le regroupement présente une liste, Les candidats indépendants présentent aussi une liste. Le bulletin comprend : Toutes les listes de candidats de partis politiques, les regroupements politiques ou des indépendants par ordre alphabétique. A la tête de chaque liste figure le nom de ladite liste, son symbole ou son logo pour les partis politiques et les groupements politiques, ainsi qu'une case vide pour marquer le vote ; Un numéro est attribué à chaque liste ; Chaque liste comprend le nom de ses candidats avec leurs photos. L'électeur a droit à une voix pour une liste. Le dépouillement : On compte le nombre de voix obtenu par liste.

d. L'attribution des sièges :

Au premier tour, les électeurs votent pour une liste parmi plusieurs. Si une liste obtient une majorité absolue des voix exprimées, ses deux candidats sont proclamés élus. Si aucune liste n'obtient une majorité absolue, on

procède alors à un second tour de scrutin où seules les deux listes ayant obtenu le plus de suffrages peuvent se présenter au second tour. C'est le scrutin de ballottage.

Pour la liste qui obtient le plus grand nombre de voix, et donc forcément la majorité absolue, ses deux candidats sont proclamés élus. **Exemple** : 100 électeurs, 3 listes, 6 candidats. **Répartition des voix** :

LISTE	VOIX	%
Parti AB	30	30
Parti CD	42	42
Indépendant EF	28	28
Total	100	100

Au premier tour, aucune des listes n'a détenu la majorité absolue (plus de la moitié des voix exprimées). On procède alors à un second tour de scrutin où seules les listes des partis AB et CD qui ont obtenu le plus de suffrages se présentent au second tour. **Répartition des voix du second tour** :

LISTE	VOIX	%
Parti AB	58	58
Parti CD	42	42
Total	100	100

Les candidats A et B de la liste du parti AB, qui a détenu le plus grand nombre de voix 58 (58%), et donc la majorité absolue, sont proclamés élus.

C. Elections des conseillers municipaux

Ces élus le sont au suffrage universel direct et au scrutin de listes ouvertes, à une seule voix préférentielle, avec l'application de la règle du plus fort reste. La liste comprend un nombre de candidats inférieur ou égal à celui des sièges à pourvoir dans la circonscription.

D.Elections des sénateurs et des conseillers urbains

Ces élections se font au suffrage universel indirect et au scrutin proportionnel des listes ouvertes à une seule voix préférentielle avec l'application de la règle du plus fort reste. La liste comprend un nombre de candidats inférieur ou égal à celui des sièges à pourvoir dans la circonscription. **NB** : depuis que la RDC a amorcé le processus démocratique en 2006, les élections municipales, urbaines et locales n'ont jamais eu lieu.

7. Historique de l'administration électorale en RDC

Au sens juridique du terme, l'administration désigne « l'ensemble des personnes à la disposition des gouvernants pour faire fonctionner les services publics »¹²¹. Dans sans conception organique, l'administration désigne « l'ensemble des services, des personnes des organismes publics chargés de réaliser l'intérêt général »¹²². Au regard de ce qui procède, nous réalisons que l'administration électorale est l'ensemble de personnes (des hautes personnalités de diverses tendances politiques et diverses origines sociales) qui permettent ensemble leurs compétences (dites aussi aptitudes intellectuelles morales) dans le cadre d'un organisme public chargées de conduire un état au renouvellement de sa classe politique à travers des élections périodiques.

Cet organisme qui prend plusieurs noms selon la législation d'un pays à l'autre est appelé en République Démocratique du Congo « Commission Electorale Nationale Indépendante », CENI en sigle. C'est une

¹²¹ Gustave PEISER ; Droit administratif. Fonction publique de l'Etat et territoire ; 10^e édition Dalloz, paris, 1990, p.3

¹²² OTEMIKONGO MANDEFU Y. Jean ; Science administrative, notes de cours, polycopiée, UNIGOM, G1 SPA, 2006-2007

institution d'appui à la démocratie selon la conception originelle de la conception de la constitution de la République Démocratique du Congo.

A. Contexte historique de la création de la CEI

La commission électorale indépendante (CENI), est née, à côté de deux autres institutions d'appui à la démocratie dont la haute autorité des médias (HAM) et la Commission vérité et réconciliation (CVR), à travers la résolution n°DIC/ CPJ/09 lors du dialogue politique qui réunit les belligérants de la crise politico-militaire intervenue au Congo Vers la fin des années 1990. L'exposé des motifs de la loi n° 04/009 du 05 juin 2004 portant organisation, attributions et fonctionnement de la commission électorale indépendante résume à suffisance le contexte de création de la CEI en ces termes : « *Depuis l'indépendance de la République démocratique du Congo jusqu'à ce jour, hormis la dispensation électorale de 1965, des élections pluralistes réellement libres, transparentes et démocratique n'ont jamais pu être organisées dans le pays. Pour résoudre la crise de légitimité du pouvoir qui persiste en République Démocratique du Congo durant les décennies, l'organisation des élections est toujours retenue à l'ordre du jour par tous les régimes qui se sont succédé au pouvoir sans avoir jamais connu un début d'exécution.*

Entre-temps, la république démocratique du Congo s'est retrouvé dans un conflit politico-militaire pour la conquête ou la conservation du pouvoir avec des déclarations d'engagement renouvelées et tous les protagonistes d'aller rapidement aux élections afin de résoudre la crise de légitimité en sollicitant l'arbitrage du peuple congolais, seul détenteur primaire du pouvoir. Les négociations politiques qui se sont déroulées laborieusement durant près de quatre ans depuis la signature à Lusaka en Zambie de l'accord dite : accord de

Lusaka, sur le cessez-le-feu en République Démocratique du Congo, jusqu'au dialogue inter congolais Sun city en Afrique de Sud, ont abouti à un Accord Global Inclusif et à une constitution de la Transition pour une législation consensuelle du pays pendant une période de transition telle que prévue à l'article 196 de la constitution de la transition. L'un des objectifs majeurs assignés à cette transition est de conduire le pays vers un Etat de droit par l'organisation des élections libres, transparentes et démocratiques à tous les niveaux.

Les élections susvisées étant spéciales, consensuelles et fondatrices d'un nouvel ordre politique, la plénière du dialogue inter-congolais a créé, par la résolution n° DIC/CPJ/09 la Commission Electorale Indépendante. Cette dernière est chargée d'assurer la préparation et organisation des élections libres, transparentes et démocratiques pendant la transition en République Démocratique du Congo. Elle est aujourd'hui instituée par la constitution de transition en son article 154 ».

B. Organisation et fonctionnement de CEI¹²³

Aux termes de l'article 1^{er} et 3^{ème} de la loi n° 04/009 du 05 juin 2004, la Commission Electorale Indépendante est dotée de la personnalité. Juridique, elle neutre et jouit de l'autonomie financière et administrative. Elle jouit de l'indépendance d'action par rapport aux autres institutions de la république. En égard à la nature et à l'étendue de sa mission, la CEI devrait nécessairement collaborer avec les autres institutions de la République (Cfr l'art. 4 de la loi précitée). Avant d'entrer, en fonction, les membres de la CEI ont été présentés devant l'Assemblée nationale pour entérinement et avaient prêté serment devant la cour suprême de justice. Les

¹²³ Nous reportons nos lecteurs à l'exploitation complète de la loi n° 04/009 du 05 juin 2004 portant organisation, attributions et fonctionnement de la CEI, pour d'amples détails.

dispositions de l'article de la loi portant organisation et fonctionnement de la Commission Electorale Indépendante accordent des attributions ou des commissions larges à cette centrale électorale.

Ainsi, elle est chargée de : Elaborer et interpréter son ROI ; Organiser et gérer les opérations référendaires, préélectorales et électorales dont : L'identification des nationaux ; L'enrôlement des électeurs ; L'établissement des listes électorales ; Le vote et le dépouillement ; L'annonce des résultats provisoires. Contribuer à l'élaboration du cadre juridique relatif au processus référendaire et électoral ; Elaborer des prévisions budgétaires et le calendrier relatif à l'organisation des processus référendaires et électoraux ; Réaliser un programme d'informations des électeurs et coordonner la campagne d'éducation civique et électorale de la population congolaise en tenant compte de langues nationales ; Assurer la formation électorale des responsables nationaux, provinciaux et locaux chargés de préparer et d'organiser les élections ; Vieller à l'application des lois référendaire et électorale ; Déterminer les nombre de bureaux de vote, des bureaux de dépouillement et des bureaux de centralisation des résultats électoraux par circonscription électorale ; Veiller à la régularité des campagnes électorales, etc...

Quant à la composition de la commission électorale Indépendante, l'article 8 dispose qu'elle est constituée de 21 membres désignes de façon partiaires par les composantes et entités au dialogue inter-congolais, sur la base des principes de compétence, d'expérience, de haute moralité et de représentation provinciale à raison de 3 membres par composante et 2 membre par Entité dont au moins une femme par composante et Entité. Au-delà de toutes les conditions d'âge, d'expérience, de moralité et de scientificité, tout membre de la CEI devait prendre

l'engagement solennel et par écrit de ne pas briguer aucun mandat électif pendant les élections en préparation (Cfr art. 9).

Les organes de la CEI épinglés à l'article 13 de la loi précitée sont l'Assemblée plénière, le bureau et les commissions spéciales. Toutefois, la CEI disposait des bureaux des bureaux de représentations en provinces et au niveau des territoires dont leurs membres étaient nommés conformément au modèle convenu par les composantes et les entités parties prenantes au dialogue de Sun city. L'Assemblée plénière de la CEI est l'organe de conception et d'orientation (art 15) tandis que le bureau est son organe de décision et de gestion (art 18). Les membres du bureau tels que répartie et accordés aux composantes et entités sont au nombre de huit dont un président, trois vice-président, un rapporteur et trois rapporteurs adjoints.

L'article 23 de cette même loi dispose que la CEI dispose des agents et des cadres techniques (et des observateurs nationaux et internationaux agréés) recrutés par elle ou mise à sa disposition à sa demande par les services publics compétents de l'Etat.

C. Les réalisations majeures de la CEI

Malgré les défis-dont nous analyserons largement dans les parties suivantes : la Commission Electorale Indépendante a pu réaliser des exploits significatifs dont nous ne pouvons faire fi. Parmi les grandes réalisations nous citons : Nomination et prestation de serment de 21 membres du bureau de la CEI¹²⁴ devant la Cour suprême de justice en aout 2004 ; Elaboration et adoption du règlement d'Ordre Intérieur ; Introduction par la CEI

¹²⁴ Nana Rosine NGANGOUE ; La RDC sur la voie d'élection, in processus de paix en RDC : la monuc face à de nouveaux défis, Monuc Magazine n°22, Mars-Avril 2005, Kinshasa, P.13

d'une requête demandant la prolongation de transition en date du 28 avril 2005 auprès de l'assemblée Nationale ;

Ouverture par la CEI de 11 bureaux provinciaux, 64 bureaux de liaison et 12 bureaux relais entre janvier et mai 2005 et en même temps l'identification de 9000 centres d'inscription, 40000 bureaux de vote à travers tout le territoire congolais et le recrutement voire formation de près de 200000 agents électoraux ; L'enregistrement des électeurs (débuté à Kinshasa le 20 juin 2005) pour participer à l'élection référendaire et aux élections générales ; L'organisation de l'élection référendaire pour approuver la constitution de la 3^e République. (Cette élection est intervenue le 18 et 19 décembre 2005) ; Publication de calendrier électoral global pour les électeurs générales (en date du...) Organisation de plusieurs ateliers et campagnes (sur les médias, dans les écoles et universités même dans les communautés) sur l'éducation civique et électorale entre 2005 et 2006 ; Organisation des élections présidentielles (premier tours) et législatives nationales le 30 juillet 2006 ; Publications des résultats provisoires de l'élection présidentielle, 1^e tours lundi, le 21 août 2006 ; (deux finalistes dont Joseph Kabila, président sortant et Jean-Pierre Bemba l'un de ses vice tifs ; Organisation des élections présidentielle (2^e tours) et provinciales le 29 octobre 2006 ; Organisation des élections des bureaux définitifs des assemblées provinciales¹²⁵ (presque toutes au niveau national) le 14 janvier 2007 ; Organisation de l'élection des sénateurs au scrutin indirect le 19 janvier

27 Nana Rosine NGANGOUE ; La RDC sur la voie d'élection ; In Processus de paix en RDC : la monuc face à de nouveaux défis, in Monuc Magasine N° 22, Mars – Avril 2005, Kinshasa, P. 13

¹²⁵Aloys TEGERA et Onesphore SEMATUMBA ; Elections provinciales au Nord-Kivu : des opportunités et des ratés ; in RDC : Fin de la récréation ou début de la re-création d'un Etat ? ; in Regards criés n°18, pole Institute, Goma, Août 2007, P.89

200 sur toute l'étendue du territoire national ; Organisation de l'élection des gouverneurs et vice-gouverneurs au scrutin indirect le 27 janvier 2007 ; Diffusion de la constitution de la République Démocratique du Congo partout au pays. Contribution énorme de l'élaboration et adoption de la loi n° 06/006 du 09 mars 2006 portant organisations des élections présidentielle, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales ; Publications de la décision n° 003/ CEI/ BUR 06 du 09 mars 2006 portants mesures d'application de la loi n° 06/ 006 du 09 mars 2006 portants organisation des élections présidentielles, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales ; Contribution à l'élaboration et adoption de la loi n° 04 028 du décembre 2004 portant identification et enrôlement des électeurs en République Démocratique du Congo ; et bien d'autres.

Comme il était convenu dans l'Accord Global et Inclusif (AGI) de Sun city et dans la constitution de la transition, la commission nationale indépendante devait transférer tous ses acquis à la nouvelle Commission Electorale Nationale Indépendante juste après l'organisation des élections générales mettant ainsi fin au long règne de la transition en République Démocratique du Congo. Cependant, la CENI pris du retard pour succéder à la CEI étant qu'institution d'appuis à la démocratie. Cela faisait suite aux contraintes d'ordres politiques et une relative crise socio-politique ayant caractérisé la vie quotidienne et l'espace politique en RDC depuis l'organisation des premières élections tout au moins pluralistes en RDC en 2006. Toutefois, à travers la loi organique n° 10/013 du 28 juillet 2010, la commission électorale nationale indépendante fut instituée en remplacement de la CEI avec la mission électoraliste à exercer selon les modalités presque différentes. Ainsi, le législateur prit le devant en

motivant le bien fondés de la mission de la CEI en ces termes tels que consigné dans l'exposé de motif : « *En son article 211, la constitution confie à la commission électorale nationale indépendante la mission d'assurer la régularité du processus électorale et référendaire. Entant qu'institution d'appuis à la démocratie, cette commission est appelée à jouer un rôle principal dans l'organisation des élections libres, démocratiques et transparentes et dans la consolidation de l'Etat de droit en République Démocratique du Congo.*

La présente loi organique a pour objet de définir l'organisation et le fonctionnement de la Commission Electorale Nationale Indépendante et d'en fixer et préciser les attributions. Elle s'appuie sur l'expérience acquise par la Commission Electorale Indépendante instituée par la loi n° 04/ 009 du 05 juin 2004 en application de la constitution de la transition. Cette Commission a organisé les élections présidentielles, législatives et provinciales dans des conditions difficiles entre juillet 2006 et janvier 2007. Elle a dû faire face aux problèmes techniques considérables posés par l'enrôlement des électeurs et l'organisation des scrutins proprement dite dans un pays très vaste où les moyens de communication sont encore insuffisants. Il importe donc de préserver cet acquis tout en améliorant les dispositifs sur les points où il a pu manifester des faiblesses.

La présente loi reprend donc en partie les dispositions existantes ; mais elle les modifie et les précise dans le souci d'une efficacité accrue, notamment en ce qui concerne la composition de la commission électorale nationale indépendante et le statut de ses membres. La commission électorale nationale indépendante présente les caractéristiques suivantes : Elle est indépendante et dotée de la personnalité juridique ; cette indépendance s'exerce notamment à l'égard des autres institutions de la

République, mais n'interdit pas les rapports de collaboration qui s'avèrent nécessaires ; Elle est impartiale et neutre dans l'exercice de sa mission ; Elle jouit de l'autonomie administrative et financière qui garantit son indépendance et sa neutralité ; Elle est permanente et la durée du mandat des membres est de six ans non renouvelable ; Elle a le statut d'un organisme de droit public congolais ; Ses membres prêtent serment devant la cour constitutionnelle avant leur entrée en fonction ; Elle présente un rapport annuel portant sur l'évaluation de ses activités à l'assemblée nationale à la session de mars et à la fin de chaque processus électoral et référendaire. Afin de garantir la transparence du processus électoral, la majorité et l'opposition constituée au sein de l'assemblée nationale participent à la désignation des membres de la CENI ; mais ceux-ci sont choisis parmi les personnalités indépendantes reconnues pour leur compétence, leur intégrité morale, leur probité, leur honnêteté intellectuelle, leur neutralité et leur impartialité. En d'autres termes, les membres de la CENI n'y représentent pas les intérêts des groupes qui les ont désignés. Ils sont, en effet, choisis en raison de leurs valeurs intrinsèques pour participer aux missions de la commission afin de garantir la régularité des élections et du référendum.

Ainsi, les modalités de désignation impliquant, naturellement, les forces politiques en présence ne sauraient affecter l'indépendance et la neutralité des membres de la commission. Celles-ci sont au demeurant confortées par le statut qui leur est accordé. Dans le processus de désignation des membres, aucune Province ne peut être représentée doublement. Par souci d'efficacité, le nombre des membres de la CENI a été limité à sept : quatre désignés par la majorité et trois par l'opposition à

*l'assemblée nationale en tenant compte de la représentation nationale dont celle du genre*¹²⁶.

A la suite de plusieurs irrégularités (fraudes massives, pressions sur les électeurs, imperfections techniques majeures, politisation du processus électoral à travers la dépendance et la corruption des agents électoraux,...) ayant émaillées les élections présidentielles et législatives du 28 Novembre 2011 et dans le souci majeur d'améliorer le cadre institutionnel et organisationnel de la CENI pour les futures échéances électorales, le législateur congolais entreprit l'initiative – après avis et consensus au sein de la classe politique congolaise élargie aux forces vives de la nation- de restructurer la centrale électorale et lui doter d'un instrument juridique plus rationnel et logique au regard de l'évolution et la dynamique de l'espace socio-politique de la RD Congo qui fait ses premiers pas dans l'exercice difficile de la démocratie. C'est ainsi que la réforme de la CENI fut introduite par la loi organique n°13/012 du 19 avril 2013 modifiant et complétant la loi organique n°10/013 du 28 juillet 2010 portant organisation et fonctionnement de la commission électorale nationale indépendante avec la modification de quinze articles auxquels il faut ajouter dix-sept dont onze complétant l'organisation et cinq spécifiant les attributions de chaque membre du bureau de la CENI. Concrètement, la loi organique n°13/012 du 19 Avril 2013 introduit quelques innovations de nature à renfoncer l'indépendance, la neutralité et la crédibilité de la CENI¹²⁷. Il s'agit notamment de : La création de l'Assemblée plénière comme organe de conception, de

¹²⁶ Exposé des motifs de la loi organique n°10/013 du 28 Juillet 2010 portant organisation et fonctionnement de la commission électorale nationale indépendante.

¹²⁷ Voir l'économie générale de la loi organique n°13/012 du 19 Avril 2013, portant organisation et fonctionnement de la commission électorale nationale indépendante.

décision, d'orientation, d'évaluation et de contrôle de la CENI.

L'implication effective de la société civile comme troisième composante aux côtés de la majorité et de l'opposition politique ; la désignation des membres de la Commission Electorale Nationale Indépendante par les composantes selon le quota défini. La définition dans la loi des attributions des membres du bureau ; L'institutionnalisation du consensus comme principal mode de prise de décision ; La répartition équilibrée des attributions entre les membres de façon à garantir la rigueur, la collégialité et transparence dans la gestion des ressources humaines, financières, techniques et matérielles ; la représentation de la femme à au moins trente pourcent des membres de la CENI.

D. De l'organisation et du fonctionnement de la CENI

Au regard de disposition de l'article 9 de la loi n° 13/012 du 19 avril 2013, la nouvelle CENI se voit adoubée, en dehors de sa mission ordinaire, des attributions spéciales entre autre la passation des marchés différents aux opérations pré-électorales, électorales référendaires conformément à la législation en vigueur, le découpage de circonscription électorales au prorata des données démographiques actualisées, élaboration et vulgarisation d'un code de bonne conduite et des règnes de déontologie électorale.

L'article 10 dispose que la CENI est composée de treize membres désigné par les forces politiques de l'Assemblée Nationale à raison de 6 délégués dont 2 femmes pour la majorité et de 4 dont une femme pour l'opposition politique. Ce même article dispose à son alinéa 2 que la société civile y est représentée par 3 délégués y issus respectivement de trois structures dont (1) les confessions

religieuses (2) les organisations féminines de défense de droits de la femme et (3) des organisations d'éducation civique et électorale.

A l'article 21, il est dit que les membres de la CENI sont tenus de déclarer auprès de la cour constitutionnelle et c'est avant et après l'exercice de leurs fonctions – leur patrimoine familial. Toutefois, il est dit à l'article 23 que les membres de la CENI bénéficient d'une inclémentie équitable de nature à garantir leur indépendance tout en indiquant à l'article 23 bis que les organes centraux de la CENI sont l'Assemblée plénière et le bureau alors que l'article 23 sixties précise que le président de la CENI a rang des ministres et les autres membres ont rang de vice-ministre. Les dispositions de l'article 24 précisent que le bureau est l'organe de gestion et de coordination de la CENI. Il assure l'exécution des décisions de l'Assemblée plénière. Il veille au respect des lois électorales et référendaire par les autorités politico- administratives, les partis politiques, les candidats, les observateurs nationaux et internationaux, les électeurs ainsi que les témoins. L'article 24 bis (inséré par l'article 2 de la loi organique n° 13/12 du 19avril 2013) précise que le bureau est composé de six membres dont au moins deux femmes, l'une issue de la majorité et l'autre de l'opposition politique. Le bureau comprend : Le président, issu de la société civile ; Le vice-président, issu de la majorité ; Le rapporteur, issue de l'opposition politique ; Le rapporteur adjoint, issu de la majorité ; Le Questeur, issue de la majorité ; Le Questeur Adjoint, issu de l'opposition politique. Par souci de redevabilité, l'article 28 conditionne la CENI de présenter un rapport annuel à l'Assemblée nationale à sa session mars et à la fin de chaque processus électoral ou référendaire.

A en croire l'article 31, la CENI a accès aux médias publics et peut recourir à toutes les sources d'information dans l'accomplissement de sa mission. Toutefois, cet article précise à son alinéa 2 que les cadres de l'administration centrale et les cadres politico-administratifs des provinces et des entités territoriales décentralisées sont tenus de fournir à la CENI tous les renseignements et de lui communiquer tous les documents dont elle peut avoir besoin. S'agissant de la gestion administrative et financière quotidienne, la CENI dispose, au regard de l'article 35, d'un secrétaire exécutif national, d'un secrétariat exécutif provincial au chef-lieu de province et d'une antenne dans chaque ville et au chef-lieu de territoire. A part les agents techniques et administratifs qui travaillent quotidiennement à côté des membres de l'assemblée plénière et du bureau (et ce sur toute l'étendue nationale), la CENI peut demander aux autorités compétentes des agents de carrière des services publics de l'état. Dans ce cas, ils sont mis en détachement, conformément à leur statut et relèvent du régime déterminé par le règlement administratif et financier de la CENI (cfr art.40). Et pour conclure cette séquence et voulant parler des sanctions dont les agents électoraux sont passibles, l'article 51 dit ceci : « sans préjudice de poursuites judiciaires, les membres de la CENI, le secrétaire exécutif national, les secrétaires exécutifs provinciaux, les chefs d'antennes, les autres cadres et agents techniques et administratifs ainsi que les experts sont passibles des sanctions fixées par le règlement intérieur pour tout manquement et obligation de leurs charges ». Pour compléter cette disposition, l'article 52 stipule qu'à la fin de tout processus électorale ou référendaire, un audit externe est diligente par la cour des comptes dans les trente jours qui suivent le dépôt du rapport général de la CENI.

E. Quelques réalisations majeures de la CENI

Organisation de la révision du fichier électoral entre 2010-2011 ; Publication du calendrier global des élections présidentielles, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales le 30 Avril 2011 ; Publication en septembre 2011 du document intitulé « guide pratique du formateur électoral » ; Concours à l'élaboration et adoption de la loi n°11/003 du 25 Juin 2011 modifiant et complétant la loi n°06/006 portant organisation des élections présidentielles, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales ; Organisation de plusieurs campagnes de sensibilisation et éducation civique et électorale entre 2010-2011 ; Organisation des élections présidentielle et législatives nationales le 28 Novembre 2011 ; Concours à l'élaboration et adoption de la loi n°11/014 du 17 Août 2011 portant sur la répartition des sièges par circonscription pour les élections législatives et provinciales ;

Concours à l'élaboration et adoption de la loi organique n°13/012 du 19 Avril 2013 modifiant et complétant la loi organique n°10/013 du 28 Juillet 2010 portant organisation et fonctionnement de la commission électorale nationale indépendante ; Publication de la décision n°001/CENI/BUR/15 du 12 février 2015 portant publication du calendrier des élections provinciales, urbaines, municipales et locales 2015 ; Publication du plan opérationnel portant organisation des opérations de fiabilisation du fichier électoral et de stabilisation de la

cartographie opérationnelle le 14 Novembre 2013 par le secrétariat exécutif national de la CENI ; Concours à l'élaboration et adoption dans la loi n°15/001 du 12 Février modifiant et complétant la loi n°06/006 du 09 mars 2006 portant organisation des élections présidentielles, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales telle que modifiée par la loi n°11/003 du 25 Juin 2011 ; Publication de la décision n°002/CENI/BUR/15 du 28 février 2015 portant mesures d'application de la loi n°15/001 du 12 février 2015 modifiant et complétant la loi n°06/006 du 09 mars 2006 portant organisation des élections présidentielles, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales telle que modifié par la loi n°11/003 du 25 juin 2011 en mars 2015 ; Publication du « guide du candidat aux élections provinciales » par la CENI en mars 2015 ; Concours à l'élaboration et adoption de la loi n°16/007 du 29 Juin 2016 modifiant et complétant la loi n°04/028 du 24 Décembre 2004 portant identification et enrôlement des électeurs en République Démocratique du Congo ; Publication en septembre 2016 du « manuel de formateur des membres du centre d'inscription » par la CENI ; Publication en Avril 2014 du guide des procédures-opérations de fiabilisation du fichier électoral et de stabilisation des cartographies opérationnelles ; Publication et présentation par la CENI de la feuille de route pour le cycle électoral 2013/2016 à l'Assemblée nationale le 30 Janvier 2014 ; Publication de la note de service n°001/SEN/2012 du 5 Novembre 2012 relative à la supervision de la délivrance des duplicatas au niveau des secrétariats exécutifs provinciaux et antennes locales ; Publication de la décision n°023/CENI/BUR/14 du 27 Septembre 2014 portant levée partielle de la mesure de suspension de la délivrance des duplicatas de la carte d'électeur.

F. Convergences entre CEI-CENI

La CEI comme la CENI étaient toutes dotées des mêmes prérogatives dont l'organisation et le suivi du déroulement du processus référendaire et électoral.

La CEI tirait sa légitimité dans l'essentiel de la loi 04/009 du 05 juin 2004 surtout à ses articles 5,6 et 7 tandis que la raison d'être de la CENI se trouve être résumée par d'une part la loi n°10/013 du 28 Juillet 2010 et d'autre part la loi n°13/013 du 19 Avril 2013. Quant à cette dernière loi, la CENI tire sa légalité et sa légitimité dans l'ensemble de disposition de la loi surtout à son article 9. Les deux institutions qui du reste symbolisaient une même centrale électorale étaient chargées des missions égales dont l'organisation des élections libres, démocratiques et transparentes sur toute l'étendue du Territoire National à travers plusieurs opérations matérielles et immatérielles dont la mise en place d'un fichier électoral fiable par l'identification et l'enrôlement de la population en âge de voter, l'établissement d'un calendrier électoral, la convocation de l'électorat, l'enregistrement des candidats et la publication de leurs listes assorties des numéros, la conception et l'impression de bulletins de vote, le recrutement et la formation des agents électoraux, la publication des résultats électoraux provisoires, la gestion des contentieux électoraux, la formation et la sensibilisation de la population en éducation civique et électorale, le bien d'autres opérations similaires.

G. Divergences entre CEI-CENI

S'agissant de points de différence entre la CEI et la CENI, il faut reconnaître que la CEI fut une création de belligérants autour d'une table lors du dialogue inter-congolais de Sun City en Afrique du Sud en 2002. Au

terme de l'article 8 de la loi n°04/009 du 05 Juin 2004, la commission Electorale Indépendante est constituée de 21 membres désignés de façon paritaire par les composantes et Entités du dialogue inter-congolais, sur la base des principes de compétence, de haute moralité, d'expérience et de représentation provinciale en raison de 3 membres par composante et de 2 membres par entité dont au moins une femme par composante et entité. Au regard de cette composition, il est à noter que chaque membre du bureau de la CEI représentait les intérêts de sa structure d'origine. Et donc la compétition à l'interne était si grande. Par contre la CENI de 2010 avait un bureau dont ses membres étaient limités à sept avec 4 pour la majorité et trois pour l'opposition. On comprend par-là, qu'elle était aussi sûr politisée car étant aussi composée par des policiers avérés à la solde de leurs mouvances. La CEI était composée de 3 organes au niveau national (cfr art 13) dont l'Assemblée plénière, le bureau et les commissions spéciales, son bureau était constitué de 8 membres dont un président, 3 vice-présidents, un rapporteur et trois rapporteurs adjoints (cfr art18). Quant à la CENI de 2013, elle s'est vue dotée des organes cohérents dont 2 à savoir l'Assemblée plénière et le bureau (cfr 23bis) avec des pouvoirs exorbitants avec chacun des attributions claires et définies dans la loi n°13/012 du 19 Avril 2013. La CENI de 2013 connaît dans sa composition une présence remarquée de la société civile et une participation accrue de la femme à au moins 30%. La répartition des attributions des membres telle qu'équilibrée par la loi permet une garantie de rigueur, de collégialité et de transparence dans la gestion des ressources humaines, financières, techniques et matérielles de la centrale électorale.

A la différence de la CENI de 2010 et la CEI de 2004, la CENI de 2013 est un organisme de droit public,

permanent et neutre doté de la personnalité juridique. (Cfr art 2). Ses membres au niveau national, provincial et même local ont un mandat de 6 ans non renouvelables et sont justiciables des infractions de droit commun.

Le bureau de cette CENI de 2013 est composé de grands cadres issus de la majorité au pouvoir de l'opposition politique et de la société civile. Ils jouissent d'un statut de grands scientifiques et experts reconnus et bien expérimentés raison pour laquelle toutes les lois électorales dont ils ont élaboré avec le gouvernement n'étaient pas des lois liberticides comme celles projetées par la CEI de l'époque. C'est par ici que nous nous réjouissons de l'introduction du niveau d'études supérieures dans les critères d'éligibilité, la hausse de la caution électorale pour limiter les candidatures figuratives, le durcissement du régime de sanction pour limiter les mésaventures des agents électoraux voire même les acteurs politiques. Reconnaissons tout de même que la CENI a élargi les mécanismes d'observation nationale et internationale même l'autorisation de la participation des témoins des partis politiques et des candidats indépendants pour assurer plus de transparence du processus électoral à la satisfaction du souverain primaire et de tous les acteurs concernés.

2. Reproche du leadership administratif aux élections en RDC

Des notions tendant à expliquer les problèmes majeurs ou les difficultés dont la centrale a rencontré aux cris de l'exercice de ses fonctions durant toute la période d'étude liées aux contraintes d'ordre politico-administratif, matériel et technique aux quelles la CEI/CENI s'est heurté entre 2004 et 2016. Depuis qu'elle a été mise en place en 2004 en application de la loi n°04/009 du 05 juin 2004, la centrale électorale s'est butée à plusieurs embuches sur son chemin. Sur le plan politique, la

commission électorale indépendante eut du mal à s'imposer comme une institution réellement indépendante vis-à-vis du gouvernement qui, rappelons-le, était constitué des acteurs politique issus de la belligérance au regard du contexte conflit gène dont la RDC a connu depuis des décennies. Par ailleurs, ce manque d'indépendance de la quasi-totalité des membres de la CEI causa en partie le report des élections au motif que les conditions n'étaient pas encore réunies. Certes, chaque acteur de la politique pendant la transition d'entre 2003-2006 voulait que l'organisation des élections qui semblent favorable cela malgré les stratégies obscures dont on pouvait mettre en place. Les tireurs de ficelles étaient si nombreux au sein du gouvernement si generis de 1+4(un président de la république secondé de quatre vice-présidents) même en dehors du gouvernement.

Cela se justifiait par le fait que la CEI elle-même composée de 21 membres répartis selon les composantes et entités ayant pris part au dialogue inter-congolais de Sun city et se voyaient en chien de faille cancer au lieu de coopérer et compatir consensuellement pour la bonne tenue des élections. L'inexpérience aussi de certains dialogues eut aussi un impact négatif sur la bonne marche de l'administration de cette institution d'appui à la démocratie. De ce fait, le président d'alors, l'Abbé Apollinaire MALUMALU eut des pains sur la planche pour conduire une équipe hautement politisée et/ou ignorante de vertes d'une commission électorale susceptible de conduire le pays vers une culture démocratique dans la gestion de la chose publique à travers des élections libres et transparentes. De même un vide juridique a causé à la CEI de sérieux ennuis dès les premiers mois de fonctionnement. Pour organiser les élections, la commission devrait se baser sur un ensemble des lois régissent son action. Or le pays ne disposait pas encre des

certaines lois essentielles à l'organisation des scrutins. Il s'agissait notamment de la loi électorale, de la loi sur l'amnistie, de la loi sur le statut de l'opposition et la loi sur le financement des partis politiques.

Dans ce contexte, le gouvernement et le parlement se rendaient responsable du blocage du processus électoral pourtant déjà amorcé.

Cependant, quelques élections furent organisées entre 2006 et 2007. Ces dernières furent, malgré tout controversées par un calendrier non consensuel, l'absence remarquée de certains acteurs de la scène politique congolaise (comme Etienne TSHISEKEDI et son UDPS) les difficultés relevant dans la sphère sécuritaire dans toute la partie est de la république qui était encore sous les jugs ou l'emprise des rébellions. Rappelons tout de même qu'à la suite d'un contexte sécuritaire instable plusieurs agents électoraux et certains candidats à la répartition nationale et provinciale eurent de sérieuses difficultés d'appliquer leurs devoirs civiques dans tout le KIVU et dans une bonne partie de l'Ituri. A la suite de cette insécurité et au vu de la compréhension des enjeux électoraux, certains candidats à l'instar de Jean Pierre Bemba perdant du deuxième tour de la présidentielle de 2006 et quelques aspirants à la députation nationale/provinciale ont affiché une certaine bassesse d'esprit en violation des édifices publics à la Kinshasa comme à l'intérieur du pays.

Les contestations issues de la non satisfaction des résultats provisoires du premier tour sur la présidentielle publiés avec un léger retard le 21/08/2006 furent aussi la base du report aussi non justifié du scrutin présidentiel deuxième tours et les élections provinciales qui devraient s'en suivre. Ce n'est qu'environ trois mois de retard que le second tour de l'élection présidentielle combinée aux législatives provinciales fut organisée le 19/10/2006 pour

porter Joseph KABILA au pouvoir ou à la magistrature suprême. En plus de cela, les élections de bureaux définitifs des Assemblées provinciales, les élections des sénateurs suivies de celles du gouvernement de province et leurs adjoints. Furent organisées toutes dans le mois de Janvier 2017 sur toute l'étendue du territoire national. Toutefois, le mal qui frappant ces premières élections dites à tort à travers « démocratique » (rappelons que c'étaient les premières élections à être taxées de crédibles depuis le Congo existe comme République) ce sont réalisées sur fond de corruption extrême entre les agents électoraux et les politiciens d'une part et entre les politiciens et la population d'autre part. Cela, se justifie quand même dans un pays où l'éducation civique et électorale semble jusqu'à preuve du contraire une notion difficile à se réaliser et à être intériorisée par la population même les acteurs socio-politique du Congo.

NB: Alors que prévues dans l'arsenal juridique et dans tous les calendriers, les élections urbaines, municipales et locales sont en attente d'organisation depuis 2006. Des contraintes d'ordre politico-financier et logistique sont toujours bradées par la centrale électorale et les gouvernements qui se sont succédé en RDC depuis le début de la troisième République.

A. Des difficultés politiques de la CENI de 2010.

A l'approche de la double fin de la première législature et du premier mandat du président Joseph KABILA à la tête du pays, le contexte politique changea et suscita des nouvelles dynamiques dans l'arène politique en RDC. La classe politique eut l'idée de réformer la centrale électorale du point de vue juridique et organisationnel. Le législateur- surtout influencé par la majorité présidentielle au pouvoir instituant la loi organique n°10/013 du 28 Juillet 2010 pour restructurer la CEI en

lui dotant d'un nouveau qualificatif « la CENI » et lui doter des nouvelles attributions et ainsi lui à signer des missions spécifiques menées à bien le processus électoral.

Ainsi, les membres du bureau de la CENI furent réduits de 21 (à l'époque de la CEI) à 7 membres dont 4 pour la majorité et trois pour l'opposition. Nous avons constaté que malgré l'établissement d'un bureau de réception et de traitement des candidatures (BRTC) et de facto un centre de compilation des résultats électoraux dans chaque antenne (ville ou territoire) et la signature du PV par les témoins n'ont pas suffi pour diminuer les risques de corruption et des fraudes massives. La refonte de la centrale électorale fut aussi en partie une cause de la révision constitutionnelle et la loi électorale où le nombre de tour à l'élection présidentielle fut réduit de 2 à un tour¹²⁸ fut aussi considérée comme une goutte qui a fait déborder la vase. La nomination aussi controversée des membres de la nouvelle équipe électorale dont le président de la CENI le plus redouté DANIEL NGOY MULUNDA soupçonné d'être plus proche du président KABILA a aussi constitué un mécanisme de dégoût, de mépris et de déception par rapport avec tous ce que la CENI devrait réaliser comme résultat pour l'avenir.

C'est dans le contexte de camouflage de révision des textes juridiques relatifs au processus électoral, de crise politique au sein de la classe politique surtout au sein de l'opposition et d'instabilité politico-sécuritaire dans la partie Est de la République que les élections- les plus controversées- du 28 Novembre 2011 furent organisées contre vents et marins et à la grande insatisfaction de tous. Pour paraphraser, l'honorable KIZITO MUSHIZI-acteur social et député national élu dans la ville de

¹²⁸ Voir respectivement l'article 71 de la constitution révisée en Janvier 2011 et l'article 101 de la loi électorale aussi révisée en 2010 et 2011.

Bukavu en 2011 les élections de 2011 et la CENI leur organisatrice se heurtèrent à des obstacles politiques majeurs notamment : ¹²⁹ La révision cavalière de la constitution ; La révision contestable du fichier électoral ; Le climat socio-politique général tendu ; La publication tardive et suspecte de la loi électorale ; La corruption ambiante touchant les services de sécurité et le personnel de la CENI ; Les intimidations voire les enlèvements des membres de parti politiques de l'opposition, insécurisations des candidats et autres personnalités politiques ; Censures des médias autres que ceux appartenant aux gens du pouvoir ; La manipulation et l'instrumentalisation (voire chosification) des femmes et des jeunes ; Des campagnes menées sur fonds ethniques et tribales ; La confiscation des médias publics par le pouvoir ; La campagne avec les moyens logistiques et financiers de l'Etat par des candidats occupant des postes politiques ; Le rôle marginal laissé à la société civile ; La CENI à la solde de la majorité au pouvoir ; L'éloignement des bureaux de vote des votants ; Le déploiement insuffisant des bulletins de vote ; Les bulletins pré cochés entre les mains des candidats (certains) du pouvoir ; Les élections « le bulletin dans une main, l'arme dans une autre et l'argent dans une gibecière »¹³⁰ surtout à Masisi ; La falsification des résultats de scrutin ; Le début tardif et la fin prématurée des opérations....

Toutes les difficultés politiques ainsi soulevées de cet éventail ont conduit la CENI à proclamer des résultats provisoires fortement contestés d'une part par la majorité et d'autre part par l'opposition.

¹²⁹Kizito MUSHIZI FUNDIKO ; Election et légitimité : leçon a tiré des votes de 2011, in Gouvernance et refondation de l'Etat en RDC ; collection culturels et mémoires vivantes, pole INSTITUTE. /GOMA Juin 2012 PP 43-44

¹³⁰ Pour reprendre les mots forts de l'historien Stanslas BUCYALIMWE MARARO, professeur à l'université d'Anvers en Belgique.

La contestation eut une ampleur si grande aussi bien qu'à l'élection présidentielle¹³¹ qu'aux élections législatives¹³² où certains commendataires ne tardèrent même d'affirmer haut que la commission électorale nationale indépendante aurait nommé un président de la République et des députés au parlement au moindre mais pris de la volonté du souverain primaire exprimé dans les urnes. Cela avait fortement impacté négativement l'instance organisatrice des élections.

B. Des difficultés politiques de la CENI de 2013.

Les élections présidentielles et législatives nationales de 2011 en RDC ont laissé des traces aussi remarquables que douloureuses dans leur échec. De la publication des résultats provisoires à la présidentielle à la prestation de serment le 20 Décembre 2011 par Joseph KABILA –président sortant supposé élu-la malentendu fut excessif au sein de la classe politique congolaise. Qui plus est la compilation et la publication des résultats des élections législatives qui ont étonné et amené la stupeur-même une grande indignation- au sein de l'opinion tant nationale qu'internationale. De cela, tirant leçon de l'échec cuisant de ces dites élections, la CENI par le truchement du gouvernement fut contrainte à être réorganisée et restructurée pour mieux faire au regard des échéances électorales qui pointaient à l'horizon. C'est ainsi que la loi organique n°13/012 du 17 Avril 2013 fut promulguée par le président Joseph Kabila affichés de mettre fin aux aléas et insuffisances majeurs qui ont caractérisé la centrale électorale dans son organisation comme dans son fonctionnement.

¹³¹ THIERY VIRCOULON, Congo : sauver les élections in international Crisis Group (ICG) KINSHASA/NAIROBI/BRUXELLES 8 Décembre 2011 ; PP 63-64

¹³² BOUNDI WABO ; Election en RDC : c'est la foudre qui a gagné ; In Le pays du 13 Décembre 2011 P.7

Cela n'a pas suffi à redynamiser les choses malgré le retour-aussi non unanime de l'Abbé Apollinaire MALUMALU à la tête de l'institution. Malgré le petit bémol de la désormais participation de la société civile comme composante au sein des organes nationaux comme locaux de la CENI, le mal politique continue toujours d'inquiéter plus d'un observateur.

Dans le même contexte socio-politique incertain la CENI fut buté en une gamme d'embûches qui bloqué même les élections provinciales en 2015 et présidentielles en 2016 pour tant attendu de tous les vœux. L'absence de cohésion entre la majorité au pouvoir et de l'opposition politique a conduit le retard condamnable de l'organisation des élections bien que projeté entre 2015-2016 par le calendrier publié par la CENI le 12 Février 2015. Une confusion totale créée par des violentes manifestations organisées simultanément par l'opposition, la société civile et les mouvements comme Filimbi et lutte pour le changement (LUCHA) entre le 18 et 22 Décembre 2015 est venue aussi se greffer au blocage dont la CENI se faisait montrer dans son parcours. C'est alors sur fonds d'une division totale de la classe politique congolaise que le président de la République pris l'initiative d'organiser un dialogue national dit « inclusif pour tenter de désamorcer et dissiper le malentendu crée suite au retard de prise des engagements clairs par le gouvernement et la CENI sur les élections.¹³³

Malgré cette tentative de conciliation dont le président et les institutions de la République ont témoigné, la centrale électorale fut aussi frappée par une absence prolongée puis la mort aux Etats-Unis de son Président Malumalu.

¹³³Abdourahmane DIALLO, RDC, Le dialogue s'impose pour relancer le processus électoral, in Echos de la MONUSCO, vol VII, n°52, KINSHASA, DECEMBRE 2015, P.6

Juste avant, pendant que la majorité présidentielle était secondée par la crise au départ de quelques un de ses ministres et autres caciques (l'histoire de l'emblématique G7¹³⁴), une autre tension couvait au sein de la commission électorale nationale indépendante. En effet 10 Jours après l'annonce officielle, le 12 Octobre 2015, de la démission de l'Abbé Apollinaire MALUMALU de la présidence de la CENI, le choix de son remplaçant à la tête de son institution d'appuis à la démocratie a suscité une vive controverse entre les confessions religieuses.

Souignons que malgré la contestation de la conférence épiscopale du Congo (CENCO), Corneille NANGAA YOBELUO, fut choisi pour remplacer Malumalu à la tête de la CENI. Une autre difficulté majeure à laquelle la CENI s'est heurté en janvier 2016 c'est la loi électorale controversé adoptée au départ par l'Assemblée nationale en première lecture avec l'article 8 qui siccité trois jours de violence qui superposait toute élection en RDC après l'actualisation des données démographiques générales, entendez par là un recensement général qui ne peut donner des résultats fiables après trois ans. Et cela créerait d'office un report très prolongé des élections. Dans cette situation d'imbroglio et de stratagèmes politiciennes, un énième dialogue politique voulu cette fois-ci par la majorité et l'opposition et qui connut la médiation de l'union Africaine à travers Edem Kodjo, l'ancien premier ministre Togolais fut organisé mais malheureusement ne fut jamais inclusif et ses conclusions conduisirent à l'organisation d'un autre mini

¹³⁴ Le G7 est un regroupement de sept partis politiques dont sa création fut liée au désaccord avec la MP sur la suite de l'après Joseph KABILA. Outre Moise KATUMBI qui n'a pas des parti, le G7 est constitué de l'ARC de OLIVIER KAMITATU, l'ADCO de Danny BANZA, UNAFEC de GABRIEL KYUNGU, l'UNADEF DE feu Charles MWANDO, le parti de Christophe LUTUNDULA, et autres.

dialogue qui aboutit à l'accord du 31 Décembre 2016 (accord dit de la saint sylvestre) et négocié ou facilité par la CENCO.

Ce dernier accord prolongea le mandat du président de la République et les autres institutions électives d'une année et mise en place une commission de suivi de l'application de l'accord et du suivi du processus électoral. C'est une commission nationale de suivi de l'accord, CNSA en sigle. Parmi les derniers défis politiques majeurs de l'administration électorale aux quels la CENI se heurtait en 2016 c'est le début tardif et controversé du processus d'identification d'enrôlement des électeurs au second de 2016 et la contestation de légitimité des institutions politiques et une crise socio-politique qui continue à secouer le pays même au moment où nous mettons sous presse.

C. Des difficultés financières de l'administration électorale

Pour organiser des élections crédibles et transparentes dans tout pays développé ou non-les moyens financiers conséquents s'avèrent être indispensables. Dans ce sens la République Démocratique du Congo, avec toutes ses faiblesses, s'est heurtée à des sérieux problèmes pour financer les élections de 2006 et 2011.

Cette incapacité financière fut d'ailleurs, rappelons-le, à la base de tous les prétextes fondés et non fondés de la non tenue des élections urbaines, municipales et locales en 2006-2007 d'une part et les élections provinciales et sénatoriales en 2011 d'autre part. Au regard du faible revenu généré par la population congolaise et du très faible PIB par habitant jugé parmi les plus bas au monde (180, 70\$ en 2010), la RD Congo pourtant jugée « scandale géologique » à la suite de ses potentialités minières et hydrauliques et même ses

richesses en écosystèmes et biodiversité, n'a pas réussi à financer ses propres élections. Cela été justement à plusieurs raisons dont la faiblesse de production qui caractérise les institutions congolaises, la faiblesse doublée de la corruption endémique dans la mobilisation de recettes mais aussi le détournement de quelques peu de ressources disponibles. C'est dans ce sens que les premières élections, celles de 2006, furent financées en totalité par les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux qui avaient tout de même financé le processus de transition en République Démocratique du Congo durant toute la période allant de 2003 à 2006 et de surcroît même au-delà. Cet état de chose a constitué une entorse voire une attente grave à l'indépendance et l'autonomie de gestion même de fonctionnement de la centrale électorale car toute l'orientation lui était donnée par les dits bailleurs. Cela a même créé des stéréotypes selon lesquels le candidat Joseph KABILA.

Par ailleurs chef de l'Etat de qui la coordination de tous les financements revenait-était un candidat de la communauté internationale. Justement, un adage populaire veut nous faire croire que la main qui donne est celle qui est au-dessus, de même l'Etat congolais devait s'incliner devant toutes les exigences de la communauté internationale qui était la principale pourvoyeuse de l'argent affecté à l'organisation des élections de 2006. De même, les élections de 2011 connurent d'énormes contraintes d'ordre financier car l'Etat congolais bien qu'ayant contribué sensiblement à leur financement n'est pas parvenu à en prendre en charge totalement. C'est été d'ailleurs un blocage à la non tenue des certaines élections pourtant jugées sensibles et susceptibles de mener le pays sur l'élan démocratique. Par-là, la bonne foi de la commission des élections est toujours mise en branle quant à ce qui concerne le financement des

élections à travers l'achat et la conception des matériels et le paiement suffisant et à temps des agents électoraux.

Rappelons aussi qu'entre 2011 et 2016, toutes les élections prévues (provinciales, sénatoriales, urbaines, municipales et locales d'une part, et présidentielle et législatives d'autres part) n'ont pas été tenues suite aux contraintes non seulement politiques mais aussi et surtout financières. Cependant, la classe politique-majorité comme opposition- est en partie responsable à la suite de querelles et tensions politiques incessantes conduisant à des conciliabules interminables mais aussi l'incapacité et la mauvaise foi des autorités gouvernementales pour mobiliser les recettes et ainsi financer le processus électoral.

D. Des difficultés logistiques de l'administration électorale

A côté des contraintes financières que connaît l'administration électorale en RDC depuis les élections de 2006 et celles de 2011, les contraintes logistiques sont venues aussi se greffer. Par logistique, on entend par là l'ensemble de matériels et autres aspects techniques permettant une institution à bien remplir les missions lui assignées. Et donc, même la CEI/CENI a connu d'énormes difficultés logistiques analysées comme l'absence et/ou insuffisance de matériels électoraux et le charroi automobile pour leur acheminement sur toute l'étendue de la RDC. Au regard de l'insuffisance des infrastructures routières et de communication, la centrale électorale a connu en RDC de sérieux problèmes dans la réussite des opérations électorales. Ainsi, la formation des milliers d'agents électoraux, l'acheminement et le ramassage des kits électoraux auront constitué un casse-tête pour la centrale électorale.

Le détournement aussi et le mauvais usage des quelques peu de matériels constitue aussi l'un des épineux défis auxquels l'administration de cette institution fait face. Il reste toujours regrettable que c'est la même communauté internationale à travers la MONUC/MONUSCO qui tente de supplier aux insuffisances logistiques de la centrale électorale à la grande moquerie des institutions gouvernementales.

c. Perspectives d'avenir pour une administration électorale rationnelle en RDC

Cette partie constitue plutôt un chapelet des stratégies proposées et applicables par l'organisme des élections en RDC pour qu'à l'avenir la meilleure tenue des élections puisse refléter une administration électorale réussie à travers une commission électorale au blason redoré. Comme nous l'avons dit précédemment, la commission électorale indépendante même CEI à l'époque fait toujours objet d'une prise en otage inédite par la classe politique toutes tendances confondues. Ses organes centraux sont toujours issus des politiques durs dans leurs compositions raison pour laquelle ses hauts responsables sont ou travaillent presque à la solde de leurs structures d'origine. C'est ainsi que pour son administration rationnelle et réussie, la centrale électorale devrait bénéficier d'une indépendance totale à telle manière que les candidats et les électeurs à tous les niveaux de scrutin puissent lui prêter confiance au regard des résultats attendus d'elle. Dans son indépendance politique, l'administration électorale devrait être animée des caches technocrates et des politistes politiquement moins engagés dans l'arène politique et surtout issus des milieux neutres. Le mérite de cette institution d'appui à la démocratie résiderait aussi dans la capacité de ses animateurs tant au niveau national, provincial que local dans le renforcement des mécanismes de consolidation

des acquis de la démocratie à travers des ateliers réguliers sur l'éducation civique et électorale dont bénéficieraient toutes les couches sociales de la RDC localisées dans les milieux intellectuels et villageois.

L'administration devrait aussi bénéficier d'un espace politique serein à travers une classe politique civilisée et dénouée de toute divergence de nature à tenir l'image du pays. De cela, une culture politique participative dont feraient montre les acteurs socio-politiques de la RDC conduirait l'administration électorale à bénéficier de la contribution combien constructive de toute la population sur la maîtrise de ses jeux électoraux et les moyens d'y faire face. Tout de même, l'administration électorale devrait bénéficier d'une totale immunité et inviolabilité quant à ce qui concerne la protection de ses agents, ses locaux et ses matériels sur toute l'étendue de la République.

De ce fait, le caractère spécial et la spécificité des missions de la commission électorale au regard de la démocratisation du pays et plus loin le développement de la nation devraient amener les autorités gouvernementales à mettre sur pied des mécanismes adéquats de protection non seulement du personnel mais aussi de ce qui est matériel ou autre biens de la centrale électorale. Nous allons même trop loin en proposant une « police spéciale des élections » pour protéger à durée indéterminée les hauts fonctionnaires de la CENI, les locaux, les matériels et toutes les opérations référendaires et électorales. Ce corps policier dont nous proposons bénéficierait de ce fait de l'immunité totale même dans des entités où l'autorité de l'Etat n'est pas encore établie.

a. Renforcer le leadership du cadre organisationnel, juridique et institutionnel de la CENI

Au regard de son caractère permanent et la durabilité de ses organes, l'instance électorale devait renforcer ses mécanismes de recrutement et de motivation de son personnel administratif et technique selon les normes et standards internationaux. Les agents de la centrale électorale devraient bénéficier des avantages et indemnités équitables de façon à leur permettre une indépendance dans leurs actions. C'est ici que nous soutenons la loi n°13/012 du 19 Avril 2013 dans toutes ses dispositions quant aux droits et devoirs dont les agents électoraux dans leur ensemble sont sensés jouir et respecter. Il est désormais connu que les membres de la CENI sont possibles des sanctions relevant des infractions de droit connu. Pour ce faire, l'administration électorale devait renforcer ses principes ou ses mécanismes de régime disciplinaire afin de limiter dans le temps et dans l'espace plusieurs délits dont les agents se rendent responsables soit en pleines opérations électorales soit dans l'administration quotidienne. Les autorités gouvernementales par le truchement du législateur devraient renforcer la législation sur la protection des données à caractères personnel. Toutefois, les capacités du CNT (centre national de traitement) devraient être renforcées en termes de ressources humaines et d'outil adaptés à la CENI afin de conduire, de manière autonome les opérations de dé doublonnage un système mal sain qui a toujours porté des atteintes graves au fichier électoral. L'OIF avait recommandé aussi au gouvernement de la RDC de poursuivre la réforme de l'état civil, en vue de créer à l'avenir des liens entre les données issues de ces travaux et la constitution du fichier

électoral¹³⁵. Pour paraphraser une des recommandations de l'Union Européenne à son temps, la commission des élections et ses partenaires devraient améliorer l'intégrité et la transparence du processus électoral par la meilleure prise en charge du contentieux ainsi que par l'amélioration de la traçabilité et de la mise à disposition des résultats électoraux¹³⁶. Ceci passe bien sûr par la publication de tous les textes juridiques y afférents la communication de toutes les décisions prises par la CENI mais aussi la mise à jour et la vulgarisation de tous les documents conçus conjointement par la centrale électorale et le gouvernement.

b. Autonomiser le Leadship logistique relevant d'un budget conséquent

Pour son efficacité et la rapidité de ses opérations, l'administration électorale congolaise devrait bénéficier d'un budget considérable lui alloué par le parlement. Pour cela, la contribution du gouvernement dans la mobilisation des ressources financières s'avérerait indispensable. A ce titre, un budget à la hauteur des opérations de la CENI devrait lui permettre de couvrir à temps réel ses charges comme le financement des opérations de conception et d'achat des kits électoraux, l'achat des engins roulant pour l'acheminement des matériels dans les sites électoraux mais aussi pour couvrir toutes les dépenses liées au paiement de frais de fonctionnement et les salaires des agents administratifs et techniques de la CENI y compris les agents et fonctionnaires de l'Etat œuvrant pour la CENI de manière temporaire.

¹³⁵ OIF, Mission d'audit du fichier électoral de la République Démocratique du Congo ; Direction de la paix, de la démocratie et de droits de l'homme de l'OIF, rapport du 17 Juillet au 1^{er} Août 2015, Addis-Abeba, 2015, P.22

¹³⁶ Communiqué de presse de l'Union Européenne sur la mission de suivi électoral de l'UE en RDC, Kinshasa, 2014

Au terme de notre recherche portant sur Le Leadership d'administration électorale en RDC, défis et perspectives, il est temps de préciser les grandes lignes qui l'ont caractérisée.

Tout au long de notre démarche scientifique, nous nous étions fixés des objectifs que voici : Eclairer à travers le jargon électoral, la notion d'élection et les termes y relatifs ; Etudier et comparer les systèmes électoraux à travers le monde tout en mettant l'accent particulier à celui qui est en vogue en RDC ; Retracer la trajectoire institutionnelle et politico-historique de l'administration électorale en RDC ; Saisir et contextualiser les problèmes majeurs auxquels l'instance organisationnelle des élections s'est heurté entre 2004 et 2016 ; Proposer les bases d'une gestion administrative électorale prometteuse pour le processus électoral à venir au Congo. Ainsi, pour mener à bon port cette recherche est dans le but ultime d'atteindre nos objectifs, les méthodes historique, comparative, analytique et dialectique secondées des techniques documentaires, d'interview et d'observation participante ont été mises à contribution. De ce fait, nos hypothèses ont été confirmées dans leur globalité à travers les résultats ci-après : L'administration électorale en RDC est mal pensée et porte beaucoup d'handicaps liés à plusieurs facteurs d'ordre politico-économique qui la rendent infructueuse ; Les défis auxquels l'administration se heurte sont entre autre sa dépendance au pouvoir en place, le retard de financement ; la corruption, le clientélisme et l'amateurisme dans le mode de recrutement et d'exercice des fonctions des agents avec une forte idéologisation et politisation de la centrale électorale ; L'administration électorale prometteuse et susceptible de contribuer à la consolidation de l'espace démocratique à travers des élections dignes passe par la dépolitisation de la CENI, le renforcement de son cadre

juridique et son budget de fonctionnement ainsi que la non-ingérence des politiques dans ses mécanismes de décision. Avec l'esprit de satisfaction que notre travail constitue à coût sur une banque des données pour les autres chercheurs et un outil de travail pour les acteurs intervenant dans le domaine des élections, nous restons ouverts à toutes les critiques allant dans le sens de combler nos insuffisances.

Notice Bibliographique

I.OUVRAGES

1. CERQUIGILINI Bernard et OLLE Jean Michel (sous la direction de) ; La République Démocratique du Congo, Dictionnaire offert à l'occasion de cinquantenaire de l'indépendance, éd. Hachette, Paris, 2010 ;
2. BUCYALIMWE MARARO Stanislas et NTIRUMENYERWA M. KIMONYO Gervais ; La question de pouvoir et les élections en territoire de Masisi au Nord-Kivu (RDC) depuis 1959, publication du PANADI, série CES/Etudes et éditions Droit et société (DES) Kinshasa, 2014 ;
3. NIAMADJOMI MEYIZO Michel ; Comment gagner les élections. Stratégies et astuces, édition Médias Paul, Kinshasa 2005 ;
4. GRAWITZ Madeleine ; Méthodes des sciences sociales ; 11^e édition Dalloz, Paris, 2001.
5. MULUMBATI NGASHA Adrien ; Introduction à la science politique, éd. Africa, Lubumbashi, 1988 ;
6. MULUMBATI NGASHA Adrien ; Manuel de sociologie générale éd. Africa, Lubumbashi 2010 ;
7. KAPANGA MUTOMBO Ferdinand ; Petit dictionnaire pratique des élections, éd. Spécial, EISA et DFID, Kinshasa 2006 ;
8. CEI-RDC ; Petit guide du citoyen ; Commission électorale indépendante, éd. Kinpress, Kinshasa 2006 ;

9. IMMARIGEON Jean-Philippe ; Autopsie de la fraude électorale, éd. Stock, Paris, 2000 ;
10. PEISER Gustave ; Droit Administratif. Fonction publique de l'Etat et Territoriale, 10^e édition Dalloz, Paris, 1990 ;
11. TEDESCO Dario ; Connaitre les volcans du Nord-Kivu, éd. De l'Unicef et MINEPESP, Goma, 2014 ;
12. DE SAINT MOULIN Léon s.j ; Géographie physique du Zaïre ; 6^e éd. CRP, Kinshasa 1989 ;

II. ARTICLES

1. LUMBWE Chitalu ; « Les élections générales de 1951 et la transition politique », in DALOZ Jean-Pascal. Et D. CHILESHE John (s/d) ; La Zambie contemporaine, Karthala-IFRA, Paris, 1996, PP.47-67 ;
2. KÄ MANA Godefroid ; "La désertion de nos localités et le messianique politique : un frein au développement", in Africatime, Kinshasa ; main 2005, PP.33-39
3. SEMATUMABA Onesphore ; " Les élections en RDC : nouveaux défis et vieilles pratiques ; in RDC : fin de la Récréation ou début de la récréation d'un Etat", in Regards croisés, n°18, Pole Institute, Goma, Août 2007, PP.62-69 ;
4. NGANGOUE Nana Rosine ; " la RDC sur la voie d'élections, in Processus de paix en RDC : la MONUC face à des nouveaux défis ; " in MONUC magazine, n°22, Kinshasa, Mars-Avril, 2005, PP.13-14.
5. TEGERA Aloys et SEMATUMBA Onesphore ; " Election provinciale au Nord-Kivu : Des opportunités et des ratés "; in RDC : fin de la récréation ou début de la récréation d'un Etat in Regards croisés, n°18, Institute, Goma, Août 2007, PP.86-97.
6. DE SAINT MOULIN Léon s.j." La réforme administrative dans la constitution de 2006 : une application effective", in Congo-Afrique, n°509, Kinshasa, 2016, PP.182-198

7. KIZITO MUSHIZI Nfundiko” ; Election et légitimité : leçons à tirer des votes de 2011”, in Gouvernance et refondation de l’Etat en RDC ; collection cultures et mémoires vivantes, Pole Institute, Goma, Juin 2012, PP.41-48 ;

8. BOUNDI OUABO ”; Election en RDC : c’est la foudre qui a gagné ; ” in Le pays du 13/12/2011, Kinshasa, PP.7-9 ;

9. DIALLO Abdourahmane ; ” RDC : le dialogue s’impose pour relancer le processus électoral ” in Echos de la MONUSCO, vol VII, n°52, Kinshasa, Décembre 2015, PP.6-7

III. RAPPORTS ET AUTRES DOCUMENTS

1. OMS ; Rapport annuel, Kinshasa, 2011 ;

2. VIRCOULON Thierry et alii ; RDC : sauver les élections ; Rapport de l’ICG, Kinshasa/Nairobi/Bruxelles, 8 Décembre 2011 ;

3. UNION EUROPEENE ; Mission observation électorale de l’UE en RDC ; communiqué de presse, Kinshasa, 13 Juin 2014 ;

4. OIF ; Mission d’audit du fichier électoral de la RDC ; Direction de paix, de la démocratie et des droits de l’OIF ; Rapport du 17 Juillet au 1^{er} Août 2015, Addis-Abeba, 2015.

IV. TEXTES OFFICIELS

1. Constitution de la RDC du 18 Février 2006 ;

2. Loi n°04/009 du 05 Juin 2004 portant organisation, attribution et fonctionnement de la CEI ;

3. Loi n°04/028 du 24 Décembre 2004 portant identification et enrôlement des électeurs en RDC,

4. Loi n°06/006 du 9 Mars 2006 portant organisation des élections présidentielles, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales ;

5. Décision n°003/CEI/BUR/06 Du 9 Mars 2006 portant mesures d’application de la loi n°06/006 du 9 Mars 2006 portant organisation des élections présidentielles,

législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales ;

6. Loi n°10/013 du 28 Juillet 2010, portant organisation du fonctionnement de la commission électorale nationale indépendante ;

7. Loi n°11/002 du 20 Janvier 2011 portant révision de certains articles de la constitution de la RDC du 18 Février 2006 ;

8. Loi n°11/003 du 25 Juin 2011, modifiant la loi n°06/006 du 9 Mars 2006 portant organisation des élections présidentielles, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales ;

9. Loi n°13/012 du 19 Avril 2013 modifiant et complétant la loi organique n°10/013 du 28 Juillet 2010, portant organisation du fonctionnement de la commission électorale nationale indépendante ;

10. Loi n°15/001 du 12 Février 2015 modifiant et complétant la loi n°06/006 du 9 Mars 2006 portant organisation des élections présidentielles, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales telle que modifiée par la loi n°11/003 du 25 Juin 2011;

11. Décision n°001/CENI/BUR/15 du 12 Février 2015 portant publication du calendrier des élections provinciales, urbaines, municipales, locales et des élections présidentielle et législatives ;

**Par C.T Faustin NGENDAHIMANA HABIMANA et
Ir. Pierre NTUGULO BUHENDWA**

Chap. VII. PROBLEMATIQUE DE LA PERSISTANCE DE L'INSUFFISANCE DESSERTE EN EAU POTABLE DANS LA VILLE DE GOMA CAS DU QUARTIER MABANGA SUD DE 2018 A 2022

Par : Ass2. MAPENDO MUTEBWA Joseph

i. BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR

Ass2. MAPENDO MUTEBWA Joseph, est Licencié en



Planification Régionale et Nationale à l'institut Supérieur de développement Rural de Goma, nommé assistant juste après ses études, j'ai dispensé cours dans plusieurs Institutions Supérieures et universités de la place. Assistant du deuxième mandat, homme Politique, en 2019, JOSEPH MUTEBWA fut nommé Conseiller

au cabinet du ministre Provincial de la justice et droit humains, Province du Nord-Kivu. Actuellement il travaille comme Expert chargé de l'industrie et Petites & Moyennes entreprises au cabinet du gouverneur militaire du Nord-Kivu. Entrepreneurs, JOSEPH MUTEBWA a initié la création des certaines entreprises dont certaines sont en phase de démarrage.

I. INTRODUCTION GENERALE

La problématique est définie comme un ensemble des questions posées dans une étude ou une science. Le droit à l'eau est un droit inaliénable qui consiste en un approvisionnement suffisant, physiquement accessible et à un cout abordable d'une eau salubre et de qualité acceptable pour les usages personnels et domestique de

chacun. Selon le rapport de développement humain de 2006, la population mondiale a été multipliée par 3,75 au 20ème siècle, passant ainsi de 1,6 milliards en 1990 à 6 milliards en 2000. D'ici 2020, la consommation d'eau devrait augmenter de 40% et la moitié de la planète manquera d'eau potable. Aujourd'hui, pas moins de 900 millions d'individus n'ont pas d'accès à l'eau potable, 2,5 milliards ont peu d'accès à l'assainissement et 1,2 milliard n'ont aucun accès à l'assainissement. Chaque année, huit millions de personnes dont 1,8 million d'enfants meurent des suites d'une pathologie liée à la consommation d'une eau insalubre. 423 millions de personnes boivent l'eau d'un puits ou d'une source d'eau non protégé des contaminations. Pas moins de 159 millions de personnes captent leur eau de boisson dans une rivière, un lac ou un canal d'irrigation, au risque d'une contamination par les produits chimiques et les matières fécales. L'évaluation la plus significative concerne l'Asie et Asie-Pacifique où le pourcentage de personnes n'ayant pas accès à l'eau potable est passé de 20% en 2000 à 6% en 2015, soit une diminution de 278 millions du nombre de personnes concernées.

En Afrique, l'Afrique subsaharienne n'a connu qu'une amélioration relative. Dans l'Est et le sud de l'Afrique, la plupart des habitants n'ayant pas accès à l'eau est passée de 59% en 2000 à 47% en 2015. Dans l'ouest et le centre, ce pourcentage a diminué de 52 à 38%. Mais la population de ces deux régions est en forte progression démographique. En valeur absolue le nombre de personnes sans eau potable y a augmenté de 52 millions en quinze ans, de 372 millions à 424 millions. En Afrique et au Moyen-Orient, les situations nationales évoluent d'une manière plus contrastée. Certains pays ont connu de fortes progressions :

le Yémen a vu la proportion de sa population ayant accès à l'eau augmenter de 27 points en quinze ans, le Mali de 25 points, le Nigéria de 21 points. L'Ethiopie, la Tanzanie, le Mozambique ont également connu des progrès significatifs, mais ces pays n'offrent encore l'eau potable qu'à moitié de leurs habitants.¹³⁷

Enfin, parmi les pays où l'eau potable est la plus rare, plusieurs n'ont connu que de modestes progrès entre 2000 et 2015. Citons par exemple l'Ouganda : la plupart de la population couverte n'a progressé que de 9 points et environ 6 personnes sur 10 restent privées d'eau potable.¹³⁸ Bien que la République Démocratique du Congo soit le pays d'Afrique possédant les ressources hydrologiques les plus importantes, elle doit aujourd'hui faire face à une crise aigüe de l'approvisionnement en eau potable. En effet, seuls 26 pour cent de la population congolaise ont accès à une eau potable salubre, une estimation bien en dessous de la moyenne des 60 pour cent l'ensemble de l'Afrique subsaharienne. En raison des infrastructures endommagées fragilisées par des années de sous-investissement et de conflit et de la croissance rapide de la population, le taux de couverture d'approvisionnement en eau a décliné jusqu'à récemment. Les conséquences sociales et sanitaires de la rupture des services d'eau ont été considérables. Depuis plusieurs années la régie de distribution d'eau (REGIDESO) au Nord-Kivu comme beaucoup d'autres entreprises publiques, a toujours eu des difficultés liées au financement et de partenaires de mauvaise volonté qui ne veulent pas le développement de la RDC, en amenant de matériels de mauvaise qualité et sacrifice de la REGIDESO pour rendre disponible l'eau potable à la population congolaise.

¹³⁷ Observation des inégalités, 15 rue Jacques-Marie Rougé 37000 Tours France contacts@inegalites.fr

¹³⁸ www.inegalites.fr

Selon les sources de la REGIDESO en province, elle ne parvient pas à répondre au besoin de consommateurs de son produit car 100 000 Mètres cubes qu'elle devrait fournir à ses clients chaque jour, elle ne fournit que 35 000 Mètres cubes par jour. Cette situation l'oblige à chercher d'autres alternatives notamment le partage de peu de Mètres cubes produits à tout le Monde, une alternative qui ne reste pas aussi sans conséquence car des coupures en eau s'observent dans certains coins de la ville durant quelques heures pendant que les autres sont en train d'être servi.¹³⁹ Dans cette recherche nous voulons étudier pourquoi le problème à l'accès à l'eau potable persiste dans la ville de Goma précisément dans le quartier MABANGA-SUD, pour y parvenir, nous nous sommes posé quelques questions dont : Quels sont les facteurs économiques limitant l'accessibilité à l'eau potable dans le quartier MABANGA-SUD ? Quelles sont les causes qui sont à la base de cette persistance de l'insuffisance d'eau potable ? Quelles sont les remèdes à envisager pour mettre fin à cette situation de la persistance de l'insuffisance d'eau potable ?

Pour ce faire, nous avons pensé que cela serait dû : Les facteurs économiques limitant l'accessibilité à l'eau potable dans le quartier MABANGA-SUD seraient le chômage, le sous-développement, cout élevé du paiement d'eau ; Les causes qui sont à la base de cette persistance seraient la pollution, la sécheresse, les pics de consommation d'eau et les pannes des appareils ; L'implication profonde de l'Etat, Renforcement des équipements servant à maintenir l'eau potable à la REGIDESO, sensibilisation des autorités à la population les manières adéquates pour maintenir l'eau potable seraient les solutions pour remédier à ces problèmes.

¹³⁹ aupicinfos.com by Oredy MUSANDA 2023

II. PRESENTATION DU MILIEU D'ETUDE (QUARTIER MABANGA SUD)¹⁴⁰

Le bureau du quartier MABANGA-SUD se trouve en RDC dans la province du Nord-Kivu, ville de Goma, commune de KARISIMBI précisément sur la route TMK avenue LOWA. Le quartier MABANGA-SUD est limité : Au nord : par le quartier MABANGA-NORD, Au sud : par le quartier les volcans et KATINDO de commune de Goma. A l'est : par le quartier MURARA, A l'ouest : par le quartier KASIKA. Les coordonnées géographiques sont les suivantes : L'altitude : le quartier est situé à 1°41', Longitude : Sa longitude est de 29,13', La latitude : Sa latitude est de 155cm. Sa superficie du quartier MABANGA-SUD est de $\pm 2\text{Km}^2$. Le quartier MABANGA-SUD a été créé conformément à l'ordonnance présidentielle N°089/127 du 25 Mai 1989 fixant de nombre et la délimitation des quartiers de la ville de Goma, issue de découpage territorial politique et administratif de la RDC et en plus secondé en deux quartiers à savoir MABANGA-SUD, par l'arrêté du Gouvernement de Province du Nord-Kivu N°001/035 /RDC/GP-NK su 11 Novembre 1998. Dès la création du quartier MABANGA-SUD les différents chefs du quartier se sont succéder de la manière suivante : KASIKA : chef de localité MABANGA-SUD, RUKWANISHA MAHESHI : chef de sous quartier MABANGA-SUD ; Etienne KASINDIKA, Raphael MAHESHE, Hilaire MUHIMA : chef du quartier MABANGA-SUD, MUTETE MWENYEMALI : Chef du quartier MABANGA-SUD 1998, LUKALONGO BOLOMBI : (intérim) chef du quartier MABANGA-SUD 28 Aout 2007. SHEKATSANA Péchele : chef du quartier MABANGA-SUD du 13 Mars 2009 à nos jours.

¹⁴⁰ Rapport annuel du quartier MABANGA-SUD 2020

Le bureau du quartier MABANGA-SUD a un personnel s'élevant à 46 agents reconnu au total, nous venons de citer ci-haut ils sont reconnus comme suit : Le cadre du bureau de quartier. Le chef de quartier, 2 chef de quartier adjoints, 2 personnel administratif du quartier MABANGA-SUD : 1 secrétaire, 1 recenseur, 1 recenseur adjoint, 3 les cadres des bases du quartier MABANGA-SUD : 3 chef de cellules, 3 chef de cellule adjoints, 17 chef d'avenues, 17 chef d'avenues adjoints. NB : les chefs de dix maisons sont classés par bloc et leurs entités sont dirigées par un chef d'avenues, il est appelé communément (Nyumba Kumi) d'autre démissionnent des fonctions par marge de motivation, on ne peut pas oublier le huissier mais plutôt il n'est pas reconnu par l'Etat mais collabore simplement avec son chef de quartier.

II. METHODOLOGIES ET TECHNIQUES DE RECHERCHE

Dans le cadre de cette étude, nous avons recouru aux méthodes suivantes : Méthode descriptive : dans le cadre de notre recherche cette méthode nous a aidés à faire la description de notre milieu d'étude selon les aspects physiques, la situation administrative et l'aspect socio-culturel ; La méthode historique : cette méthode nous a aidé à faciliter la tâche en analysant des faits ou des données à un moment bien structuré du passé, puis elle nous a permis de mieux comprendre le fait présent et envisager les perspectives d'avenir. La méthode analytique : cette méthode nous a aidé au niveau de l'analyse et interprétation des résultats de l'enquête, nous a permis aussi une petite discussion des résultats et une conclusion de cette étude.

Pour aborder notre étude, nous nous sommes servis des techniques suivantes: Technique de questionnaire : cette technique nous a permis à élaborer un questionnaire que nous avons aussi soumis à nos enquêtés, et en vue d'avoir une idée générale sur la persistance de l'insuffisance de l'eau potable dans le quartier MABANGA-SUD; Technique d'interview : elle nous a été utile durant tout le temps consacré à la récolte des données sur terrain et cela d'une manière libre ; Technique documentaire : cette technique nous a été utile lors de la construction de notre introduction, à l'élaboration du deuxième chapitre et à la conclusion générale. La population d'étude est définie comme étant un ensemble d'individus d'un milieu sur lesquels porte l'enquête. Notre population d'étude est constituée par les ménages de la ville de Goma, précisément le quartier MABANGA-SUD.

Selon René BITANGI (2008), l'échantillon est un sous ensemble d'une population constituée d'une ou plusieurs individus prélevés de la population dans le but de recueillir leurs avis sur une situation donnée. A partir de la population totale du Quartier Mabanga Sud estimée à 61809 habitants (Statistiques 2019), nous avons calculé un échantillon représentatif. A l'aide de la table d'Alain BOUCHARD de détermination de la taille de l'échantillon, nous avons pu déterminer notre échantillon. Selon l'idée de ce dernier, quand l'univers de l'enquête est supérieur à 1 000 000 d'enquêtés, il est considéré comme infini, on lui fait correspondre à un échantillon de 96 enquêtés avec une marge d'erreur de 10% et le degré de précision de 95%. Et quand l'univers de l'enquête est défini, c'est-à-dire inférieur à 1 000 000 d'enquêtés, on applique la formule de la taille de l'échantillon corrigé.

$N =$ Total de la population-mère (population-cible) qui est 81 815 habitants pour le territoire Nyiragongo

$$NC = \frac{N.n}{N+n} = \frac{61809 \times 96}{61809+96} \frac{5933664}{61905} = 96$$

NC : la taille de l'échantillon corrigé

N : la taille de la population univers ou mère

N : la taille de la population infinie toujours considérée à 96 personnes. L'échantillonnage est un groupe qui est supposé être représentatif de l'ensemble de phénomène en question, notre population d'étude est constituée que des habitants du Q. MABANGA-SUD. Nous avons distribué 130 questionnaires mais seulement 96 ont été remis donc 96 enquêtés constituent notre échantillon.

III. PRESENTATION DE DONNEES

Pour une bonne vérification de notre hypothèse, il nous a fallu d'être sur le terrain pour recueillir des informations, ainsi nous avons procédé à une enquête en appuyant sur questionnaire d'enquête préalablement élaboré, ces questionnaires ont été distribués aux populations du quartier MABANGA-SUD eux constituent l'objet de notre enquête.

III.1. IDENTIFICATION DES ENQUETES

Tableau n°1. Répartition des enquêtés selon le sexe

N°	Genre	Fréquence	Pourcentage
1	Masculin	60	62,5
2	Féminin	36	62,5
TOTAL		96	100

Source : Nos enquêtes sur terrain Juin 2023

Commentaire : la lecture de ce tableau n°1 montre que sur les 96 enquêtés, 60 personnes soit 62,5% sont du sexe masculin et la minorité est du sexe féminin 36 personnes soit 62,5% de nos enquêtés.

Tableau n° 2. Répartition des enquêtés selon la Tranche d'Age.

N°	Tranche	Fréquence	Pourcentage
1	18-25ans	16	17
2	25-30ans	30	31
3	31-50ans	36	37,5
4	51ans et plus	14	14,5
TOTAL		96	100

Source : Nos enquêtes sur terrain Juin 2023

Commentaire : ce tableau nous montre ce qui suit : 16 personnes soit 17% de nos enquêtés sont d'âge compris entre 18 et 25ans, 30 personnes soit 31% sont d'âge compris entre 25 et 30ans, 36 personnes soit 37,5% sont d'âge compris entre 31 et 50ans ,14 personnes soit 14,5% sont d'âge compris entre 51ans et plus.

Tableau n°3. Répartition des enquêtés selon l'Etat civil

N°	Etat civil	Fréquence	Pourcentage
1	Marié(e)	36	37,5
2	Célibataire	22	22,9
3	Divorcé(e)	30	31,3
4	Veuf (Ve)	8	8,3
TOTAL		96	100

Source : Nos enquêtes sur terrain Juin 2023

Commentaire : Ce tableau nous montre que 36 personnes soit 37,5% des enquêtés sont des marié(e) ,22 personnes soit 22,9% sont des célibataires, 30 personnes soit 31,3% des enquêtés sont des divorcé(e) ,8 personnes soit 8,3% sont des veuf (ve).

Tableau n°4. Répartition des enquêtés selon le niveau d'étude

N°	Niveau	Fréquence	Pourcentage
1	Primaire	42	43,75
2	Secondaire	35	36,4
3	Université	15	15,6
4	Aucun	4	4,1
TOTAL		96	100

Source : Nos enquêtes sur terrain Juin 2023

Commentaire : il ressort de ce tableau que sur les 96 enquêtés, 42 personnes soit 43,75% ont fait l'école primaire, 35 personnes soit 36,4% est du niveau secondaire, 15 personnes soit 15,6% ont du niveau universitaire, 4 personnes 4,1% n'ont aucun niveau d'étude.

Tableau n°5. Répartition des enquêtés selon la profession

Question	Réponse	Fréquence	Pourcentage
Quelle est votre profession?	Commerçant	12	12,5
	Enseignant	18	18,7
	Mécanicien	36	37,5
	Militaire	21	22
	Aucune	09	9,3
TOTAL		96	100

Source : Nos enquêtes sur terrain Juin 2023

Commentaire : les informations figurant dans ce tableau sont d'ordre à démontrer que 12 personnes soit 12,5% sont des commerçants, 18 personnes soit 18,7% sont des enseignants, 36 personnes soit 37,5% sont des mécaniciens, 21 personnes soit 22% sont des militaires, 9 personnes soit 9,3% n'ont aucune profession.

Tableau n°6. Facteurs économiques limitant l'accessibilité à l'eau potable

Question	Réponse	Fréquence	Pourcentage
Quels sont les facteurs économiques limitant l'accessibilité à l'eau potable ?	Le chômage	15	15,6
	Le sous-développement	61	63,54
	Le coût élevé de paiement d'eau	20	20,83
TOTAL		96	100

Source : Nos enquêtés sur terrain Juin 2023

Commentaire : après étude 61 enquêtés soit 63,54% ont confirmé que le facteur économique limitant l'accessibilité à l'eau potable c'est le sous-développement, 20 enquêtés soit 20,83% ont dit que c'est le cout élevé de payement d'eau et 15 enquêtés soit 15,6 ont avoué que c'est le chômage.

Tableau n°7. Connaissance sur les enquêtés abonnés à la REGIDESO

Question	Réponse	Fréquence	Pourcentage
Etes-vous abonner à la REGIDESO ?	OUI	37	38,5
	NON	59	61,5
TOTAL		96	100

Source : Nos enquêtés sur terrain Juin 2023

Commentaire : il ressort de ce tableau que la majorité de nos enquêtés ne sont pas abonnés à la REGIDESO dont 59 enquêtés soit 61,5% et 37 enquêtés soit 38,5% sont abonnés à la REGIDESO.

Tableau n°8 : Connaissance sur l'appréciation de la qualité de l'eau de la REGIDESO

Question	Réponse	Fréquence	Pourcentage
La REGIDESO offre une eau potable ?	OUI	40	41,7
	NON	56	58,3
TOTAL		96	100

Source : Nos enquêtes sur terrain Juin 2023

Commentaire : Après étude 56 enquêtés soit 58,3% ont dit que la REGIDESO n'offre pas une eau potable et 40 enquêtés soit 41,7% ont confirmé que la REGISESO offre une eau potable.

Tableau n°9 : Portant sur les causes qui sont à la base de cette persistance de l'insuffisance d'eau potable

Question	Réponse	Fréquence	Pourcentage
Quelles sont les causes qui sont à la base de la persistance de l'insuffisance de l'eau potable dans votre quartier ?	La pollution	15	15,6
	La sécheresse	13	13,6
	Les pics de consommation d'eau	24	25
	Les pannes des appareils	44	45,8
TOTAL		96	100

Source : Nos enquêtés sur terrain Juin 2023

Commentaire : Après étude 44 enquêtés soit 45,8% ont dit que la cause principale qui est la base de la persistance de l'insuffisance de l'eau potable dans le quartier MABANGA-SUD c'est les pannes des appareils du point de ravitaillement, 24 enquêtés soit 25% ont dit que c'est le pic de consommation d'eau, 15 enquêtés soit 15,6% ont dit que c'est la pollution et 13 enquêtés soit 13,6% ont parlé de la sécheresse.

Tableau n°10 : Portant sur les avantages de s'abonner à la REGIDESO

Question	Réponse	Fréquence	Pourcentage
Trouvez-vous l'avantage de s'abonner à la REGIDESO ?	Exonération	0	0
	Facturation moins élevée	3	3,1
	Une eau régulière	4	4,1
	Adhésion facile	0	0
	Cout moyen mensuel de paiement de l'eau	30	31,3
	Autres	59	61,5
TOTAL		96	100

Source : Nos enquêtés sur terrain Juin 2023

Commentaire : Il ressort de ce tableau que la majorité de nos enquêtés ne sont pas abonnés à la REGIDESO dont 59 enquêtés soit 61,5% et 30 enquêtés soit 31,3% ont confirmés que le cout moyen mensuel de paiement de l'eau est l'avantage principal de s'abonner à la

REGIDESO, 4 enquêtés soit 4,1% ont dit une eau régulière et 3 enquêtés soit 3,1% ont parlé de la facturation moins élevée.

Tableau n°11. Portant sur les inconvénients de s'abonner à la REGIDESO

Question	Réponse	Fréquence	Pourcentage
Trouvez-vous des inconvénients de s'abonner à la REGIDESO ?	Le prix d'adhésion coûte trop chère	30	31,3
	Le manque d'eau pour certain abonné	29	30,2
	Raccordement conditionné	17	17,7
	Des pannes permanentes des tuyaux	20	20,8
TOTAL		96	100

Source : Nos enquêtés sur terrain 2023

Commentaire : Il ressort de ce tableau que 30 enquêtés soit 31,3% ont confirmé que le prix d'adhésion coûte trop chère, 29 enquêtés soit 30,2% de nos enquêtés ont dit le manque d'eau pour certain abonné, 20 enquêtés soit 20,8% ont dit des pannes permanentes des tuyaux, 17 enquêtés soit 17,7% ont confirmé que c'est le raccordement conditionné.

Tableau n°12 : Portant sur les moyens envisagés pour satisfaire la population

Question	Réponse	Fréquence	Pourcentage
Selon vous, quels sont les moyens pour que la distribution de l'eau potable par la REGIDESO puisse satisfaire ses consommateurs ?	L'implication profonde de l'Etat	6	6
	Renforcement des équipements servant à maintenir l'eau potable à la REGIDESO	50	52
	Sensibilisation des autorités à la population les manières adéquates pour maintenir l'eau potable	40	42
TOTAL		96	100

Source : Nos enquêtes sur terrain Juin 2023

Commentaire : En voyant ce tableau nous remarquons sur 96 enquêtés, 40 enquêtés soit 42% Sensibilisation des autorités à la population les manières adéquates pour maintenir l'eau potable, 50 enquêtés soit 52% ont dit le Renforcement des équipements servant à maintenir l'eau potable à la REGIDESO et pour conclure 6 enquêtés soit 6% pensent que c'est L'implication profonde de l'Etat.

Tableau n°12. Les conséquences de l'insuffisance d'eau potable dans le quartier Mbanga Sud

Question	Réponse	Fréquence	Pourcentage
Quelles sont les conséquences de l'insuffisance de l'eau potable dans votre quartier ?	Maladies hydriques	50	52
	Accident	10	11
	Kidnapping	6	6
	Noyade	30	31
Total		96	100

Source : Nos enquêtes sur terrain Juin 2023

Commentaire : le tableau ci-dessus montre que 52% de nos enquêtés affirment que les maladies hydriques sont la plus grande des conséquences de l'insuffisance d'eau; 31% disent que la noyade est l'une de conséquence de l'insuffisance de l'eau potable; 11% de nos enquêtés sont d'accord que lorsqu'il y a accident de circulation et 6% parlent de Kidnapping.

IV. DISCUSSION DES RESULTATS

L'analyse et interprétation des résultats constituent une étape importante du travail scientifique voilà ce qui justifie notre motivation de donner dans cette partie le pourquoi de contenus de différents tableaux énumérés dans ce deuxième chapitre en nous basant

seulement sur les données récoltées sur terrain. Quant à la discussion, nous avons procédé par l'interprétation pour ainsi confirmer nos hypothèses formulées dès le départ. Après étude 61 enquêtés soit 63,54% ont confirmé que le facteur économique limitant l'accessibilité à l'eau potable c'est le sous-développement, 20 enquêtés soit 20,83% ont dit que c'est le cout élevé de payement d'eau et 15 enquêtés soit 15,6 ont avoué que c'est le chômage ; Après étude 44 enquêtés soit 45,8% ont dit que la cause principale qui est la base de la persistance de l'insuffisance de l'eau potable dans le quartier MABANGA-SUD c'est les pannes des appareils du point de ravitaillement, 24 enquêtés soit 25% ont dit que c'est le pic de consommation d'eau, 15 enquêtés soit 15,6% on dit que c'est la pollution et 13 enquêtés soit 13,6% ont parlé de la sécheresse ; En voyant ce tableau nous remarquons sur 96 enquêtés, 40 enquêtés soit 42% Sensibilisation des autorités à la population les manières adéquats pour maintenir l'eau potable, 50 enquêtés soit 52% ont dit le Renforcement des équipements servant à maintenir l'eau potable à la REGIDESO et pour conclure 6 enquêtés soit 6% pensent que c'est L'implication profonde de L'Etat ; le tableau ci-dessus montre que 52% de nos enquêtés affirment que les maladies hydriques est la plus grande des conséquences de l'insuffisance d'eau; 31% disent que la noyade est l'une de conséquence de l'insuffisance de l'eau potable; 11% de nos enquêtés sont d'accord que lorsqu'il y a accident de circulation et 6% parlent de Kidnapping.

V. CONCLUSION GENERALE

Nous voilà au terme de notre article qui porte sur « Problématique De La Persistance De L'insuffisance De La desserte En Eau Potable Dans La Ville De Goma Cas Du Quartier MABANGA-SUD De 2018 À 2022 ».

L'objectif général poursuivi pour cet article était de savoir pourquoi le problème à l'accès à l'eau potable persiste dans la ville de Goma précisément dans le quartier MABANGA-SUD. Pour bien mener notre travail nous nous sommes posé 3 questions principales qui constituent la problématique de notre travail, ces questions sont les suivantes : Quels sont les facteurs économiques limitant l'accessibilité à l'eau potable dans le quartier MABANGA-SUD ? Quelles sont les causes qui sont à la base de cette persistance de l'insuffisance d'eau potable ? Quelles sont les remèdes à envisager pour mettre fin à cette situation de la persistance de l'insuffisance d'eau potable ?

Pour répondre à ces questions, les hypothèses suivantes ont été émises : Les facteurs économiques limitant l'accessibilité à l'eau potable dans le quartier MABANGA-SUD seraient le chômage, le sous-développement, cout élevé du paiement d'eau ; Les causes qui sont à la base de cette persistance seraient la pollution, la sécheresse, les pics de consommation d'eau et les pannes des appareils ; L'implication profonde de l'Etat, Renforcement des équipements servant à maintenir l'eau potable à la REGIDESO, sensibilisation des autorités à la population les manières adéquates pour maintenir l'eau potable seraient les solutions pour remédier à ces problèmes. Pour bien mener notre travail nous avons utilisé quelques méthodes et techniques telles que la méthode descriptive, la méthode statistique, la technique d'interview et la technique documentaire. Après analyse et traitement des données, nous avons aboutis aux résultats suivants : Au regard du tableau N°5, Après étude 61 enquêtés soit 63,54% ont confirmé que le facteur économique limitant l'accessibilité à l'eau potable c'est le sous-développement ; Au regard du tableau N°8, Après étude 44 enquêtés soit 45,8% ont dit que la cause principale qui est la base de la

persistance de l'insuffisance de l'eau potable dans le quartier MABANGA-SUD c'est les pannes des appareils du point de ravitaillement ; Le tableau N°11, En voyant ce tableau nous remarquons sur 96 enquêtés, 40 enquêtés soit 42% ont confirmé que la Sensibilisation des autorités à la population les manières adéquates pour maintenir l'eau potable serait le remède à ce problème.

VI. BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGE

1. YAO. S Méthode de recherche avec application au contexte de l'Afrique Noir Ed-Harmattan 2007, P139
2. Observation des inégalités, 15 rue Jacques-Marie Rougé 37000 Tours France
3. aupicinfos.com by Oredy MUSANDA 2023
4. Jean métard BOKONGO LIBAKA, initiation à la recherche scientifique ; édition feu torrent Kinshasa 2013.
5. Madeleine GRAWITZ, lexique des sciences sociales édition Paris 2008 P365
6. VERGHEN R. Méthodes et Techniques sociales éd. Macro, Paris 199, P50
7. Rapport annuel du quartier MABANGA-SUD 2020

• Article et Mémoires

8. Crispin NTEMBUE MUABIBI, Problématique de l'approvisionnement en eau et son impact sur les maladies d'origine hydriques dans la ville de Mwene-Ditu, RDC, Licence en santé publique

9. DHARLY L. BATHU, Etude sur l'accès raisonnable à l'eau potable NGONGO au quartier BANKOLO, graduat en management 2012
10. DOSSON Gaston SANOU, Problématique de l'approvisionnement en eau potable dans la province du Houet et stratégies du taux d'accès » Master spécialisé en innovation, développement et société 2013
11. Yves CIRHUZA KASOLE, Problématique de manque d'eau potable dans la ville de Bukavu cas du quartier de Cimpunda, institut supérieur de développement rural graduat XXXXXXXXXXXX2009

Par Ass2 MAPENDO MUTEBWA Joseph

Chap. VIII. FACTEURS FAVORISANT LA DIARRHÉE AIGUE CHEZ LES ENFANTS DE 0 – 5 ANS Cas de l'Hôpital Provincial du Nord - Kivu du 2019 au 2022

Par: **NDAMWINJA LUKENO Jean Bosco**
IRAGI BAZUNGU Jonathan

i. BIOGRAPHIE L'AUTEUR

Ass2. Ndamwinja Lukeno Jean Bosco, l'Auteur de l'article est Diplômé de Licence en Sciences Infirmières, orientation Hospitalière l'UNIKIVU à Goma ; En 2023 : obtention d'un Diplôme de Maîtrise en Santé Publique à l'Université KING OF KINGS UNIVERSITY COLLEGE, en OUGANDA District de KAYUNGA. De 2011 à 2016 : Assistant à l'ISTD, station de NDOSHO dans l'enceinte du complexe scolaire le GERMOIR ; De 2013 à 2017 : Enseignant et Secrétaire à l'ITM/MONGERA ; De 2015 à nos jours : membre de la Croix-Rouge intervenant dans le domaine médical (évacuation et prise en charge des blessés de guerre) ; De 2018 jusqu'à nos jours : Proviseur à l'ITM/MONGERA ; De 2017 jusqu'à nos jours : Assistant à l'ISPêche/Goma ; De 2020 à 2021 : Président du jury à l'ITM/KIROTSHE ; De 2017-2018 : Membre compositeur des examens de fin d'année scolaire ; En 2023 : Candidat des élections nationales indépendantes circonscription de KALEHE/Sud-Kivu à la députation Provinciale. Actuellement chercheur de l'ORASSU EveilCongo, la Maison d'édition et de publication des œuvres scientifiques et pluridisciplinaires depuis la RDCongo vers l'Afrique et le monde.



IRAGI BAZUNGU Jonathan



L'Auteur **IRAGI BAZUNGU Jonathan** **est** licencié en AIT (SCIENCE IN APPLIED INFORMATION TECHNOLOGY) à ISBAT UNIVERSITY (Kampala) ; En 2016-2017 il **obtient** un certificat Cisco CCNA à Uganda Institute of Information Communication Technology (Kampala). En 2014-2015 il fait la Formation et obtention du certificat du cours d'anglais au School of languages OPERATIONAL LITERACY AID INITIATIVE Kampala. En 2009-2013 ; Obtention du Diplôme d'état en Technique Social à l'institut ALLELUYA GOMA. En 2007-2009 il obtint le diplôme d'Etat à l'institut FARAHA. Actuellement chercheur de l'ORASSU EveilCongo, la Maison d'édition et de publication des œuvres scientifiques et pluridisciplinaires depuis la RD Congo vers l'Afrique et le monde.

1. INTRODUCTION

Avant de développer notre hypothèse de recherche, il nous faut faire l'état des lieux, ou plus exactement l'état de la question c'est-à-dire les travaux qui ont été publiés en relation avec notre sujet, et en quoi notre réflexion va-t-elle s'en démarquer. Jihane EL OMARI, la diarrhée est une affection fréquente, parfois grave et urgente chez le nourrisson et le jeune enfant. La déshydratation aiguë est la principale cause des décès par diarrhées du nourrisson et de l'enfant (plus de 3 millions d'enfants de moins de 5 ans meurent de diarrhées dans le monde). Dans les pays développés, elle est aussi responsable d'une morbidité et d'une mortalité non négligeable (en France, on estime le nombre de décès par déshydratation entre 45 et 80 cas / an).

Selon GENTILINI et DUFFLO, les diarrhées sont responsables de 20 à 50% de l'hospitalisation pédiatrique en Afrique et en Amérique du sud. Elles constituent la deuxième cause de décès chez l'enfant après la malnutrition protéino-calorique mais avant la rougeole. Leur gravité s'explique par l'intensité des désordres hydro électrolytique (surtout en climat chaud) et par la malnutrition associée. L'auteur stipulent encore que la diarrhée est fréquente chez les enfants malnutris à l'époque du sevrage et souvent cause immédiate de la mort. Ce qui nous renvoie à nous poser les questions suivantes : Quels sont les facteurs sociodémographiques favorisant la diarrhée aiguë chez les enfants de 0 à 5 ans à l'hôpital Provinciale du Nord-Kivu ? Quels sont les facteurs socio-culturels favorisant la diarrhée aiguë chez les enfants de 0 à 5 ans à l'hôpital Provinciale du Nord-Kivu ? Quels sont les facteurs socio-environnementaux favorisant la diarrhée aiguë chez les enfants de 0 à 5 ans à l'hôpital Provincial du Nord-Kivu ? Au regard de ces questions, les hypothèses ci-dessous vont guider notre étude : Les facteurs sociodémographiques favorisant la diarrhée aiguë chez les enfants de 0 à 5 ans seraient, l'âge de la mère, le statut matrimonial, et l'intervalle Inter génésique. Les facteurs socio-culturels favorisant la diarrhée aiguë chez les enfants de 0 à 5 ans seraient l'utilisation de biberon, la consommation des aliments

$$P = \frac{n_i \times 100}{N}$$

froids et le niveau d'instruction de la mère. Les facteurs socio-environnementaux favorisant la diarrhée aiguë chez les enfants de 0 à 5 ans seraient les poubelles mal entretenues, les toilettes mal entretenues et les ustensiles de cuisine.

2. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour l'analyse correcte des données, nous nous sommes servis de la méthode **quantitative** qui nous a permis de présenter nos résultats en chiffres ; tandis que **l'approche statistique** nous a, à son tour, permis de calculer le pourcentage et consigner nos résultats dans des tableaux.

La formule que nous avons appliquée pour analyser les données est la suivante :

Avec : n_i = cas observé

N = effectif total des cas

P = pourcentage

3. VARIABLES D'ÉTUDE

Pour réaliser notre recherche, les variables ci-après ont été considérées et étudiées :

Cadre Conceptuel

Variables indépendantes

- Facteurs sociodémographique
- Facteurs socio-culturels
- Facteurs socio-environnements

❖ Cadre opérationnel

- Facteurs sociodémographique
 - ☞ Âge de l'enfant
 - ☞ Sexe de l'enfant
 - ☞ Provenance
 - ☞ Niveau d'instruction maternelle
 - ☞ Intervalle inter génésique
- Facteurs socio-culturels
 - ☞ Utilisation de Biberon
 - ☞ Niveau d'instruction de la mère
 - ☞ Aliments froids
- Facteurs environnementaux
 - ☞ Poubelles mal entretenues

- ☞ Toilettes mal entretenues
- ☞ Ustensiles de cuisine

I.3. Technique

Nous nous sommes servis de la technique documentaire pour l'étude des dossiers des enfants de moins de 0 à 5 ans, ce qui nous a permis de recueillir les renseignements sur les dossiers médicaux, registres de consultation, les registres d'hospitalisation et les fiches des malades.

4. PRÉSENTATION DU CADRE D'ÉTUDE

Notre étude s'est effectuée dans une structure étatique dénommée Hôpital Provincial du Nord-Kivu ou encore Hôpital Général du Nord-Kivu. L'hôpital provincial du Nord-Kivu (HP/NK) en sigle, se trouve en République Démocratique du Congo construit en style pavillonnaire, il est situé dans la commune de Goma aux environs un kilomètre vers l'Ouest du rond-point de martyrs, exactement sur la route menant vers SAKE et plus précisément au pied de la colline mont-Goma. Au nord : la Route Goma – SAKE ; Au sud : par le mont Goma ; À l'Est : l'Inspection Provinciale du Nord-Kivu et la Division Provinciale du Nord –Kivu ; À l'Ouest : rond-point de Martyrs.

5. PRESENTATION, ANALYSE ET INTERPRETATION DES DONNEES D'ENQUETE.

Dans ce chapitre nous allons présenter les résultats sous forme des tableaux.

Tableau N°I : de la fréquence de la diarrhée aiguë chez les enfants de 0 à 5 ans

Fréquence	Effectif	Pourcentage
Diarrhée aiguë	90	5
Pathologies confondues	1723	95
TOTAL	1813	100

Source : Résultats d'Enquête sur terrain

Partant de ce tableau, nous remarquons que la diarrhée aiguë chez les enfants de 0 à 5 ans représente 5% à l'Hôpital Provincial du Nord-Kivu.

Tableau N°II : Distribution de cas selon l'âge des enfants

Âge de l'enfant	Effectif	Pourcentage
< à 6 mois	3	3,3
6 à 12 mois	13	14,4
13 à 24 mois	15	16,7
25 à 37 mois	37	41,1
38 à 60 mois	22	24,4
TOTAL	90	100

Source : Résultats d'Enquête sur terrain

Conformément à ce tableau, nous remarquons que l'âge des enfants le plus touché est compris entre 25 à 37 mois, avec un pourcentage de 41,1%.

Tableau N°III : Distribution de cas selon le sexe

Sexe	Effectif	Pourcentage
Masculin	56	62,2
Féminin	34	37,8
TOTAL	90	100

Source : Résultats d'Enquête sur terrain

Partant de ce tableau, 62,2% sont du sexe masculin.

Tableau N°IV : Distribution de cas selon la provenance

Provenance	Effectif	Pourcentage
ZS de KARISIMBI	50	55,6
ZS de Goma	40	44,4
TOTAL	90	100

Source : Résultats d'Enquête sur terrain

Il ressort de ce tableau que, la plupart d'enfants provenaient de la Zone de Santé de KARISIMBI avec un pourcentage de 55,6% de cas.

Tableau N°V : Distribution de cas selon le niveau d'instruction maternelle

Niveau d'instruction	Effectif	Pourcentage
Sans niveau	15	16,7
Primaire	20	22,2
Secondaire	35	38,9
Universitaire	20	22,2
TOTAL	90	100

Source : Résultats d'Enquête sur terrain

De ce tableau, nous remarquons que la majorité de femmes avait une instruction du niveau secondaire 35 cas soit 38,9%.

Tableau N°VI : Répartition de cas selon l'intervalle inter génésique.

Intervalle inter génésique	Effectif	Pourcentage
< 1 an	12	13,3
1 à 2 ans	63	70
> à 2 ans	15	16,7
TOTAL	90	100

Source : Résultats d'Enquête sur terrain

Conformément à ce tableau, nous remarquons que l'intervalle inter génésique des enfants avec diarrhée aiguë est compris entre 1 à 2 ans, 63 cas soit 70%. Tableau N°VII : Distribution de cas selon l'utilisation de biberon.

Utilisation de biberon	Effectif	Pourcentage
Oui	24	26,7
Non	66	73,3
TOTAL	90	100

Source : Résultats d'Enquête sur terrain

Les résultats de ce tableau nous montrent que plusieurs parents de nos enfants enquêtés, n'utilisent pas le biberon pour nourrir leurs enfants dont 66 cas soit 73,3%.

Tableau N°VIII : Répartition de cas selon la consommation des aliments froids.

Aliments froids	Effectif	Pourcentage
Oui	67	74,4
Non	23	25,6
TOTAL	90	100

Source : Résultats d'Enquête sur terrain

Il ressort de ce tableau que 74,4% d'enfants consomment les aliments froids.

Tableau N°IX : Répartition de cas selon l'entretien de poubelle.

État de poubelle	Effectif	Pourcentage
Mal entretenue	10	11,1
Bien entretenue	80	88,9
TOTAL	90	100

Source : Résultats d'Enquête sur terrain

Ce tableau nous montre que, les poubelles sont bien entretenues à environ 88,9% de cas.

Tableau N°X : Répartition de cas selon l'entretien des toilettes.

État des toilettes	Effectif	Pourcentage
Mal entretenue	52	57,8
Bien entretenue	38	42,2
TOTAL	90	100

Source : Résultats d'Enquête sur terrain

Au regard de ce tableau, il y ressort que beaucoup d'enfants avec diarrhée aiguë n'ont pas des toilettes bien entretenue, d'où 52 toilettes/90 soit 57,8%.

Tableau N°XI : Répartition de cas selon la propreté d'Ustensiles de cuisine.

Propreté d'Ustensiles de cuisine	Effectif	Pourcentage
Oui	51	56,7
Non	39	43,3
TOTAL	90	100

Source : Résultats d'Enquête sur terrain

Ce tableau nous montre que 43,3% des cas n'assurent pas correctement les ustensiles de cuisine, soit 39 ménages sur 90.

6. DISCUSSION DES RÉSULTATS

Pendant notre étude, nous avons trouvé que la diarrhée aiguë chez les enfants de 0 à 5 ans représente environ 5% à l'Hôpital Provincial du Nord-Kivu. Ces résultats sont en divergences à celui de NTABALA ZIHINDULA où dans son travail, le premier tableau a présenté des résultats sur le nombre de malades qui ont été hospitalisés en pédiatrie de l'HGR FSKI de Walungu au cours de l'année 2015 et dont leur nombre est chiffré à 741, dont 100% et nous montre également que la population cible de son travail sont les enfants de 0 à 5 ans présente dans ce nombre 111 malades, soit 14,97% et donc d'autres malades y internées pour des maladies diverses ; Nous pensons que cette divergence est liée au nombre de la population d'étude que dispose Mr NTABALA ZIHINDULA. Dans notre série, nous remarquons que l'âge des enfants plus touché est compris entre 25 à 37 ans, avec un pourcentage de 41,1%.

Ce constat se trouve inclus dans le résultat trouvé après une étude menée à l'hôpital Jonon Sendwe de Lubumbashi en République Démocratique du Congo en 2013, trouva que l'âge le plus atteint serait compris entre 1 et 30 mois, dont 104 Cas sur 193, soit 53,8%. Ceci s'explique par le fait que cette tranche d'âge est réservée à la découverte du monde extérieur chez l'enfant et qui l'expose de ne plus respecter l'hygiène. Le troisième tableau nous montre que parmi les nourrissons et les enfants en âge préscolaire qui étaient hospitalisés en pédiatrie à l'HPNK au cours de l'année 2022, ce sont les garçons qui étaient plus victime que les filles, présentant un taux de 62,2% tandis que les filles 26,12%. Ce résultat s'oppose à celui trouvé par BERNARD et GENEVIEVE PIERRE en 2017, a trouvé que tous les deux sexes sont atteints par la diarrhée aiguë mais avec un taux élevé chez les filles 53,6% et chez les garçons 46,3%.

Il ressort de ce tableau N° IV que, la plupart d'enfants provenaient de la Zone de Santé de KARISIMBI dont 50 cas soit 55,6%. DECLERCK M., le constat est de 60% des enfants sont venue dans les milieux ruraux, 20% dans des cités en développement et 20% dans les milieux urbains. L'équilibre spatial influence l'épanouissement du travail. Ceci s'explique par le fait que la zone de santé de Karisimbi est inférieure à la zone de santé de Goma sur les aspects socio-économiques.

Dans notre série, il a été constaté que la majorité de femmes avait une instruction du niveau secondaire dont 35 femmes sur 90 soit 38,9%. Ces résultats sont comparables à ceux de J. Claude RAMBAUD qui a trouvé que 30% des enquêtés sont avec un niveau primaire, 50% des enquêtés ont un niveau secondaire et 20% des enquêtés avec un niveau universitaire, l'étude révèle que 10% des enquêtés ont un niveau bas. Selon AMULI JIWE, plus le niveau est élevé, plus les performances de la bonne prévention de la diarrhée augmentent. [19]. Ces résultats confirment notre hypothèse qui cite le niveau d'instruction maternel bas comme facteurs favorisant la diarrhée aiguë chez les enfants de 0 à 5 ans. Conformément au ce tableau VI, nous remarquons que l'espace inter génésique de l'enfant avec diarrhée aiguë est compris entre 1 à 2 ans, avec un pourcentage de 70%. Ce résultat diffère à celui de M. MUNGANGA Tite qui avait trouvé en 2016 – 2017 que l'âge de 2 ans était inclus entre deux naissances avec un taux de 65,8%. Plus l'intervalle inter génésique est court, plus le risque de développer les maladies diarrhéiques augmente. Ceci nous permet de confirmer notre deuxième hypothèse qui cite l'intervalle inter génésique comme facteur favorisant la diarrhée chez les enfants de 0 à 5 ans.

Lors de nos investigations, nous avons remarqué que plusieurs de nos enfants enquêtés ne sont pas nourrit au biberon par leurs mamans 66 cas soit 73,3%.

Ces résultats s'opposent à ceux de Ndeze, qui s'était rendu compte après son étude menée aux deux régions nord du Cameroun en 2018, que le taux d'utilisation de biberon sévère était à 42,8%. Cette divergence s'explique par la différence de mode de vie des citoyens de la RDC et celle du Cameroun mais aussi par les milieux d'études. Ce constat nous pousse à infirmer notre hypothèse stipulant que l'utilisation de biberon serait un facteur favorisant la diarrhée aigüe chez les enfants. Conformément au tableau N° VIII de notre étude, nous avons constaté que 74,4% d'enfants consomment les aliments froids. Ainsi, ces résultats sont loin de ceux de l'étude menée par Léon PERLEMUTER et Gabriel P, qui avait trouvé 48,6% d'enfants qui avaient bénéficié de l'alimentation par biberon. Cela nous permet donc de dire que l'utilisation de biberon n'est meilleure pour les enfants. [21]. Ceci s'explique de la faite que les enfants ne savants pas les conditions d'hygiène alimentaire cela l'expose à consommer les aliments froids. Ceci confirme notre hypothèse figurant à l'introduction de ce travail, que la consommation des aliments froids constitue un facteur favorisant la survenue de la diarrhée chez les enfants de 0 à 5 ans.

Dans notre étude, nous avons trouvé que, les poubelles sont bien entretenues à environ 74,4% de cas, beaucoup d'enfants avec diarrhée aigüe n'ont pas des toilettes bien entretenue à 57,8% et que 43,3% des cas n'assurent pas correctement les ustensiles de cuisine. Ces résultats rencontrent ceux de John KALONGO NTOKU dans son étude intitulée « prise en charge infirmière des enfants de 0 à 5 ans souffrant de la diarrhée avec déshydratation modérée » en 2013, où il a

trouvé 68% de ménages qui avaient de toilettes et des poubelles mal entretenues. Ces résultats, confirment notre troisième hypothèse qui stipule que les facteurs socio-environnementaux favorisant la diarrhée aiguë chez les enfants de 0 à 5 ans seraient les poubelles mal entretenues, les toilettes mal entretenues et les ustensiles de cuisine. Ceci est expliqué par le manque d'information sur la gestion des poubelles, toilettes et ustensile de la cuisine.

7. CONCLUSION

Nous voici au terme de cet article intitulé << FACTEURS FAVORISANT LA DIARRHÉE AIGUE CHEZ LES ENFANTS DE 0 – 5 ANS à l'Hôpital Provincial du Nord – Kivu, durant la période allant du 2019 au 2022.

Nous sommes partis par la question de recherche ci-après :

Quels sont les facteurs favorisant la diarrhée aiguë chez les enfants de 0 à 5 ans à l'hôpital Provinciale du Nord-Kivu ?

Le but primordial poursuivi dans cette étude est de déterminer les facteurs favorisant la diarrhée aiguë chez les enfants de 0 à 5 ans à l'hôpital Provincial du Nord-Kivu.

Pour atteindre ce but, nous nous sommes fixés les objectifs spécifiques ci-après :

1. Déterminer les facteurs sociodémographiques favorisant la diarrhée aiguë chez les enfants de 0 à 5 ans à l'hôpital Provincial du Nord-Kivu ;
2. Identifier les facteurs socio-culturels favorisant la diarrhée aiguë chez les enfants de 0 à 5 ans à l'hôpital Provincial du Nord-Kivu ;
3. Déterminer les facteurs socio-environnementaux favorisant la diarrhée aiguë chez les enfants de 0 à 5 ans à l'hôpital Provincial du Nord-Kivu.

La population cible de notre étude était constituée de 90 enfants internés au service de pédiatrie de l'Hôpital Provincial du Nord-Kivu à laquelle un échantillon exhaustif a été utilisé sur base de nos critères de sélection établies.

Partant d'une enquête comme méthode de recherche, nous avons utilisé un questionnaire d'enquête. Les résultats suivants ont été observés

Pour répondre à la question de recherche de notre étude nous pouvons conclure que les consommations des aliments froids et l'insuffisance d'entretien des ustensiles de la cuisine ainsi que l'utilisation de biberon sont les facteurs favorisant la diarrhée aiguë chez les enfants de 0 à 5 ans.

L'âge, le niveau d'étude maternel, sont également les facteurs favorisant la diarrhée aiguë chez les enfants de 0 à 5 ans.

8. RECOMMANDATIONS

a. Au gouvernement et au ministère de la santé publique, Hygiène et Prévention :

- ✓ D'organiser les séances de formation continue des personnels soignants pour améliorer la qualité des soins dans les services médicaux qui s'occupe de la santé des enfants.
- ✓ D'utiliser les medias (radio, télévision) pour informer la population en général et les mères en particulier sur les mesures préventives de la diarrhée.

b. Aux autorités de KING OF KING UNIVERSITY COLLEGE

- ✓ Fournir des efforts pour verbaliser les résultats des recherches et de soutenir les étudiants pour la poursuite de leurs études dans tel ou tel autres domaines de santé.

c. Au personnel de le HP/NK

De bien vouloir analyser les résultats de ce présent travail pour fournir encore plus d'effort dans le domaine de la recherche et se mettre à jour sur les pathologies pouvant défavoriser la croissance de l'enfant.

d. A la population (mères d'enfants de moins de cinq ans)

- ✓ D'éviter la consommation des aliments froids (souillés) ;
- ✓ Bien entretenir les ustensiles de la cuisine ;
- ✓ Respecter le carnet vaccinal de l'enfant,
- ✓ Pratiquer l'allaitement maternel exclusif jusqu'à 06 mois,
- ✓ Assurer une bonne hygiène vestimentaire et alimentaire de l'enfant,
- ✓ Disposer du SRO à domicile et savoir l'utiliser,
- ✓ Savoir reconnaître une diarrhée et débiter la prise en charge à domicile,
- ✓ Consulter l'agent de santé le plus proche en cas de complications.

POINTS FORTS

1. La collaboration inter universitaires des autres pays ;
2. La disponibilité des enseignants qualifiés du domaine ;
3. La livraison de diplômes aux étudiants finalistes à chaque fin de l'année académique.

9. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

V.1 OUVRAGES

1. **BERNARD** et **GENEVIEVE PIERRE**, *Dictionnaire médical pour les régions tropicales*, édition BERPS KANGU MAYUMBE. 2010
2. **Aubry P.** *Diarrhées infectieuses, actualités 2011 ; Méd Trop, octobre 2012.*

3. **Aurel M, Martinut A. FMC Mise au point.** *Les gastro-entérites aiguës du jeune enfant Le Quotidien du Médecin* mars 2016 n07912-pages spéciales.
4. **J. NAVARRO et J. SCHMITZ,** *gastroentérologie pédiatrique*, édition FLAMMARION, paris. 2010
5. **J. Claude RAMBAUD,** *cas cliniques en hépato-gastroentérologie*, édition FLAMMARION, paris. 2008.
6. **Diagne I, Camara B, Diouf S, Ba M, N'Diaye O, Cisse MF.** *Diarrhées infantiles en pratique hospitalière: l'expérience du service de pédiatrie du C.H.U. de Dakar. Médecine d'Afrique Noire* 2021; 40 : 349-
7. **Diallo F.** *Etude de l'utilisation de la réhydratation orale dans le poste de référence du centre d'application de sante familiale et nutritionnelle de Bamako, Décembre 2014*
8. **D'Souza RM, Becker NG, Hall G, Moodie KB.** *Does ambient temperature affect foodborne disease, Epidemiology.* 2017 Jan.
9. **Duhamel J, Bach N.** *Manifestations cliniques et biologiques de la déshydratation aiguë du nourrisson*, 2012
10. **Dr James M.,** *Déshydratation aiguë du nouveau-né et du nourrisson. Pathologie Science, Dakar, 2015,*
11. **Dupeyron C.** *Les diarrhées aiguës bactériennes : causes et mécanismes, Recueil de formation à la santé N°2 1ère édition : Diarrhée et péril fécal. Development et Santé ; 2013*
12. **Farthing M, Lindberg G, Dite P, Khalif I, Salazar-Lindo E, Ramakrishna B, et al.** *Recommandations pratiques de l'Organisation Mondiale de Gastroentérologie: Diarrhée aiguë. World Gastroenterology Organisation (WGO) ; 2018.*

13. **FohomTayou BH**, *Prise en charge de la diarrhée aiguë chez les enfants de moins de 5 ans dans le service de pédiatrie du centre de sante de référence de la commune du district de bamako, Bamako ; 2010. 88^{ème} p.*
 14. **Fricker J.** *Halte aux maladies diarrhéiques. L'enfant en milieu tropical, Sénégal, 2015. P22*
 15. **BERNARD et GENEVIEVE PIERRE**, *Dictionnaire médical pour les régions tropicales, édition BERPS KANGU MAYUMBE. 2017*
 16. **BERNARD et GENEVIEVE PIERRE**, *Dictionnaire médical pour les régions tropicales, édition BERPS KANGU MAYUMBE. 2017*
 17. **DECLERCK M.** *Symptômes, Diagnostic et Traitement, édition Medias Paul, Kinshasa. 2016*
 18. **J. Claude RAMBAUD**, *cas cliniques en hépato-gastroentérologie, édition FLAMMARION, Paris. 2015*
 19. **Léon PERLEMUTER et Gabriel P.**, *guide de thérapeutique gastroentérologie-diarrhée, édition MASSON, paris, 2016*
- V.2 REVUES ET AUTRES
1. **Énoncé du Groupe de travail conjoint sur l'alimentation du nourrisson** : *Société canadienne de pédiatrie. Les Diététistes du Canada et Santé Canada. La nutrition du nourrisson né à terme et en santé : Recommandations de la naissance à six mois [En ligne]. 2012 [consulté le 04 mai 2013]*
 2. **MUSHAGALUSA MUNGANGA**, *aspect épidémiologique, clinique et thérapeutique de la gasto-enterite aigue chez les enfants de 0 à 5 ans, WALUNGU, 2017*

Par: **NDAMWINJA LUKENO Jean Bosco**
IRAGI BAZUNGU Jonathan

Chap. IX. ANALYSE PHENOMENOLOGIQUE DE LA CRISE INSTITUTIONNELLE DANS LA DEMOCRATIE CONGOLAISE SOUS LA CONSTITUTION DU 18/02/2006

Par Doctorant Marcellin BIRALI
MUGISHO CHIBUHA

i. BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR

Doctorant **Marcellin Birali MUGISHO CHIBUHA** est



Master en Sciences Politiques et Administratives avec une Licence de l'Université Officielle de Bukavu (UOB) dans le même domaine. Chercheur de renom, Doctorant Marcellin est Enseignant dans plusieurs Universités de Goma et Permanent à l'Université des Martyrs UNIM-GOMA. Auteurs de plusieurs articles publiés et d'autres en cours de publication, Marcellin est un chercheur au titre de Chef d'Antenne entre UNIM –GOMA et la Maison d'édition ORASSU Eveil Congo pour faciliter les autres Enseignants dans la production et la dissémination du savoir depuis le RDC vers l'Afrique et le monde.

ii. Résumé

L'approche des institutions politiques tient compte d'une pluralité d'histoires locales où il y a mise en place des structures et des mécanismes organisant et encadrant l'exercice du pouvoir ainsi que les luttes que sa conquête, son contrôle et sa défense suscitent. L'institution politique est une structure (organe) ou un mécanisme organisant et encadrant l'exercice du pouvoir, les luttes que sa conquête, son contrôle et sa défense suscitent. Les Institutions politiques sont donc les institutions de l'État, ou plus exactement les institutions relatives au pouvoir supérieur

de l'État. Ce sont les institutions qui concernent les gouvernants, leur pouvoir, les modalités de leur désignation et leurs relations avec les gouvernés. Les pouvoirs doivent collaborer et aller de concert. Les attributions de chacun étant incomplètes, les pouvoirs ne peuvent agir sans l'assentiment des autres. Si chacun peut décider, statuer dans son domaine, il peut aussi paralyser les décisions de l'autre : c'est la faculté d'empêcher.

Mots Clés : Crise, Institutionnelle, Démocratie, pouvoir, Constitution, Congolaise, politique,

Summary

The approach to political institutions takes into account a plurality of local histories where there is the establishment of structures and mechanisms organizing and supervising the exercise of power as well as the struggles that its conquest, control and defense give rise to. . The political institution is a structure (organ) or mechanism organizing and supervising the exercise of power, the struggles that its conquest, control and defense give rise to. Political Institutions are therefore the institutions of the State, or more precisely the institutions relating to the higher power of the State. These are the institutions which concern the rulers, their power, the modalities of their appointment and their relations with the governed. The powers must collaborate and go together. The attributions of each being incomplete, the powers cannot act without the consent of others. If everyone can decide, rule in their field, they can also paralyze the decisions of others: this is the ability to prevent.

Keywords: Crisis, Institutional, Democracy, power, Constitution, Congolese, politics

INTRODUCTION

L'aménagement du pouvoir politique au sein de l'État part d'une problématique simple : tous les pouvoirs (FAVOREU et alii, 2005) doivent-ils être concentrés au profit d'un même organe ou bien doivent-ils au contraire être séparés et répartis entre différents organes ? L'approche des institutions politiques tient compte d'une pluralité d'histoires locales où il y a mise en place des structures et des mécanismes organisant et encadrant l'exercice du pouvoir ainsi que les luttes que sa conquête, son contrôle et sa défense suscitent. Il en découle des comportements imités et répétés autour du pouvoir qui incitent aux usages et aux coutumes auxquels se soumettent les détenteurs du pouvoir et leurs administrés.

En effet, l'institution politique est une structure (organe) ou un mécanisme organisant et encadrant l'exercice du pouvoir (J. MEKHANTAR, 1997), les luttes que sa conquête, son contrôle et sa défense suscitent. Les Institutions politiques sont donc les institutions de l'État, ou plus exactement les institutions relatives au pouvoir supérieur de l'État (G. Burdeau, F. Hamon et M. Troper, 1995). Ce sont les institutions qui concernent les gouvernants, leur pouvoir, les modalités de leur désignation et leurs relations avec les gouvernés.

Ces institutions sont constituées, d'une part, d'organes dits "organes publics", qui sont les autorités supérieures de l'État, celles qui déterminent sa politique, et d'autre part, de mécanismes selon lesquels est dévolu et exercé les pouvoirs des organes supérieurs de l'État. Il importe de souligner qu'en RDC, on a beaucoup clamé le problème de la démocratie. Des constitutions ont été à tour de rôle façonnées. Malgré ces efforts, tout s'est soldé par le dysfonctionnement des institutions.

Les régimes qui se sont poursuivis ont été caractérisés par les imperfections. Les institutions de la RDC connaissent encore les ambiguïtés pour une démocratie stable. Pour analyser cette question, nous adoptons le plan suivant : 1. comportement politique pour un nouvel ordre politique ; 2. les grandes idées ; 3. quelques analyses sur les dispositions constitutionnelles et 4. quelques incompatibilités.

I. COMPORTEMENT POLITIQUE POUR UN NOUVEL ORDRE POLITIQUE

Les institutions sont, en ce sens, des formes et des structures fondamentales d'organisation sociale telles qu'elles sont établies par les lois et coutumes d'un groupe humain. L'Institution se distingue de ce qui est -naturel, c'est ce qui est institué par les hommes.

Pour le doyen M. Hauriou, initiateur de la théorie de l'Institution, celle-ci est « Une idée d'œuvre ou d'entreprise qui se réalise et dure juridiquement dans un milieu social; pour la réalisation de cette idée, s'organise un pouvoir qui lui procure des organes ; d'autre part, entre-les membres du groupe social intéressé à la réalisation de l'idée, il se produit des manifestations de communion dirigées par des organes du pouvoir et réglées par des procédures.» (M. HAURIOU,1925). Le principe de la séparation des pouvoirs a des origines institutionnelles et théoriques, tandis que ses fondements sont d'inspiration libérale. Malgré son retentissement, cette théorie fait tout de même l'objet de sérieuses critiques.

La Constitution de 1960 résulte de la résolution politique et juridique de la table ronde politique ayant eu lieu en Belgique du 20/01/1960 au 20/02/1960 qui demande à la Belgique qu'elle édicte une loi fondamentale le 19 mai 1960 et que l'indépendance est fixée au 30 Juin de la même année.

Il y a tendance à considérer la loi du 19/05/1960 comme une constitution provisoire selon l'esprit de l'alinéa premier de l'article 3 relatant que les dispositions qui suivent resteront en vigueur jusqu'à la mise en place des institutions publiques qui auront été organisées par la constitution. Pas de terminologie comme président de la République (VUNDUAWE TE PEMAKO F, 2000). Elle n'est pas à confondre avec la loi fondamentale du 17/05/1960, relative aux libertés publiques. Pour finaliser les souhaits de la Table Ronde, la loi fondamentale envisageait à son article 4 que le Chef de l'Etat et les deux chambres du parlement forment le pouvoir constituant institué et dans la suite, il leur fallait élaborer une constitution définitive et cela avant la fin de la première législature. Par rapport à la loi fondamentale, en voici les idées clés : La reconnaissance de 5 institutions nationales (Le Président de la République, le Gouvernement dirigé par un premier ministre, un parlement bicamériste, la cour constitutionnelle et les cours et les tribunaux.)

Ainsi, la constitution de la RDC du 18/2/2006 est l'aboutissement du vœu des acteurs politiques de la RDC tels que retrouvés à SUN CITY à savoir mettre en place un nouvel ordre politique fondé sur une constitution approuvée par le peuple et dont l'application va faciliter à ce dernier de se choisir des dirigeants au moyen des élections libres, pluralistes, démocratiques, transparentes et crédibles.

Ce comportement politique faisant suite aux clauses de l'accord global et inclusif signé à Pretoria le 17/12/2002 constitue une voie de réduire pour ensuite enrayer les effets des crises récurrentes dues à la contestation de la légitimité des institutions et de leurs animateurs.

C'est pour cette raison que le sénat de la transition en vertu de l'article 104 a initié le projet de constitution qui a été adopté par l'Assemblée Nationale et soumis au référendum (J.-L. BERGEL, 1998) populaire en date du 18 et du 19/12/2005 pour être promulgué le 18/2/2006 par le Président de la République et Chef de l'Etat de la RDC.

II. LES GRANDES IDEES

- 1°. Elle vise à consolider l'unité nationale, à créer des centres d'impulsion et de développement de la base ;

Le Pays est administrativement structuré en 26 provinces dotées de la personnalité juridique mais dont 15 seraient fonctionnellement opérationnelles après confirmation de leur viabilité dans 36 mois selon l'esprit de l'article 226. Telles que citées à l'article 2, elles demeurent des circonscriptions électorales des Sénateurs de la première législature de la Troisième République tout en précisant que la donne géo démographique de Kinshasa lui procure le double du nombre d'autres province c'est-à-dire HUIT. Ce principe est une innovation congolaise dans la mesure où le Sénat est une représentation des Provinces en tant qu'entités ;

L'article 222 alinéas premier confirme le principe de la continuité des institutions publiques à travers le maintien de celles vulgarisées dans la constitution du 4/4/2003 tant que les nouvelles qui contiennent les compétences correspondantes n'auront pas été installées. Les alinéas 2 et 3 dissolvent les institutions d'appui à la démocratie autres que la transformation de la commission électorale indépendante et de la haute autorité de media si une loi organique en provenance du Parlement ne les maintient pas. Dans ce même ordre d'idée, la Cour Suprême de Justice cumule les attributions de la Cour Constitutionnelle, du Conseil d'État et de la Cour de

Cassation en attendant leur installation effective (lire à cet effet les articles 223 à 225). C'est dans cette perspective de pensée que les Cours d'Appels revêtent encore les compétences des juridictions administratives et qu'il est précisé que l'entrée en vigueur de cette constitution dissout la Cour de Sûreté de l'État ;

Il est reconnu le principe de péréquation pour les récoltes nationales à raison de 40% pour les provinces et 60% pour le Gouvernement Central (Article 175) ;

L'interprétation des compétences et l'arbitrage des conflits y afférent relève de la Cour Constitutionnelle ;

L'institutionnalisation des Assemblées et des Gouvernements Provinciaux en reconnaissant comme entités décentralisées, les Villes, Communes, Secteurs et Chefferies ;

Il est reconnu au peuple la qualité de Souverain Primaire qui s'exprime dans le pluralisme politique. Cette reconnaissance a pour corollaire la considération pour haute trahison l'institution d'un Parti unique ;

La constitution met un accent sur les droits et libertés fondamentaux qu'elle intègre dans son contenu selon les références aux instruments juridiques internationaux auxquels la RDC a adhéré. Elle formalise la Parité Homme Femme (articles 11 à 67) ;

L'organisation du Pouvoir et son exercice reposent sur le Président de la République, le Parlement bicaméral, le Gouvernement, bicéphale, les Cours et les Tribunaux restructurés comme susmentionnés.

Cela est fait pour : Assurer un fonctionnement harmonieux des institutions étatiques en évitant les conflits ; Instaurer un Etat de droit où est empêché toute tentative à la dictature ; Garantir la bonne Gouvernance, la lutte contre l'impunité en assurant l'alternance au Pouvoir d'une manière démocratique.

Le mandat du Président est renouvelable une seule fois avec les prérogatives de : Garant de la constitution de l'indépendance nationale, de l'intégrité territoriale, de la souveraineté nationale, du respect des accords et traités internationaux ; Régulateur et arbitre du fonctionnement normal des institutions de la République avec l'implication du Gouvernement sous le contrôle du Parlement ; Il signe les actes réglementaires dans les matières relevant du Gouvernement couvertes par le contreseing du Premier Ministre qui en endosse la responsabilité devant l'Assemblée Nationale ; Il collabore avec le Gouvernement dans les affaires étrangères, la défense et la sécurité.

Le Gouvernement sous l'impulsion du Premier Ministre demeure le maître de la conduite de la Politique de la Nation définie en concertation avec le Président de la République ; La sanction collective du Gouvernement s'opère par l'adoption d'une motion de censure alors que la responsabilité individuelle l'est par motion de défiance ; Réuni en Congrès, le Parlement défère le Président de la République et le Premier Ministre devant la Cour Constitutionnelle pour haute trahison délit d'initier ; En cas de violation de la loi, les parlementaires sont dévêtus des immunités parlementaires et l'Assemblée Nationale peut être dissoute en cas de crise persistante avec le Gouvernement ; L'indépendance du Pouvoir Judiciaire est garantie par la gestion du Conseil Supérieur de la magistrature composée exclusivement des magistrats. Pour plus d'efficiencce dans le traitement des dossiers, les cours et tribunaux sont éclatés en 3 ordres : Les juridictions judiciaires contrôlées au sommet par la cour de cassation ; Les juridictions administratives subordonnées par le conseil d'État ; L'interprétation des clauses constitutionnelles, l'arbitrage des conflits des compétences et des contentieux électoraux sont confiés à

la cour constitutionnelle, c'est dans ce cadre que les compétences exclusives et concurrentes entre les niveaux central et provincial sont précisées.

L'harmonisation intra provinciale et nationale s'effectue à travers la conférence des gouverneurs Présidée par le Chef de l'État pour des conseils mutuels. La solidarité nationale est assurée par la caisse de péréquation confiée à la tutelle du Gouvernement. L'équilibre socioéconomique et social sera assuré à partir des avis consultatifs donnés au Président de la République, au Parlement et au Gouvernement par le conseil économique et social ; La Commission Électorale Nationale Indépendante et le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et de la Communication remplace la Commission Électorale Indépendante et la Haute Autorité des Media.

Elles ont respectivement pour missions : Organiser le processus électoral de façon permanente pour la première ; Assurer la liberté et la protection de la Presse ainsi que de tous les moyens de communication des masses dans le respect de la loi pour le second.

Les interdits à la révision constitutionnelle : La forme républicaine de l'Etat et le principe du suffrage universel ; La forme représentative du Gouvernement, le nombre et la durée des mandats des institutions éligibles ; L'indépendance du Pouvoir Judiciaire, le pluralisme politique et syndical.

III. QUELQUES ANALYSES SUR LES DISPOSITIONS CONSTITUTIONNELLES

Les articles 2 à 4 nécessitent une clarification par une loi organique afférant aux mécanismes fonctionnels d'une décentralisation politique vu que le dénombrement des entités doit être précisé pour éviter l'arbitraire dans la détermination des entités comme cela avait été le cas lors

de la mise en application de la loi du 19 mai 1960 ; Les articles 5 à 8 habilite le Peuple à être reconnu Souverain Primaire par les élections, le Référendum et la vigilance pour ne plus rentrer au monopartisme à condition de respecter l'ordre public, la loi et les bonnes mœurs et de reconnaître l'opposition comme adversité non une inimitié ; L'État exerce une Souveraineté permanente sur le sol, sous-sol, les eaux, les forêts, les différents espaces territoriaux mais n'est pas nommément cité propriétaire (Article 10) ; Les jus sanguins, jus soli et jus juris sont combinés pour conférer la nationalité Congolaise (Article 10) ; Le Pouvoir exécutif est bicéphale et respectivement exercé par le Président de la République, Chef de l'État et du Gouvernement formé du Premier Ministre, Ministres, des Vice- Ministres, des Vices-Premiers Ministres, des Ministres d'État et Ministres délégués (Articles 69 et 90).

a. Du Président

Hormis ce qui est dit dans les grandes idées, retenons que :

- Il est symbole de l'unité nationale et représente la nation ;
 - Il veille au respect de la constitution et la continuité de l'État ;
 - Son mandat est une fois renouvelable pour 5 ans, il est élu au suffrage universel direct à la majorité absolue des suffrages exprimés. Si un second tour a lieu, les 2 candidats ayant eu plus de voix ou en cas de décès celui ou ceux qui suivent. Celui qui obtient la majorité au second tour est élu Président. Les deux tours sont séparés par 15 jours ;
 - Les critères d'éligibilités sont : lire articles 70-74.
- a) La nationalité Congolais d'origine et 30 ans au moins ;

- b) Jouir de la plénitude des droits civils et politiques et ne pas être tenu aux cas d'exclusion prévus par la loi électorale ;
- c) Le scrutin est convoqué par la loi électorale à 90 jours avant l'expiration du mandat et le nouvel élu entre en fonction 10 jours après la proclamation des résultats définitifs à la suite d'une prestation de serment faisant objet de l'article 74 ;
- d) La vacance du Président pour cause le décès, la démission, l'empêchement définitif constatés par la Cour Constitutionnelle sur saisine du Gouvernement. Son intérim est assuré par le Président du Sénat en attendant la réorganisation des élections dans les 60 jours au mois et 90 jours au plus sur convocation de la Commission Electorale nationale indépendante. En cas de force majeure et sur sollicitation par la CENI, le délai d'organisation des élections peut être prolongé à 120 jours. Le nouveau Président réélu aura un nouveau mandat (Article 75 à 76).

Autres compétences du président de la République

- Il adresse des messages à la nation et communique aux chambres du Parlement oralement ou par écrit sans débat ;
- Il prononce devant le congrès une fois par an un discours sur l'Etat de la Nation ;
- Il nomme le Premier Ministre au sein de la majorité parlementaire après sa consultation. Il met fin à ses fonctions sur présentation de la démission du Gouvernement par celui-ci. Si celle-ci n'existe pas, il nomme un informateur pour une coalition, la mission d'information est de 30 jours renouvelable une seule fois ;

- Il nomme et révoque les autres membres du Gouvernement sur proposition du Premier Ministre ;
- Il convoque et Préside le Conseil des Ministres sinon il délègue le Premier Ministre ;
- Il promulgue les lois, statue par ordonnances contresignées par le Premier sauf en cas de nomination, de révocation ou d'octroi des fonctions et des grades ou d'investiture (article 78 alinéas 1, 80, 84, 143) ;
- Le Président de la République investit par ordonnance les Gouverneurs et les Vice Gouverneurs élus dans 15 jours selon l'article 198 ;
- Il nomme et révoque ou relève de leurs fonctions les ambassadeurs, envoyés extraordinaires ; les officiers généraux et supérieurs de l'armée et de la Politique sur avis de conseil supérieur de la défense ainsi que le Chef d'Etat Major Général et Commandants des grandes unités ; les hauts fonctionnaires de l'administration publique, les responsables des services et établissement publics, les différents mandataires publics sauf les commissaires aux comptes ;
- Il nomme et relève de leurs fonctions les différents magistrats sur proposition du Conseil Supérieur de la Magistrature ;
- Il est le commandant suprême des forces armées et Préside le Conseil Supérieur de la défense, confère les grades et les décorations dans les ordres nationaux (Articles 80 à 84) ;
- Dans les circonstances graves et après concertations avec le Premier Ministre et les Présidents de deux chambres parlementaires, il proclame l'état d'urgence ou l'état de siège selon

l'esprit des articles 144, 145 en application de l'article 85. Il en informe la Nation ;

- En vertu de l'article 86 et dans l'esprit de l'article 143, il déclare la guerre par ordonnance délibérée en conseil des Ministres après avis du Conseil Supérieur de la Défense et autorisation de 2 chambres parlementaires ;
- Il a le droit de grâce, de remettre, de commuer ou de réduire les peines (article 87) ;
- Il accrédite le personnel diplomatique auprès des Etats étrangers et des organisations internationales où reçoivent ceux qui lui sont accrédités (article 88) ;
- Ses dûs financiers sont fixés par la loi des finances (article 89)

b. Du Gouvernement

- Il est dirigé par le Premier Ministre qui est son Chef et dont l'intérim est confié au Ministre présent selon son règlement d'ordre intérieur ;
- Il présente son programme à l'Assemblée Nationale avant d'entrer en fonction. En cas d'approbation par la majorité absolue, elle investit le Gouvernement ;
- Il conduit la politique des Forces Armées, de la Police Nationale et des Forces de sécurité ;
- Le Gouvernement est responsable devant l'Assemblée Nationale. Les modalités de fonctionnement et de collaboration entre tous les acteurs politiques de l'exécutif sont fixées par une ordonnance délibérée en conseil de Ministre dirigé par le Chef de l'Etat ;

- Il est soumis aux dispositions des articles 100, 146 et 147 dont les compétences sont de l'Assemblée Nationale ;
- Le Premier Ministre assure l'exécution des lois, dispose du pouvoir réglementaire n'emargeant pas du Chef de l'Etat et statue par DECRET

Il nomme par décret délibéré en Conseil des Ministres aux emplois civils et militaires non impliqués par les actes du Chef de l'Etat. Ses actes sont contresignés par les Ministres compétents pour l'exécution. Il délègue certaines de ses attributions aux Ministres (article 92) ; Chaque Ministre applique le programme du gouvernement dans le département dont il est responsable sous la direction et la coordination du Premier Ministre (Article 93). Il statue par l'arrêté.

Les Vices Ministres accomplissent les attributions qui leur sont reconnues par l'ordonnance organisant et assurant le fonctionnement du Gouvernement sous l'autorité des Ministres dont ils sont adjoints et assurent l'intérim lorsque leurs titulaires sont absents ou empêchés (Article 94).

- La dotation du Premier Ministre et les des financiers des membres du Gouvernement sont fixés par la loi des Finances ;
- Les fonctions de Chef de l'Etat et des membres du Gouvernement sont incompatibles avec l'exercice de tout mandat électif, de tout emploi public, civil ou militaire ; de toute activité professionnelle et de toute responsabilité au sein d'un Parti Politique. Une exception faite pour les membres du Gouvernement repose sur leur compatibilité avec les fonctions des activités agricoles, artisanales, culturelles, d'enseignement et de recherche (Articles 96-97) ;

- Il est interdit au Président de la République et membres du Gouvernement d'acheter, d'acquérir ou de prendre en bail un bien appartenant à l'Etat ou aux Entités décentralisées par eux-mêmes ou des personnes qui leur sont mandataires. Ils ne peuvent pas non plus prendre part aux marchés concernant la Province ou les autres entités décentralisées ou là où elles ont un intérêt (Article 98) ;
- Le Président de la République et les membres du Gouvernement sont tenus de déclarer l'actif, le passif et leurs obligations à la Cour Constitutionnelle avant d'entrer en fonction avec des preuves juridiques (CASIER FISCAL), s'ils ne l'ont pas fait dans 30 jours, ils sont réputés démissionnaires, cette déclaration est rendue publique pour chacun. Cela se fait également 30 jours avant la fin de fonctions sinon il y a déférence à la cour constitutionnelle ou de cassation pour crime de fraude ou d'enrichissement sans cause (Article 99).

c. Du pouvoir législatif

- Il est exercé par un Parlement bicaméral qui vote les lois, contrôle le Gouvernement et tous les établissements, services publics ainsi que les entreprises publiques. Chaque chambre a une dotation propre et jouit d'une autonomie administrative et financière (Article 100).

C.1. De l'Assemblée Nationale

- Les députés sont élus au suffrage universel direct et secret dans les circonscriptions électorales où ils ont été présentés comme candidats des Partis ou de regroupements politiques et à défaut des indépendants ;

- Chaque député est élu avec 2 suppléants, il représente la Nation et ne jouit pas d'un mandat impératif ;
- Les conditions d'éligibilité d'un député national sont celles du Chef de l'Etat sauf l'âge fixé à 25 ans au moins. Leur nombre pour la législature actuelle est donné en annexe 1 de la loi électorale PP.51-58 (articles 101 à 102) ;
- Le mandat est fixé à 5 ans renouvelables, il commence dès la validation de ses pouvoirs et expire lors de l'installation de la nouvelle Assemblée. Article 103.

C.2. Du Sénat

Le Sénateur représente la province et son mandat est national sans pour autant qu'il soit impératif. Ils sont présentés comme candidats dans les mêmes modalités que les députés dans les Assemblées Provinciales. Les anciens Présidents qui auront achevé leurs mandats sont de droit Sénateurs à vie. Leur nombre est 8 pour Kinshasa et 4 pour chacune des autres Provinces.

- Le mandat est de 5 ans renouvelable et commence dès la validation des Pouvoirs jusqu'à l'installation du nouveau Sénat (Article 105) ;
- Les critères d'éligibilité sont ceux du Président de la République (Article 106) ;
- Aucun Parlementaire ne peut être poursuivi, recherché, arrêté, détenu ou jugé en raison des opinions ou votes émis lors de l'exercice de ses fonctions. La poursuite est requise sur autorisation de la chambre dont il est membre s'il s'agit de flagrant délit lors des sessions. En dehors des sessions, ce sont des bureaux qui autorisent surtout s'il faut une condamnation définitive. La détention ou la poursuite pourra être suspendue si

la chambre du Parlementaire de l'inculpé le requiert et le délai ne devra pas dépasser la période de la session. Article 107.

IV. QUELQUES INCOMPATIBILITES

L'on ne peut être à la fois Sénateur et député, ces fonctions sont incompatibles avec les qualités de :

- Membres du Gouvernement, Membre d'une institution d'appui à la démocratie ou des forces armées, police nationale et des services de sécurités ;
- Les magistrats, les agents de carrière des services publics de l'État, les cadres politico administratifs de la territoriale sauf les Chefs de collectivité chefferie et de Groupements ;
- De mandataire public actif ou membres de différents cabinets de différentes autorités de l'Etat, des sociétés publiques ou d'économie mixte.

Tout parlementaire a le droit de circuler sans restriction et entrave à l'intérieur du Territoire National et d'en sortir. Il a droit à une identité équitable, assurant l'indépendance et la dignité prévue par la loi des finances. Les identités de sortie équivalent à celles de 6 mois régulièrement perçues (Article 109). Hormis la mise à terme de mandat dans les conditions habituelles, retenons :

- L'absence non justifiée et non autorisée à plus d'un quart des Séances d'une session ;
- L'acceptation d'un emploi incompatible ;
- La condamnation irrévocable à une peine de servitude pénale principale pour infraction intentionnelle ;

- Toute cause d'inéligibilité constituée ultérieurement par l'autorité judiciaire ;
- L'abandon délibéré du Parti politique durant la législature, dans ce cas, les suppléants et surtout le premier occupe le siège rendu vacant.

Pour mieux fonctionner, chacune des chambres est dotée d'un bureau permanent composé d'un Président, de deux Vice- Présidents, de Deux Rapporteurs et Deux Questeurs.

- Les Présidents de deux chambres sont des Congolais d'origine ;
- Les règlements d'ordre intérieur déterminent :
 - a. La durée, les règles de fonctionnement, les pouvoirs de différents organes ainsi que les rôles des organes délibératifs et la structuration en commissions spécialisées ;
 - b. Le régime disciplinaire des parlementaire et gestion des secrétariats généraux attachés auprès de différentes chambres, les différents modes de scrutins non envisagés par la constitution. Ils doivent être approuvé par la Cour Constitutionnelle qui en vérifie la conformité dans 15 jours (Article 112).
- Pour une adoption identique, les deux chambres peuvent avoir une Commission paritaire. En cas de désaccord d'entre chambres, le point de vue de l'Assemblée Nationale prime (Article 113).

Quinze jours après proclamation des résultats, chaque chambre se réunit en session extraordinaire pour l'installation des bureaux provisoires et définitifs, l'élaboration et l'adoption du Règlement d'ordre intérieur, les deux chambres se réunissent en commun pour dégager le règlement d'ordre intérieur du congrès, cela se fait jusqu'à épuiser l'ordre du jour. La durée d'une session ordinaire ne peut pas dépasser 3 mois. Sur demande du

bureau, de la moitié de ses membres et du Président de la République ou du Gouvernement, le Président de chaque chambre du Parlement convoque une session extraordinaire jusqu'à épuiser l'ordre du jour.

Article 116 : Après délibération du Conseil des Ministres, toute décision souhaitée comme prioritaire doit être édictée par le Parlement, il faut les 2/3 des membres, les séances sont publiques sauf quelques cas appréciés de huit clos. Le compte rendu analytique est publié dans les annales parlementaires.

Les réunions en congrès se font lors :

- De la procédure de révision constitutionnelle en se référant aux articles 218 à 220 ;
- De l'autorisation de la proclamation d'états de sièges et d'urgence ainsi que la déclaration de guerre selon les articles 85,86 ;
- L'audition du discours Présidentiel sur l'état de la Nation selon l'article 77 ainsi que la désignation de 3 membres de la Cour Constitutionnelle conformément à l'article 158 (Article 119) ;
- Le Congrès siège dans le Bureau de l'Assemblée Nationale et la Présidence est tournante entre les deux présidents selon un règlement d'ordre intérieur validé par la Cour Constitutionnelle sur lequel le prononcé ne peut excéder 15 jours après son dépôt ;
- Les résolutions sont prises conformément aux différents règlements d'ordre intérieur pour les votes, l'on recourt à l'appel nominal à haute voix, la main levée, les bulletins secret ou procédés techniques ayant plus des garanties. Les désignations des personnes s'effectuent sur bulletins secrets.

Faisons remarquer que les articles 122 à 148 se préoccupent des rapports entre le Gouvernement émergeant du Pouvoir Exécutif et le Pouvoir Législatif. Ce qui importe c'est dégager les indicateurs susceptibles de nous permettre de qualifier le régime politique.

- En cas de retard du dépôt du projet de loi des finances, le Gouvernement sollicite auprès de deux chambres, l'ouverture des crédits provisoires si le gouvernement ne l'a pas fait endéans 15 jours précédant la fin de la session budgétaire, il est réputé de missionnaire ;
- Si les deux chambres parlementaires ne sont pas prononcées dans 15 jours sur l'ouverture des crédits provisoires, ils sont mis en vigueur par le Président de la République sur proposition du Gouvernement délibérée en Conseil des Ministres.

Si au premier jour du mois de février la loi des finances n'est pas édictée, le projet est mis en exécution selon les amendements proposés par les chambres sur autorisation du Chef de l'Etat et partant d'une proposition délibérée en Conseil des Ministres. Ces amendements sont sans objet lorsqu'ils introduisent un déséquilibre aux deux niveaux (recettes et dépenses) (Article 126-127).

Les actes ayant la qualité des lois sont convertis en décret sur avis de la cour constitutionnelle et après démarche du Gouvernement qui les considère de réglementaires (Article 128).

Les membres du Gouvernement prennent part aux assises et clarifient les idées sans vote. En cas du dépôt d'un texte dans l'une des chambres, l'autre délibère sur ce qui lui est transmis (Article 132-133).

Le désaccord entre les délibérations de deux chambres parlementaires se résout par une commission MIXTE

paritaire. 6 jours après adoption, le Président de la République la promulgue et le Premier Ministre en reçoit ampliation.

Dans un délai de 15 jours, si le Président constate une anomalie, peut exiger les deux chambres parlementaires de délibérer sur une loi à la majorité absolue initialement ou après modification. Les moyens traditionnels de contrôle du Parlement sur le Gouvernement et différents services sont : la question orale ou écrite, la question d'actualité, l'interpellation, la commission d'enquête et l'audition des commissions. Ces moyens donnant lieu aux motions de censure ou de défiance qui sont requises si elles sont signées pour la première de 25% des membres et 10% pour la seconde dans l'Assemblée Nationale et que l'adoption l'a été à la majorité absolue (concilier les points de vue des articles 139, 146 et 147).

La motion de censure rend tout le Gouvernement démissionnaire et ses effets commencent à courir dans les 24 heures qui suivent.

La motion de défiance concerne pour les conditions susmentionnées un membre du Gouvernement.

Le recours au procédé par voie d'action pour attaquer l'anti constitutionnalité d'une loi est prévu à l'article 139. A défaut de promulgation de la loi avant l'expiration du délai susmentionné, la promulgation l'est de droit. Les lois sont promulguées dans le journal officiel et leurs diffusions doivent se faire en langues nationales dans le délai de 60 jours à dater de la Promulgation.

En cas de crise persistance entre l'Assemblée et le Gouvernement, le Président de la République consulte le Premier Ministre et les deux Présidents parlementaires dissout l'Assemblée Nationale. Cette dissolution ne doit pas intervenir lors de la guerre, des états d'urgences ou de siège, une année après élection et lors de l'intérim confié au Président du Sénat.

Le régime parlementaire ressort de la description des critères susmentionnés mais relativisé par le Président de la République qui préside le Conseil des Ministres. Ce qui confirme l'atout d'un régime SEMI-PRESIDENTIEL surtout qu'il n'y a pas responsabilité devant le Chef de l'Etat : avant de clore cette constitution, reconnaissons que :

Les articles 195 à 206 visualisent l'aspect d'une décentralisation politique quoi que non précise que certains auteurs observent en donnant à la RDC la forme d'un Etat Unitaire Fortement Décentralisé.

La complexité et les ambivalences dues à l'hétérogénéité des populations congolaises ont contraint le législateur à reconnaître l'autorité coutumière désormais guidée par sa conformité à la loi, à l'ordre public et aux bonnes mœurs. Elle est dotée du devoir de promouvoir l'unité et la cohésion conformément à son statut devant être régi par une loi (Article 207)

CONCLUSION

Ce travail a été déterminé et animé par une réflexion sur la séparation et la collaboration des Institutions en République Démocratique du Congo. Au terme de cette analyse, il ressort que nous disposons de nos jours d'une classification ternaire pour penser la séparation des Institutions en RDC. L'essentiel de l'organisation et fonctionnement de l'Etat, en tant qu'institution politique la plus perfectionnée, constitue le droit constitutionnel.

L'initiative constitutionnelle n'est pas mauvaise comme le souligne Jean Gicquel (Jean Gicquel, 1987). Mais le problème de transfert a généré quelques inadéquations surtout dans les Etats créés à la suite du processus de la décolonisation. A cette situation, La RDC n'est pas indifférente quand bien même que c'est la

question des enjeux locaux qui prima dans ses grands et larges débats constitutionnels.

Le régime politique au Congo, est un héritage de la colonisation et puis de la tutelle et le mandat des puissances occidentaux. Mais en raison du poids qu'ont pris les partes administrées par les Belges pour le Congo, les différents régimes politiques Congolais sont tombés dans l'imitation Française et Belge étant que donné que la Belgique elle-même s'est largement inspirés du Droit français et du Code Napoléon.

Entre la gestion de cet héritage et l'invention du futur, le Congo présente un penchant dans le mimétisme lui obligeant de suivre certaines écritures constitutionnelles sans avoir la capture de l'esprit de ces textes. Cet Amateurisme constitutionnel est le fruit du rémorquisme.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- FAVOREU et alii, *Droit constitutionnel*, Paris, Dalloz, 2005 ;
- G. BURDEAU, F. HAMON et M. TROPER, *Droit constitutionnel*, Paris, LGDJ, 1995 ;
- J.-L. BERGEL, *Théorie générale du droit*, Paris, Dalloz, 1998 ;
- J. MEKHANTAR, *Droit politique et constitutionnel*, Paris, Editions Eska, 1997
- Jean Gicquel, *Droit Constitutionnel et Institutions politiques*, LGDJ, Paris, 1987 ;
- La Constitution de la République Démocratique du Congo du 19 mai 1960 ;
- La Constitution de la République Démocratique du Congo du 1^{er} Aout 1964 ;
- La Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 Février 2006 ;
- M. HAURIOU, *La théorie de l'Institution et de la fondation. Essai de vitalisme social*, Paris, Cahiers de la Nouvelle Journée, 1925 ;

- VUNDUAWE TE PEMAKO F, A l'ombre du Léopard Vérités sur les régimes de Mobutu Sese Seko, Bruxelles, Zaire libre, 2000 ;

**Par Doctorant Marcellin BIRALI
MUGISHO CHIBUHA**

Chap. X. DE L'ETUDE THEOLOGIQUE COMPAREE DE LA NAISSANCE CIVILE ET SPIRITUELLE

Par MUSABIMANA NGIRABABO Modeste



i. BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR

L'Auteur est Assistant MUSABIMANA Modeste, licencié en Théologie Pratique Appariteur de l'Université Baptiste du Congo UBC RUBAYA. Délégué des Eglises de la 8eme CEPAC RUBAYA. Actuellement Modeste est chercheur au sein de la Maison d'Édition ORASSU EveilCongo.

1. INTRODUCTION

La naissance se présente comme un passage universel destiné à tout être humain, que l'on cherche à circonscrire dans des cadres, civile et théologique ; c'est qu'elle demeure un phénomène qui participe à la croissance démographique et aux effectifs des baptisés dans l'Eglise. Cette naissance soulève des préalables et des conditions d'être. Entre autre, le mariage afin de parler de la naissance, deux époux doivent se mettre ensemble dans les conditions acceptables par l'Eglise et par la société. Etablis par l'État Congolais, les parents du

nouveau-né, se présente après 90 jours de naissance à l'officier de l'Etat civil en guise de faire enregistrer leur enfant. L'article 7 de la constitution relative aux droits de l'enfant spécifie que tous les enfants ont droit à l'enregistrement de leur naissance sans discrimination aucune.

Par la suite, l'Eglise exige aussi que les parents chrétiens puissent venir présenter l'enfant devant les Sacrificateurs à l'Eglise pour lui imposer les mains en prononçant sur lui une parole de bénédiction. Crf. Marc 10 :14. Présenter un enfant à l'Eglise, c'est le placer devant Dieu afin qu'il puisse le bénir, le protéger et l'entourer de sa bienveillance durant toute sa vie. A cela s'ajoute la seconde naissance, naissance spirituelle ou baptême lors que cet enfant atteint l'âge recommandé par l'Eglise. Notre travail s'inscrit dans la ligne de mener une étude comparative entre la fréquence de natalité civile à celle de l'enregistrement dans l'Eglise et la nouvelle naissance ou baptême. Nous voulons savoir l'Eglise en particulier la 8eme CEPAC Kibabi reçoit combien de nouvelles naissances sur le total enregistré dans deux Hôpitaux de la place et au sein de l'Etat Civil. D'où l'urgence d'examiner le problème lié à cette étude comparée. Tout en sachant que toute comparaison n'est pas raison, nous allons examiner les faits sur terrain.

2. PROBLEMATIQUE

La plupart des parents ignorent l'importance d'enregistrement de leurs enfants à l'Etat Civil et à l'Eglise n'ayant pas été sur les bancs de l'école, il ne dispose pas des informations exactes et précisent concernant l'enregistrement des enfants à l'Etat Civil et n'en comprennent pas l'enjeu essentiel.

Ils laissent passer le délai de 90 jours pour enregistrer la naissance et se trouvent ensuite dans

l'incapacité de payer ces 250\$ nécessaires à l'établissement du jugement supplétif prévu par la juridiction congolaise. Suite à un plaidoyer auprès du Gouverneur du Nord-Kivu, ce dernier a signé un arrêté provincial permettant le recensement des enfants de moins de 18 ans grâce à un « Certificat d'Indigence »

Ce certificat permet aux parents d'obtenir, pour 5\$ seulement au lieu de 250\$, l'indispensable jugement supplétif donnant droit à l'établissement gratuit d'un acte de naissance. Pour ce certificat d'indigence l'Etat de pauvreté intellectuelle, morale, indigence d'idée tant disque le certificat de carence est un défaut, déficience, faiblesse, pénurie etc.....

Nous avons une « Attestation de naissance » délivré par l'hôpital où est né l'enfant, et « l'acte de naissance » est délivré par l'Etat Civil de l'enregistrement de la naissance et ce document assure une identité, un nom et une nationalité à l'enfant. Quant à la naissance spirituelle, chaque nouveau-né spirituelle reçoit la bénédiction un acte baptismal lord de baptême. Malgré que nous enregistrons plusieurs nouveau-né civils, mais le nombre de croyants ne s'augmente pas. Le but de notre recherche est d'étudier minutieusement les comportements des parents chrétiens de l'ECC/8^e CEPAC du groupement M/KIBABI face à l'enregistrement des nouveaux nés moins de 90 jours. Après une longue étude en rapport avec notre sujet, nous nous sommes posé quelques questions ci-dessous pour se rassurer de certains comportements des parents chrétiens de l'ECC/8^e CEPAC en Groupement M/KIBABI face à notre sujet.

Ces questions sont posées de la manière suivante : Comment les parents chrétiens de l'ECC/8^e CEPAC KIBABI apprécient-ils l'enregistrement de leurs enfants à l'Etat Civil ? Quelle est les valeurs politique, sociale,

ecclésiastique, économique, culturelle de faire enregistrer les nouveaux nés à l'Etat civil ? Quelle différence de fréquence qui existe entre la naissance civile et celle spirituelle dans de l'enregistrement des nouveaux dans le Groupement M/KIBABI ?

3. HYPOTHESE

L'hypothèse est une réponse provisoire et anticipée à la question de la problématique pendant les recherches.

KABWEKANO KABAYA (2004) affirme que l'hypothèse au début de la recherche et destinées à guider l'investigation. C'est aussi une supposition des réponses aux questions soulevées dans la problématique. Ainsi, les hypothèses aux questions de la problématique ont été formulées de la manière suivante :

A la première question de savoir comment les parents chrétiens de l'ECC/8^e CEPAC KIBABI apprécient-ils l'enregistrement de leurs enfants à l'Etat Civil ; R/ Nous postulons que ces parents aimeraient tous passer à cet enregistrement. Certes, d'aucuns se verraient empêcher par des difficultés de la vie et d'autres par diverses circonstances.

A la deuxième question de savoir quelle est les valeurs politique, sociale, ecclésiastique, économique, culturelle de faire enregistrer des nouveaux nés à l'Etat civil, R/ Les valeurs d'enregistrement des nouveau-né seraient :

Sur le plan politique : l'identité nationale de l'enfant, serait impossible. Témoigne de l'âge non acceptable au recrutement des mineurs dans les forcés armées ; Sur le plan social : l'enregistrement des nouveau-nés serait un moyen de prévenir l'emploi, le mariage des enfants, l'accès aux services sociaux ; Sur le plan ecclésiastique : l'entièrement passerait de l'état civil à l'Eglise, favoriserait une bonne croissance morale de l'Eglise qui conduirait à la naissance spirituelle, encouragerait des mariages

religieux ; Sur le plan économique : cet enregistrement favoriserait à la fois pour l'Eglise la croissance numérique, qui se traduirait à la longue comme facteur financier et à l'Etat serait un avantage lié à la croissance démographique ; Sur le plan culturel : cet enregistrement renforcerait les us et coutumes congolaises.

A la troisième question de savoir quelle différence de fréquence qui existe entre la naissance civile et celle spirituelle dans de l'enregistrement des nouveaux dans le Groupement M/KIBABI, R/ il aurait une grande différence entre ces deux fréquences et qui témoignerait un travail d'évangélisation qui reste à faire du côté des Serviteurs de Dieu. Un bon nombre d'enfants moins de 90 jours des chrétiens de l'ECC/8^e CEPAC du Groupement M/KIBABI seraient favorables à l'enregistrement de l'Etat Civil.

4. OBJECTIF DE LA RECHERCHE

a) OBJECTIF GENERAL :

L'objectif général de notre recherche est d'étudier les différents comportements affichés par les parents chrétiens de l'ECC/8^e CEPAC du Groupement M/KIBABI et la manière dont les autorités de l'Etat Civil enregistre au fassent leurs enregistrements des nouveaux nés.

b) OBJECTIF SPECIFIQUE :

- Déterminer la valeur (importance) politique, sociale, ecclésiastique, économique, culturelle d'enregistrement des nouveaux nés des chrétiens de l'ECC/8^e CEPAC du Groupement M/KIBABI
- Préciser les comportements des parents chrétiens de l'ECC/8^e CEPAC du Groupement M/KIBABI face à l'enregistrement de leurs enfants de moins de 90 jours à l'Etat Civil.

- Apprécier des apports positifs et négatifs d'enregistrement des nouveaux nés des parents chrétiens de l'ECC/8^e CEPAC du Groupement M/KIBABI

5. LES CHOIX ET INTERETS DU SUJET

Ce travail est judiciaire, ecclésiastique, social car il concerne le changement des comportements des parents notamment les chrétiens de l'ECC/8^e CEPAC du Groupement M/KIBABI au profit de l'enregistrement des nouveaux nés.

Le choix de ce travail est de mettre au clair l'incompatibilité qui se fait voir lors de l'enregistrement des nouveaux nés à l'Etat Civil face aux parents chrétiens du Groupement M/KIBABI et ceux d'ailleurs.

6. INTERET DU SUJET

❖ *Intérêt personnel*

L'intérêt personnel du choix de ce sujet est pulsé par l'intérêt que nous avons prêté à ce dernier pour nous imprégner avec précision des comportements affichés par les parents chrétiens de l'ECC/8^e CEPAC/Groupement M/KIBABI face à l'enregistrement de leurs enfants à l'Etat Civil.

❖ *Intérêt judiciaire*

Bien que nous ne sommes pas le premier à aborder ce thème nous avons voulu posé notre pierre de contribution pour sensibiliser, vulgariser les parents chrétiens de l'ECC/8^e CEPAC à s'épargner de cette ignorance judiciaire au point d'enregistrement de leurs enfants à l'Etat Civil et à l'église dont ils fréquente car notre sauveur Jésus-Christ a dit nous sommes la lumière du monde cfr : JEAN 8 :12-36 ,

MATHIEN 5 :14, les chrétiens doivent être les premiers à accomplir les actions judiciaires pour modeler les incultes.

❖ *Intérêt ecclésiastique*

Vu l'origine de l'institution ecclésiale selon le nouveau Testament, pour lui l'Eglise est une institution dans la mesure où elle apparaît, mais de nouveau il faut concilier ce texte avec d'autres, car le dirigeant locaux sentent que les mesures disciplinaires de l'Eglise sont une étape nécessaire soit de normaliser l'enregistrement des nouveaux nés des chrétiens (fidèles) conformément aux dix versets bibliques d'être la lumière, modèle aux autres. EX :

Notre intérêt ecclésiastique **est que notre sauveur Jésus-Christ est né à Bethléem** et nous fêtons sa naissance le Jour de **Noël, le 25/12/ chaque année** de calendrier julien ou de calendrier grégorien et participer aux actions d'enregistrement à Luc 2 ; 7.

❖ *Intérêt social*

A l'intérêt social l'enfant enregistré est intégré dans la société

7. APPOCHE METHODOLOGIQUE DU TRAVAIL

Pendant la rédaction de ce travail nous nous sommes servi de la méthode analytique transversale qui nous a permis de confronter les hypothèses présentées afin de récolter les données sur terrain.

8. DELIMITATION DU SUJET

Notre travail est limité dans le temps et dans l'espace.

- ❖ Dans le temps : cette étude s'étend sur une période de 2 ans c'est-à-dire 2021-2022
- ❖ Dans l'Espace : notre recherche prend son champ d'investigation en Afrique, R D C, Nord-Kivu, dans le Territoire de **MASISI, Groupement M/KIBABI**

9. SUBDIVISION DU TRAVAIL

L'introduction et la conclusion Générale exceptées, notre travail pivote autour de trois chapitres dont :

- Le premier chapitre porte sur les considérations Générales où nous avons définis les différents concepts, clés de notre sujet pour une meilleure compréhension du travail, la présentation du milieu d'étude et les travaux antérieurs.
- Le Deuxième chapitre parle sur le cadre comportement dans lequel nous avons présenté la population chrétiennes d'étude la méthode utilisée, les techniques utilisées et les différentes visites au cours de notre recherche
- Afin, le troisième chapitre a pour cible au tour de la présentation, l'analyse des données et l'interprétation des résultats

I.1. Etat de la question

Ce travail qui porte intitulé d'étude comparative et théologique des naissances civiles et spirituelle dans le groupement de M/KIBABI cas de l'Eglise de la 8eme CEPAC KIBABI de l'an 2021 -2022 est le fruit de plusieurs recherches scientifiques et théologiques. Une nouveauté dans la faculté de théologie de l'Université Baptiste du Congo UBC-GOMA, Campus de Rubaya. Par ailleurs, sous autres siens, ce même thème a déjà été abordé par le plusieurs chercheurs et des documents y relatifs sont disponibles.

1. **Socrate (470-399)** : philosophe Antique, qui s'inspirât de l'obstétrique, une spécialité médico-chirurgicale qui a pour objet l'étude et la prise en charge de la grossesse et de l'accouchement. La sage-femme et les médecins en sont les principaux praticiens. Philosophe de son état, Socrate s'est engagé toute sa vie à aider l'humanité à accoucher

la vérité via la méthode Socrate composée de deux étapes, l'ironie et la maïeutique. Grâce à l'inspiration du métier de sa mère, sage-femme qui aidait les femmes à accoucher les enfants ; Telle est la ressemblance entre Socrate et sa mère Phénarete.

2. **Code de la famille de la RDC** : d'après la loi numéro 87. 010 du 01 août 1987 portant code de la famille, la présente loi répond d'une part au prescrit de l'article 14 à l'annexe 3 de la constitution et législation congolaise en matière de la natalité.
3. **Constitution de la RDC** : en RDC, la naissance détermine la possession de la nationalité d'un nouveau-né, conformément à l'article 5 à l'annexe 2 dit : « l'enfant né en République Démocratique du Congo, dont la naissance est survenue sur le territoire de la RDC ou à bord d'un aéronef ou d'un navire congolais a droit à la nationalité congolaise.

I.2. Définition des concepts

Nous avons intérêt à définir les mots clés employés dans ce sujet, pour éviter le risque de compréhension.

I.2.a. Etude : selon le dictionnaire Larousse, le concept « étude » est un nom féminin qui révèle une application méthodique de l'esprit cherchant à apprendre et à connaître ; un travail de l'Esprit qui s'applique à connaître, à approfondir quelque chose. Selon le dictionnaire philosophique, l'étude est un travail, exercice nécessaire à l'acquisition ou au développement des connaissances effectuées dans le cadre d'une institution scolaire ou universitaire. Selon le dictionnaire Hachette, est un ensemble progressif des travaux et d'exercices nécessaires à l'acquisition et au développement des connaissances générales ou particulières. Selon

Pestalosie, l'étude est un effort intellectuel qui sert à accueillir de connaissances nouvelles.

I.2.b. Comparer : c'est un verbe du premier groupe qui signifie ; examiner les rapports, les ressemblances, les différences entre plusieurs choses ou personnes. Selon la physique et la géométrie ; le concept comparer signifie mettre en parallèle des choses, des personnes pour faire apparaître les similitudes et les différences entre ces deux choses comparées. Au sens scientifique et théologique, le concept comparer veut dire : « confronter » ; « étudier » le rapport entre deux choses ou des personnes afin d'en dégager les rassembles et les différences.

I.2.c. Théologie : la théologie comme science, est une étude qui parle de la divinité à travers la religion. Selon la théodicée, la théologie est une étude sur Dieu et les choses divines à la lumière de la révélation. Selon le dictionnaire la Rousse 2021 ; la théologie est une étude de la religion, des textes sacrés et des dogmes, comme affirmations considérée comme fondamentales, incontestables et intangibles, formulées par une autorité politique, philosophique ou religieuse. Selon les principes Religieux, la théologie est comprise comme science de la connaissance de Dieu et des choses divines. Selon le catéchisme protestant Comme discipline qui étudie tout ce qui concerne Dieu à la fois sa parole, ses actes et son héritage.

I.2.d. Naissance : selon l'étude biologie, la naissance est le commencement de la vie hors de l'organisme matériel. Au sens matériel : la naissance signifie, la mise au monde d'un enfant, mis à terme. Au sens pédiatrique est un commencement d'une vie indépendante pour un être vivant à la sortie de l'organisme maternel. Selon les sciences humaines, la naissance est la précision de l'origine humaine, le moment du début de l'existence autonome en dehors de l'organisme matériel d'un être

vivant. Selon la phénoménologie, la naissance est un évènement de venir au monde à la vie d'un être vivant.

I.2.e. Eglise : selon le dictionnaire biblique, l'Eglise est un ensemble des chrétiens. D'après le Robert, l'Eglise est un ensemble des fidèles, chrétiens unis dans une communion particulière pour une fin divine. Selon la sociologie religieuse, l'Eglise est une communauté des chrétiens formant un corps social hiérarchiquement organisé, institué par Jésus-Christ. Selon la bible, l'Eglise est une table sacrée à Dieu destinée à la célébration du service, 2Rois 19, 19-21. L'Eglise comme corps du Christ composé de tous ceux qui ont mis leur foi en Jésus Christ. Cfr Romain 16,5 ; Ephésien 1, 22-23 ; 1Corintien 12,13 ; Galate 1,1-2 ; Jean 3,16. Au sens structurel, l'Eglise est une organisation ou dénomination qui regroupe deux ou plusieurs personnes.

I.3. Généralité sur la naissance : dans cette partie il s'agit de parler de manière généralisée sur la naissance au double sens du terme. Dont la naissance civile et la naissance spirituelle.

I.3.a. Historique de la naissance : d'après Philippe Charrier et Gaël Clavandier, une histoire de la naissance revient tout d'abord pour tracer l'émergence de compétence professionnelle au tour de l'accompagnement de la femme qui accouche. Mais également à propos de son enfant. Ces compétences sont directement issues d'une science qui émerge au XVII^e siècle, appelée obstétrique et inscrivent directement la médecine dans ce travail. Au sens d'une trajectoire, l'historique de la naissance suppose la compréhension du passage d'une société d'ancien régime à une société que l'on pouvait qualifier moderne. D'où le progrès de s'installer dans de sphère jusque-là cantonné à l'expérience profane.

L'organisation de la naissance change alors des mains plaçant la femme qui accouche dans une position de

subordination, voire d'acculturation aux normes médicales.

D'Après Thibaudet, psychopédagogue, explique que jusqu'à lors la venue des enfants intervenait dans ce cercle intime fondé sur des compétences féminines ; certes ésotérique (propre aux initiés), mais néanmoins opérante ; organisé par la communauté des femmes, la place de la matrone, (sage-femme) y est centrale.

Dans ce contexte, l'accouchement s'il est perçu comme un acte, cet événement d'une discipline scientifique, laquelle étudie les mécanismes de l'engendrement et le développement du fœtus, comme la grossesse en accouchement.

I.3.b. Notion sur la naissance civile : la naissance civile est un acte de l'état civil faisant preuve de la naissance qui est dressée immédiatement par l'officier de l'état civil, dès la déclaration de naissance. Elle désigne l'ensemble des éléments relatifs à la personne qui identifie un individu tel que les noms, prénoms, la date et lieu de naissance. L'état civil est la situation de la personne dans la famille et dans la société. Résultat d'une naissance. Le fait d'être présente. Notamment les actes de naissance de mariage, cfr, code familial congolais. Toute naissance, survenue sur le territoire congolais, fait l'objet d'une déclaration à l'état civil. Cette déclaration doit être faite ne dépassant pas une période de 90 jours après la naissance. Cfr, constitution de la RDCongo, article N° 05 portant sur acquisition de nationalité congolaise.

Conformément au code de la famille congolaise, la reconnaissance d'une naissance civile se fait moyennant cinq documents : l'acte de naissance : est un document délivré par l'officier de l'état civil de l'enregistrement, de la naissance et ce document assure une identité, un nom et une nationalité de l'Enfant. Certificat de naissance,

attestation de naissance : est un document délivré par l'hôpital où est né l'enfant.

I.3.c. Notion sur la naissance chrétienne : la conception et la naissance sont la façon normale de venir au monde.

Le Seigneur Jésus christ a été conçu et il est né, nous avons été conçu et nous sommes nés nous aussi, il en a été ou il en sera de même pour nos enfants et nos petits, conception et naissance sont la façon normale de venir au monde. Pour répondre à cette question il faut revenir à la parole de Dieu en GENESE 3 : 1 immédiatement après la chute et l'entrée du péché après l'audience d'Adam et EVE.

I.4. LES REGISTREMENT ET ACTES DE NAISSANCE

4.1. Attestation de naissance

Une attestation de naissance est un document légal qui permet de prouver l'état civil d'une personne, en effet, sur l'acte de naissance on retrouve le nom, Post-Nom, Prénom, date, heure et lieu de naissance, atteste la naissance de l'enfant dans lequel on trouve les coordonnées citées sous-dessous et le nom de l'hôpital

4.2. ACTE DE NAISSANCE

L'acte de naissance quant à lui est un document qui prouve l'appartenance d'un individu à une famille ou une nation, pour réussir à maximiser les résultats de ce deux document, il faut une sensibilisation et cette dernière est d'une importance capitale car elle rappelle aux parents les obligations qu'ils ont envers leurs enfants. Lors de cette sensibilisation, j'ai pu constater que plusieurs parents confondaient l'attestation de naissance et l'acte de naissance grâce au (débriefing) à ce travail avant d'aller sur le terrain, nous avons expliqué aux parents que ces deux documents sont très différents, l'attestation de naissance est un document qui atteste de la naissance

d'un enfant et dans lequel on trouve les coordonnées des parents et le nom de l'hôpital.

L'acte de naissance quant à lui est un document qui prouve l'appartenance d'un individu à une famille et une nation. Beaucoup des parents ne connaissent pas la différence entre ces deux documents. A cause de cette confusion, certains parents manquent à leurs obligations et ne font pas enregistrer la naissance à l'Etat civil, ils se contentent de l'attestation de naissance de livrée par l'hôpital où est né l'enfant.

L'acte de naissance est pourtant primordial et gratuit, les parents disposent de 90 jours suivant la naissance pour se rendre à l'Etat Civil. De notre analyse les parents restent dans l'ignorance notoire à l'égard de ces deux documents et c'est ça le but de notre travail de leurs aides de sortir de cette ignorance et savoir que tel ils doivent garantir leurs enfants la sécurité Civile ils sont invité à leurs garantir aussi la sécurité divine.

D'après PHILIPPE (2099) lui pense qu'à ces deux documents il faut ajouter un autre, le certificat de naissance qui est établi par l'hôpital de naissance de l'enfant tandis que l'attestation de naissance est Généralement établie par la commune, il me semble qu'une solution de facilité puisque les parents ne se donnent pas la peine de se rendre ensuite à la commune pour déclarer la naissance de leurs enfants.

4.3. LES FONDAMENTAUX DE L'ETAT CIVIL

En résumé des multiples tâches incombent aujourd'hui aux municipalités. Parmi ces activités figure la tenue de l'Etat Civil qui obéit à un régime juridique particulier, celui du droit privé.

En effet les suivants sont les éléments fondamentaux de l'Etat Civil :

- Les officiers d'Etat Civil

- La naissance
- Le mariage
- Les décès
- Les aspects

4.4. IMPORTANCE DE L'ENREGISTREMENT DES NAISSANCES

Nous constatons que cette preuve d'âge permet par exemple de prévenir le travail et le mariage des enfants ainsi que le recrutement de mineurs dans les forces armées. L'enregistrement de naissance peut également conditionner l'accès aux services sociaux, notamment les services de santé éducation et de la justice ; il est un outil de protection important dans les situations de déplacement, fondamentalement.

I.5. ORGANISATION ET ADMINISTRATION DE L'EGLISE 8^e CEPAC

5.1. REPRESENTATION

TITRE V. DES STRUCTURES (Statut page 5)

Les structures de l'Association se présentent comme suit :

A. AU NIVEAU NATIONAL

- L'Assemblée Général
- Le conseil d'Administration
- La représentation Légale
- Le comité de contrôle.

B. AU NIVEAU REGIONAL

- Le conseil Exécutif Réginal
- La Délégation Réginal
- Le conseil de District Ecclésiastique
- Le District Ecclésiastique
- L'Eglise locale autonome

TITRE VI. DES ORGANES

1. L'ASSEMBLEE GENERALE

L'assemblée Générale est l'organe suprême de l'association composée des églises locales autonomes ayant survécu après 5 ans de l'évangélisation de la mission Libre suédoise en R D C.

2. CONSEIL D'ADMINISTRATION

Sont membres du conseil d'administration : Quatre membres élus par l'assemblée Générale, Les membres de la représentation légale, Deux membres de la représentation Légale sortant, Les Délégués régionaux titulaires de Département dont 2 femmes ; Tous sont élus pour un mandat de quatre ans renouvelable une seule fois.

3. REPRESENTATION LEGALE

La représentation Légale est l'organe exécutif de l'association. Elle est composée de trois membres élus par l'assemblée Générale parmi les Délégués des Eglises locales autonomes membres de l'association.

Il s'agit notamment d'un : Représentant Légal ; Premier vice-Représentant Légal ; Deuxième vice-représentant Légal.

4. COMITE DE CONTROLE

Elle composé de neuf (9) membres représentant les régions Ecclésiastiques dont un président et vice-président au niveau des Régions Ecclésiastiques et approuvés par l'Assemblée Générale.

5. CONSEIL EXECUTIF REGIONAL

Le conseil Exécutif Régional est l'organe suprême de la Région Ecclésiastique membre de la CEPAC

Elle composé : Délégué Régional et son Adjoint ; Des Eglises mères dans la Région Ecclésiastique ; Les responsables des Districts Ecclésiastique

6. DELEGATION REGIONALE

C'est l'organe exécutif de l'association au niveau Régional et elle composé : Délégué Régional ; Délégué Adjoint ; Chargé de l'Evangélisation et vie de l'église, élus par les délégués des églises locales autonomes et membres dans la région.

7. CONSEIL DE DISTRICT ECCLESIASTIQUE

Elle composé de : Comité de District ; Toutes les églises locales autonomes ; Des révérends œuvrant dans le District Ecclésiastique.

8. COMITE DE DISTRICT ECCLESIASTIQUE

Il est composé d'un comité de cinq (5) membres dont le Président de District, son Adjoint, Secrétaire et deux conseillers.

9. EGLISE LOCALE AUTONOME

Définition : Une église locale autonome est une entité qui renferme au moins cinq cents (500) baptisés, actifs et participant à toutes les activités de celle-ci. Elle est clairement définie dans notre règlement Intérieur aux articles 9, 10 et 11.

Pour éviter tout différend qui surgirait ou serait engendré par l'empiètement a de prérogative d'implanter une de ses chapelles aux églises dans l'aire Géographique de l'autre sans la collaboration de celle-ci.

Elle composée de :

- Corps pastoral dont le Révérend pasteur, les anciens de l'église.

- Les Evangélistes qui sont chargé de la vie de l'église.
- Les diacres qui sont charge de l'aménagement de l'église et visiteurs de l'église.
- Le catéchisme : qui signifie Enseignement de la doctrine et de la moralité chrétienne selon un programme systématique (D'après le Dictionnaire le robert)

10. **CONCLUSION** : L'hôpital de Katoyi sise à Kibabi étant notre entité d'Echantillonnage pour notre travail n'a pas était toute entièrement enquêter car notre visé était la paroisse de la 8^e CEPAC Kibabi.

II.2. METHODES ET TECHNIQUE

II.2.1. METHODE COMPARATIVE

La méthode comparative : consiste à comparer des situations similaires afin de prévoir ce qui peut se produire ou pour apporter des améliorations dans le fonctionnement d'une organisation ou dans la fabrication d'un objet. Dans le domaine financier, la méthode comparative (ou méthode des barèmes) est une méthode de « Valorisation d'une entreprise, en la comparant à des entreprises similaires récemment vendues avant de la mettre sur le marché.

La méthode comparative consiste à faire le calcul de la valeur théorique de l'entreprise en se basant sur un barème ou un ratio souvent observé dans le même domaine d'activité et dans la même zone Géographique. Aujourd'hui de nombreux barèmes peuvent être utilisés pour réaliser cette méthode. Méthode d'après la science : est l'ensemble de marches qui suit l'esprit pour découvrir et démontrer la vérité « Méthode analytique » « synthétique ». Une méthode : est l'ensemble des démarches raisonnées suivies pour parvenir à un but. Selon le DICTIONNAIRE : est une marche rationnelle de

l'esprit pour arriver à la connaissance ou à la démonstration d'une vérité : la méthode se différencie de la Théorie. Une méthode : est la manière de conduire et d'exprimer sa pensée conformément aux principes des savoir.

Selon Jean Louis LAUBET, la méthode est définie comme l'ensemble des opérations intellectuelles permettant d'analyser, de comprendre et d'expliquer la réalité étudiée.

- LE BUT D'UNE METHODE : est de permettre de délivrer des résultats de même forme à partir de propriétés.

Le père de la méthode moderne « C'est René Descartes » voici les cinq sortes de méthodes : La méthode démonstrative ; La méthode interrogative ou maïeutique ; La méthode active ou dit « de découverte » ; La méthode expérientielle ; La méthode expositive.

II.2.2. METHODE CRITIQUE

La méthode critique (histoire) est une méthode qui applique aux documents les principes d'une exégèse critique en vue d'en vérifier l'authenticité et d'en apprécier la crédibilité. La méthode critique : est un outil efficace pour déterminer les tâches les plus importantes de votre projet et ainsi respecter les délais. Le terme « CRITIQUE » signifie Jugement portant sur une œuvre d'art. La méthode critique : est un outil avec lequel vous pouvez gérer le temps alloué aux différentes phases ou tâches d'un projet

D'après Michel Daneken : La méthode Historico-critique semble faire l'objet d'une désaffection au bénéfice d'approches telles que la narratologie ou la rhétorique, la commission biblique pontificale on a rappelé la légitimité

(1994) la méthode se justifie en raison du caractère historique de la Révélation. Le recours à celle-ci sans exclusive, se fonde sur l'herméneutique théologique pratiquée par l'Eglise entre exégèse et théologie se nous dans l'Interprétation incessante que la communauté chrétienne fait de l'écriture. C'est la théologie qui légitime la méthode en lui donnant son statut. Or si l'exégèse peut constituer pour la dogmatique une autorité critique salubre, elle doit se libérer de la tentation d'hégémonie théologique. Elle remplit sa mission au service de la révélation quand elle permet aux chrétiens de mieux lire l'écriture.

II.3. OUTILS DE TRAVAIL

1. Statistique du registre des nouveaux nés à l'état Civil et à l'église de 2021-2022. Confère : Tableau N°2, N°3, N°4.

2. LE ROLE DE L'EGLISE POUR CE DEUX NAISSANCES

L'église a pour rôle de prier pour que les fécondations, les Grossesses, les nouveaux nés soient bénis par Dieu en vue de trouver des humains pour les orienter à la deuxième naissance qui est spirituelle, ici l'église fournit l'organisation et les moyens nécessaires pour enseigner l'évangile de Jésus Christ à tous les enfants de Dieu. Elle apporte l'autorité de la prêtrise d'accomplir les ordonnances du salut et de l'exaltation pour toutes les personnes qui sont dignes et qui sont disposées à les accepter. Cfr. Master Modeste.

C. LA NAISSANCE PROPREMENT DITE

La naissance de tout enfant viable ouvre droit à l'allocation de naissance proprement dite. Elle présume viable au sens de la présente naissance. Il nous faut donc

associer pour véritablement la comprendre à la venue au monde proprement dite, l'allocation de naissance est payée en trois tranches : L'allocation prénatale, L'allocation de naissance proprement dite, L'allocation postnatale.

Le 25/12/An I (Noël et la naissance du christ pour les chrétiens de toutes obédiences, la fête de Noël, le 25 décembre commémore la naissance de Jésus Christ à l'origine du christianisme. En ce qui concerne l'année de sa naissance, la « Tradition » la situe en l'an 753 de la fondation de Rome, sous le règne de l'empereur AUGUSTE. Cette année est devenue par convention de notre ère.

3. LES SIGNES DE LA NAISSANCE SPIRITUELLE

LE MARIAGE : D'un mariage légal nous attendons avoir un être nouveau au monde et selon nomme qu'aucun humain qui ne naîtra pas de la deuxième naissance (naissance spirituelle) n'ira pas au ciel c.à.d. nous sommes invités à faire change le monde (être humain) d'une vie mondée à la vie spirituelle.

LE BAPTEME : D'après l'église catholique le baptême est un des sept sacrements de l'Eglise, le premier des trois sacrements de l'initiation chrétienne avant la première communion et la confirmation ce sacrement représente le moment où les croyant sont délivrés de leurs péchés et deviennent des enfants de Dieu.

Dans la religion chrétienne, le baptême est un sacrement premier et fondamental qui constitue le signe juridique et sacré de l'insertion dans l'Eglise du christ.

Le baptême est aussi une cérémonie, fête qui accompagne ordinairement le baptême.

LE ROLE DE BAPTEME

Le baptême est un moment crucial pour un chrétien il signe ont entrée dans la communauté chrétienne et le début du développement de sa foi. Plonge quelqu'un dans beaucoup d'eau accompagner de mot chrétien est un symbole de purification de naissance de retour à la vie chrétienne ou alors « la naissance spirituelle ¹⁴¹»

Le baptême est le sacrement de naissance à la vie chrétienne marqué du signe de la croix, plongé dans l'eau, le nouveau baptisé renait à une vie nouvelle. Le baptême est un rite partagé par la quasi-totalité des Eglises chrétiennes, étant donné son importance dans les textes bibliques. L'eau du baptême symbolise à la fois la mort par immersion de l'ancienne vie du croyant, livrée au péché et sa naissance dans une dimension divine et éternelle¹⁴².

Le baptême est un acte accompli dans l'église qui assure au croyant une union réelle avec le christ ressuscité et des lors la participation aux biens du salut. Le baptême est le fondement de toute la vie chrétienne, le poche de la vie dans l'esprit et la porte qui ouvre l'accès aux autres sacrement¹⁴³.

Pourquoi se faire baptiser ? Le baptême étant un sacrement, il est le premier engagement pris par les hommes qui souhaitent suivre la voie du seigneur. Il existe trois formes de baptême: L'immersion : action d'immerger, de plonger dans l'eau (Cfr. Dictionnaire Larousse) ; L'affusion : procédé d'hydrothérapie consistant à verser de l'eau en nappe et d'une faible hauteur sur une partie quelconque du corps, action de

¹⁴¹MARC 1.8 : Moi je vous ai baptisés d'eau, lui, il vous baptisera du saint Esprit

¹⁴²LUC 3.16

¹⁴³1CORINTHIENS : 12.13 : Nous avons tous été baptisés dans un seul et même Esprit pour former un seul corps. (20 verse bibliques)

verser de l'eau sur la tête du baptisé ; L'aspersion : Action d'asperger. Baptême par aspersion (opposé à par immersion) ; Là encore les méthodes varient selon les différentes traditions religieuses, ceux qui pratiquent l'immersion considèrent le rituel comme une purification par la mort et l'enterrement de Jésus et une sortie de l'eau avec une nouvelle vie. Les versets bibliques sur le baptême : Allez donc faites de toutes les nations de disciples, baptisez – les au nom du père, du fils et du saint Esprit.

- MATHIEU : 28.19, LUC 3 :16, Actes des apôtres : 1 :4-5, MARC : 16 :16

4. POPULATION D'ECHANTILLON ET EGLISES ENQUETTES

Notre enquête sera effectuée dans un hôpital et deux centres de santé de référence, dans un bureau de l'Etat Civil de KIBABI et Une paroisse de KIBABI composés de 14 Centres dont 7 Centres enquêtés pour conformisme des données récoltés sur la paroisse 8^e KIBABI il s'agit de :

1. Centre KIBABI
2. Centre CARMEL
3. Centre KINIHIRA
4. Centre de NYAMBISI
5. Centre NDORWA
6. Centre RUTINGITA
7. Centre KINYAIFUKO

Notre enquête s'intéressera à deux personnes, chef de l'état civil et son secrétaire, trois à l'hôpital de KATOYI, le Docteur, l'Infirmier Titulaire et la Femme sage. Pour les deux centres de santé nous aurons à visiter quatre personnes ; Nous proposerons des questions que nous allons poser individuellement et d'autres au groupe dans l'ensemble ; nous allons échanger avec ces personnes parce que notre méthode est comparative dont la

technique est interview individuel ou du groupe et après nous analyserons les données qui nous seront fournies pour savoir quels sont les fréquences entre la FANC et FANNEL.

CONCLUSION

Le long de cet article nous avons évoqué le problème d'enregistrement des enfants grâce aux outils nécessaires et méthodes de comparaison et critique nous ajoutons techniques, interview individuel et collectif. Nous avons constaté avec sincérité que tous les signes de la naissance civile ou première naissance ne témoigne pas nécessairement la naissance spirituelle ou deuxième naissance. Toutefois, ces deux naissances se rencontrent dans un lien de la vie. La première témoigne de la vie humaine caractérisée par l'enfantement tandis que la deuxième est caractérisée par l'implication de la force de saint esprit car la conversion reste un secret entre l'homme et son Dieu. D'après la norme qu'avait donnée jésus à NICODEM. Jean 3 :1-7 (Verset biblique)

Par Ass2 **MUSABIMANA NGIRABABO Modeste**

Chap. XI. ETUDE SUR LE RECRUTEMENT ET LA SATISFACTION DES TRAVAILLEURS DANS LES ENTREPRISES PRIVEES DE GOMA « Cas du Centre des Jeunes Don Bosco Ngangi (CJDBN) »

**Par : BARUME RUGOMBERA David
et IRAGI BAZUNGU Jonathan**



i. BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR

Ass2 BARUME RUGOMBORA David, l'Auteur de l'article, Enseignant célibataire est licencié en psychologie du travail. De 2008 à 2009 a fait stage de professionnalisation à l'Aéroport International de Goma ; De 2010 à 2011 : Stage de professionnalisation au Centre de Jeune Don Bosco Ngangi ; Du 15 Octobre 2012 au 25 décembre 2013 : Assistant à l'Institut des Sciences et de Techniques de Développement des Grands Lacs « ISSTD/GL » Nyabibwe et au campus de Kinizire ; Du 08 juillet au 07 juillet 2013 : Assistant à l'Institut Supérieur de Managent « ISM » Goma ; Du 18 novembre au 28 décembre 2013 : Assistant à l'Institut Supérieur de Management à RUBARE extension de Goma ; Du 9 septembre 2013 au 02 juillet 2014 : Professeur au CS. BANDASHE Goma ; Du 20 décembre 2013 au 08 janvier 2014 : Assistant à l'Institut Supérieur de Management à KALUNGU extension de Goma ; Du 17 février au 03 mars 2014 : Assistant à

l'Institut Supérieur du Kivu « ISPKI » Goma ; Du 07 avril au 27 avril 2014 : Assistant à l'Université Libre du Kivu « ULKI » Goma ; Du 12 mai au 10 juin 2014 : Assistant à l'Institut Supérieur de commerce et de Développement Rural « ISCDR » Goma ; Du 15 novembre 2015, à nos jours : Assistant permanent à l'Institut de Supérieur de Pêche de Goma « ISPê/ Goma ».

Le Co-Auteur **IRAGI** BAZUNGU Jonathan **est** licencié en AIT (SCIENCE IN APPLIED INFORMATION TECHNOLOGY) à ISBAT UNIVERSITY (Kampala); En 2016-2017 il **obtient** un certificat Cisco CCNA à Uganda Institute of Information Communication Technology (Kampala). En 2014-2015 il fait la Formation et obtention du certificat du cours d'anglais au School of languages OPERATIONAL LITERACY AID INITIATIVE Ka22mpala. En 2009-2013 ; Obtention du Diplôme d'état en Technique Social à l'institut ALLELUYA GOMA. En 2007-2009 il obtint le diplôme d'Etat à l'institut FARAJA. Actuellement chercheur de l'ORASSU EveilCongo, la Maison d'édition et de publication des œuvres scientifiques et pluridisciplinaires depuis la RDCongo vers l'Afrique et le monde.



I. INTRODUCTION GENERALE

Toute entreprise a besoin d'un personnel compétent lors de sa création que de son existence. Il peut arriver qu'une vacance se produise au sein de la personne suite d'une démission, d'une révocation, d'un décès ou d'une création de nouveau poste. Le gestionnaire pour combler ce vide, il doit procéder à la sélection et au

recrutement. Nous pensons à l'existence au cœur d'organisations ou de systèmes, la famille, les diverses associations dont nous sommes membres avec lesquelles nous sommes en contact, les hôpitaux, les services publics.

Toutes ces institutions connaissent leurs propres règles, leur propre ordre interne. Le recrutement et la sélection sont des activités dont dépend l'organisation pour acquérir les Ressources Humaines nécessaires à son fonctionnement et à l'atteinte de ses objectifs globaux. Il s'agit donc d'activités stratégiques. Si une entreprise éprouve des difficultés à recruter des employés compétents pour gérer les opérations internationales, elle peut avoir sa stratégie globale compromise. Les politiques de recrutement et de sélection (ou politiques de « dotation ») internationales, sont pour objectif, soit d'attirer les employés étrangers pour travailler dans les organisations nationales du pays mère (comme le font régulièrement les organisations privées et publiques) (YUMA M, 2008).

Pour bien mener cette étude sur le recrutement et la satisfaction des travailleurs dans les entreprises privées de la ville de Goma, le Centre de Jeunes Don Bosco Ngangi (CJDBN) attire notre attention. Le succès ou l'échec d'une organisation dépend à notre avis de sa capacité, d'attirer, utiliser, soutenir et conserver les Ressources Humaines. C'est pourquoi en nous référent de l'idée d'A. MAIGNANT. ROBERT Da père cité F. DURAND et al (1994, p. 41) qui estiment que la gestion des personnes et constituée de l'ensemble de processus qui, de son recrutement à son départ accompagnent la vie d'un agent et l'entreprise. Le service des Ressources humaines a généralement la responsabilité du recrutement, il s'agit donc d'une responsabilité importante puisque la qualité des

ressources humaines au service de l'organisation dépend en partie de la qualité de son recrutement.

Ainsi, MULEKA (2008) affirme que, les recherches concernant l'adaptation du travail à l'homme et de l'homme au travail se sont intensifiées depuis la deuxième guerre mondiale.

En fait, chaque tâche répond à un objectif particulier. Une fonction s'articule donc autour d'une tâche, de l'attribution de certaines compétences et des responsabilités correspondantes (cf. Hill. Fehlbbaum, Ulrich, Staerkle cité par A. BOYER et al 1997, p. 75).

Enfin, la description des fonctions doit autant faire se peut s'énoncer de manière claire et compréhensible, sans ambigüité. On remarque que les détecteurs des descriptions de postes ont souvent reproché leur aspect analytique, mécanique, centré sur des opérations élémentaires dénuées de tout contexte. C'est pourquoi, on tend aujourd'hui de plus en plus à définir un poste non seulement en termes d'activités, ouvrier le courrier, répondre au téléphone, chercher et classer des dossiers, mais surtout en termes de services, contribuer au traitement des requêtes des clients.

L'aspect « comportement » reprend ainsi ses droits sur le côté technique d'une fonction car c'est la qualité qui différencie le service promptitude, chaleur et efficacité de la réponse au client alors la qualité valorise l'activité, nombre de dossier de téléphones, de lettres traites chaque heure. Pendant longtemps, les méthodes de recrutement sont restées rudimentaires. Dans son histoire de la fonction du personnel Jean FOMBONE cité par J.M PERETTI (2000, p. 195) a retracé l'évaluation de recrutement. A la fin du 19^{ème} siècle de sélection à l'embauche étaient rudimentaires. Les études récentes montrent que dans beaucoup d'entreprises ont parfois trop souvent tendance à négliger ce point, certainement

par manque de temps, de disponibilité au besoin que le travail du nouvel embauché soit au plus vite rentabilisé. De plus le recrutement est non seulement le seul moyen pour réaliser, ... lorsque le besoin s'en fait sentir, l'équilibrage de la pyramide des âges et l'éventail généralement Mathis (cité par MULEKA 2008).

Ainsi donc le recrutement d'aujourd'hui aura des conséquences pendant des années Faverges (cité par MULEKA, 2011). Point n'est besoin de rappeler tout recrutement rationnel du personnel est subordonné à la réussite à un concours organisé par le service des ressources humaines de telle ou telle autre organisation mais force est de constater ou actuellement, la plupart des recrutements du personnel se font sur base des antivaluers, notamment le régionalisme et le favoritisme. Dans le comportement organisationnel, le plus d'intérêt est l'attitude général envers le travail ou à l'égard d'une tâche particulière. Cette attitude est souvent désignée comme la « satisfaction professionnelles ». Dans le sens le plus général, la satisfaction professionnelle est un état émotionnel agréable ou positif découlant de l'impression favorable que l'on retire de son travail ou de ses expériences professionnelles. La satisfaction professionnelle est sujet d'étude intéressant pour les gestionnaires dans de nombreux pays à travers le monde. On doit donc soigneusement distinguer dans la gestion du personnel, les politiques qui ont pour effet, d'accroître la motivation de celles qui ont effet d'accroître la satisfaction.

Les chercheurs se sont intéressés aux attitudes (opinions) que les travailleurs pouvaient avoir par rapport aux différents aspects de leur travail. Les interrogations sur la satisfaction au travail ont d'abord été portées sur des responsables économiques dans les années 1960 avant d'être analysé par des chercheurs qui s'interrogés

dans les années 1970 sur la chute de la valeur « travail » Rousselet (cite par MULEKA, 2008). La situation de travail comporte plusieurs facettes qui ne seraient pas toutes sources de satisfaction. L'analyse de contenus de l'histoire montre que les facteurs de la satisfaction sont différents des facteurs d'insatisfaction.

Par contre si on intervient sur le contenu du travail, on augmentera la satisfaction et en même temps la propension à produire. Ainsi Herzberg et son équipe seront à la base des expériences d'enrichissement des tâches visant à donner aux salariés des responsabilités.

En fin on ne voit pas pourquoi la hiérarchie ne pourrait pas être en fonction du contexte source de satisfaction ou d'insatisfaction, utiliser les résultants des études menées par les chercheurs en science sociale, permet de mieux comprendre le phénomène individuel et collectif qui explique les attitudes au travail. De multiples expériences en psychologie sociale, notamment celles menées par Solomo E. Ash, Standy Milgram, Alfred Bandura et Serges Moscovici, (cité par A. Cohen, 2006, p. 56) ont montré l'influence des autres personnes sur nos propres comportements. La motivation, la satisfaction et l'implication au travail sont des termes que l'on substitue l'un à l'autre sans en voir clairement les apparences et les différences. Il y a une réelle confusion dans le vocabulaire et une clarification s'impose. De nombreux auteurs tels que Dubin, Ladahl, et Jener, Robinowitz et Hall (cité par A. Cohen 2006, p. 77) clarifie les notions de satisfaction.

Actuellement, beaucoup d'organisations sont conscientes de la nécessité de gérer efficacement les ressources humaines pour assurer le bon fonctionnement et le meilleur rendement de leur entreprise. Plusieurs spécialistes optent pour l'approche des relations humaines et estiment que les individus ont plus d'importance dans une organisation que tout le reste. Les

décideurs du Bureau International du Travail (BIT) en 1986 ont pris conscience de l'importance des principes modernes de gestion et de management pour améliorer le rendement et l'efficacité des services de l'entreprise. Néanmoins, la gestion de Ressources Humaines au sein des services des entreprises pose encore des problèmes. Parmi les préoccupations des gestionnaires figurent les problèmes de la satisfaction au travail du personnel de l'entreprise (MOUQLA ; 1999).

Plusieurs dispositions ont été prises à cet égard, telle la révision des règlements régissant la rémunération de cette catégorie du personnel de l'entreprise, l'octroi de primes de suggestion et l'encadrement ainsi que les indemnités de risque. Malgré ces efforts, les gestionnaires du BIT se trouvent confrontés à une catastrophe des manifestations de l'insatisfaction des professionnels de l'entreprise en général et des travailleurs en particulier. Les facteurs de satisfaction au travail ont été largement étudiés au niveau des entreprises dans notre pays. Par exemple, au Maroc, l'analyse de la satisfaction au travail demeure peu connue et les facteurs de satisfaction mal définis. La problématique comme l'affirme R. QUIVS et COMPENHOUDJI (2000, p. 85) est l'approche ou la perspective théorique que l'on décide d'adopter pour traiter le problème posé par la question du départ, elle est la charnière entre, la rupture et la construction. Cherchant à étudier le système de recrutement et la satisfaction des travailleurs dans les entreprises privées de la ville de Goma en particulier le centre Don Bosco Ngangi, nous nous sommes posé des questions suivantes :

Quels sont les procédures de recrutement des agents au centre des jeunes Don Bosco Ngangi ? Y-a-t-il des facteurs qui facilitent le recrutement des agents chez Don Bosco ? Certains facteurs sont-ils à la base de la promotion des

agents chez Don Bosco ? Quelles stratégies facilitent la satisfaction des agents chez Don Bosco ? Partant de la problématique, nous nous sommes assigné quatre hypothèses à savoir : Les tests et l'interview seraient les procédures de recrutement chez Don Bosco.

L'expérience professionnelle et le niveau d'étude du candidat seraient les facteurs le plus prépondérants du recrutement dans cette firme ; Les connaissances avec les chefs et le savoir-faire seraient les facteurs de base d'accès à la promotion ; L'augmentation de salaire et l'amélioration de travail seraient les stratégies liées à la satisfaction chez Don Bosco.

II. PRESENTATION DU MILIEU D'ETUDE

Le centre de jeunes Don Bosco Ngangi se trouve dans la ville de Goma commune de Karisimbi, Quartier Majengo, avenue Kabinda N° 100. E-mail : aboscong@rwandtel/1 Rwanda 1, comme BP. 154, Goma province du Nord-Kivu dans la partie Est de la RDC. Le centre CJDBN est l'initiative prêtre Italien de la ville Tynion nommé Jean Bosco. Après ordination, s'est intéressé à la vie de jeunes délaissés. Il fonde une congrégation (famille religieuse) « de SALESIENS » une organisation des pères missionnaires qui ont été envoyés partout dans le monde pour venir en aide aux enfants et aux jeunes pauvres. Ils sont arrivés au Congo le 11 novembre 1911 à 11h à Lubumbashi et sont arrivés à Goma en juillet 1981 à l'ITG/Goma dans les heures d'avant midi. A cette époque, ils organisaient différents jeux sur terrain qui avait été aménagé à cet effet.

De 1988-1989, l'alphabétisation commence dans un centenaire utilisé comme salle de classe. Deux ans plus tard on a commencé avec l'apprentissage des métiers précisément avec la menuiserie. En 1993, la maçonnerie commence et dans cette même année, il y a eu l'arrivée

des déplacés de guerre de Masisi qui étaient logés en grand nombre sur le terrain de football. En 1996, après le départ des réfugiés Rwandais le centre s'est investi dans le programme des enfants de la rue.

En 1998, la formation en coupe et couture commence en 2001, début de l'apprentissage en soudure et au cours de l'année 2006 début de l'agronomie. Enfin, signalons que le coupe et couture commence et en l'éruption volcanique du 17 janvier 2002.

III. METHODOLOGIE

Dans le cadre de cette étude, nous avons recouru aux méthodes suivantes : Méthode descriptive, Elle consiste à décrire les faits. Cette approche nous a été utile pour décrire avec précision les différents efforts que fournit de CJDBN pour fonctionner malgré les diverses difficultés. Méthode analytique, C'est par cette approche que nous avons analysé les différentes données recueillies auprès des agents de CJDBN. Pour aborder notre étude, nous nous sommes servis des techniques suivantes: **La technique documentaire** qui a été utile dans la mesure où nous étions obligés de consulter les différents ouvrages, articles, rapports, etc. ayant trait à notre sujet de recherche. **La technique d'observation participative** : Elle nous a permis de relever les aspects et les caractéristiques qu'affichent les femmes enceintes de l'aire de santé de CJDBN. La technique du questionnaire a constitué notre recherche de base en mettant en place un questionnaire écrit. Selon, J. TSHIMPANGA (cité par MAHANGI, 2008), la population d'étude ou la population parent est l'ensemble global, infini, c'est-à-dire un ensemble parent ou univers. Elle rassemble les individus qui possèdent en commun en trait particulier ou un groupe de traits particuliers. Ainsi, l'univers d'enquête auquel nous nous sommes intéressé

constitué des travailleurs du centre de jeunes Don Bosco Ngangi « CJDBN ». Selon DEANDSHEERE (1975, p. 138), « échantillonner » c'est choisir un nombre limité d'individus, d'objet ou d'événement dont l'observation permet de tirer des conclusion, applicables à la population entière à l'intérieurs de laquelle le choix a été faite.

Notre travail a porté sur l'échantillon stratifié non proportionnel de 50 travailleur. Le non proportionnalité est dû par l'importance accordée à chaque cohorte (strate) de la population parente. Plusieurs variables ont caractérisé notre échantillon mais trois seulement ont attiré notre attention à savoir : sexe, niveau d'étude et l'ancienneté, comme variables descriptive et non explicative. Selon C. JAVEAU (1971, p. 14), le dépouillement est une organisation qui consiste à inventorier les résultats dans un document de protocole en prélevant des résultats. Notre dépouillement s'est effectué item par item. Nous avons utilisé l'analyse du contenu, c'est-à-dire le comptage fréquentiel pour toutes les questions qui ont constitué notre questionnaire, après le regroupement de corpus traduits en catégories. Le traitement s'est fait en SPSS ; pour calculer les fréquences transformées en pourcentage.

$$\% = \frac{F}{N} \times 100 \quad \text{Où}$$

% : Pourcentage

F : Fréquence d'apparition de la réponse

N : Total des réponses

IV. PRESENTATION, ANALYSE ET INTERPRETATION DES DONNEES

Cette partie est consacrée à la présentation des diverses données lors de nos investigations sur terrain par le moyen des tableaux. Il s'agira également à faire une

analyse de nos données, les interpréter, les vérifier, tester nos hypothèses et discuter les résultats.

Tableau 1: Sexe des enquêtés

Sexe	Fréquence	Pourcentage
F	17	34
M	33	66
Total	50	100

Source : Nos enquêtes sur terrains

Il ressort de ce tableau que sur 50 sujets enquêtés, 66% sont de sexe masculin contre 34% du sexe féminin.

Cette dis proportionnalité est due à la taille de femmes qui sont de moins recrutées.

a. Niveau d'étude

Tableau 2: Niveau d'étude de répondant

Niveau d'étude (grade)	Fréquence	Pourcentage
D4	10	20
D6	16	32
G3	19	38
L2	5	10
Total	50	100

Source : Nos enquêtes sur terrains

Il ressort de tableau que la majorité d'enquêtés sont de gradués 38% suivi de diplôme d'Etat 32% ; viennent les brevetés 20% et peu d'enquêtés parmi nos unités de recherche détiennent le diplôme de licence 10%.

b. Ancienneté

Tableau 3: Ancienneté des agents enquêtés

Ancienne té	Fréquen ce	Pourcenta ge
1-3 ans	35	70
4-6 ans	13	26
7-8 ans	1	2
10 et plus	1	2
Total	50	100

Source : Nos enquêtes sur terrains

Le lecture ce tableau montre que 70% d'enquêtés ont une ancienneté qui varie entre 1 et 3 ans dans la maison du Don Bosco Ngangi suivi de 26% dont leur ancienneté varie entre 4 et 6 ans, 2% ont une ancienneté entre 7 et 8 ans et au-delà de 10 ans et plus par cas.

A. Procédure de recrutement

Tableau 4 : Procédures de recrutements des agents

Procédures	Fréquences (N=50)	Pourcentage
Stage	12	20,3
Recommandation	13	22,0
Test	20	33,9
Interview	14	23,7
Total	59	100

Source : Nos enquêtes sur terrains

Il s'agit d'une question à réponse multiple pour dire modification de l'échantillon n'affecte pas le contenu des réponses.

Les résultats de ce tableau montrent que sur 50 sujets, 33,9% de réponses soulèvent les tests, suivis de 23,7% de réponses qui portent sur l'interview, 22,0% de

réponses soutient la recommandation comme procédures de recrutements des agents et en fin 20,3% de réponses reflètent le stage comme procédures de recrutement des agents.

Nous constatons que les tests et les interviews sont plus utilisés dans cette corporation d'encadrement des enfants.

A.1. Sexe et procédures de recrutement

Comme soulevé le sexe peut influencer le recrutement, le tableau ci-dessous décrit ce fait.

Tableau 5: Procédures de recrutement selon le sexe des sujets

Sexe	Procédures de recrutement (N=50)									
	St ag e	%	Recom mandati on	%	T e st	%	Inte rvie w	%	T ot al	%
Masculin	9	15,2	7	11,86	15	25,44	9	15,00	40	68
Féminin	3	5,08	6	10,17	4	8,48	5	8,48	19	32
Total	12	20,33	13	22,33	19	32,22	14	23,72	59	100

Source : Nos enquêtes sur terrains

Au vu de ces résultats, il ressort que sur 68% de réponses sont pour les hommes parmi lesquels 25% soutiennent les tests, 15% les stages et interview pour chaque et 12% soulèvent la recommandation comme procédure de recrutement. Par contre chez les femmes 32%, la majorité des femmes parlent des recommandations (10%) d'elles ;

les tests et l'interview en deux positions (5%) par cas et peu de femmes soulèvent le stage.

Pouvons-nous dire que chez les hommes les tests ont facilité leurs recrutements et les recommandations chez les femmes. De ces deux groupes, les stages ne sont pas plus en considération.

A.2. Niveau d'étude et procédure de recrutement

Tableau 6: Procédures de recrutement selon le niveau d'étude

Sexe	Procédures de recrutement (N=50)									
	Stage	%	Recommandation	%	Test	%	Interview	%	Total	%
D6	5	8,19	4	6,55	1	1,63	2	3,27	12	19,64
G3	4	6,55	7	11,47	3	4,91	3	4,91	17	27,84
L2	3	4,91	2	3,27	16	26,22	9	14,55	32	49,15
Total	12	19,65	13	21,29	20	32,76	14	22,92	66	100

Source : Nos enquêtes sur terrains

Il sied de signaler que sur 50 sujets, 32,76% de réponses sont recrutés à cause d'être licencié suivi de 22,92% de réponses qui sont recrutés à partir de l'interview puisqu'ils sont licencié, vient 21,29% de réponses qui ont été recruté par recommandation à cause d'être gradué ensuite 19,65% sont des diplômés qui ont été recruté par le stage.

B. Facteurs qui facilitent le recrutement

Tableau 7: Facteurs qui facilitent les recrutements des agents

Facteurs favorisants	Fréquences (N=50)	Pourcentage
Age	5	7,4
Sexe	4	5,9
Eglise	4	5,9
Expérience	34	50,0
Niveau d'étude	12	17,6
Spécialité	9	13,2
Total	60	100

Source : Nos enquêtes sur terrains

Il s'avère sur 50 sujets, 50,0% de réponses reflètent l'expérience professionnelle comme facteur favorisant le recrutement suivi de 17,6% de réponses soulèvent que le niveau d'étude facilite le recrutement des agents, 13,2% de réponses montrent que la spécialité occasionne leur recrutement et en outre 7,4% de réponses soutiennent les âges des agents comme facteur d'engagement ; 5,9% de réponses affirment que les facteurs qui facilitent le recrutement des agents est le sexe et enfin 5,9% de réponses déterminent l'église d'appartenance d'un sujet.

Nous constatons que l'expérience professionnelle et le niveau d'étude facilitent le recrutement chez Don Bosco.

B.1. Sexe et facteur de base de recrutement

Tableau 8: Association entre les facteurs qui facilitent le recrutement et le sexes des répondants.

Facteurs favorisent recrutement	qui le	Sexe (N=50)					
		Masculin	%	Féminin	%	Total	%
Age		5	7,35	-	-	5	7,35
Sexe		1	1,47	3	4,41	4	5,88
Eglise		4	5,88	-	-	4	5,88
Expérience		23	34	11	17	34	49,99
Niveau d'étude		10	15	2	3	12	18
Spécialité		7	10,29	2	2,94	9	13,23
Total		50	73,31	18	26,46	68	100

Ce tableau montre que sur 50 sujets enquêtés (49,99%) de réponses disent que l'expérience professionnelle est un facteur qui facilite le recrutement dont 34% pour les hommes en suite (18%) soulèvent le niveau d'étude de femme dont 15% sont issus des hommes contre 3% pour les femmes ; 13,23% des réponses soutiennent la spécialité comme facteurs de base de recrutement dont 10% des hommes contre 3% de femmes ; le sexe et l'église ont les mêmes résultats, (5,88%) chacun enfin, (7,35%) des réponses pour l'âge comme facteur facilitant le recrutement.

Nous remarquons que pour être engagé chez Don Bosco Ngangi il faut en grande partie les expériences professionnelles, le niveau d'étude. Les spécialités, les églises, sexe et l'âge des sujets ne pèsent pas beaucoup sur les décisions lors du recrutement.

B.2. Niveau d'étude et facteurs de recrutement

Tableau 9: Niveau d'étude et facteurs qui prédominent le recrutement professionnel.

Facteurs qui favorisent le recrutement	Niveau d'étude							
	D6	%	G3	%	L2	%	Total	%
Age	-	-	5	7,35	2	2,94	5	7,35
Sexe	3	4,41	1	1,47	1	1,47	4	5,88
Eglise			4	5,88			4	5,88
Expérience	11	16,17	23	33,82	19	27,24	34	49,99
Niveau d'étude	2	2,94	10	14,50	8	11,76	12	17,64
Spécialité	2	2,94	7	10,29	4	5,88	9	13,23
Total	18	20,53	20	29,4	34	49,99	68	100

Source : Nos enquêtes sur terrains

Dans ce tableau, nous voyons que sur 50 sujets enquêtés, (499,99%) de réponses soulignent l'expérience professionnelle qui prédomine le recrutement professionnel parmi lesquels 34% de gradué, 27% de licencié et 17% de diplômés d'Etat.

- Le niveau d'étude (18%) dont 15% de G3, 12% de L2 et 3% de diplômés d'Etat ;
- Spécialité (13%) parmi lesquels 11% G3, 6% L2 et 3% D6 ;
- L'âge, sexe, l'église sont des variables qui ne pèsent pas sur le recrutement selon les opinions collectées.

B.3. Ancienneté et facteur de base de recrutement

Tableau 10: Facteurs de recrutement selon l'ancienneté des agents.

Ancien neté	Procédures de recrutement (N=50)									
	Sta ge	%	Recomman dation	%	Te st	%	interv iew	%	Tot al	%
1 à 3 ans	6	10, 16	10	16, 94	12	20, 33	13	22, 03	41	69, 46
4 à 6 ans	4	6,7 7	3	5,0 8	8	13, 55	1	1,6 9	16	27, 09
7 à 8 ans	1	1,6 9							1	1,6 9
10 et plus	1	1,6 9							1	1,6 9
Total	12	19, 65	13	21, 29	20	32, 76	14	22, 92	63	10 0

Source : Nos enquêtes sur terrains

Ce tableau montre que sur 50 sujets enquêtés, (33,88%) de réponses montrent que l'interview comme facteur de recrutement 20% chez les agents dont l'âge varie entre 1 à 3 ans contre 13,55% dont l'âge varie entre 4 à 6 ans suivit de 23,72% qui varie entre 7 et 8 ans enfin, 12,31% des réponses pour le stage qui varie entre 10 et plus.

B.4. Ancienneté et facteur de base de recrutement

Tableau 11: Facteurs de base de recrutement selon l'ancienneté des agents

Facteur de base de recrute ment	Procédures de recrutement (N=50)									
	1-3 ans	%	4-6 ans	%	7- 8 an s	%	10 et plu s	%	Tota l	%
Age	3	4,41	2	2,94					5	7,35
Sexe	3	4,41	1	1,47					4	5,88
Eglise	2	2,94	2	2,94					4	5,88
Expérience	25	36,7 6	7	10,2 9	1	1,4 7	1	1,4 7	34	49,9 9
Niveau d'étude	9	13,2 3	3	4,41					12	17,6 4
Spécialité	4	5,88	5	7,35					9	13,2 3
Total	46	67,6	20	29,4	1	1,4 7	1	1,4 7	68	100

Source : Nos enquêtes sur terrains

Il ressort de ce tableau ci-haut que sur 50 sujets enquêtés, Les sujets de 1 - 3 ans soit (68%) dont 37%

d'expérience suivie de niveau d'étude et spécialité. Les sujets 4 - 6 ans soit 29% parmi lesquels 10% d'expérience et 7% de spécialité. Ceux de 7 – 8 ans et de 10 ans et plus soutiennent l'expérience.

2. PROMOTION DES AGENTS CHEZ DON BOSCO

Tableau 12: Les facteurs qui influencent la promotion des agents chez Don Bosco

Réponses	Fréquences	Pourcentage
Connaissances avec les chefs	10	20
Ancienneté	8	16
Expérience professionnelle	8	16
Niveau d'étude	7	14
Appréciation	8	16
Savoir faire	9	18
Total	50	100

Source : Nos enquêtes sur terrains

Les résultats de ce tableau ci-haut nous montrent que sur 50 sujets enquêtés, 20% de réponses soulèvent les connaissances d'un agent (sensibilité affective) qui influe sur la promotion chez Don Bosco, 18% des réponses portent au savoir-faire d'un agent, 16% des réponses reflètent l'ancienneté, 16% des réponses reflètent l'appréciation et peut des réponses (14%) soulignent le niveau d'étude. Nous disons que chez Don Bosco Ngangi, les connaissances d'un agent et le savoir-faire sont des éléments de base d'une promotion. Le niveau d'étude, expérience professionnelle, ancienneté sont les facteurs qui sont pris en considération mais à faible proportion.

3. SATISFACTION DES AGENTS

Dans cette partie également nous parlerons des statistiques calculées liées à la satisfaction des agents, classification des notes des agents par rapport au degré de satisfaction professionnelle.

Degré de satisfaction selon la procédure de recrutement des agents, et les facteurs de prépondérance de recrutement, la promotion, les rapports liés avec les collègues du service et enfin les stratégies liées à la satisfaction.

Tableau 13: Statistiques calculées liées à la satisfaction

Statistiques	Symboles	Valeurs
Taille de l'échantillon	(n)	50
Moyenne	(x)	3,62
Médian	(Mdn)	4,00
Mode	(Mo)	3,00
Ecart-type	(s)	0,967
Variance	(s ²)	0,935
Données minimum	(xb)	2,00
Données maximum	(xh)	5,00
Coefficient de variance	C.V	27

Source : Nos enquêtes sur terrains

Eu égard aux résultats ci-haut, pour ce qui concerne les statistiques calculées liées à la satisfaction, 3,62% représentative des sujets qui ont répondu, dont la cote médiane est 4 avec 0,967% comme écart-type. Nous constatons que la cote plus élevée est de 5% et la cote la plus basse est de 2%. Notons que 267% reflètent le coefficient de variation. Ceci nous a poussés à dire que la distribution a été hétérogène de données des sujets face à la satisfaction professionnelle.

A. NOTE DES AGENTS LIEES A LA SATISFACTION

Tableau 14: Classification des notes des agents par rapport au degré de satisfaction professionnelle

Note obtenues	Fréquence	Pourcentage
D4	7	14
D6	14	28
G3	16	32
L2	13	26
Total	50	100

Source : Nos enquêtes sur terrains

De ce tableau, le degré de satisfaction professionnelle des agents montre que les gradués sont plus satisfaits de leur

salaire et avantages sociaux, suivi des diplômes viennent les licenciés et les brevettes.

Pouvons-nous dire que les sujets les moins gradés et les plus gradés ne sont pas satisfaits. Pour TSHIMPANGA (2011), il peut s'agir de marque d'estime de soi et d'une mauvaise perception du travail.

B. DEGRE DE SATISFACTION ET PROCEDURE DE RECRUTEMENT

Tableau 15: Degré de satisfaction selon les procédures de recrutement des agents

Procédure de recrutement	Degrés de satisfaction (N=50)					
	Satisfaction	%	Non satisfaction	%	Total	%
Stage	5	8,47	7	11,86	12	20,33
Recommandation	9	15,25	4	6,77	13	22,02
Test	8	13,55	12	20,33	20	33,88
Interview	6	10,16	8	13,55	14	23,71
Total	28	47,45	31	52,54	59	100

Source : Nos enquêtes sur terrains

La majorité des sujets ont été retenus suite aux tests (33,88%), en effet nombreux ne sont pas satisfait 20% contre 14% qui sont satisfait de cette démarche ; d'autre par l'interview (23,71%) parmi lesquels 14% non satisfait contre 10% satisfait de la procédure de recrutement ; la recommandation (22%) dont la majorité est satisfait 15% contre 7% qui sont insatisfait. Enfin, le stage est cité à la faible proportion (20%) dont la majorité n'est pas satisfait 12% contre 8% de ceux qui sont satisfait.

Retenons que les recrutés par les recommandations sont plus satisfait que ceux ayant subi les stages, les interviews ou tous. Autrement dit nombreux d'agents ne sont pas satisfaits.

C. DEGRES DE SATISFACTION ET FACTEUR PROFESSIONNEL DE RECRUTEMENT

Tableau 16 : Degrés de satisfaction et facteurs prépondérants de recrutement

facteurs qui favorisent le recrutement	Degré de satisfaction					
	Satisfaction	%	Non satisfaction	%	Total	%
Age	2	2,94	3	2,41	5	7,35
Sexe	2	2,94	2	2,94	4	4,98
Eglise	3	4,41	1	1,47	4	5,88
Expérience	17	25	17	25	34	50
Niveau d'étude	6	8,82	6	8,82	12	17,64
Spécialité	4	4,41	5	8,82	9	13,23
Total	34	50	34	50	68	100

Source : Nos enquêtes sur terrains

La lecture de ce tableau montre que les réponses des sujets sont diversifiées (50%) sont soulevées par les sujets qui sont satisfaits par les facteurs de base qui avaient pesé lors de leurs recrutements 25% des expériences, 9% pour le niveau d'étude ; les églises et les spécialités 4% pour chaque cas et enfin le sexe et l'âge à faible pourcentage 3% par cas. Remarquons que 50% ne sont pas satisfait de ce facteur.

D. RELATIONS INTERPERSONNELLES

Tableau 17: Les rapports liés aux collègues du travail

Réponses	Fréquence	Pourcentage
Franche collaboration	30	60
Collaboration mutuelle	10	20
Collaboration parfaite	8	16
Manque de collaboration	2	4
Total	50	100

Source : Nos enquêtes sur terrains

Il ressort de ce tableau que sur 50 sujets enquêtés, 60% de réponses sont en franche collaboration avec les collègues du travail suivi de 20% de réponses qui sont en collaboration mutuelle, 16% de réponses sont en collaboration parfaite avec leur collègues et 4% de

réponses parlent de manque de collaboration avec leurs collègues de travail.

Nous remarquons qu'entre agents, les relations sont bonnes quelques soit quelques cas de dysfonctionnement au sein de cette corporation.

E. STRATEGIES LIEES A LA SATISFACTION

Réponses	Fréquence	Pourcentage
Augmentation de salaire	19	38
Amélioration des conditions de travail	12	24
Multiplier les formations	5	10
Etre objectif lors de l'appréciation	4	8
Créer un climat social entre les agents	1	2
Respecter le code du travail	8	16
Donner la prime de risque	1	2
Total	50	100

Source : Nos enquêtes sur terrains

De ce tableau ci-haut, des stratégies liées à la satisfaction des agents sur 50 sujets enquêtés, 38% de réponses soulèvent l'augmentation de salaire, 24% de réponses soulignent l'amélioration de conditions du travail, suivi de 16% de réponses pour le respect de code du travail ; 10% de réponses insistent pour la multiplication des formations accélérées des agents, 8% de réponses soulèvent l'objectivité lors de l'appréciation des agents, enfin, la création d'un climat social entre les agents et la prime d'activité (récompense) représentent 2% pour chaque cas. Disons que l'augmentation de salaire et l'amélioration des conditions du travail sont les stratégies de base proposées par les agents. Ces résultats contredits ceux de TAYLOR stimulé par MULEKA (2008).

V. CONCLUSION ET SUGGESTION

Au terme de notre Article intitulé « ***étude sur le recrutement et la satisfaction des travailleurs dans les entreprises privées de la ville de Goma, cas du CJDBN*** », il est clair de présenter notre conclusion et nos suggestions. Pour mettre fin à cette étude, nous nous sommes posées les questions suivantes dans la problématique à savoir : Quels sont les procédures de recrutement des agents au centre des jeunes Don Bosco Ngangi ? Y-a-t-il des facteurs qui facilitent le recrutement des agents chez Don Bosco ? Certains facteurs sont-ils à la base de la promotion des agents chez Don Bosco ? Quelles stratégies facilitent la satisfaction des agents chez Don Bosco ?

En choisissant cette étude, nous nous sommes fixés les objectifs suivants : Décrire les procédures de recrutement ; Identifier les facteurs de base de recrutement ; Déceler les facteurs de la promotion ; Identifier les stratégies liées à la satisfaction. Partant de ces préoccupations, nous nous sommes proposé de vérifier nos hypothèses de la manière suivante : Les tests et l'interview seraient les procédures de recrutement chez Don Bosco ; L'expérience professionnelle et le niveau d'étude du candidat seraient les facteurs le plus prépondérants du recrutement dans cette firme ; Les connaissances avec les chefs et le savoir-faire seraient les facteurs de base d'accès à la promotion ; L'augmentation de salaire et l'amélioration la condition de travail seraient les stratégies liées à la satisfaction chez Don Bosco.

La population à laquelle renvoie notre étude est constituée des travailleurs du centre des jeunes Don Bosco Ngangi (CJDBN) Goma où nous avons travaillé avec un échantillon stratifié non proportionnel de 50 travailleurs.

La récolte des données a été faite au moyen d'un questionnaire d'enquête comprenant 11 questions parmi lesquelles 5 sont à choix multiples, 3 sont fermées et 3 sont ouvertes. Les résultats de cette étude se présentent de la manière suivante : En considérant les procédures de recrutement au CJDBN, 33,9% des travailleurs soulignent le test comme procédure de recrutement, 23,7% affirment l'interview comme procédure de recrutement, la recommandation et le stage comme procédures de recrutement différence retenues.

Au regard de ces résultats, nous confirmons notre première hypothèse. En ce qui concerne les facteurs qui facilitent le recrutement au CJDBN, 50% des travailleurs soulèvent l'expérience professionnelle ; 17,6% pour le niveau d'étude, le sexe et l'église comme facteur qui facilitent le recrutement à faible proportion. Ces résultats nous poussent à confirmer notre deuxième hypothèse. Parmi les facteurs qui influencent la promotion, 32% des travailleurs soulignent les connaissances avec les chefs et le savoir-faire influence la promotion, 18% le savoir-faire, 16% pour l'ancienneté et enfin 14% soulignent le niveau d'étude comme facteur qui influence la promotion.

Ceci nous pousse à confirmer notre troisième hypothèse. En ce qui concerne les stratégies liées à la satisfaction, (38%) disent que pour être satisfait il faut donc l'augmentation du salariale, 24% soulignent l'amélioration des conditions de travail, la multiplicité des formations des agents, les respects de code du travail, objectivité, l'appréciation voire un bon climat social qui influencent difficilement la satisfaction selon nos sujets. A partir de ces résultats, nous corroborons notre quatrième hypothèse. Voici quelques suggestions que nous pouvons donner aux chefs d'entreprises pour un bon recrutement et une meilleure satisfaction des agents.

Engager les gens à travers leur stage de perfectionnement car le stage est un bon moyen d'évaluer le candidat ; Offrir aux agents la promotion sans tenir compte de l'ancienneté, l'expérience professionnelle, ni de savoir-faire mais de niveau d'étude ; Donner aux travailleurs un salaire suffisant pour qu'il soit satisfait de leur milieu de travail ; Organiser chaque fois de sessions car il y a beaucoup de travailleurs oubliés lors de la session organisée ; Disposer au niveau de votre entreprise un code de travail car après investigation nous avons constaté que beaucoup de travailleurs sont marginalisés. Pour mettre fin à cette étude, nous pensons ne pas avoir épuisé toutes les procédures de recrutement et les stratégies liées à la satisfaction des travailleurs. C'est pourquoi, nous demandons aux générations futures de nous compléter en menant d'autres recherches à ce sujet.

VI. BIBLIOGRAPHIE

➤ OUVRAGES

- A. BOYER al (1997), *Les fondamentaux de l'entreprise*, édition, d'organisation ;
CHAMINANDE (2007), *Ressources humaines, nouvelles pratiques selon l'ISON 9001*, édition, Afnor ;
COHEN (2006) ; *Toute fonction Ressources humaines*, édition : DUNOD
DAYAN (2004), *Manuel de gestion*, édition Ellips ;
F. DURAND et al (1994), *Réussir l'entretien de recrutement*, Paris Puf ;
G. IACONO et al (2008), *Gestion des ressources humaines, cinq définitions pour l'avenir*, édition, GUALINO ;
GJB. PROBAST al (1992), *Organisation et management*, Paris Puf ;
HELLRIEGEL et al (1992), *Management des organisation*, édition de Boeck université ;

➤ DICTIONNAIRES

AHMED SILEM (2002), *Lexique d'économie*, 7^e édition ;
JP TAÏEB (2007), *dictionnaire des ressources humaines (RH)*, édition Dunod ;
M. GRAWITZ (2004), *Lexique des sciences sociales*, édition Dalloz ;
Pierre Larousse (1991), *Le dictionnaire encyclopédique*, édition, Paris Cedex 06.

➤ COURS

BEDAN MOKAKANDO (2008), *Psychologie commerciale et industrielle*, cours inédit, FPSE, UNIGOM
MLEKA A (2011), *Etude de cas en orientation, sélection promotion professionnelle*, cours inédit, FPSE, UNIGOM
TSHIMPANGA J (2011), *Psychologie des organisations*, cours inédit, FPSE, UNIGOM
YUMA MAJALIWA (2008), *Administration et gestion des ressources humaines*, cours inédit, FGA UNIC ISGA

➤ MEMOIRES ET TFC

MAHANO (2008), *étude des mécanismes de recrutement des agents, cas de l'institut national de Préparation Professionnelle*, TFC inédit FPSE, UNIGOM ;
YAHYA MOUQLA (1999), *étude de la satisfaction au travail du personnel infirmier*, Mémoire inédit Faculté d'Administration Sanitaire et Publique/OINAS.

➤ WEBOGRAPHIE

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Recrutement>
<http://fr.wikipedia.org/wiki/Satisfaction>

**Par : BARUME RUGOMBERA David
et IRAGI BAZUNGU Jonathan**

BIBLIORASSUE

Pour d'autres pays, la Recherche, constitue la clé de voute d'un développement durable. Il est difficile de se développer sans s'investir dans la Recherche pluridisciplinaire. En RDCongo, la Recherche se butte à des difficultés énormes tantôt d'ordre structurel et logistique très sérieux. L'insuffisance des institutions spécialisées et équipées pour la recherche en RDC ne permet pas l'exploitation des toutes les potentialités humaines et matérielles que dispose le pays.

Malgré cela, les Chercheurs du Secteur Privé se lancent dans la production sans appui logistiques ni financiers de la part du gouvernement congolais. Ce qui rend de plus en plus la tâche difficile à la recherche en RDC. Toujours seul depuis la conception de la problématique sociétale jusqu'à l'obtention des résultats, sans soutien dans la collecte de données et dans leur traitement. Même quand ils ont obtenu les résultats, ils payent afin de les rendre publics comme fruit du labeur. Il ya lieu de demander au Ministère de Recherche de s'y impliquer afin de rémunérer les chercheurs congolais. Une raison de plus d'encourager les Chercheurs Congolais à venir publier à la Maison d'Édition ORASSU International et promouvoir la science, la qualité et l'émergence pour la dissémination de la connaissance depuis la RDC vers l'Afrique et le monde.

LES OUVRAGES DE LA MEME COLLECTION

1. (Coll) John-Modest, Leonard & Justin KABUMBA; *dynamisme, force et conviction à l'éveil du Congo dans l'arrimage du système* LMD, ORASSU, mars 2022, Pp250.
2. (Coll) Père KAMBALE, J.D., John-Modest, M & André MK; *conscience de soi, gestion du temps pour un entrepreneuriat et leaderships efficaces en RDC*, ORASSU, juin 2022, Pp250.
3. (Coll) Master Pierre KAHETO, John-Modest, Innocent KALWIRA et Jean Paul CHIRHAHONGERWA; *une éducation de qualité pour l'homme de demain*, ORASSU, septembre 2022, Pp250.
4. (Coll) Maître Innocent KALWIRA, Dr. ETSHUMBA YOHALI, Ass2 BAHATI KIKUMI Justin (all.) et John-Modest MUTAYONGWA; *de d'état de droit à l'état de siège quel bilan dans la résolution des conflits et de malnutrition à l'Est de la RDCongo*, ORASSU, décembre 2022 Pp 250.
- 5.(Coll) Prof, Dr. MUGISHO KATENGURA Christian, RAFIKI Patient, John-Modest MUTAYONGWA et Christian RIZIKI ; *Tous pour une Afrique autonome de paix et de développement*, ORASSU, mars 2023 Pp 283.
- 6.(Coll) Prof, Dr. MUGISHO KATENGURA Christian, Prof,Dr BATUPE MUSESEKA Pépé, Dr. Théophile KANYABUGOYI, Doctorant Pierre MURHULA KAHETO et

Master John-Modest MUTAYONGWA; *de la libération mentale à l'indépendance politique en RDC*, ORASSU, juin 2023 Pp 301.

7.(Coll) Docteur Paulin NYENGO OLONGE, Doctorant MURHULA KAHETO Pierre, et C.T. John-Modest MUTAYONGWA ; *démocratie ou clé de bonne gouvernance*, ORASSU, Septembre, 2023, Pp291.

8. (Coll) Docteur Paulin NYENGO OLONGE, Ass BYEGULU BIRHAHEKA Patrick et Ass KULONDWA BAHIZIRE Lucky clove et C.T. John-Modest MUTAYONGWA ; *Business de la guerre ou la guerre de business orgueil de l'individualisme au détriment de tous*, ORASSU, Mars, 2024, Pp321.

Rendez-vous au prochain numéro ORASSCOPIE X

